

B 837,321



DT
103
.C47

2 vols 24/1

SOCIÉTÉ ROYALE DE GÉOGRAPHIE D'ÉGYPTE

PUBLICATIONS SPÉCIALES

SOUS LES AUSPICES DE SA MAJESTÉ FOUAD I^{er}

FRANÇOIS CHARLES-ROUX

L'ANGLETERRE
ET L'EXPÉDITION FRANÇAISE
EN ÉGYPTE



LE CAIRE
M DCCCXXV

LT
103
.C47

SOCIÉTÉ ROYALE DE GÉOGRAPHIE D'ÉGYPTÉ

PUBLICATIONS SPÉCIALES

SOUS LES AUSPICES DE SA MAJESTÉ FOUAD I^{er}

ET SOUS LA DIRECTION

DE M. ADOLPHE CATTAUI BEY

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA SOCIÉTÉ ROYALE DE GÉOGRAPHIE D'ÉGYPTÉ

L'ANGLETERRE
ET L'EXPÉDITION FRANÇAISE
EN ÉGYPTÉ

SOCIÉTÉ ROYALE DE GÉOGRAPHIE D'ÉGYPTE

PUBLICATIONS SPÉCIALES

SOUS LES AUSPICES DE SA MAJESTÉ FOUAD I^{er}

ET SOUS LA DIRECTION

DE M. ADOLPHE CATTAUI BEY

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA SOCIÉTÉ ROYALE DE GÉOGRAPHIE D'ÉGYPTE

L'ANGLETERRE
ET L'EXPÉDITION FRANÇAISE
EN ÉGYPTE

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR :

Les Échelles de Syrie et de Palestine au XVIII^e siècle. Tirage à part de la *Revue d'Histoire diplomatique*. Une plaquette in-8°, 142 pages, Plon-Nourrit et C^{ie}, Paris 1907.

La production du coton en Égypte. Un vol. in-8° jésus, Armand Colin et C^{ie}, Paris 1908 (épuisé).

(Couronné par la Société de Géographie commerciale de Paris.)

Les origines de l'Expédition d'Égypte. Un vol. in-8° carré, Plon-Nourrit et C^{ie}, Paris 1910.

(Couronné par l'Académie française.)

Alexandre II, Gortschakoff et Napoléon III. Un vol. in-8° cavalier, Plon-Nourrit et C^{ie}, Paris 1913.

(Couronné par l'Académie française.)

L'Expédition des Dardanelles au jour le jour. Un vol. in-8°, Armand Colin et C^{ie}, Paris 1920.

Autour d'une route. L'Angleterre, l'isthme de Suez et l'Égypte au XVIII^e siècle. Un vol. in-8°, Plon-Nourrit et C^{ie}, Paris 1922.

(Couronné par l'Académie française.)

**L'ANGLETERRE
ET L'EXPÉDITION FRANÇAISE
EN ÉGYPTÉ**

PAR

M. FRANÇOIS CHARLES-ROUX

TOME PREMIER



IMPRIMÉ PAR L'IMPRIMERIE
DE L'INSTITUT FRANÇAIS D'ARCHÉOLOGIE ORIENTALE
POUR LA SOCIÉTÉ ROYALE DE GÉOGRAPHIE D'ÉGYPTÉ
45, RUE CHEIKH YOUSSEF, AU CAIRE

M DCCCC XXV

20712
Qua...
6-...
3436
2...

AVANT-PROPOS.

Le but du présent ouvrage est de montrer la réaction de l'Angleterre à l'Expédition française en Égypte et l'influence de cette entreprise sur la politique anglaise. Sa nouveauté, s'il en a une, est de faire suivre pas à pas, à travers les vicissitudes militaires et diplomatiques de la guerre sur terre et sur mer, en Afrique, Asie et Europe, la formation et les progrès d'un intérêt et d'une politique britanniques, envers le pays par où passe la plus courte des voies d'accès aux Indes. Aussi fait-il une large part à la répercussion des événements sur les idées des Anglais qui y ont été mêlés comme acteurs, — ministres, amiraux, généraux, diplomates, — et sur celles de leurs compatriotes qui en ont été témoins, — simples particuliers, opinion publique.

Une évolution s'est accomplie, à partir de juin 1798, sous l'effet de l'initiative française, dans la politique du Gouvernement britannique et dans les notions mêmes du peuple anglais sur ses intérêts nationaux. Le point de départ de cette évolution est une indifférence et une inattention complètes à l'Égypte : c'est celui où notre ouvrage sur *L'Angleterre, l'isthme de Suez et l'Égypte au XVIII^e siècle* a laissé la question des rapports anglo-égyptiens, au moment où quitte Toulon la flotte de Brueys, portant l'armée et la fortune de Bonaparte. Le point d'arrivée est une expédition militaire anglaise à Alexandrie, décidée et faite en 1807 sur le simple soupçon que les Français se proposaient d'y retourner. C'est afin de pouvoir suivre

jusqu'à son terme l'évolution politique commencée en juin 1798 que nous en avons poussé l'étude jusqu'en 1807. Le débarquement anglais de 1807 à Alexandrie est, en effet, une conséquence directe de la conquête et de l'occupation du pays par les Français de 1798 à 1801; et il démontre l'empire pris sur la politique de l'Angleterre par les notions qui s'y étaient formées au cours des neuf années précédentes.

Il nous a paru impossible de suivre et surtout de faire comprendre la réaction et l'évolution des Anglais, sous le coup de l'expédition française en Égypte, sans faire d'assez nombreuses références à la situation, aux actes et aux vues des Français. Elles nous ont semblé nécessaires pour faire apparaître, tantôt des illusions chez les premiers ou chez les seconds, tantôt une extraordinaire symétrie entre les espoirs des uns et les soucis des autres.

La lente destruction, dans l'un et l'autre camp, d'illusions qui tantôt se correspondent, tantôt se contredisent, constitue en définitive un des résultats de la dure leçon que les deux nations ennemies se sont administrées l'une à l'autre.

L'Angleterre apprend de la France qu'elle ne peut, sans risques graves, se désintéresser totalement de l'Égypte, au point de n'y même pas avoir un consul pour la renseigner sur ce qui s'y passe; qu'elle a eu tort d'être incrédule au soupçon de convoitises françaises sur ce pays et à des renseignements qui l'attribuaient pour destination à l'armement de Toulon; qu'une escadre, même pas mise en garde contre une tentative de Bonaparte sur Alexandrie, peut ne pas suffire à y mettre obstacle; que, l'Égypte une fois aux mains des Français, ce n'est pas assez des forces armées de la Turquie pour les en chasser, et qu'une politique militaire faisant fond sur les troupes ottoma-

nes pour avoir raison des Français en Orient n'est pas adéquate; que, la flotte française détruite, l'armée de Bonaparte coupée de ses communications avec la métropole, bloquée dans sa conquête, il y a encore loin de là à la ruine totale de son entreprise; que la destruction de cette armée ou sa reddition sans conditions sont des buts infiniment plus difficiles à atteindre qu'ils n'avaient d'abord semblé; qu'avoir refusé de laisser les Français évacuer l'Égypte de bon gré, à moins qu'ils ne se rendissent prisonniers de guerre, peut avoir été malavisé; que, pour faire place nette d'eux dans la vallée du Nil, une double expédition militaire anglaise est nécessaire, par la Méditerranée et par la mer Rouge; que, sans l'infériorité du commandement et l'épuisement des forces morales chez les Français, même cette expédition aurait pu être impuissante à en finir avec eux; qu'il était possible de retourner contre eux, pour les expulser d'Égypte, les plans de jonction avec l'Inde par la mer Rouge qu'eux-mêmes avaient formés contre la Grande-Bretagne et qui les avaient conduits au Caire et à Suez; que la mer Rouge a, comme le golfe Persique, son rôle à jouer dans la politique britannique; que l'Égypte y a aussi sa place marquée et que, la main une fois mise aux affaires égyptiennes, on ne l'en peut complètement retirer; que prévenir le renouvellement de l'entreprise française de 1798 exige une activité politique sur place, des précautions militaires et navales, l'occupation permanente de Malte, voire une occupation préventive d'Alexandrie.

Réciproquement, la France apprend de l'Angleterre qu'il est chanceux de se lancer, contre la puissance qui possède la suprématie maritime, dans une expédition d'outre-mer, avant d'avoir donné plus de soins à la reconstitution navale; vain de

vouloir faire un établissement colonial sans être assurée, soit de la tolérance des Anglais, soit de la supériorité maritime sur eux; vain de s'imaginer qu'ils pourront être amenés, autrement que par la défaite ou par d'énormes compensations, à prendre leur parti d'une conquête française faite contre eux, pour leur nuire; vain de penser qu'une paix avec eux puisse, à moins de leur être imposée ou payée extrêmement cher, laisser la France en possession de l'Égypte; vain d'espérer que l'offre de rétrocéder l'Égypte à la Turquie puisse leur faire remettre l'épée au fourreau, tant qu'ils croiront l'armée française d'Orient vouée à une complète et prompte extermination; vain de se figurer que la Turquie puisse être, après l'irruption française en Égypte et la victoire navale anglaise, empêchée de s'allier avec eux ou détachée d'eux; vain de croire que le seul fait d'être en Égypte mette en mesure de leur porter un coup dans l'Inde, quand rien n'a été organisé ni coordonné pour produire cette conséquence et rendre possible le transport d'un corps de troupes de Suez à Bombay; vain de compter que les forces morales d'une armée soumise à une tâche épuisante, dans un pays exotique, et coupée de communications, si ce n'est furtives, avec la mère patrie, puissent résister indéfiniment aux lents effets de l'isolement.

L'extraordinaire symétrie d'espoirs et de soucis, d'un camp à l'autre, est une des caractéristiques de leur dramatique conflit. On la constate à tout instant. On la retrouve jusqu'à l'occasion des parties les plus chimériques et les plus imprécises du plan français : pas un espoir français, si déraisonnable et vague fût-il, qui n'ait eu sa contre-partie dans un souci anglais, dans une parade ou dans une velléité de parade. Par là aussi se manifeste cette sorte d'enseignement que les deux adversaires se donnent

l'une à l'autre, spécialement celui que l'Angleterre reçoit de la France. Des efforts ou même de simples rêves français éclairaient l'Angleterre sur certains de ses intérêts lointains, lui en font prendre conscience, lui ouvrent de nouveaux horizons, lui apprennent les conditions dont dépend la protection de l'Inde.

La France a espéré atteindre l'Inde, sans savoir au juste par où : par Suez et la mer Rouge; par la Syrie, Bassora et le golfe Persique; par la Perse et les sultanats d'Asie centrale. L'Angleterre a craint que ses ennemis atteignissent l'Inde, précisément par ces mêmes voies. Elle a supputé les chances qu'ils avaient d'y réussir, en a discuté, concluant généralement à la négative. Elle a pris certaines mesures pour les en empêcher. D'autres mesures, jugées superflues par le Gouvernement, ont été suggérées par des Anglais, et non des moindres. Il en est qui ont proposé d'appeler les Russes en Afghanistan, de faire garder les accès de la Perse par des troupes de la coalition, de transporter à Bassora et en Syrie des soldats de l'Inde. Ces appréhensions et ces suggestions sont les premières manifestations en Angleterre de la politique qui lui a fait voir dans l'Iran, dans l'Irak, en Arabie, les contreforts, les bastions avancés de l'Inde.

Quiconque était l'adversaire des Anglais aux Indes a été tenu par les Français pour un auxiliaire et les a tenus pour des alliés. Des contacts, des collusions et des tentatives de concert se sont produits, avant et pendant l'expédition d'Égypte, entre la France et les princes hindous, spécialement entre elle et Tip-poo-Sahib. L'Angleterre les a soupçonnés d'abord, connus ensuite. Elle s'en est alarmée et a agi en conséquence. Le stérile manège de vaines coquetteries franco-indiennes a ainsi abouti à hâter l'asservissement de deux souverains indigènes, la ruine

et la mort d'un troisième, Tippoo-Sahib lui-même. Dans cette guerre locale, à laquelle n'ont pris part ni un soldat, ni un marin français, et dans laquelle la France n'a été représentée que par quelques hardis et obscurs aventuriers ou par son seul pavillon, importé chez certains rajahs comme emblème d'indépendance, les calculs français et anglais se sont encore opposés avec tant de symétrie, qu'après sa victoire définitive sur le sultan de Mysore et sur une armée exclusivement mysoréenne, le gouverneur général de l'Inde a pu écrire : « La France est à jamais exclue de l'Inde ».

La France, pendant une courte période de rapprochement franco-russe, auquel coupa court l'assassinat de Paul I^{er}, a espéré lancer les armées russes à l'assaut de l'Inde et ramener l'escadre russe, comme alliée, dans le Bosphore. Les Anglais en ont pris peur. Ils s'en sont inquiétés à Londres, à Calcutta, à Madras. C'est une des premières fois qu'ils aient cru entendre le pas des grenadiers moscovites sur l'Iran et, quand on cherche qui l'a fait résonner à leurs oreilles, on s'aperçoit que c'est la France.

Tant qu'elle fut maîtresse de Kosseir et de Suez, la France a cultivé l'amitié du Chérif de La Mecque et cherché à faire régner son influence à Djeddah, à Moka, dans toute la mer Rouge. Les Anglais ont d'abord contrecarré ses efforts, puis les ont repris à leur propre compte. C'est notre pays qui leur a enseigné la valeur des positions intermédiaires entre l'Égypte et l'Inde, qui les a conduits à Périm, à Aden, sur la côte arabique, sur la côte soudanaise. A la base de tout ce qu'ils ont fait depuis dans ces parages, jusqu'alors si négligés par eux, des occupations auxquelles ils ont procédé, des trafics qu'ils ont ouverts ou développés, des relais qu'ils ont établis pour la

navigation, il y a, de la part de la France, un exemple ou une velléité de leur donner l'exemple, de la leur, un principe d'imitation ou de défense. Et ce sont les mêmes maîtres malgré eux, les mêmes utiles ennemis, — nos pères, — qui ont, poursuivant un apostolat commencé dès le ^{xvii}^e siècle, mis à l'étude ce grand œuvre de la jonction des deux mers, dont l'Angleterre devait être la principale bénéficiaire, après en avoir désespérément contrarié l'exécution.

Ces enseignements, si féconds pour l'Angleterre, n'ont pas non plus été complètement perdus pour la France. L'expédition d'Égypte a eu sur sa politique des effets contradictoires. Elle l'a rattachée à l'Égypte par des liens durables, par des traditions et des souvenirs presque impérissables. Mais elle l'en a aussi éloignée. Car les Français ont peu à peu pris conscience d'avoir surtout travaillé pour leurs ennemis d'alors, d'avoir, comme dit le bon La Fontaine, tiré les marrons du feu pour autrui. Il ne s'est pas passé longtemps avant qu'ils se rendissent compte, par exemple, d'avoir, en faisant battre et supprimer Tippoo-Sahib, fortifié la puissance anglaise dans l'Inde. L'échec final de leur entreprise orientale de 1798 a contribué à les rejeter vers des tentatives de descente en Angleterre, de corps à corps direct avec leurs rivaux; vers de vastes combinaisons continentales, auxquelles fût subordonnée la possibilité de menacer de nouveau l'Inde britannique; enfin vers des orientations coloniales nouvelles, cherchées ailleurs qu'au Levant.

Pourtant, il ne s'en est pas fallu de beaucoup que leur établissement colonial en Égypte résistât à l'assaut anglais, reçût de la métropole un secours efficace, triomphât de l'expédition militaire de 1801, lassât la ténacité de ministres britanniques talonnés par le besoin de la paix.

Les deux grands efforts tentés par la France pour rouvrir les communications maritimes avec l'Égypte, les expéditions navales de Bruix et de Ganteaume, ont failli réussir. Bruix en 1799, Ganteaume en 1801 ont eu le champ libre entre Gibraltar et Alexandrie pendant plus de jours qu'il ne leur en fallait pour aller d'un point à l'autre. Les témoignages mêmes des amiraux anglais établissent, et la possibilité que l'escadre française en a eue par deux fois, et la crainte qu'ils en ont éprouvée, et leur pleine conscience d'avoir été pris totalement au dépourvu. Ce sont des facteurs étrangers aux mouvements des flottes anglaises et aux dispositions des amiraux britanniques qui ont empêché que fût rompu le blocus maritime, sous lequel étouffait matériellement et moralement l'Égypte française, que l'armée d'Orient fût renforcée et vivifiée par un apport de sang frais.

L'expédition militaire anglaise de 1801 est une suite continue de succès. Mais à ces succès eurent tant de part les fautes et les défaillances du commandement français qu'on est amené à se demander si, normalement, la campagne n'aurait pas pu ou dû tourner tout autrement. Les Anglais ont été les premiers à se le demander et à répondre à cette question par l'affirmative. Le général qui les a conduits à la victoire finale convenait que son adversaire, Menou, « était la vraie cause de la perte de l'Égypte par les Français ». Ceux de ses officiers qui ont narré leurs opérations ont signalé les alarmes, les angoisses de leurs chefs, Abercromby et Hutchinson, dans des circonstances critiques dont l'ennemi ne sut jamais exploiter les chances. Ils ont confessé leur surprise de leurs propres succès. Aussi, sans résoudre un problème, qu'à moins de refaire l'histoire après coup, il faut se contenter de poser, doit-on admettre

qu'une victoire très favorisée par la fortune fit sentir aux Anglais combien une occupation française en Égypte pourrait être dure à en extirper, si on l'y laissait s'y implanter une seconde fois.

Vint le moment où les résultats matériels d'une lutte de Titans, dans quatre des cinq parties du monde, une « carte de guerre » qui était une vraie mappemonde, durent être mis sur la table pour en faire sortir des conditions de paix. Ce moment s'étend sur toute la période occupée par les opérations militaires anglaises en Égypte et l'excède exactement d'un mois. Au cours d'une joute diplomatique aussi serrée que disputée, dans laquelle l'Égypte tient une très grande place, les ministres britanniques ont admis que la France pût rester en possession de sa conquête orientale, mais seulement à la condition que l'Angleterre conservât toutes les siennes : Malte, Minorque, Ceylan, les comptoirs français de l'Inde, le cap de Bonne-Espérance, les Antilles françaises et espagnoles, la Guyane hollandaise. Rançon si énorme qu'on ne sait plus alors ce dont on doit être le plus frappé : de la valeur que le Gouvernement anglais a reconnue à l'Égypte, pour l'avoir mise en balance avec un lot si colossal, ou de la défaillance à laquelle il a cédé, en admettant d'y laisser ses rivaux, à quelque prix que ce fût.

Avant même que les hostilités fussent arrêtées, ont commencé d'apparaître les conséquences durables, permanentes des deux expéditions en Égypte, la française et l'anglaise : et elles ont continué de s'affirmer pendant la courte trêve d'Amiens et après la rupture de cette paix éphémère. C'est d'abord un axiome, immédiatement posé par les généraux mêmes qui dirigent les opérations britanniques en Égypte, admis sans discussion par la diplomatie de leur pays, adopté par les hommes d'État de Londres, tenu pour article de foi par la marine

anglaise : les Français, une fois chassés d'Égypte, n'auraient nécessairement d'autre idée que d'y retourner. Cela, c'est un postulat, d'où tout le reste ne dérive pas, mais à quoi tout le reste emprunte son importance. — Ensuite vient l'obligation de s'ingérer dans les affaires intérieures du pays, que l'Angleterre a reconquis pour le compte de la Turquie. A cela diverses raisons, dont la principale est l'intérêt d'y organiser un régime suffisamment fort et stable, pour le mettre à l'abri des futures entreprises des Français. Les Turcs se sont avérés d'une extrême faiblesse militaire et d'une absolue incapacité politique : ils ne seront pas en mesure d'empêcher que la France ne se ressaisisse de l'Égypte. Les Mameluks haïssent les Turcs, qui le leur rendent et ne se soucient pas de partager de nouveau le pouvoir avec eux. Les uns et les autres sont les alliés et les auxiliaires de l'Angleterre : et voici l'Angleterre contrainte à s'immiscer dans leurs querelles, à arbitrer leurs différends, à tenter vainement d'accommoder leurs prétentions rivales, tâche à laquelle ses généraux, son ambassadeur à Constantinople perdent leur peine et leur latin : et sur toute cette stérile activité plane le souci dominant d'instaurer en Égypte un ordre de choses assez solide et assez viable pour y interdire le retour des Français. — Simultanément à ces soins fastidieux et ingrats se pose une question qui en devait naître fatalement. Est-il pour l'Angleterre une garantie de sécurité en Égypte en dehors d'une occupation anglaise ? L'on voit alors généraux, diplomates, marins, la poser à leur gouvernement, lui demander si le coûteux effort qu'il a dû faire pour arracher l'Égypte aux Français ne lui ouvre pas un droit à quelque compensation, si l'intérêt majeur qui lui a imposé cet effort — la sécurité de l'Inde — ne lui crée pas le devoir d'y pourvoir par une occupation

permanente en Égypte, ou au moins par une prolongation de l'occupation existante. Et l'évacuation d'Alexandrie est ainsi remise en cause; et le Gouvernement français s'étonne du retard qu'elle subit; et les protestations qu'il élève à ce propos viennent corroborer le soupçon dont il est l'objet : celui de vouloir faire place nette des Anglais en Égypte pour pouvoir plus commodément s'y réinstaller à la première occasion. — Alexandrie finit pourtant par être évacuée; mais c'est Malte dont l'Angleterre refuse alors obstinément l'évacuation, parce que cette île aux mains débiles de l'Ordre de Saint-Jean laisserait la route d'Égypte ouverte aux Français. Derrière Malte, c'est donc l'Égypte qui fait le fond de la dispute, d'où sort la rupture de la paix d'Amiens. — Les hostilités rouvertes avec la France, se fait jour le regret d'avoir trop tôt retiré les troupes anglaises d'Alexandrie, désormais exposée au coup de main qu'on redoute constamment de la part de l'adversaire. Engagé dans une lutte de prestige et d'influence avec son collègue français, qui lui donne le pion, le représentant britannique en Égypte ne cesse de demander à son gouvernement l'envoi de frégates ou de troupes, comme le seul moyen, non seulement de s'opposer à un débarquement ennemi, mais d'enlever à la France l'avantage acquis par elle, grâce à une politique plus habile et plus judicieuse envers les factions rivales. — Combien est désormais ancrée dans les cerveaux britanniques l'idée qu'un nouveau débarquement en Égypte est dans les plans du Premier Consul, on le voit quand Nelson, chargé de guetter en Méditerranée l'armement que La Touche-Tréville doit faire sortir de Toulon, subit l'obsession de ce soupçon aussi longtemps que dure sa croisière, voit dans l'Égypte la destination la plus plausible de l'amiral français, mêle l'Égypte à d'autres hypothèses

qu'il forme subsidiairement, et finit par se précipiter à Alexandrie, à peine a-t-il appris que l'escadre française a quitté Toulon. — La même idée préconçue, pourtant démentie par la déconvenue de Nelson, se manifeste encore peu d'années après, quand, à la nouvelle d'un rapprochement politique entre la France et la Turquie, le Gouvernement anglais lui-même s'imagina que l'Égypte en est le prix, s'attend à voir Napoléon y envoyer un corps de débarquement et s'empresse de prendre les devants, en dirigeant sur Alexandrie une expédition, qui ne lui procure finalement qu'un mortifiant échec. — Comme l'Égypte s'est profilée derrière Malte, à l'abandon de laquelle l'Angleterre a préféré la guerre, l'Inde se profile derrière l'Égypte et en fait la valeur aux yeux des Anglais. La brûlante voie de la mer Rouge, où leurs flottes ont croisé pendant plus de quatre ans, que leurs convois de troupes ont remontée et descendue, sur les rives de laquelle leurs marins ont noué des intelligences, par laquelle leurs cipayes sont venus tendre la main à leurs régiments métropolitains, dont ils ont obtenu du Turc l'ouverture à leur commerce, est entrée dans le champ de leur politique et y a acquis, si l'on peut dire, droit de cité.

Ainsi se dégagent des événements les conséquences de l'entreprise qui avait étendu la rivalité franco-anglaise à la vallée du Nil et à l'isthme de Suez.

Considérées sous l'aspect où elles le sont ici, les neuf années qui s'ouvrent par l'expédition française de 1798 et se ferment par l'expédition anglaise de 1807 apparaissent comme particulièrement instructives, fertiles en enseignements politiques, dont l'Angleterre et la France eurent chacune à faire leur profit. La rançon dont elles les ont payés, sang versé, ruines accumulées, n'en doit pas masquer la vue.

Nous ne connaissons pas d'ouvrage anglais sur le sujet de celui-ci. Ce n'est pas à dire que nous prétendions avoir comblé la lacune qui nous a paru exister de ce fait. Car il eût fallu pour cela pouvoir traiter le sujet aussi bien qu'un historien anglais n'ayant que cela à faire et puisant méthodiquement à toutes les sources originales. Ces deux conditions, la première surtout, n'ont pas été réalisées pour nous. Des occupations d'un caractère moins rétrospectif ont forcément fait tort à cette étude historique, et une carrière errante a réduit nos recherches dans les archives anglaises à des sondages, sur certains points poussés assez loin.

F. CH.-R.

Rome, 1^{er} août 1924.

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE.

Les *Archives* auxquelles nous avons puisé la documentation de cet ouvrage sont, en premier lieu, les archives diplomatiques anglaises, conservées au *Public Record Office* de Londres, sous l'indication de série *Foreign Office*. La correspondance intéressant le plus directement notre sujet est celle du secrétaire d'État pour les Affaires étrangères avec l'ambassade d'Angleterre à *Constantinople*, reliée sous la rubrique *Turkey*. Elle renseigne utilement sur la réaction du Cabinet britannique et de ses agents en Turquie à l'expédition française en Égypte et aux vicissitudes de la lutte en Orient. Il arrive qu'on y trouve, annexées aux rapports des représentants diplomatiques, des lettres écrites par eux à des autorités coloniales, militaires ou navales, — telles que l'agent de la Compagnie des Indes à Bassora, l'agent de cette compagnie à Bagdad, le gouverneur général de l'Inde, les commandants de forces navales anglaises dans le Levant, les généraux britanniques en Égypte, — ainsi que des lettres reçues par eux des mêmes autorités. Plus rarement, on trouve reliés avec les dépêches du secrétaire d'État des mémoires qui lui avaient été remis ou transmis. Les documents provenant de la correspondance de Turquie et utilisés dans le présent ouvrage sont désignés dans nos notes par les initiales *F. O.* (*Foreign Office*), suivies du numéro de la classe ou du mot *Turkey* et du numéro du volume.

Les correspondances de *Russie* et d'*Autriche* renseignent surtout sur la formation et sur la dissolution de la seconde coalition, qui sont les parties déjà les mieux étudiées du sujet que nous traitons.

Des lettres du Ministre de la Guerre, Dundas, au gouverneur général du cap de Bonne-Espérance et au gouverneur général de l'Inde nous ont été fournies par la série *Colonial Office*. Elles sont désignées dans nos notes par les initiales *C. O.*, suivies des numéros de la classe et du volume.

Les *Archives de l'India Office*, à Londres, sont une mine de documents encore très peu explorée et particulièrement riche, en ce qui concerne les rapports de l'Égypte avec l'Inde. Elles contiennent les correspondances officielles des

autorités britanniques de l'Inde entre elles, avec la *Cour des Directeurs* (Conseil d'administration) et le *Comité secret* de la *Compagnie des Indes orientales* à Londres, avec le *Board of Control for India* ou Conseil gouvernemental qui contrôlait la Compagnie, avec les commandants des forces navales et des troupes de terre, ainsi que des mémoires et des notes, des procès-verbaux de délibérations prises par les *conseils* qui assistaient les gouverneurs de chaque *Présidence* ou territoire. Ces pièces sont classées sous des rubriques d'origine, telles que : *Fort Saint-George* (Madras); *Bombay secret and political proceedings*; *Bengal letters, Fort-William* (Calcutta); *Factory Records, Egypt and the Red Sea*; *King's Ships* (nom du navire battant pavillon d'un amiral ou d'un commodore), etc. Les documents provenant de ces archives sont désignés dans nos notes par les mots *India Office*, suivis de l'indication de la rubrique.

Les *Additional Manuscripts* du *British Museum* nous ont fourni une lettre et un mémoire de Warren Hastings au roi d'Angleterre (1798); des lettres et mémoires de Sir Alexander John Ball, commandant à Malte, sur l'Égypte; des notes relatives à la conduite du commodore Sidney Smith dans la négociation de la convention d'El-Arich. Les documents que nous en avons extraits sont désignés dans nos notes par les mots *British Museum, Add^d MSS.*, suivis de leur cote.

Les *publications documentaires anglaises*, auxquelles nous avons eu recours, sont nombreuses et de grand intérêt. Nous citerons en premier lieu *The Fortescue manuscripts preserved at Dropmore*, couramment désignés du nom de *Dropmore papers* et publiés à Londres, depuis 1892, par la *Historical Manuscripts Commission*. Ils contiennent les lettres particulières reçues par lord Grenville, Ministre des Affaires étrangères du Cabinet Pitt. C'est une source particulièrement importante, à laquelle nous avons beaucoup emprunté. Chaque volume est précédé d'une introduction, généralement fort bien faite. Les volumes intéressants notre sujet sont les volumes 4, 5, 6 et 7. Les documents extraits de cette publication sont indiqués dans nos notes par la mention *Dropmore papers*.

The dispatches and letters of Vice-Admiral Lord Viscount Nelson, publiées à Londres, 1845-1846, par Sir H. NICOLAS, 6 volumes, sont aussi un ouvrage fondamental pour notre sujet. Cette correspondance officielle et privée de Nelson est d'une très grande utilité pour l'étude des répercussions exercées sur lui, sur l'Amirauté, sur son Gouvernement, par l'expédition française en Égypte.

Les *Dispatches, minutes and correspondence of the Marquess of Wellesley*, par MONTGOMERY MARTIN, Londres, 1836, 5 volumes, contiennent la correspondance de lord Mornington, ensuite marquis de Wellesley, gouverneur général de l'Inde, avec le ministre Dundas, la Compagnie des Indes, les gouverneurs

de Bombay et de Madras, les généraux et amiraux commandant aux Indes, Sidney Smith, Spencer Smith, lord Elgin, etc. C'est une source documentaire de premier ordre pour la répercussion exercée dans l'Inde par l'expédition française en Égypte, la préparation de l'expédition anglo-indienne de 1801 dans la mer Rouge, la politique anglaise envers les États arabes.

The private papers of George, second Earl Spencer, First Lord of the Admiralty, 1794-1801, publiés pour la *Navy Records Society*, Londres, 2 volumes, 1914, sont une publication en cours. Le chapitre 7 (*Mediterranean papers, 1798*) du second volume intéresse notre sujet et contient la correspondance de lord Spencer avec lord Grenville, Dundas, lord Saint-Vincent (l'amiral Jervis), Thomas Grenville. Nos notes désignent cette publication sous le nom de *Spencer papers*.

Les *Letters of Admiral of the Fleet the Earl of Saint-Vincent* (l'amiral Jervis) *whilst First Lord of the Admiralty, 1801-1804*, publiés pour la *Navy Records Society*, 2 volumes, Londres, 1912, fournissent des renseignements utiles pour l'expédition maritime de l'amiral Ganteaume en Méditerranée et l'expédition militaire anglaise de 1801 en Égypte, dans le chapitre intitulé *The Mediterranean*, précédé d'une introduction, qui reprend les événements depuis la bataille du Nil (Aboukir).

Les recueils de *lettres interceptées* par la croisière anglaise, émanant des généraux et officiers français en Égypte et publiées à Londres, en trois volumes qui parurent successivement en 1799 et 1800, avec des introductions qui en tirent la conclusion pour le public britannique, sont utiles à consulter, parce que ces lettres et rapports ont été une des principales sources d'information du Gouvernement anglais sur la situation de l'armée française d'Égypte.

Nous avons eu souvent à nous reporter aux *publications documentaires françaises*, dont les titres suivent :

Pièces diverses relatives aux opérations militaires et politiques du général Bonaparte, 2 volumes, Paris, an viii.

Pièces diverses et correspondance relatives aux opérations de l'Armée d'Orient, imprimées en exécution d'un arrêté du Tribunal, 1 volume, Paris, an ix.

Dernière campagne des Français en Égypte, 1 volume, Paris, an x.

L'Expédition d'Égypte, par le commandant LA JONQUIÈRE, 5 volumes, Paris, publiés par la *Section historique de l'État-Major de l'Armée*, précieux et remarquable ouvrage, interrompu par la mort de l'auteur et s'arrêtant à la prise de commandement de Kléber, capital pour l'étude de la période comprise entre la substitution du projet d'expédition en Égypte à celui de descente en Angleterre et le retour de Bonaparte en France.

Kléber et Menou en Égypte depuis le départ de Bonaparte, par François ROUSSEAU, documents publiés par la Société d'Histoire contemporaine, précédés d'une excellente introduction, 1 volume, Paris, 1900.

Le Gouvernement anglais avait coutume, à cette époque, de livrer à la presse, au moins en extraits, beaucoup de dépêches de ses généraux et amiraux sur leurs opérations. Nous en avons relevé un grand nombre de Nelson, de Jervis, de Sidney Smith, de Keith, d'Abercromby, d'Hutchinson, etc. Ces extraits ou textes des rapports militaires et navals donnent un grand intérêt aux *journaux anglais du temps*, très utiles à consulter aussi pour se rendre compte des impressions du public britannique, au fur et à mesure des événements de la campagne. Nos notes renvoient fréquemment à la collection du *Times* et à celle du *Gentleman's Magazine*, revue mensuelle donnant des analyses d'ouvrages, des comptes rendus et commentaires des événements, des résumés des débats parlementaires.

Quelques *mémoires et biographies de personnages anglais* nous ont fourni, sur certains points, un complément d'information. Il en a été ainsi notamment pour les ouvrages intitulés : *Life and correspondence of Admiral Sir William Sidney Smith*, par H. BARROW, 2 volumes, Londres, 1848, où nous avons trouvé beaucoup d'extraits de lettres particulières de Sidney Smith; — *Memoirs of Admiral the Earl of Saint-Vincent*, 2 volumes, Londres, 1844, par J. I. TUCKER, qui avait servi comme secrétaire auprès de lord Saint-Vincent (l'amiral Jervis); — *The life of John Jervis, Admiral Lord Saint-Vincent*, 1 volume, Londres, 1913, par W. J. ANSON; — *William Pitt et son temps*, par lord STANHOPE, qui utilise les papiers personnels de Pitt et cite quelques lettres privées de celui-ci à lord Chatham, son frère, et à Dundas (cet ouvrage a été traduit en français par Guizot, 4 volumes, Paris, 1862-1863); — les *Memoirs of the Court and Cabinets of George III*, par le duc de BUCKINGHAM et CHANDOS, 4 volumes, Londres, 1853-1855, qui nous ont fourni quelques lettres de lord Grenville à son frère, lord Buckingham. Il existe plusieurs biographies de Nelson; nous ne les citons pas parce qu'elles n'ont rien ajouté pour nous aux données que nous avons extraites de sa correspondance.

La campagne de 1801 en Égypte a été racontée par deux officiers anglais dans des relations publiées peu après la fin des hostilités. Ces narrations, très utiles pour connaître le point de vue des militaires britanniques sur les difficultés de leur expédition et sur la résistance de leurs ennemis, sont : *History of the British Expedition to Egypt etc.*, par le colonel R. Th. WILSON, 1 volume, Londres, 1802; et *Journal of the late campaign in Egypt etc.*, par le capitaine

Th. WALSH, 1 volume, Londres, 1803. Un des divisionnaires du corps expéditionnaire anglais, le général Sir John Moore, a laissé un journal de sa carrière militaire, qui a été publié de nos jours : c'est le *Diary of Sir John Moore*, publié par Sir F. MAURICE, 2 volumes, Londres, 1904. Quatre chapitres de ce journal se rapportent à l'expédition anglaise en Égypte et sont très utiles à consulter.

L'expédition de Bonaparte en Orient a donné matière, en Angleterre, à un certain nombre de ces *écrits politiques*, que les Anglais appellent *pamphlets*, sans attacher à ce mot le sens spécial qu'il a en français. Ce sont des brochures, tracts ou livres, qui discutent de l'entreprise française, fournissent à cet égard des arguments et données géographiques, militaires, politiques, commerciales et autres, parfois aussi polémiquent avec des contradicteurs. De ce nombre sont : *An enquiry into the feasibility of the supposed expedition of Buonaparte to the East*, 1 brochure, Londres, 1798, par Eyles IRWIN, ancien superintendant de Madras; — *Buonaparte in Egypt, or an appendix to the enquiry into his supposed expedition to the East*, par le même auteur, Londres, 1798; — *The failure of the French Crusade, or the advantages to be derived by Great Britain from the restoration of Egypt to the Turks*, par le même auteur, Londres, 1799; — *Reply to Irwin, or the feasibility of Buonaparte's supposed expedition to the East exemplified, by an officer in the service of the East-India Company*, 1 brochure, Londres, 1798; — *Observations on the expedition of General Bonaparte to the East, and the probability of its success considered; to which is added a brief sketch of the present state of Egypt, an historical account of Alexandria, the two harbours of that city accurately delineated, its former splendour and present state contrasted; with some remarks on its local importance should it become the market of the East; together with a few particulars relating to the navigation of the Red Sea*, 1 brochure de 109 pages, Londres, 1798, par « l'auteur de l'Histoire de Pierre III »; — *Political recollections relative to Egypt*, par George BALDWIN, 1 volume, Londres, 1801, contenant l'exposé de son activité depuis 1775 en faveur de relations maritimes et commerciales directes entre l'Égypte et l'Inde, des mémoires et lettres de lui sur cette question, un compte rendu des opérations militaires anglaises en Égypte jusqu'après la bataille de Canope, un plaidoyer en faveur de l'intérêt politique britannique en Égypte; — *Narrative of the treachery and..... inhumanity of that renegade Buonaparte, and the defeat of his army at Acre in Syria, by that brave hero Sir W. Sidney Smith*, 1 brochure, Bristol, 1800, simple présentation, sous un titre à effet, de deux lettres de Sidney Smith; — *Another confirmation of the tender mercies of Buonaparte in Egypt, selected by his old friend John Bull*, Londres, 1803.

Quelques ouvrages anglais contemporains, *narrations épisodiques ou descriptives*, racontent une phase des opérations militaires ou navales, ou bien

B.

décrivent l'Égypte et ses habitants, ou bien rapportent des impressions et des souvenirs sur l'armée turque, les Mameluks, les Arabes, l'armée française, etc. Ainsi en est-il des suivants : *Memoir of a campaign with the Ottoman army in Egypt from February to July 1800, containing a description of the Turkish army, the journal of its march from Syria to Egypt, general observations on the Arabs and on the treaty of El-Arish, with an account of the events which followed it*, by M. J. P. MORIER, private secretary to His Excellency the Earl of Elgin, Londres, 1801; — *A non military journal or observations made in Egypt by an Officer of the Staff of the British army, describing the country, its inhabitants, their manners and customs, with anecdotes illustrative of them, in a series of letters, embellished with engravings*, par le major Charles DOYLE (158 pages), Londres, 1803; — *Travels... across the desert into Egypt, during the years 1799, 1800 and 1801 in company with the Turkish army and the British military mission*, par William WILLMAN, Londres, 1803; — *An authentic narrative of the proceedings of His Majesty's Squadron, under the command of Rear Admiral Sir Horatio Nelson, from its sailing from Gibraltar to the conclusion of the glorious battle of the Nile, drawn up from the minutes of an officer of rank in the Squadron*, Londres, 1798; — *The siege of Acre, or descriptive collections relative to the late scene of contest in Syria, between the British and Turkish forces, under the orders of Sir William Sidney Smith, and the Republican French, commanded by general Buonaparte etc.*, Londres, 1801; — *A journal of the forces which sailed from the Downs in April 1800 on a secret expedition... to the surrender of Alexandria*, par Aeneas ANDERSON, Londres, 1802.

Divers ouvrages français contemporains ont été traduits en anglais, dès leur publication en France; au nombre de ces traductions sont à citer : *Campaign between the French army in the East and the British and Turkish forces in Egypt*, by general REYNIER (c'est le livre de Reynier cité plus loin sous son titre exact), with observations and corrections by a British officer, 1 volume, Londres, 1802; — *Travels in Upper and Lower Egypt during the campaigns of General Bonaparte (from the French of Vivant-Denon), to which is prefixed an historical account of the invasion of Egypt by the French*, par E. A. KENDAL, qui traduit le voyage du peintre Vivant Denon, membre de la Commission des Sciences et des Arts et de l'Institut d'Égypte, 2 volumes, Londres, 1802; — *An account of the French expedition to Egypt, etc.*, par Charles NORRY, 1 volume, Londres, 1800, traduction du livre de l'architecte français Norry, membre de la Commission des Sciences et des Arts; *Memoirs relative to Egypt during the campaign of Bonaparte, 1798-1799*, 1 volume, Londres, 1800 (traduction du premier volume des *Mémoires sur l'Égypte publiés pendant les campagnes du général Bonaparte*, Paris, an VIII).

La lutte pour la possession de l'Égypte, l'établissement et le renversement de la domination française ont été relatés, d'un bout à l'autre ou partiellement, dans des ouvrages d'auteurs français contemporains, parmi lesquels sont à citer : *Relation des campagnes du général Bonaparte en Égypte et en Syrie*, par le général BERTHIER, 1 volume, Paris, an ix; — *De l'Égypte après la bataille d'Héliopolis*, par le général REYNIER, 1 volume, Paris, 1802, plaidoyer *pro domo* de l'auteur et réquisitoire contre son chef, le général Menou; — *Campagnes d'Égypte et de Syrie*, par le général BERTRAND, 2 volumes, Paris, 1847, ouvrage dicté par Napoléon à Bertrand à Sainte-Hélène et pouvant donc être considéré comme une déposition d'un intérêt capital, mais d'une impartialité sujette à caution; — *Mémoires relatifs à l'expédition anglaise de l'Inde en Égypte*, par le comte DE NOË, 1 volume, Paris, 1826, récit d'un émigré français qui a fait campagne avec le corps d'armée anglo-indien du général Baird; — *Histoire de l'expédition française en Égypte*, par P. MARTIN, 2 volumes, Paris, 1815, ouvrage d'un ingénieur qui avait fait partie de la Commission des Sciences et des Arts, très critique et même dénigrant envers Bonaparte; — les *Conquêtes des Français en Égypte*, par P. E. HÉNIN, commissaire des guerres, 1 volume, Paris, an vii, ouvrage de peu de valeur, mais qui nous a fourni un exemple des illusions entretenues en France quant à une attaque de Bonaparte contre l'Inde.

Au même caractère de témoignage contemporain participe l'*Histoire scientifique et militaire de l'expédition française en Égypte*, rédigée par LOUIS REYBAUD et X. SAINTINE, d'après des notes, documents et renseignements oraux fournis par des militaires et civils ayant pris part à l'expédition, notamment Berthier, Belliard, Rampon, d'Aure, Poussielgue, Marcel, Jomard, etc. Parus à Paris de 1830 à 1836, les six volumes de la série *Expédition*, accompagnés de deux volumes sur l'Égypte ancienne et de deux sur l'Égypte moderne, sont une source abondante d'informations, dans lesquelles il faut naturellement faire la part des intérêts et des sympathies de ceux qui ont renseigné les auteurs.

Deux généraux français ayant joué un rôle important dans l'expédition ont fait, de nos jours, l'objet de *biographies* qui ont utilisé leur correspondance. Ces biographies sont : *Kléber, sa vie, sa correspondance*, 1 volume, Paris, 1877, par le général comte PAJOL; et le *Lieutenant-Général Comte Belliard*, 1 volume, Paris, 1908, par le général DERRÉCAGNAX.

Beaucoup de contemporains, dans des écrits publiés de leur vivant ou après leur mort, ont renseigné sur l'activité civile des Français en Égypte, les travaux scientifiques, les études artistiques, l'œuvre administrative, économique et politique de l'expédition, les projets et les conceptions du commandement, les visées sur l'Inde, tous sujets auxquels nous n'avons d'ailleurs que des références

à faire. Il ne peut être question ici d'énumérer les ouvrages qui traitent de ces sujets, généralement abordés du reste dans les ouvrages traitant de l'activité militaire, notamment dans ceux du général Bertrand, de l'ingénieur Martin, de Saintine et Reybaud, qui ont retracé l'expédition française sous ses divers aspects. Nous citerons cependant comme nous ayant été utiles pour des références à l'activité française : la *Préface historique* de Fourier au grand et célèbre recueil intitulé *Description de l'Égypte*, publiée par ordre de l'Empereur Napoléon le Grand, à partir de 1809 ; — le *Tableau de l'Égypte pendant le séjour de l'armée française*, par l'orientaliste A. GALLAND, 2 volumes, Paris, an XI ; — le *Voyage dans la Basse et la Haute-Égypte, pendant les campagnes du général Bonaparte*, par Vivant DENON, 2 volumes, et un de planches, Paris, an X ; — les *Journal et souvenirs sur l'expédition d'Égypte*, par E. DE VILLIERS DU TERRAGE, ingénieur de la Commission des Sciences et des Arts, 1 volume, Paris, 1899 ; — les *Lettres écrites d'Égypte*, par le naturaliste É. GEOFFROY SAINT-HILAIRE, publiées par E. T. HANY, 1 volume, Paris, 1901 ; — le *Napoléon et Fourier, l'Égypte et les Cent-Jours*, de CHAMPOLLION-FIGEAC, 1 volume, Paris, 1844, où nous avons relevé la citation d'un mémoire de Dumouriez sur l'hypothèse d'une expédition française contre l'Inde.

On trouve la trace de quelques impressions contemporaines de l'expédition dans la publication *L'Égypte moderne*, de la collection de *L'Univers pittoresque*, 1 volume, Paris, 1848.

La guerre dans l'Inde a été racontée dans l'*Histoire des progrès et de la chute de l'empire de Mysore*, etc., 2 volumes, Paris, 1801 à 1809, par un contemporain des événements, J. MICHAUD, qui a porté un jugement juste sur le défaut total de coordination entre les plans du Gouvernement français et ceux de Tippoo-Sahib pour quelque action concertée et combinée.

En fait d'ouvrages anglais modernes, nous avons eu recours à des travaux historiques d'un caractère général : *Political history of England*, par W. HUNT et L. POOLE (vol. X et XI) ; — *Cambridge modern history* (vol. VIII et IX) ; — *History of the British army*, par J. W. FORTESCUE (vol. IV et VI), ouvrage extrêmement utile pour l'étude et la critique des opérations, la genèse et l'histoire des expéditions militaires ; — *The Naval history of Great Britain*, par W. JAMES (les volumes II et III) ; — *History of British India*, par MILL et WILSON (les volumes III à VII).

Les ouvrages spéciaux sur les événements d'Égypte de 1798 à 1807, ou sur une partie de ces événements, sont rares. Nous citerons : *A short history of the naval and military operations in Egypt, 1798-1802*, par Sir John M. BURGOYNE, 1 volume, Londres, 1885 ; *The French army in Egypt, 1798-1801*, par

R. VERTAY, 1 volume, Londres, 1899. Un appendice au livre du Col. G. B. Malleson sur *Final French struggles in India and the Indian Seas*, Londres, 1885, 1 volume, traite de *account of the expedition from India to Egypt in 1801*.

Comme ouvrages français modernes, nous avons mis à profit, principalement pour l'histoire des négociations et l'aspect diplomatique de notre sujet, les volumes V et VI de *L'Europe et la Révolution française*, par Albert SORÉL; les volumes I et II de *Napoléon et l'Europe*, par M. Édouard DRIAULT; *La question d'Orient depuis ses origines jusqu'à nos jours*, 1 volume, Paris, 1914, et *La politique orientale de Napoléon*, 1 volume, Paris, 1904, par M. Édouard DRIAULT; *Le Directoire et la paix de l'Europe*, par M. Raymond GUYOT, 1 volume, Paris, 1911; le tome II du *Manuel historique de politique étrangère*, par M. Émile BOURGEOIS.

Nous devons beaucoup au remarquable ouvrage de M. Georges RIGAULT, *Le général Abdallah Menou et la dernière phase de l'expédition d'Égypte*, 1 volume, Paris, 1911, qui nous a fourni une base d'étude très forte et très sûre pour la partie de notre sujet correspondant au sien. C'est un livre qui jette une lumineuse clarté sur les périodes de commandement de Kléber et de Menou.

La campagne de Bruix en Méditerranée, par le lieutenant de vaisseau G. DOUIN, 1 volume, Paris, 1923, est une étude définitive de cette expédition maritime, au sort de laquelle fut si étroitement lié celui de l'occupation française en Égypte. Du même auteur, une autre étude, *La flotte de Bonaparte sur les côtes d'Égypte, les prodromes d'Aboukir*, 1 volume, le Caire, 1922 (*Mémoires de la Société royale de Géographie d'Égypte*), a mis au point la question des causes et des responsabilités du désastre naval de Brueys.

Un article de M. LA COUR-GAYET, *Napoléon et l'empire de la mer, la traversée de la Méditerranée en 1798* (*Revue des études napoléoniennes*, numéro de janvier-février 1923), retrace la poursuite manquée de la flotte de Brueys par l'escadre de Nelson. Un article du même auteur, *Les origines de l'expédition d'Égypte* (*Revue de Paris*, numéro du 15 juillet 1922), fait la genèse du projet d'expédition française en Égypte.

Bien que dépassé et approfondi sur bien des points, le livre du comte BOULAY DE LA MEURTHE, *Le Directoire et l'expédition d'Égypte*, 1 volume, Paris, 1885, garde encore une considérable valeur.

L'Histoire des guerres maritimes de la Révolution et de l'Empire, de l'amiral JURIEN DE LA GRAVIÈRE, peut aussi être consultée avec fruit.

Des renseignements et des aperçus intéressants sur la politique musulmane de Bonaparte, ses relations ou tentatives d'entrer en relations avec des princes arabes, sont contenus dans *Bonaparte et l'Islam*, par Christian CHERFILS,

1 volume, Paris, 1914, et *La France en Afrique* (chapitres intitulés *Bonaparte et le Monde musulman*), par E. FERRY, 1 volume, Paris, 1905.

Le *Bonaparte en Égypte* de Désiré LACROIX, 1 volume, Paris, 1899; *L'Égypte de 1798 à 1900*, par Louis BAÉHIER, 1 volume, Paris, s. d.; *Aux pays de Napoléon : l'Égypte*, par Georges LEGRAIN, 1 volume, Lyon, 1909, ont contribué à nous éclairer sur le dessein de Bonaparte et l'œuvre des Français en Égypte.

Nous devons enfin renvoyer le lecteur à nos ouvrages sur *Les origines de l'expédition d'Égypte*, 1 volume, Paris, 1910, et *L'Angleterre, l'isthme de Suez et l'Égypte au XVIII^e siècle*, 1 volume, Paris, 1922, dont le présent travail constitue la suite.

L'ANGLETERRE ET L'EXPÉDITION FRANÇAISE EN ÉGYPTÉ

PAR FRANÇOIS CHARLES-ROUX.

LIVRE 1.

CHAPITRE PREMIER.

L'ANGLETERRE, LES ARMEMENTS DE TOULON, LE DÉPART ET LA TRAVERSÉE DE LA FLOTTE FRANÇAISE.

- I. — L'isthme de Suez, l'Égypte et la route d'Europe aux Indes. L'Angleterre et l'Égypte pendant le XVIII^e siècle.
 - II. — Le Gouvernement anglais ne devine rien de l'élaboration du projet d'expédition française en Égypte. Sa riposte aux armements de Toulon. Envoi en Méditerranée d'une escadre anglaise sous Nelson. Incertitude sur le but de l'expédition. Pas de soupçon que ce but puisse être l'Égypte. Instructions de lord Spencer à Jervis et de Jervis à Nelson. Supposition de lord Spencer quant au Levant. L'Irlande, hypothèse tenue pour la plus plausible. Lettre de Pitt à Grenville. Renseignements reçus par Grenville. Lettre d'Udney, de Livourne. Information de Francfort. Information de Brunswick : lettres de Dolomieu à Deluc. Incrédulité de Grenville. Nouvelles des Indes. Dundas discerne la vérité.
 - III. — Pitt et Grenville veulent rappeler en Angleterre une partie des troupes du Portugal. Lettre de Dundas à Grenville du 13 juin 1798. Dundas croit à un projet de Bonaparte sur l'Égypte et à un dessein contre l'Inde. Il étudie les itinéraires par où Bonaparte pourrait chercher à atteindre l'Inde. Il ne considère pas ce plan comme impraticable et s'en effraye. Mesures diplomatiques, militaires, navales qu'il propose. Il transmet à Grenville un mémoire sur la valeur de l'Égypte comme
- Documents*, n° 3.

colonie pour la France. Tout le plan français est reconstitué dans ces documents. Rôle des nouvelles de l'Inde dans la découverte de la vérité à Londres.

- IV. — Dundas écrit à lord Spencer sur les mesures navales à prendre. Optimisme de Spencer et alarmes de Dundas. Proclamation de Malartic, gouverneur de l'île de France. Dundas passe aux actes. Envoi de renforts aux Indes. Lettre de Dundas à Mornington du 16 juin 1798. Alerte donnée et mesures prescrites aux Indes. Lettre de Dundas à Macartney du 18 juin : le Cap dégarni au profit des Indes ; raisons de cette décision. Ordres envoyés à l'amiral Rainier ; à lord Clive, gouverneur de Madras.
- V. — L'idée d'occuper Périm. Les « Indiens de Londres ». L'état d'esprit parmi eux. Le mémoire de A. Dalrymple. Étude du creusement d'un canal de jonction entre la mer Rouge et la Méditerranée et de ses conséquences pour l'Angleterre.
- VI. — Persistance du scepticisme à Londres chez les ministres autres que Dundas. Le Gouvernement anglais et la prise de Malte. L'opinion publique se rend compte du but des Français. Confiance dans Nelson pour les empêcher d'atteindre l'Égypte. Silence de Grenville envers Spencer Smith et de celui-ci envers Grenville. Émotion à Constantinople et à Alexandrie. Baldwin parti d'Égypte depuis trois mois.

I

A l'orient du bassin méditerranéen, à partir du point où le golfe de Péluse commence à échancre la côte, dont on ne sait plus alors si elle appartient encore à l'Afrique ou déjà à l'Asie, ces deux continents se soude l'un à l'autre par un désert, dont l'épaisseur, environ 150 kilomètres, sépare entre elles les eaux de la Méditerranée et celles de la mer Rouge. C'est l'isthme de Suez : « arpents de sable », aurait-on pu dire à la fin du XVIII^e siècle, sans crainte d'être repris, comme Voltaire le fut par la postérité pour ses « arpents de neige » du Canada. Du nord au sud et de l'ouest à l'est, rien que du sable, depuis la grève où déferlent les vagues de la Méditerranée, jusqu'à la rade au bord de laquelle se groupent les pauvres maisons de Suez, depuis le marécage où croupissent et s'évaporent les dernières flaques du lac Menzaleh, jusqu'à la palmeraie de Gaza, en Palestine. La même couleur d'or pâle, scintillante sous l'ardent soleil, s'étend sur la plaine, sur les ravins, sur les mamelons, sur les éperons ou « seuils », qui dominent une vallée ou un cirque, sur les rebords des cuvettes, anciens lacs aux trois quarts desséchés, où s'étire la nappe

bleue d'un peu d'eau salée. Pas un filet d'eau douce; pas une goutte, pourrait-on dire, n'étaient les rares puits saumâtres, où s'abreuvent les chameaux des caravaniers. Pas de végétation, si ce n'est, de loin en loin, quelques tamaris rabougris et lauriers-roses anémiques, dans le lit d'un torrent à sec depuis des siècles. Partout l'aridité la plus complète, la stérilité la plus rebutante : un désert, désertique à souhait.

Jamais sol n'eut par lui-même moins de valeur. Jamais langue de terre dénudée n'en emprunta davantage à sa position sur la surface du globe.

Entre les eaux qui la baignent de deux côtés, elle interpose une épaisse cloison, que les hommes ont toujours rêvé d'abattre. D'abattre au propre ou au figuré : au propre, en perçant un chenal aux eaux séparées; au figuré, en intercalant un trajet terrestre entre deux traversées maritimes. Longtemps avant d'être transformé par le génie d'un Français en un détroit artificiel, l'isthme de Suez a été, en puissance, un passage vers lequel ont tourné les yeux les peuples en concurrence ou en lutte.

Tel était-il, à la fin du XVIII^e siècle, pour la France en guerre avec l'Angleterre. C'était le tronçon terrestre d'une route maritime sur tout le reste de son parcours : celle qui, par la Méditerranée, Suez et la mer Rouge, conduit des côtes de Provence aux rivages de l'Inde, plus directement et plus vite qu'aucune autre, en moins de temps notamment que l'Atlantique et le cap de Bonne-Espérance, seule voie alors en usage régulier.

Mais ce tronçon terrestre de grand'route maritime ne peut alors couper l'isthme en droite ligne, dans sa profondeur, comme le fait aujourd'hui le canal de Suez. Au point où aboutirait sur la côte méditerranéenne une perpendiculaire tirée de Suez, il n'y a rien, pas une mesure, pas un être vivant. La route doit donc, sur une partie de son trajet africain, emprunter la vallée du Nil, qui déroule, non loin des espaces désolés de l'isthme, un pays riche, fertile, commerçant, doté de villes opulentes : l'Égypte. Une nécessité, qui s'accorde d'ailleurs avec l'intérêt, trace le parcours, d'une mer à l'autre, par Alexandrie, le Nil, le Caire, le désert et Suez. Du Caire, rejoindre Suez par le désert n'est l'affaire que de trois ou quatre jours de marche. Ainsi toute la Basse-Égypte, qu'en tout cas il eût fallu tenir pour pouvoir se servir de l'isthme, se trouve-t-elle incorporée à la route et devient-elle « route » elle-même.

Sa valeur s'en augmente. Au delà d'Alexandrie, du Delta et du Caire,

apparaît l'horizon infini de ce qu'est « l'au delà de Suez » : passé le long et brûlant corridor de la mer Rouge, franchi Bab-el-Mandeb, doublé Guardafui, c'est l'océan Indien, l'Extrême Orient ou, pour parler le langage du temps, « les Indes orientales ». Là est le territoire où l'Angleterre peut être prise à la gorge, faute d'avoir pu l'être sur la côte de la Manche ou en Irlande. Là sont des richesses prodigieuses et prestigieuses, que la réouverture de l'ancienne voie commerciale par Suez et l'Égypte peut détourner de celle du Cap et drainer dans la Méditerranée, au profit de la France.

Réciproquement, l'intérêt de la route s'augmente de la valeur qui est propre à l'Égypte et qui, à elle seule, suffirait à la faire convoiter. Cette longue vallée d'alluvions, dont l'extrémité inférieure s'étale en éventail, est un pays d'une fertilité proverbiale, la terre nourricière de récoltes abondantes, dont s'alimentent ses voisins, le grenier de la Turquie, après avoir été dans l'antiquité celui de Rome. C'est la source inépuisable de richesses agricoles, qui réunissent les productions des tropiques à celles des climats tempérés. C'est un marché incomparable, une sorte d'entrepôt, où affluent, apportés par les vaisseaux ou les caravanes, les produits naturels ou fabriqués de l'Asie, de l'Afrique et du Levant méditerranéen. C'est un carrefour, où l'Europe, le Maghreb africain, le Soudan et l'Éthiopie, toutes les provinces de l'Empire ottoman, les Indes, la Chine et le Japon viennent échanger leurs marchandises. C'est un débouché aux exportations de la France, dont l'industrie y trouve une clientèle de consommateurs et d'acheteurs. Les ressources naturelles et l'activité commerciale de l'Égypte en font donc la plus enviable des colonies, indépendamment même des perspectives qu'elle ouvre, soit au négoce, soit à la politique, soit aux armes, pour attaquer ou saper la puissance britannique dans l'Inde. Qui est maître de la vallée du Nil peut, s'il ne perd pas la disposition de la mer, défier toute concurrence, au moins dans le trafic avec le Levant. Qui est établi à Alexandrie et au Caire est à portée de dicter sa volonté et de se servir à son gré, le jour, alors prévu comme inévitable et proche, où l'Empire ottoman s'effondrera.

Ces idées n'ont pas encore cours politique en Angleterre, ces notions n'y sont pas encore matière aux spéculations des hommes d'État, au moment où le Directoire se les approprie, en adoptant le plan de l'expédition

d'Égypte, qui n'en est que la mise en œuvre et l'application. A quelles lointaines origines ce plan se rattachait; combien de fois il avait été soumis, en tout ou en partie, au Gouvernement de la France; quel secours il avait reçu des intolérables vexations infligées, depuis 1790, aux marchands français en Égypte par les Beys du Caire, Mourad et Ibrahim; par quel concours de circonstances il venait à se présenter au Directoire comme un expédient opportun; quelle impulsion y avaient donnée le consul Charles Magallon, Talleyrand et Bonaparte lui-même : nous ne le répéterons pas ici⁽¹⁾. La décision en est prise depuis plusieurs semaines, les administrations militaire et navale s'en sont déjà emparées pour en préparer l'exécution, que le Gouvernement britannique n'a encore d'yeux que pour le projet de descente en Angleterre, ajourné jusqu'à nouvel ordre. Rien, ni tradition, ni informations, ne peut le rendre attentif à l'Égypte et lui faire soupçonner l'extraordinaire substitution d'un projet de conquête orientale à celui de l'attaquer « dans Londres ».

Les négociants anglais sont venus en Égypte relativement tard — en 1697 — et pour n'y pas rester bien longtemps. Pendant toute la première moitié du XVIII^e siècle, l'Angleterre n'y a eu de consul que par intermittence. A partir de 1756, elle n'en a plus eu du tout, et cette vacance a duré trente ans, jusqu'en 1786. Le consulat général rétabli à cette époque n'a pas eu une longue existence : en 1793 il a été de nouveau supprimé, pour ne plus être restauré, cette fois, avant 1803. La Compagnie du Levant ou *Turkey-Company*, qui a le monopole du commerce avec l'Empire ottoman, n'a pas, depuis le début du XVIII^e siècle, d'établissement régulier en Égypte; consultée en 1790 sur le point de savoir s'il n'y avait pas lieu d'en créer un, elle a conclu à la négative. Il n'y a plus, en 1798, de marchands anglais au Caire, à Alexandrie, ni ailleurs et, pendant les cinquante années précédentes, il n'y en a jamais eu que très peu, deux ou trois, parfois un seul, installés à leurs risques et périls et trafiquant pour leur propre compte. Dans ces conditions, la navigation britannique à Alexandrie ne put être très active. Gouvernement et Compagnie du Levant professent pour théorie qu'il n'y a rien à gagner, donc rien à faire

⁽¹⁾ Cf. nos ouvrages *Les origines de l'expédition d'Égypte* et *L'Angleterre, l'isthme de Suez et l'Égypte au XVIII^e siècle*.

en Égypte, et qu'il en sera ainsi tant que les querelles des Beys mameluks avec la Porte ottomane et entre eux maintiendront dans ce pays un état chronique d'instabilité et d'insécurité. La Compagnie des Indes, d'accord avec le Cabinet, a commencé par s'opposer, de 1772 à 1785, au passage du commerce par la mer Rouge et Suez et a mis des bâtons dans les roues aux négociants indépendants ou « aventuriers », qui ont voulu se servir de cette voie. La diplomatie britannique a, par contre, fait des efforts surhumains pour obtenir du Gouvernement turc l'autorisation de faire passer par là les dépêches et correspondances; puis, de guerre lasse, elle a abandonné la partie. En 1785-1786, Compagnie des Indes et Gouvernement sont revenus à l'idée de s'assurer ce privilège, de régler, non plus avec la Porte, mais par un accord direct avec les Beys du Caire, tout l'ensemble de la question du passage par Suez, pour les marchandises comme pour les dépêches : c'est même dans cette intention qu'un consul général a alors été envoyé en Égypte. Mais ce beau zèle n'a été qu'un feu de paille et, l'affaire n'ayant pas abouti avant 1794, personne à Londres n'y a plus songé, n'a plus fait aucun cas du résultat, quand il a été acquis. Des navires anglais ont toujours continué, de loin en loin, d'aborder à Suez, mais sans régularité et sans qu'on se souciât, en Angleterre, de régulariser les conditions de leur venue. Au fond, la route du cap de Bonne-Espérance y était tenue pour suffisante et préférable à celle de Suez, dont l'ouverture paraissait plus dangereuse qu'utile.

L'Office des Affaires étrangères à Londres, le *Foreign Office*, ne recevait plus de nouvelles d'Égypte que par l'intermédiaire de l'ambassade d'Angleterre à Constantinople, qui n'en transmettait pas beaucoup, n'en recevant pas davantage. L'habitude était contractée, le pli pris de ne plus s'occuper de ce pays en perpétuelles convulsions, livré à l'anarchie, et, partant, de n'y plus penser.

II

Tout ce qui a précédé les préparatifs immédiats de l'expédition d'Égypte a passé complètement inaperçu du Gouvernement anglais. Il n'a rien surpris, rien deviné du cheminement de l'idée en France, de l'élaboration ni de l'adoption du projet. Tout entier au souci que lui causait la menace

d'une descente sur son territoire, le soupçon ne lui vint pas que, derrière la façade de cette opération et sans que la préparation en fût suspendue, pût mûrir le plan d'une autre, qui s'y substituerait au dernier moment.

Les armements de Toulon ne lui échappent, par contre, pas longtemps. Mais il n'en tire pas la conclusion que le but en soit l'Égypte, plutôt qu'une autre côte de la Méditerranée, ou même de l'Océan. Sans doute y riposte-t-il par l'urgente mesure qui, dans tous les cas, s'imposait. Le 29 avril 1798, lord Spencer, Premier Lord de l'Amirauté, prescrit à l'amiral Jervis, comte de Saint-Vincent, alors occupé à bloquer Cadix, de détacher en Méditerranée une puissante escadre, dont le commandement est confié à Nelson⁽¹⁾. Mais dans les instructions mêmes données par Spencer à Jervis et par Jervis à Nelson apparaît, non seulement l'incertitude absolue sur le but de l'expédition française, mais encore l'exclusion totale du soupçon que ce but puisse être l'Égypte. « L'armement préparé à Toulon, Gênes, etc., est très probablement destiné à Naples en premier lieu. . . . Mais il y a, en réalité, plus de probabilité qu'il soit destiné au Portugal ou à l'Irlande : au Portugal très probablement, en débarquant quelque part en Espagne; à l'Irlande, en poussant à travers le détroit de Gibraltar et trompant notre vigilance⁽²⁾. » Ainsi Spencer a-t-il écrit à Jervis. Entre tant de probabilités parfaitement contradictoires, Jervis, qui ne soupçonne pas plus que Spencer un projet français contre l'Égypte, est fort embarrassé de faire un choix et n'en fait pas : il transcrit purement et simplement pour Nelson ce qui lui a été mandé par l'Amirauté. Nelson reçoit en effet, le 21 mai 1798, l'ordre de « se mettre avec son escadre en quête de l'armement préparé par l'ennemi à Toulon et à Gênes, dont l'objet paraît être, ou bien une attaque contre Naples et la Sicile, ou bien le transport d'une armée sur quelque point de la côte d'Espagne,

⁽¹⁾ Le mouvement s'exécuta en deux temps. Nelson, alors contre-amiral, partit de Cadix le 2 mai pour la Méditerranée, avec seulement 3 vaisseaux, 2 frégates et 1 sloop. Le 22 mai, l'escadre de Jervis ayant reçu des renforts d'Angleterre, le capitaine de vaisseau Troubridge la quitta pour conduire à Nelson le reste de son escadre, qui, après que Troubridge l'eut rejoint, s'éleva à 14 vaisseaux de ligne. Cf. W. JAMES, *Naval History*, etc. t. II, p. 166-171.

⁽²⁾ *Spencer papers*, t. II, p. 438. Lord Spencer à lord Saint-Vincent (Jervis), 29 avril 1798.

dans l'intention de marcher sur le Portugal, ou bien le passage du détroit de Gibraltar, avec le dessein d'aller en Irlande »⁽¹⁾. L'hypothèse de l'Égypte n'est même pas émise; et l'omission ne sera pas réparée pendant le court délai où un avis complémentaire pourrait encore utilement atteindre Nelson.

Cependant, dès ce moment (mai 1798), les Turcs, sans en savoir plus long que les Anglais, ont été mis en défiance par les armements français de Toulon, Gênes et Civita-Vecchia, qui ont suffi à les alarmer pour la sécurité de leur empire en général et de l'Égypte en particulier. Les Mameluks eux-mêmes, qui exercent le pouvoir en Égypte, sont inquiets et sur leurs gardes. Il n'eût pas semblé excessif d'attendre des Anglais, dans une telle occurrence, autant de clairvoyance que des Turcs et des Mameluks. Mais le fait est que ce ne fut pas le cas.

Quand, pour la première fois, l'attention d'un ministre britannique se porte sur la Méditerranée orientale, c'est appelée sur ces parages par des craintes pour d'autres pays que l'Égypte. A peine lord Spencer venait-il de communiquer ses pronostics à Jervis qu'une supposition nouvelle s'est présentée à son esprit. Sur une information arrivée de Gênes, et concernant un détail d'armement de la flotte française, il lui a paru, le 2 mai, qu'elle pourrait être destinée « au Levant, ou plus probablement à la mer Noire », vraisemblablement à franchir les Dardanelles⁽²⁾. Tout en n'émettant cette hypothèse que sous la forme la plus dubitative, — la veille encore il a déclaré pouvoir à peine y croire⁽³⁾, — le Premier Lord de l'Amirauté souhaitait que son collègue des Affaires étrangères mît la puce à l'oreille à l'ambassadeur de Russie, Woronzoff, d'ailleurs « passablement alarmé déjà par cette expédition méditerranéenne ». Précaution superflue, puisque, de son côté, Woronzoff s'inquiétait pour la Turquie d'Europe, pour Salonique, voire pour la Crimée, territoire russe.

Bien que laissant en dehors l'Égypte, la dernière supposition de lord Spencer a, tout de même, plus approché de la réalité que les précédentes.

⁽¹⁾ *Dispatches and letters of Vice-Admiral Lord Viscount Nelson*, par Sir Harris Nicolas, Londres, 1845-1846, 5 vol., t. III, p. 25-26. Cf. aussi TUCKER, *Memoirs of Earl Saint-Vincent*.

⁽²⁾ *Dropmore papers*, t. IV, p. 185. Lord Spencer à lord Grenville, 4 mai 1798.

⁽³⁾ *Spencer papers*, t. II, p. 445. Lord Spencer à lord Saint-Vincent, 1^{er} mai 1798.

C'est évidemment d'elle que procède un supplément d'instructions, hâtivement donné par Jervis à Nelson et autorisant celui-ci à poursuivre l'escadre française « en n'importe quelle partie de la Méditerranée, Adriatique, Morée, Archipel et même dans la mer Noire ⁽¹⁾ ». Parmi plusieurs rivages orientaux nommément cités, ne figure aucun des deux où Bonaparte opérera : Égypte et Syrie. Le moins inexact des pronostics anglais n'a donc pas encore découvert le but de l'expédition française.

Des diverses hypothèses indiquées à Nelson, la plus distante de la vérité est celle qui est considérée à Londres comme la plus plausible. C'est vers l'Irlande, où a éclaté une insurrection, qu'on s'attend le plus à voir cingler l'escadre de Brueys.

Le 3 juin 1798, un ancien lord-lieutenant d'Irlande, le marquis de Buckingham, dirige sur l'île insurgée l'attention de son frère, lord Grenville, Ministre des Affaires étrangères : « Si la flotte française de Toulon échappait à Nelson ou à Jervis, je m'attendrais à ce qu'elle parût à Gallo-way Bay, ou plutôt à Blacksod, ou peut-être à Donegal Bay, dans le dessein de communiquer en grandes forces avec les rebelles du Nord » ⁽²⁾. Pour qu'elle paraisse sur l'un de ces points, encore faut-il qu'elle ait esquivé le combat avec les deux amiraux britanniques placés sur sa route présumée, ou qu'elle ait eu l'avantage sur l'un et sur l'autre : d'où le conditionnel.

Les prévisions des ministres anglais sont établies d'après les faux bruits qui ont été intentionnellement mis en circulation en France pour les égarer. Persuadé lui aussi que la flotte française ne peut faire voile que pour l'Ouest, Grenville écrit le 1^{er} juin à son frère Buckingham : « Bonaparte est allé à Toulon au lieu de Rastadt et l'on déclare maintenant publiquement à Paris que son but est Cadix, le Portugal ou l'Irlande. Si nous ne sommes pas plus que communément malheureux, il trouvera à qui parler en chemin ⁽³⁾. »

Il y avait alors deux semaines que cette flotte voguait vers Malte; on ignorait encore en Angleterre qu'elle eût levé l'ancre. En l'apprenant,

⁽¹⁾ W. JAMES, *Naval History, etc.* t. II, p. 171.

⁽²⁾ *Dorpmore papers*, t. IV, p. 227. Buckingham à Grenville, 3 juin 1798.

⁽³⁾ *Memoirs of the Court and Cabinets of George III, etc.*, t. II, p. 398.

quelques jours plus tard, c'est aussi pour l'Irlande que s'inquiète le Premier Ministre, William Pitt, et là qu'il songe à prendre ses précautions. Le 10 juin, il écrit à lord Grenville : « Sans doute avez-vous appris cette agréable nouvelle, que l'expédition de Bonaparte a fait voile de Toulon, le 19 mai, avec 17 vaisseaux de ligne et 8 frégates. Aucune mention de l'effectif des forces de terre, ni de la destination. Je ne saurais m'empêcher de penser que quelque heureux événement a déjà pu arriver, qui nous est, j'espère, apporté par ce vent d'ouest. Néanmoins, nous devons redoubler de vigilance pour profiter du peu de semaines qui nous restent, avant que Bonaparte atteigne l'Irlande, s'il y parvient jamais⁽¹⁾. » Pitt considère donc encore que la destination probable de l'expédition française est l'Irlande.

« Agréable nouvelle » n'est pas sous sa plume une expression entièrement ironique, un trait d'*humour* britannique. En bon Anglais, il se refuse à croire qu'une escadre française, qu'il suppose dirigée sur l'Atlantique, puisse se dérober à deux escadres anglaises lui barrant le passage : probablement leur était-elle déjà tombée sous la patte et la nouvelle d'une victoire navale était-elle en voyage vers l'Angleterre, sur les ailes de ce frais vent d'ouest, dont parlait le Premier Ministre et qui, à son insu, poussait vers l'Orient les navires de Brueys. Pitt ne va pas toutefois jusqu'à se reposer sur cet espoir pour mettre l'Irlande à l'abri des coups de Bonaparte : et c'est pourquoi il convoque, ce même jour, Grenville à une conférence, où tous deux conviennent d'engager le Ministre de la Guerre, Dundas, à rappeler en Angleterre une partie des troupes stationnées en Portugal⁽²⁾.

Pourtant, le véritable objectif des Français a déjà été signalé à Grenville, qui n'y a pas cru.

Un de ses agents sur le continent, Udney, lui a écrit de Livourne⁽³⁾, en lui révélant la destination et le but d'un armement ennemi, dont il exagérait encore la puissance : 20 vaisseaux de ligne et frégates, français et vénitiens, 600 voiliers de transport, 50.000 hommes, prêts à quitter Toulon et Gênes, ayant rendez-vous entre le 25 avril et le 10 mai à Ajaccio ou

⁽¹⁾ *Dropmore papers*, t. IV, p. 229. Pitt à Grenville, 10 juin 1798.

⁽²⁾ Cf. lettre de Pitt à Grenville du 10 juin 1798 (*Dropmore papers*) et lettre de Dundas à Grenville du 13 juin 1798, dont il sera question plus loin.

⁽³⁾ Udney à Grenville, Livourne, 16 avril 1798. C. O. (Colonial Office), 77/57, p. 90-91.

bien à Malte, qui se rendrait aux Français dès leur apparition. « Alexandrie est leur destination principale, et même la mer Noire, avec le consentement de la Porte ottomane. Le coup, une fois exécuté, est dirigé, dans la pensée de ceux qui l'ont monté, contre la puissance de la Compagnie des Indes orientales dans l'Inde. Si on ne le pare, les conséquences peuvent en être fatales. Car, soit par le golfe Persique, soit d'Égypte par terre, soit par la mer Rouge, des troupes peuvent être expédiées, maintenant ou dans l'avenir, et, en prenant possession d'Alexandrie, du Caire et de Suez, les Français pourraient, même à la paix, nouer des alliances et occasionner de grandes perturbations dans l'Inde. »

Cette lettre est du 16 avril 1798. Le Ministre de la Guerre, Dundas, ne la transmettra au gouverneur général de l'Inde que le 16 juin et ne paraît en avoir eu connaissance que peu de jours avant d'en faire cet usage. Comme il est tout à fait invraisemblable qu'elle ait mis deux mois à venir de Livourne à Londres, il faut admettre que Grenville, n'ayant pas pris au sérieux ce qu'elle lui rapportait, a attendu plus ou moins longtemps — trois semaines, un mois, peut-être davantage — avant de la communiquer à ses collègues. S'il leur en eût fait part plus tôt, en témoignant d'y attacher de l'importance, Pitt, lui écrivant le 10 juin, n'aurait pu raisonner avec lui comme si la seule destination plausible de Bonaparte fût l'Irlande. Lord Spencer eût peut-être tenté de faire passer à Nelson, en Méditerranée, le précieux renseignement. Du reste, s'il en eût été tant soit peu frappé, Grenville lui-même n'en eût-il pas avisé l'ambassade d'Angleterre à Constantinople? Or il ne l'a pas fait.

Bientôt, ce renseignement est pourtant « recoupé » par d'autres.

De Francfort revient le même bruit que de Livourne, sur l'entreprise française en préparation. D'amples indiscretions en avaient ébruité, sur les bords du Rhin, la destination et l'objet. Elles avaient été commises par un Français, Foujas de Saint-Fond, « connu comme homme de lettres avant la Révolution », assure l'agent anglais qui les transmet à Grenville⁽¹⁾. Ce

⁽¹⁾ Le renseignement de Francfort est annexé en copie à des lettres de Dundas à lord Mornington du 16 juin 1798 et à lord Macartney du 18 juin 1798. C. O., 77/57, et *Archives India Office, Bombay secret and political proceedings*, range 380, vol. LXXIV, p. 5127-5132.

Foujas de Saint-Fond, employé par le Gouvernement français à des recherches sur l'histoire naturelle, était allé voir à Francfort un de ses compatriotes, l'abbé de Lisle, qui se rendait à Brunswick, et lui avait raconté tout ce qu'il savait du but de l'expédition qui allait partir de Toulon. Elle était destinée à l'Égypte; le projet en avait été longtemps en question; le plan en était l'œuvre de Bonaparte, qui l'avait fait prévaloir auprès du Directoire. La Porte avait consenti à laisser les Français prendre possession de l'Égypte, en échange de la promesse de lui payer un fort tribut, de lui céder quelques-unes des îles ci-devant vénitiennes et de lui accorder la libre exportation du blé d'Alexandrie à Constantinople; aucun doute qu'elle observât ces conditions, qui lui étaient très avantageuses. L'armée de Bonaparte était forte de 40.000 hommes, l'élite des troupes françaises, et pourrait être renforcée ensuite; Bonaparte avait choisi, pour faire partie de son armée, les officiers les plus en vue de toutes les armes et de tous les corps. Le projet consistait, après avoir pris possession de certaines parties de l'Égypte, à poursuivre par l'Arabie vers la Perse et l'Indus, à traverser le fleuve à peu près à l'endroit où Alexandre l'avait passé et ensuite à avancer vers les possessions britanniques. Le Directoire avait, depuis longtemps, employé des agents en Perse et aux Indes; les gouvernants de la Perse s'étaient engagés à seconder l'entreprise; Zeman Chah, émir d'Afghanistan et de Cachemire, s'y était aussi obligé; des mesures avaient été concertées avec Tippoo-Sahib, sultan de Mysore, à la disposition de qui seraient mises les troupes dont il aurait besoin. Tel était, selon Foujas, l'objet d'une entreprise où Bonaparte voyait l'occasion de satisfaire son ambition, de se tailler un empire qu'il n'aurait guère pu trouver en Italie. Le fameux plan de descente en Angleterre n'avait été, rapportait-il, qu'un trompe-l'œil, imaginé pour couvrir l'expédition d'Orient et détourner le Cabinet anglais de prendre des mesures pour la sécurité de ses possessions asiatiques.

A moins d'être admis à lire les procès-verbaux secrets du Directoire, Pitt et ses collègues ne pouvaient souhaiter information plus exacte.

De Brunswick, même rumeur encore. Grenville y employait comme agent secret auprès du duc Charles un Genevois, Jean-André Deluc, physicien et naturaliste en renom ⁽¹⁾. Il était écrit que les sciences naturelles seraient

⁽¹⁾ Cf. GUYOT, *Le Directoire et la paix de l'Europe*.

fatales au secret de l'expédition d'Égypte. Deluc était en relations d'amitié et en correspondance avec le célèbre minéralogiste français Dolomieu, enrôlé par Bonaparte dans la commission de savants et d'artistes, qui devaient le suivre en Égypte. Le 7 mai, il a transmis à Grenville «des particularités sur l'expédition française vers le Levant». Ces particularités ont consisté dans deux lettres de Dolomieu, du 28 mars et du 11 avril. La première était encore très déconcertante, quant au but de la «grande expédition scientifique», pour laquelle l'ingénieur et minéralogiste français se préparait à partir, et qui le conduirait en Amérique selon les uns, en Afrique ou en Asie selon les autres. Mais la seconde, sans énoncer aucune certitude à propos du «grand voyage» dont Berthollet était, disait-on, seul à posséder le secret, rapportait cependant des suppositions et des indiscrétions bien propres à éclairer la lanterne d'un ennemi. «Parmi les livres», composant la bibliothèque de campagne, «on distingue surtout des voyages au Levant, en Égypte, en Perse, aux Indes, en Turquie, dans la mer Noire, la mer Caspienne, le *Voyage d'Anacharsis en Grèce*. . . . On s'épuise en conjectures. Les uns disent qu'on va conquérir l'Égypte et couper l'isthme de Suez, pour miner par là le commerce des Anglais aux Indes; d'autres, qu'en outre, comme cette opération serait longue, on embarque sur la flotte une autre flotte en pièces, que l'on transportera jusqu'à Suez pour avoir, en quinze jours de temps, une flotte sur la mer Rouge; d'autres enfin, qu'on ira attaquer par terre les établissements anglais de l'Inde, en faisant traverser le désert, la Perse et le Mogol à 30.000 hommes ⁽¹⁾.»

Un esprit plus imaginaire, moins insulaire que Grenville aurait sans doute été moins incrédule à la possibilité de quelque dessein de ce genre. Mais lui, essentiellement pratique, a jugé que ce qui ne l'était pas ne pouvait pas être vraisemblable; et il a accueilli avec scepticisme des renseignements qui, bien que concordants, ne lui ont pas paru mériter créance. Il les a bien transmis, au début de juin, à son collègue de la Guerre, mais sans y attacher grande importance et sans les juger dignes, en tout cas, de motiver des précautions militaires ni diplomatiques.

Les rapports de ses agents devenaient pourtant moins surprenants et

⁽¹⁾ *Dropmore papers*, t. IV, p. 193.

prenaient une singulière valeur, quand on les rapprochait de ceux qui, au même moment, arrivaient des Indes. En juin 1798, le Gouvernement anglais avait appris de Calcutta que deux puissants princes hindous se proposaient de concerter avec les Français une attaque contre les possessions britanniques. Cette nouvelle, dit un historien d'outre-manche⁽¹⁾, « jetait quelque lueur sur la destination de Bonaparte, laquelle, par suite de l'incrédulité de Grenville à ses renseignements, était encore un mystère pour l'Angleterre; mais il est extrêmement douteux que cette lueur ait été aperçue à Londres ». Rien n'indique en effet qu'elle l'ait été par Grenville ni par Pitt; mais elle le fut bientôt par le Ministre de la Guerre, Dundas, à qui ressortissaient les affaires de l'Inde, en sa qualité de président du *Board of Control for India*. Le 9 juin⁽²⁾ il interroge lord Spencer : « Les instructions envoyées à lord Saint-Vincent (Jervis) ont-elles mentionné que l'Égypte pourrait être dans les vues de l'expédition conduite par Bonaparte? Ce peut être fantastique, mais je ne peux m'empêcher d'avoir une idée à moi sur ce sujet. » Idée encore très « en l'air », à la date où lui-même l'appelle une fantaisie personnelle, « a fancy of my own ». Il ne paraît pas connaître encore, à ce moment, les renseignements parvenus à Grenville d'Allemagne et d'Italie, auxquels il ne fait pas allusion. C'est seulement quatre jours plus tard qu'il témoignera d'en être averti et d'y avoir mûrement réfléchi; et, dans ce très court laps de temps, son idée en l'air, sa fantaisie, aura fait dans son esprit des progrès si vertigineux, si envahissants, qu'on ne saurait les attribuer qu'au travail de son imagination sur des révélations récentes pour lui. A peine en a-t-il été instruit que, les confrontant avec les dépêches des autorités britanniques dans l'Inde, il leur a donc reconnu une toute autre valeur que ne faisait le Ministre des Affaires étrangères.

Une quantité d'indices révélaient d'ailleurs à Londres des contacts établis ou en voie de s'établir entre la France et les princes hindous⁽³⁾. Presque traditionnels pour l'une et pour les autres, ces contacts datent de loin et chaque guerre franco-anglaise les a toujours resserrés. Celle qui se

⁽¹⁾ J. W. FORTESCUE, *History of the British Army*, t. IV, Part 2, p. 605.

⁽²⁾ *Spencer papers*, t. II, p. 448.

⁽³⁾ J. W. FORTESCUE, *History of the British Army*, t. IV, Part 2, p. 714-715.

poursuit alors n'y a pas manqué. Elle a encouragé l'impatience des souverains indigènes à reprendre les armes contre l'Angleterre, en leur faisant espérer de la part de la France un appui, que celle-ci s'est gardée de leur refuser et a cherché à leur fournir. L'un d'eux, le Nizam, a placé son armée sous le commandement d'un officier français, Raymond, qui a fait adopter aux troupes sous ses ordres le drapeau tricolore de la République française et les emblèmes de la liberté. Un autre, Scindia, a engagé comme général à son service un Français, Perron, qui a pratiquement transformé les troupes de son maître en une armée française, commandée par des officiers français. Un troisième, Tippoo-Sahib, sultan de Mysore, de qui les Anglais se savent haïs, a accueilli à sa cour un Français nommé Ripaud, qui, avec d'autres Français, comme lui au service du sultan, a fondé à Seringapatam un Club de Jacobins : on y jure « mort aux tyrans », mais à des tyrans étrangers, et ce serment s'accompagne de protestations de fidélité envers « le citoyen Tippoo ».

Situation générale aux Indes, attitude menaçante des souverains voisins de la Compagnie anglaise, infiltration des Français dans leurs États, leurs armées, leurs conseils : autant de faits venant à l'appui des présomptions qui dirigent Bonaparte sur l'Égypte. Dundas s'en avise. Dans les nouvelles qu'il reçoit de l'Inde, il voit la confirmation des renseignements parvenus à Grenville. Le 13 juin, il écrit à son collègue des Affaires étrangères, en lui adressant un mémoire sur « l'importance de l'Égypte » : de lui-même, ou avec l'aide de quelque conseiller déjà lancé sur la bonne piste, il a donc ouvert les yeux à la lumière ; et, seul parmi ses collègues, il les a désormais grands ouverts sur la réalité.

III

Avant tout préoccupé de préserver l'Irlande, Pitt venait, d'accord avec Grenville, de suggérer à Dundas le rappel en Angleterre d'une partie des troupes stationnées en Portugal. La suggestion en était parvenue au Ministre de la Guerre dans la soirée du 12 juin. Dès le lendemain, celui-ci soumet à Grenville ses objections contre un tel emploi des forces anglaises ; et ses objections sont tout entières tirées des réflexions que lui ont fait faire trois documents : le rapport adressé de Livourne par Udney ; le

renseignement reçu de Francfort; un mémoire sur l'Égypte, que lui a fait tenir lord Spencer et qui émane d'un Anglais ayant résidé aux Indes — probablement quelque fonctionnaire de l'Amirauté. Ces communications de collègues peu enclins à croire l'armement de Toulon destiné à l'Égypte ont, au contraire, produit une forte impression sur l'esprit de Dundas. Elles ont éveillé en lui, plus versé qu'eux dans les questions politiques et économiques du Proche et de l'Extrême Orient, des réminiscences qui en ont fortifié la valeur à ses yeux, ainsi qu'à ceux de ses collaborateurs, militaires et civils, du service indien. Ainsi en est-il venu à admettre l'hypothèse égyptienne et à entreprendre de convertir à son opinion le Ministre des Affaires étrangères. C'est à quoi il utilise les données qu'il tient, et de Grenville lui-même, et du Premier Lord de l'Amirauté, et de sa propre expérience.

« L'expédition supposée de Bonaparte en Égypte »⁽¹⁾ lui paraît un « important objet », gros de conséquences et digne d'être pris « en mûre considération ». Depuis longtemps, il s'est convaincu que « la possession de l'Égypte par une puissance européenne quelconque serait une circonstance fatale aux intérêts de l'Angleterre ». Associé à l'administration de l'Inde, il a pris grand'peine pour s'éclairer sur les intentions des nations rivales de sa patrie, et sur les effets qu'elle en pouvait craindre. Sa présente opinion, il l'a mûrement pesée au temps où, sous Catherine II, la guerre avait menacé d'éclater entre la Russie et la Grande-Bretagne. Le projet attribué à la France, identique à celui qu'on avait jadis prêté à l'impératrice Catherine, renouvelle, dans des conditions de gravité et d'imminence beaucoup plus inquiétantes, un danger auquel il a réfléchi dès 1791. Sans doute espère-t-il, avec autant de confiance que quiconque, que la présence d'une escadre anglaise dans la Méditerranée, sous Nelson, dispensera le Gouvernement britannique de tout effort ultérieur. Mais, contrairement à ses collègues, il ne juge pas prudent de tout faire reposer sur cette espérance et, comme elle est sujette à déception, « je dois, dit-il, calculer et procéder en supposant que l'armement français a réussi à atteindre Alexandrie ». Dans ce cas, la faiblesse intérieure de l'Égypte lui en fait considérer la conquête comme facile, avec ou sans l'assentiment

⁽¹⁾ G. O., 324, 111, Appendice, feuillets 37-54.

de la Porte ottomane. Quand même les Français s'en tiendraient là, sans étendre plus loin leurs vues pour le moment, « j'incline à penser, écrit Dundas, qu'ils auraient frappé le plus beau coup de maître qu'ils eussent encore jamais porté pour leur agrandissement en puissance et en richesse ». Il ne s'attardait pas à le démontrer : la démonstration s'en trouvait faite dans le mémoire que lui avait transmis lord Spencer, qu'à son tour il transmettait à Grenville et qui traçait « les grandes lignes de ce qui pouvait être attendu d'une telle possession dans les mains de la France ».

Mais plus inquiétantes encore que la conquête de l'Égypte sont ces « vues ultérieures » que les renseignements de Grenville ont attribuées aux Français. « Le renversement de notre puissance indienne par une attaque contre les territoires britanniques dans cette contrée » : ainsi les définit Dundas. L'idée n'a, croit-il, rien de nouveau : l'impératrice Catherine se l'était, selon lui, proposée quand, la Russie et l'Angleterre étant sur le point d'entrer en conflit armé, elle avait été en quête de moyens pour porter la guerre en Asie. Quatre routes se présentaient « pour transporter une armée de la Méditerranée aux Indes » : par Constantinople, la mer Noire, la Caspienne et la Perse; par la mer Rouge, en partant de Suez; par Djeddah, le Haut-Yémen, Mascate et de là par mer; par Alexandrette, Alep, et de là par l'Euphrate et le golfe Persique, ou par le Tigre, la côte de Perse et les rives de l'Indus. Gravement et minutieusement, Dundas étudie les chances offertes par chacun de ces quatre aventureux itinéraires.

A choisir le premier, l'ennemi pourra s'être déterminé, « s'il est vrai que la Porte ottomane a été assez parfaitement insensée pour contracter l'engagement mentionné dans l'information de Francfort ». Mais contre cette hypothèse Dundas se rassure en pensant que la Russie, qui s'est donné tant de mal pour acquérir la maîtrise de la mer Noire, n'y tolérera pas le passage d'une flotte française, « ce qui reviendrait, en définitive, à établir le pouvoir et l'influence de la République française au centre de l'Empire ottoman ». La deuxième et la troisième voie sont « certainement praticables », si, comme l'affirme encore le renseignement de Francfort, l'expédition de Bonaparte a été concertée avec Tippoo-Sahib : car des navires de transport peuvent, dans ce cas, avoir été envoyés, soit de l'Île de France, soit des ports mysoréens, soit des deux, à Suez ou à Mascate, pour faire

franchir à l'armée française, ou la mer Rouge et l'océan Indien, ou le golfe Persique. Mais contre cette hypothèse encore, Dundas se rassure par l'improbabilité d'un concert assez étroit, entre la France et Tippoo-Sahib, pour permettre l'exécution d'une entreprise maritime aussi risquée. « Bien que, dit-il, la possession de l'Égypte ait été depuis longtemps un projet favori de l'ancien et du nouveau gouvernement de la France, et que ce projet ait toujours été considéré par eux comme le plus sûr moyen de miner la puissance britannique dans l'Inde, je ne pense pas que, jusqu'à une date récente, les Français aient jamais songé à l'exécuter de la manière gigantesque dont il est maintenant question. » Par conséquent, le temps a dû leur manquer pour coordonner et organiser la concentration à Suez ou à Mascate du tonnage nécessaire au transport d'une nombreuse armée jusqu'aux côtes de l'Inde. Comme, d'autre part, les Français doivent certainement savoir que, faute d'une telle concentration, le tonnage requis ne pourra leur être fourni, ni par les ports de la mer Rouge, ni par ceux du golfe Persique; qu'au surplus ils n'ont pas dû exposer leur plan colossal à sombrer dans les accidents de mer ou dans une rencontre avec les croiseurs anglais de l'océan Indien; qu'enfin ils ont dû craindre qu'une petite force navale, postée aux débouchés de la mer Rouge et du golfe Persique, suffise à arrêter leurs convois destinés à l'Inde : il semble probable, si réellement l'entreprise est mise à exécution, que « Bonaparte évitera autant que possible les dangers de la mer, qui n'est pas son élément ». Ce raisonnement conduit à considérer comme le plus plausible un itinéraire tout entier par terre, depuis Alexandrette et Alep, « selon l'exemple d'Alexandre ». Bonaparte marcherait donc sur Alep, suivrait l'Euphrate et le Tigre, descendrait jusqu'au golfe Persique, et longerait la côte de Perse jusqu'à l'Indus. S'il était exact que les Turcs fussent acquis à ses vues, il n'y avait « pas de raison pour que le projet d'atteindre l'Inde ne pût pas être accompli ». Sans doute coûterait-il beaucoup de peine, de grandes pertes en hommes; sans doute serait-ce une opération ardue, fastidieuse : « mais ce sont là, pensait Dundas, des considérations qui n'influeront ni sur le chef, ni sur ceux qui le suivent ».

Retenons ce jugement. Ce n'est pas la seule fois que nous le rencontrerons sous la plume de Dundas et d'autres Anglais contemporains. De la part des Français, rien ne leur paraissait alors invraisemblable ni impos-

sible. Ils les tenaient pour capables de toutes les audaces, de tous les héroïsmes et de toutes les folies. Les folies même leur semblaient cesser d'en être, en les supposant entreprises par des hommes comme Bonaparte et ses soldats. Il ne fallait pas moins qu'une si haute opinion d'eux, pour que Dundas se les représentât, tantôt traversant l'Arabie en diagonale, de Djeddah à Mascate, tantôt marchant sur l'Inde par la Syrie, la Mésopotamie, la Perse, l'Iran et le Pamir. Nul doute que, par cet itinéraire asiatique, le plus long d'une série de chimériques trajets, il n'admît pourtant la possibilité de leur arrivée au but. Aussi tenait-il pour souverainement imprudent de ne pas se prémunir contre ce péril : « J'estime, écrit-il, que nous agirions de la manière la moins sage, si nous négligions aucun effort pour protéger notre intérêt indien contre le plus formidable danger auquel, à mon avis, il ait jamais été exposé ».

La première et plus urgente mesure à prendre consistait, selon lui, à avertir la Russie et adresser d'énergiques représentations à la Turquie. Si la Porte avait contracté un accord avec la France, sa conduite envers l'Angleterre était tellement hostile qu'il n'y avait « plus de cérémonies » à faire avec elle. Quant à la Russie, l'établissement des Français en Égypte et les facilités qu'il leur donnerait pour dominer et finalement conquérir la Turquie lèseraient si fort l'intérêt russe, que le tsar ne pourrait rester spectateur impassible d'un pareil événement. A l'Angleterre incombera de lui ouvrir les yeux, de le pousser à intervenir à Constantinople et, si les Turcs restent sourds à ses remontrances, de s'unir à lui pour les châtier.

Quant aux avis à faire passer aux Indes, pour que les autorités anglaises y soient sur leurs gardes, quant aux ordres à leur donner, Dundas s'en chargera. Peut-être n'était-il pas trop tard pour leur prescrire de faire croiser aux débouchés de la mer Rouge et du golfe Persique des forces navales détachées de Bombay et du Cap, « de manière à empêcher toute communication maritime entre les Français et le continent indien ».

Mais il y aura encore à déjouer les intrigues d'agents français en Perse et à contrecarrer leur activité aux Indes, où « semble flotter l'idée que Tippoo espère une coopération française sur la côte de Malabar », et où « maint rajah réfractaire est une proie facile aux invites séductrices d'une puissance lui offrant de le soustraire à l'allégeance anglaise ». Il faudra inciter les tribus riveraines de l'Indus, Abdalli et Afghans, et les peuplades

de l'Inde septentrionale à « harceler l'armée française dans sa marche vers les territoires britanniques », de manière que, fatiguée, épuisée par la longueur et les difficultés de la route, elle ait été assez malmenée, avant de rencontrer les troupes anglaises, pour rendre leur victoire à peu près certaine.

Enfin il conviendra d'envoyer des renforts aux Indes. « Fortifier nos gouvernements de l'Inde par tous les moyens en notre pouvoir », c'est, disait Dundas, « une absolue nécessité ». Le besoin de troupes en Europe, aux Antilles et au Cap et « l'apparente sécurité de l'Inde » avaient fait diminuer l'effectif dans cette colonie. Le moment était venu de l'augmenter, en prélevant des unités sur les contingents employés ailleurs, notamment à Gibraltar et en Portugal. Non que Dundas méconnût l'importance de veiller aussi à l'Irlande. Mais que la sécurité de l'Irlande soit menacée, maint régiment de milice métropolitaine offrira ses services volontaires pour y aller combattre; aucun ne les offrira pour servir dans l'Inde. Pour préserver les îles Britanniques d'une invasion, tous les Anglais du royaume prendraient, au besoin, les armes. Les colonies lointaines ne peuvent compter que sur elles-mêmes : il importe donc que l'Inde soit bien garnie de troupes.

Telles sont les réflexions inspirées à Dundas par l'annonce inopinée d'une entreprise française contre l'Égypte. Le sceptique Grenville, à qui il les soumettait, n'était pas homme à se laisser emporter par elles sur les ailes de l'imagination qui les avait dictées à son collègue. Qu'elles fussent exactement calquées sur les espoirs démesurés que ses propres renseignements attribuaient aux Français, ce n'était pas encore pour lui une raison de croire à la réalité des dangers dont s'alarmait le Ministre de la Guerre.

La seule possibilité qu'il admit alors, sauf à n'y plus ajouter foi peu de jours après, c'est que Bonaparte voulût aller en Égypte : encore comptait-il fermement que Nelson l'en empêcherait. Le jour même où Dundas lui énumérait les raisons de trembler pour l'Inde, il écrivait à son frère Buckingham sur un ton beaucoup plus calme : « Il semble réellement que Bonaparte, après tout, allât vraiment en Égypte; et Dundas paraît penser que le projet d'attaquer l'Inde en partant de là n'est pas aussi impraticable qu'on le croirait. Je suis encore incrédule sur le second point, bien que par le premier je sois frappé. Mais comme Bonaparte, le 23 mai, était

encore au large de Toulon et que lord Saint-Vincent a dû détacher à sa poursuite le 21 au plus tard, il y a de bonnes raisons d'espérer que Nelson détruira toutes ces visions, quelles qu'elles puissent être⁽¹⁾. » Ce que Grenville appelait dédaigneusement des « visions » ne valait pas la peine qu'il se mît martel en tête; maritimes ou terrestres, les itinéraires tracés par Dundas à l'armée de Bonaparte, entre l'Égypte et l'Inde, ne trouvaient pas moins d'obstacles dans la froide raison du Ministre des Affaires étrangères que dans la nature elle-même. Au surplus, il s'en remettait à Nelson pour couler bas à la fois visionnaires et visions, avant que la flotte qui les portait eût abordé en Égypte, si tant est qu'elle y fût destinée.

Plus à sa portée étaient les considérations développées dans le mémoire sur « l'importance de l'Égypte », qui arrivait dans ses mains après avoir passé dans celles de lord Spencer et de Dundas⁽²⁾. Ici il n'était pas question d'invasion de l'Inde par terre ou par mer, mais seulement de la conquête de l'Égypte, considérée en elle-même et pour elle-même. Était-il probable que les Français prissent possession de l'Égypte? Quelles en seraient les conséquences, principalement économiques, dont l'Angleterre eût à s'alarmer « comme grande nation commerçante »?

Probable, l'intention prêtée à la France l'était, parce que c'était un fait avéré « que la possession de l'Égypte avait été depuis longtemps un but de la politique française »; parce que la preuve en était établie par la mission donnée au baron de Tott, sous Louis XVI, « de lever les plans des routes praticables à travers l'isthme de Suez »; parce que les idées de justice, qui avaient alors pu faire différer l'exécution de ce projet, n'avaient plus cours dans la France républicaine; parce que Volney, écrivain « non sans influence auprès du Gouvernement français actuel », avait parlé dédaigneusement de la force militaire des Mameluks, ne prisant pas haut leur valeur et évaluant leur effectif à 12.000 hommes tout au plus; parce que les Français ne devaient donc pas craindre que leur invasion rencontrât, de la part des Mameluks, une dangereuse opposition; parce qu'après beaucoup de

⁽¹⁾ Grenville à Buckingham, 13 juin 1798. *Memoirs of the Court and Cabinets of George III, from original family documents*, by the Duke of Buckingham and Chandos, t. II, p. 401, Londres, 1853.

⁽²⁾ C. O., 324/111, Appendice, feuillets 60-70.

révolutions, ils pouvaient voir dans l'Égypte un lieu de déportation pour les citoyens capables de gêner le gouvernement dans la métropole; parce que la tentation de se partager un pays riche et fertile devait agir sur des hommes corrompus « par des habitudes de licence et de dissipation » et incapables « de revenir à la retenue du travail et à la sobriété d'un gouvernement régulier »; parce que les provinces méridionales de la France devaient trouver dans l'Égypte un surcroît d'approvisionnement en blé et un débouché pour les produits de leur industrie.

Voilà les arguments dont on pouvait inférer la probabilité d'une expédition française en Égypte. Quelques-uns témoignaient d'une fort piètre opinion de nos compatriotes. Cela aussi est un trait caractéristique des idées de l'Angleterre à cette époque. Moralement, les Français de ce temps passaient à ses yeux pour des gens perdus de vices et égarés par des principes subversifs, des êtres sataniques : jugement qui n'excluait nullement, comme nous l'avons vu, la plus haute appréciation de leur courage et de leur enthousiasme. Ces deux opinions, la péjorative et la laudative, se combinaient pour faire apparaître les Français comme une nation qui mettait d'admirables ressources au service de la pire des causes.

Grands et multiples étaient les avantages qu'ils retireraient de la possession de l'Égypte. Elle leur assurerait les productions de ce terroir renommé, blé, riz, céréales, millet, coton, chanvre, lin, séné, casse, sucre, nitre, natron, sel ammoniac, miel et cire : en fait, la plupart des articles de la production des Indes orientales et occidentales. Mais ces perspectives économiques s'étendaient beaucoup, si l'on considérait la situation du Caire, désigné pour devenir un grand marché, centre du trafic des caravanes et point où convergeaient les produits de l'Europe, de l'Asie et de l'Afrique. Au Caire aboutissaient les caravanes du Maroc, de Nubie, d'Abyssinie, d'Arménie, de Perse, de Syrie, d'Algérie, de Tunisie, de Tripolitaine, apportant les marchandises de ces pays et remportant celles que fournissait l'Égypte. On y trouvait donc toutes sortes d'étoffes de soie et de coton, la poudre d'or, l'ivoire, le cuivre, l'étain, l'or et l'argent, le cuir, le corail — et aussi les esclaves; la plupart des produits de l'Extrême Orient, de l'Inde et de la Chine, et ceux des manufactures d'Europe. Volney avait évalué le commerce du Caire à 150 millions de livres par an. Encore n'était-ce là que la valeur d'un négoce avili par le gouver-

nement destructeur des Turcs et des Mameluks. Au xv^e siècle, les Vénitiens avaient employé jusqu'à 43.000 marins au trafic maritime avec l'Égypte.

Les bénéfices d'une exploitation rationnelle du pays s'accroitraient encore pour les Français, « s'ils restauraient le commerce avec l'Inde par la mer Rouge ». Alors ils en tireraient plus de profit qu'aucune nation n'en avait tiré dans le passé : thé, café, sucre, indigo, dont l'Angleterre avait développé et perfectionné les exportations d'Extrême Orient, enrichiraient les négociants et les armateurs de Marseille. La navigation de la mer Rouge n'était en aucune façon aussi dangereuse que l'ignorance la représentait ; les navires anglais étaient couramment remontés jusqu'à Suez, avant que les troubles intérieurs de l'Égypte eussent mis obstacle à ce trafic entre elle et l'Inde. On calculait alors que deux cargaisons d'environ 300.000 £ expédiées de Calcutta ou de Bombay à Suez, laissaient un bénéfice net de 75 à 100 0/0, déduction faite de 14 0/0 passant en droits de douane, frais de transport de Suez au Caire et présents aux chefs indigènes. Entre les mains des Français, le commerce indo-égyptien leur procurerait une préférence, sinon un monopole, pour l'approvisionnement de tout le bassin méditerranéen en blé, riz, thé, café, sucre, indigo, épices et toutes autres marchandises des Indes et de Chine, en échange de produits des manufactures de France.

Combien de fois ce tableau, attrayant, enchanteur même du point de vue français, inquiétant sinon terrifiant du point de vue anglais, n'avait-il pas été fait en France, de 1770 à 1798 ! On en retrouverait le pendant à cent exemplaires, dans des lettres ou notes confidentielles, adressées à des ministres de Louis XVI, à l'Assemblée nationale, au Comité de Salut public, au Directoire⁽¹⁾. En Angleterre, il était moins habituel, sinon entièrement nouveau. Le dernier document qui eût traité des avantages naturels et du commerce de l'Égypte était ce rapport d'un Comité du Conseil privé, qui, en 1790, avait conclu à l'inutilité d'y avoir consulat ni factorerie et d'y rien entreprendre, sans que d'ailleurs cette conclusion parût coûter grand regret à ceux qui l'avaient formulée. Il a fallu le départ de

⁽¹⁾ Cf. nos ouvrages *Les origines de l'expédition d'Égypte* et *L'Angleterre, l'isthme de Suez et l'Égypte au XVIII^e siècle*.

la flotte de Toulon et les conjectures qui s'ensuivaient, pour que fût transposée de français en anglais la classique description des richesses et promesses de l'Égypte, et qu'une voix effrayée fit écho, de Londres, à l'hymne si souvent chanté à Paris en l'honneur de cette terre promise.

Les conséquences économiques d'une conquête de l'Égypte par la France ne pouvaient donc être plus propres à alarmer la « grande nation commerçante » qu'était l'Angleterre. Aussi n'était-ce pas sans soulagement qu'à l'heure où les faisait entrevoir le dessein attribué à Bonaparte, l'Anglais qui les signalait à son gouvernement reportait sa pensée sur la marine anglaise, sur la supériorité navale de son pays, comme sur l'arme par laquelle ce dangereux dessein pourrait encore être étouffé dans l'œuf, « déjoué dans son enfance » ou obstrué dans ses progrès.

Vastes espoirs d'expansion commerciale, de révolution économique au détriment de l'Angleterre, dans le Levant et en Extrême Orient; résolution de se rapprocher de l'Inde; désir plus confus d'y atteindre, de pouvoir y attaquer, directement ou indirectement, la puissance britannique : c'est effectivement tout le plan de l'expédition française en Égypte qui a été reconstitué à Londres, autour de ministres qui répugnent, sauf Dundas, à le tenir pour réel; c'est tout ce plan, invraisemblable et pourtant vrai, qui est exposé et parfois même dépassé de hardiesse dans les documents adressés ou transmis par Dundas à Grenville le 13 juin. Il est juste de reconnaître le mérite de la perspicacité à cette reconstitution, faite sur la base et la foi des informations de Livourne et de Francfort, corroborées par les nouvelles de l'Inde.

C'est en rapprochant celles-ci de celles-là que Dundas a définitivement percé le mystère, d'ailleurs assez mal gardé, de l'expédition française en Égypte. Le rôle de l'Inde, dans le laborieux déchiffrement d'une énigme politique et militaire, dont de multiples indiscretions avaient pourtant livré la clef aux Anglais, est hautement symptomatique : il situe dans l'Inde l'intérêt que l'Angleterre prendra à l'Égypte.

IV

« L'Inde a occupé mes pensées toute la nuit », écrivait Dundas à Spencer⁽¹⁾. L'intervention du Premier Lord de l'Amirauté était nécessaire pour les ordres à donner au commandant des forces navales dans l'Inde. Lui seul pouvait prescrire à cet amiral de détacher des navires à l'entrée de la mer Rouge et le mettre en mesure de faire face à ce service supplémentaire, s'il avait pour cela besoin de renforts. Lui seul pouvait, d'une manière générale, remanier la répartition des escadres britanniques, en tenant compte des périls apparus à Dundas. Moins incrédule que Grenville à la réalité de ces périls, il en était cependant moins convaincu que son collègue de la Guerre et, en tout cas, beaucoup moins effrayé : l'Inde ne l'empêchait pas de dormir. A lui aussi Dundas entreprend de faire partager son anxiété et d'arracher sans délai les ordres qui sont du ressort de l'Amirauté. « Je dois, lui dit-il, insister de la manière la plus sérieuse auprès de Votre Seigneurie pour qu'elle ne considère pas la présente conjoncture comme un cas ordinaire, un sujet courant de dispositions gouvernementales, où elle soit libre de répartir ses vaisseaux selon la convenance, ou d'après la meilleure manière théorique de les employer. » L'enjeu de la partie n'était ni plus ni moins que l'Empire, dont le sort pouvait se décider en une heure de temps. « Si le plan des Français est d'aller par la mer Rouge, on peut démontrer qu'une petite escadre active à l'embouchure de cette mer est fatale à leur projet. Arrivant une heure trop tard, cette escadre ne sert plus à rien. Il est impossible qu'aucun autre service soit aussi urgent, et il n'y en a aucun autre dont dépende autant. Sûrement rien ne doit donc être livré au hasard, qu'on puisse éviter d'y livrer; au contraire, il faut mettre de notre côté des chances doubles. » Telle est alors la hâte de Dundas de voir prendre les mesures qu'il réclame, expédier aux Indes courriers officiels et renforts maritimes, armer des transports et les diriger sur les ports d'Europe et d'Afrique où devront être embarquées des troupes, qu'il en est à craindre que le vent vienne à tourner et ferme pendant quelque temps le Pas de Calais! Car le moindre délai lui paraît fatal.

⁽¹⁾ *Spencer papers*, t. II, p. 449. Dundas à Spencer, sans date.

De bonne grâce lord Spencer, qui avait dû se faire tirer l'oreille pour s'être attiré ce billet, moitié semonce et moitié cri d'alarme, abaissa le pavillon de l'Amirauté devant les angoisses de Dundas : il fit ce qui était attendu de lui. Puis, pour apaiser des inquiétudes qui lui semblaient exagérées et rendre le sommeil à son bouillant collègue, il lui répondit sur le ton de l'optimisme, dont la cause était sans doute l'espoir en Nelson. « Si vos espoirs sont confirmés, lui réplique Dundas⁽¹⁾, tout va bien. S'ils ne le sont pas, je vois devant nous un triste labeur herculéen et je devrai trembler que c'en soit fait du résultat de mes efforts pendant les douze dernières années, résultat qui n'avait besoin, pour être complété, que de quelques années de plus. Dans de pareilles circonstances, je dois confesser franchement que je ressens une anxiété telle que je n'en ai jamais éprouvée auparavant dans la vie publique. » Toute son action auprès de ses collègues atteste l'anxiété dont il fait ici l'aveu sans détours. Du 13 au 16 juin s'écoulaient pour lui des journées d'active propagande, de discussion serrée, pour les rallier aux mesures qu'il croit nécessaires au salut de l'Inde, sa chose, la colonie dont il s'occupe depuis 1784. Il les bombarde de missives, les chapitre en séance du Cabinet et hors séance, provoque leurs visites chez lui par les émotions qu'il cherche à leur donner et contre lesquelles certains, comme Grenville, se raidissent. Un zèle ardent pour l'Inde, accru par une propension naturelle à « s'emballer » et servi par une remarquable aptitude au mode tragique, le transforme en une véritable Cassandre, mélodramatique à souhait.

Comme il tenait cet emploi — avec quelle componction, on l'a vu — lui parvint une pièce qui donnait un grand poids à ses prophéties.

Tippoo-Sahib avait, à l'instigation de Ripaud, envoyé des émissaires à l'Île de France, où devait, aux dires de son fidèle Jacobin, se trouver un contingent français, tenu prêt à une expédition aux Indes. Les émissaires de Tippoo avaient eu mission de proposer à la France un traité d'alliance et de lui demander le concours de 5 à 10.000 Européens et de 25 à 30.000 Africains. Le gouverneur de l'Île de France, Malartic, non content de transmettre ces propositions à Paris, avait entrepris de lever lui-même un corps de volontaires et lancé une proclamation incendiaire, où il avait,

⁽¹⁾ *Spencer papers*, t. II, p. 450. Dundas à Spencer, sans date.

fort inconsidérément, annoncé l'ambassade du sultan de Mysore, l'objet qu'elle avait eu et l'intention de Tippoo, une fois renforcé par les Français, de chasser les Anglais de l'Inde. Cette imprudente proclamation avait été apportée au cap de Bonne-Espérance, d'où le gouverneur anglais, lord Macartney, l'avait immédiatement communiquée aux Indes et en Angleterre. Elle arriva à Londres le 14 juin 1798⁽¹⁾.

Menées hostiles de Tippoo-Sahib, ouvertures de ce prince à la France, proclamation du gouverneur de l'Île de France, dont la fanfaronnade pouvait passer pour une menace sérieuse, lancée d'accord avec Paris, achevèrent d'emporter la conviction de Dundas. Présument qu'aucune difficulté ne dissuaderait le Gouvernement français de tenter un coup contre l'Inde, il s'ancre dans l'idée que ce coup serait porté à travers l'Égypte, pour où l'armement de Toulon devait donc être en route. Et il résolut de mettre sans plus tarder à exécution les mesures qui étaient de sa compétence, parmi celles dont il avait entretenu la veille le Ministre des Affaires étrangères : envoi immédiat de renforts aux Indes, d'avertissements et d'ordres spéciaux aux autorités des établissements britanniques. Certainement obtint-il l'assentiment du Cabinet à ces mesures, dont l'une et l'autre exigeaient la coopération de lord Spencer et dont la première, intéressant la conduite générale de la guerre, ne pouvait être prise sans que Pitt et Grenville revinssent sur leur premier projet de rappeler en Angleterre une partie des forces employées au Portugal. Il faut donc que les collègues de Dundas l'aient laissé faire à sa tête.

Deux bataillons partirent de Lisbonne au début d'octobre 1798, trois du Cap en septembre 1798 et février 1799; un de la Méditerranée et un d'Angleterre seront rendus au Cap en décembre 1798 et continueront sans désenrayer jusqu'aux Indes. « Considérant, dit un historien anglais, les délais auxquels la navigation était sujette en ce temps-là, la difficulté de se procurer du tonnage au Cap, et enfin les nombreux embarras qui pesaient sur l'Angleterre dans l'été de 1798, l'envoi rapide de ces renforts m'apparaît comme le meilleur ouvrage accompli par Dundas pendant sa période de direction de la guerre⁽²⁾. » Le bon parti que le gouverneur

⁽¹⁾ FORTESCUE, *History of the British Army*, t. IV, Part 2, p. 717-719.

⁽²⁾ FORTESCUE, *op. cit.*, t. IV, Part 2.

général de l'Inde tirera des renforts expédiés par Dundas et l'utilité dont ils lui seront justifient pleinement ce jugement.

Dépêcher des renforts aux Indes, c'est ce que Dundas eût fait même s'il n'avait su que ce qui lui était mandé de Calcutta, Madras, Bombay et du Cap, et s'il se fût agi seulement d'un soulèvement local des princes hindous, fomenté par des agents français et appuyé sur les maigres ressources militaires et navales que pouvaient fournir l'Île de France et la Réunion. Mais il en sait davantage et ce n'est pas seulement de cela qu'il s'agit. L'Angleterre devait compter en outre avec un débarquement des Français à Alexandrie. Qu'allaient-ils y faire? Traverser le pays et poursuivre directement, par la mer Rouge, leur expédition jusqu'à Bombay ou Mangalore? Ou bien continuer, à partir du Nil, un prodigieux exode à travers l'Asie jusqu'à l'Indus et au Gange? Ou bien s'établir en Égypte et encourager, par leur présence à mi-chemin entre l'Europe et l'Asie, cette insurrection générale des souverains hindous, qui couvait dans la péninsule? Une opération maritime, dont les préparatifs auraient échappé à la vigilance de l'Angleterre, avait-elle été montée par le Directoire, pour jeter des troupes sur la côte de Malabar, pendant que Bonaparte s'avancerait vers Suez? Autant d'hypothèses, jusqu'alors exclues des spéculations du Gouvernement britannique, désormais l'objet de soucis immédiats pour Dundas et son entourage. On sait, à Londres, les Français sortis de Toulon, — rien de plus, — mais avec une avance sur Nelson. Les dépêches arrivées des Indes et du Cap sont déjà vieilles de plusieurs mois. Il peut donc être craint, et que la situation se soit déjà aggravée dans l'Hindoustan, et que Bonaparte réussisse sous peu à atteindre l'Égypte. C'est effectivement ce que Dundas redoute et ce qui lui fait mettre les fers au feu. Presser le transport des renforts pour Bombay et Madras n'est pas tout ce qu'il lui appartient de faire dans une conjoncture aussi critique. Il doit encore rendre compte aux gouverneurs des établissements anglais dans l'Inde de ce qu'il a appris et de ce qui est à craindre. En hâte, il leur donne l'alarme.

Le 16 juin, il annonce à lord Mornington, gouverneur général de l'Inde, qu'une expédition, dont le but était secret, avait pris la mer sous Bonaparte et que Nelson avait été mis aux trousses de l'ennemi; l'informe des doutes entretenus et des conjectures formées sur la destination de la

flotte et de l'armée françaises; lui fait part des nouvelles reçues du cap de Bonne-Espérance; le met en garde contre les intentions agressives attribuées à Tippoo-Sahib; lui communique tout ce qui peut compléter ces indications : la lettre d'Udney à Grenville, le renseignement similaire émanant de Francfort, la proclamation lancée par Malartic, sa propre lettre à Grenville sur cet imbroglio, où s'enchevêtrent trois parties du monde, enfin ce mémoire sur « l'importance de l'Égypte », qu'il a reçu de lord Spencer et vient de soumettre à son collègue des Affaires étrangères ⁽¹⁾.

Son inquiétude est vive. Peut-être Tippoo-Sahib sera-t-il déjà entré en action, avant que Mornington ait pu être averti du danger; peut-être Malartic avait-il abusé du nom de ce prince, en poussant le claironnant appel aux armes qui avait retenti jusqu'à Londres : impossible, à pareille distance, de savoir à quoi s'en tenir. Aussi la question des renforts européens, environ 5000 hommes, en partance du Portugal, de Gibraltar et du Cap « dans le plus court délai possible », occupe-t-elle une grande place dans la lettre de Dundas à Mornington. Mais les circonstances lui paraissent de celles où il convient de faire flèche de tout bois. « Je suis résolument, dit-il, de l'opinion que, dans le moment présent, quand une dangereuse combinaison est en train de se former contre la puissance anglaise dans l'Inde, il est de notre devoir de recruter des forces sous toutes les formes et de toutes les manières qui puissent servir à résister. » Ce peut donc être le cas de lever des troupes indigènes commandées par des officiers anglais; à l'exemple de ce qui s'était fait dans les îles Britanniques sous la menace de l'invasion française, d'organiser en milice les Anglais de l'Inde et de les exercer au maniement des armes : bourgeois, fonctionnaires civils, *clerks* des comptoirs britanniques prendraient le fusil et l'épée, prêts à défendre la colonie. En défendant l'intérêt commun, n'est-ce pas d'ailleurs son intérêt propre que chacun défendrait? Car, « s'il est vrai que, réussissant, une invasion de l'Angleterre nous aurait été fatale en tous ceux de nos intérêts qui méritent nos soins, combien, remarque Dundas, n'est-ce pas plus vrai encore pour les sujets de Sa Majesté établis aux Indes? Une attaque réussie contre nos possessions dans l'Inde et le renversement des intérêts britanniques dans ce pays serait une mortelle

⁽¹⁾ Dundas à Mornington, 16 juin 1798. C. O., 77/57.

blessure à toute espérance que peut entretenir un civil au service de la Compagnie.»

Cette attaque, sans doute est-ce d'adversaires locaux, — de Tippoo, des Mahrattes et de Zeman Chah, — que Dundas la redoute avant tout. Mais la France lui paraît bien aussi un des éléments de cette « combinaison » hostile, contre laquelle il met Mornington en méfiance; et ce n'est pas au hasard qu'il attribue la coïncidence des troublantes nouvelles de l'Inde avec le départ de Toulon d'une mystérieuse expédition française. De celle-ci, voici ce qu'il dit à Mornington :

- Pendant longtemps on a pensé que l'intention de Bonaparte était de diriger l'invasion dont étaient menacées la Grande-Bretagne et l'Irlande. Mais, sans que je puisse dire avec certitude si le mérite en revient à l'irrésistible supériorité de notre flotte, ou aux grands préparatifs que le zèle et le loyalisme des sujets de Sa Majesté ont permis de faire dans tout le Royaume, il apparaît que dernièrement les Français ont mis plus de réserve à leurs menaces, moins d'activité à leurs armements dans les ports faisant face à notre côte, tandis que les principaux efforts de la République semblent avoir été déployés dans les ports de la Méditerranée. La destination de cette expédition a été matière à diverses conjectures. Quelque temps, on l'a supposée destinée à Naples ou au Portugal, ou, sous le couvert de ce dernier pays, à entreprendre de révolutionner la monarchie espagnole. D'après les plus récents renseignements que m'a transmis lord Grenville, il paraîtrait que l'Égypte et l'Inde sont les objets finaux de ce grand armement. Nous sommes informés de son départ le 19 mai et espérons fermement que, quelle que puisse être sa destination, le dessein de l'ennemi sera déjoué et son armement lui-même détruit par la puissante escadre qui opère dans la Méditerranée, sous le commandement de Sir Horace Nelson, et dont la mission est de le guetter et poursuivre, partout où il pourra être dirigé. S'il est effectivement destiné à l'Égypte, cela me paraît être un grand coup et un coup de maître, qui, s'il réussit, entraînerait de pernicieuses conséquences pour les intérêts de notre pays. . . . Nous nous attendons à apprendre bientôt, et la destination de l'expédition partie de Toulon, et le succès de la force navale détachée pour la contrer. Mais, étant donné les renseignements en présence desquels nous sommes, les serviteurs de Sa Majesté seraient coupables, en différant un

moment de vous aviser de ce qui est présentement connu d'eux et des mesures qu'ils ont arrêtées en conséquence. »

Ces mesures ne consistent en rien de plus ni d'autre que l'envoi de Nelson en Méditerranée, la décision d'expédier aux Indes des renforts, peu nombreux, mais de bonnes troupes anglaises, et l'ordre donné aux autorités coloniales de pourvoir à la défense et à la protection maritime des établissements britanniques, par des précautions militaires et navales qu'il appartiendrait à elles-mêmes de prendre. Pouvait-il être fait autre chose et davantage, au point où l'affaire en était ? Pour mander en hâte à Nelson un avis lui signalant la probabilité d'une tentative française de débarquement en Égypte, il était désormais bien tard. Tout aussi tard, pour détacher en Méditerranée une seconde escadre, cette fois dirigée en droiture sur Alexandrie ; et il eût fallu en outre, pour oser le faire, être définitivement rassuré pour l'Irlande, ce qu'on n'était pas encore à Londres. Quant à entamer immédiatement le travail diplomatique, pour former contre la France une seconde coalition, c'eût été affaire à Grenville ; mais le Ministre des Affaires étrangères était trop réfractaire aux anticipations pour mettre sa diplomatie en mouvement sur une simple présomption. On peut donc admettre que, du point de vue naval et militaire, tout ce qu'il était possible au Gouvernement britannique de faire, au moment où il s'avisait du danger, était fait ou décidé et ordonné.

De Nelson, les ministres attendent avec confiance qu'il rejoigne et détruise en cours de traversée l'escadre et le convoi de Brueys. En réalité, mis en route avant qu'ils eussent le moindre soupçon de la destination de Bonaparte, Nelson est muni d'instructions qui ne peuvent que l'égarer, et le gros de son escadre n'a franchi le détroit de Gibraltar que vers le moment où Brueys partait de Toulon. Des renforts désignés pour l'Inde, le Gouvernement anglais attend qu'ils mettent Mornington en situation de résister victorieusement à une attaque combinée des princes hindous et des Français. En réalité, bien des mois se passeront avant qu'aucun bataillon ait pu atteindre l'Inde, si hâtivement que les troupes y soient transportées ; et ce ne sera aussi qu'après de longs mois que les autorités coloniales pourront être touchées par les lettres de Dundas, leur donnant l'alarme et leur prescrivant de garder et de couvrir leurs côtes. Les mesures adoptées peuvent donc se trouver inefficaces ou tardives ; et la crainte s'en

trahit chez Dundas à l'insistance, à la solennité, avec lesquelles il appuie, en écrivant à Mornington, sur la gravité du danger pour l'Inde.

Rien d'affecté pourtant dans l'espoir qu'il exprime d'un succès de Nelson, qui vienne rendre superflues ses craintes et ses précautions; c'est l'effet d'une robuste foi dans la supériorité de la marine britannique. « Bien que légèrement inférieure en nombre, écrit-il⁽¹⁾, cette force navale (celle de Nelson) est si nettement supérieure à celle de l'ennemi sous tous les autres rapports, que, si elle le rejoint avant qu'il ait atteint Alexandrie, port supposé de sa destination, les plus confiantes espérances de succès peuvent raisonnablement être entretenues. » Des mesures militaires n'ont paru à Dundas s'imposer qu'en raison de ce « si ». « Une déception, dit-il, est toujours possible », cette déception se bornant toutefois à ce que Nelson laisse échapper Brueys, non à ce qu'il ait le dessous en combat naval, hypothèse exclue.

Une partie des renforts pour l'Inde devant être prélevée au Cap, d'où ils pourront parvenir à destination avant tous autres, le gouverneur général de cette colonie, lord Macartney, est invité à embarquer des troupes, dont la nomenclature lui est adressée : le 84^e d'infanterie, une brigade écossaise, en plus du 28^e dragons, qu'il a déjà reçu l'ordre de faire partir⁽²⁾. L'instruction lui en est envoyée « par un vaisseau bon marcheur »⁽³⁾. Il devra s'en acquitter sans aucun délai, embarquer et diriger sur Madras, sous convoi, les unités qui lui sont désignées, à peine la dépêche ministérielle lui sera-t-elle parvenue : car « il est de la plus haute importance que cet ordre soit exécuté avec toute la rapidité possible ».

Ces prélèvements laisseront le Cap à peu près dégarni, « très insuffisamment défendu », reconnaît Dundas. Mais le devoir est d'aller au plus pressé, de pourvoir à la défense du point actuellement menacé, dût-on pour cela en dégarnir momentanément un autre. Et Dundas d'expliquer à lord Macartney pourquoi il n'hésite pas à le faire. La prudence lui commande de supposer que l'ennemi atteigne l'Égypte, dont Bonaparte, sachant la faiblesse intérieure du pays, compte s'emparer aisément avec

⁽¹⁾ Dundas à lord Macartney, gouverneur du Cap, 18 juin 1798.

⁽²⁾ Ordre envoyé le 1^{er} juin.

⁽³⁾ « By a fast sailing vessel. »

ou sans le concours de la Porte ottomane, à plus forte raison s'il a obtenu ce concours. Sans s'arrêter pour le moment à « la grande valeur d'une telle acquisition pour la France dans l'avenir », l'Angleterre est contrainte à se préoccuper du but immédiat des Français : « la destruction, dit Dundas, de notre puissance aux Indes par une attaque contre les territoires britanniques dans cette contrée ». Elle ne peut pas ne pas prendre des précautions « contre le formidable danger » d'une action combinée des Français et des princes hindous. Que si d'énormes difficultés apparaissent au transport d'une armée entre la Méditerranée et l'Inde, comment s'attendre à les voir prendre en considération par ce « gouvernement désespéré et sans principes », qu'est celui de la France, ou par « l'aventureux et chimérique général », qui commande l'expédition, ou par « les enthousiastes et les égarés », qui suivent sa fortune ? Point ne suffirait encore de boucher les issues de la mer Rouge et du golfe Persique, par où toute communication devra cependant être obstruée entre l'Égypte et l'Inde, en y détachant des bâtiments et des troupes, de l'Inde et du Cap. On ne saurait, en outre, se dispenser de « renforcer puissamment » l'armée anglaise dans l'Inde. Tel est l'intérêt majeur au nom duquel Dundas prescrit au gouverneur général du cap de Bonne-Espérance de se démunir, au profit des Indes, du gros de sa garnison et d'une partie de sa marine.

Le Gouvernement anglais eût certes préféré ne pas avoir à lui demander ce sacrifice. Mais il n'a pas le choix. « Dans la situation actuelle de nos forces métropolitaines, explique Dundas, et en présence de la rébellion qui fait rage en Irlande, aucun renfort ne peut être envoyé de ce pays. » Force est donc, en attendant que des disponibilités se produisent dans la métropole, de glaner des troupes aux endroits où c'est possible, sur des théâtres d'opérations extérieures, Portugal, Méditerranée, dans une colonie lointaine comme le Cap, en tenant compte à la fois du minimum des besoins locaux et de « l'importance supérieure, du plus imminent danger de l'Inde ».

Pour assurer la sécurité du Cap, pendant le temps où cette position restera affaiblie, l'Angleterre compte sur la supériorité de sa marine, suprême ressource sur laquelle elle fait fond à tous les moments de crise. « Notre force navale possède, dit Dundas, une supériorité si décisive dans

tous les parages; la saison est si propice à son emploi, si favorable au blocus de tous les ports ennemis; enfin le seul effort maritime que la France ait pu faire, ou qu'elle sera, j'y compte bien, capable de faire, a pris une direction si différente, que nous pouvons raisonnablement espérer n'avoir rien à craindre pour le Cap. » La garnison en sera reconstituée, dès que les circonstances le permettront.

Complétant ces mesures, l'ordre est envoyé à l'amiral Rainier, commandant l'escadre anglaise dans les mers de l'Inde, de « stationner une force convenable aux embouchures du golfe Persique et de la mer Rouge » et « d'occuper l'île de Mehun (Périm), de manière à commander le détroit de Bab-el-Mandeb ». L'Amirauté est en quête de navires pour grossir l'escadre de Rainier et « quelque renfort lui sera probablement envoyé d'Angleterre ». Ainsi seront fermées les deux issues maritimes par lesquelles peut être imaginée — plutôt qu'exécutée — une tentative des Français pour opérer une descente sur la côte occidentale de l'Inde, soit qu'ils passent par la mer Rouge, soit que, par la Syrie ou l'Arabie, ils s'acheminent vers Bagdad et Bassora ou vers Mascate.

Avis est donné à lord Clive⁽¹⁾, gouverneur de Madras, des ordres adressés à l'amiral Rainier, afin qu'il en facilite l'exécution de tous ses moyens et lui fournisse, pour procéder à l'occupation de Périm, toute l'assistance en son pouvoir. Si « évidente » est l'importance de son concours aux mesures de défense extérieure de l'Inde, que des instructions particulières lui seraient superflues. Mis au courant de tout ce qui a été mandé à Mornington, il devra aussi se concerter avec le commandant des troupes du Roi et de la Compagnie dans sa Présidence⁽²⁾, pour prendre toute précaution utile à « la sécurité, la défense et la préservation des intérêts de la Compagnie aux Indes », contre « toute tentative hostile de la part d'une puissance quelconque, indigène ou européenne ». Dundas s'en remettait à lui de toute mesure qui pourrait être nécessaire, « pour faire face avec vigueur et succès aux circonstances ardues où l'Inde pouvait se trouver placée ».

⁽¹⁾ C. O., 77/57. Dundas à lord Clive, 18 juin 1798.

⁽²⁾ Les divisions territoriales des possessions britanniques aux Indes portaient alors le nom de « présidences ».

Au blocus de Bab-el-Mandeb, à l'occupation de Périm, à la surveillance des voies maritimes entre l'Égypte et l'Inde coopéreront, en cas de besoin, les forces navales détachées du cap de Bonne-Espérance, dont le gouverneur général a été pleinement instruit de la situation et informé des ordres adressés aux autorités de l'Inde.

V

L'idée de faire occuper Périm n'appartenait pas en propre à Dundas. On la trouve émise dans un curieux mémoire, qu'il a dû recevoir quelques jours avant d'écrire ses lettres à Grenville, Mornington, Clive et Macartney. L'auteur en est Alexandre Dalrymple, hydrographe de l'Amirauté. « Beaucoup d'avantages, y lit-on ⁽¹⁾, résulteraient pour nous de la possession d'une station comme cette île (Périm), dans le détroit de Bab-el-Mandeb. Moyennant la dépense de deux ou trois frégates, si elles peuvent y être maintenues, elle nous mettrait à même d'être renseignés sur ce qui adviendrait dans la mer Rouge et d'empêcher tout passage, sauf celui d'une grande force navale. » Cette proposition n'est ici que la conclusion de toute une dissertation, où l'auteur tirait, avec une précision bien propre à alarmer un lecteur anglais, les conséquences extrêmes d'un débarquement et d'un établissement français en Égypte.

Les cerveaux sont un peu en ébullition, dans ce cercle de fonctionnaires, d'officiers, de navigateurs, de géographes et de gens d'affaires, qu'on peut appeler « les Indiens de Londres », et dans lequel la sollicitude pour l'Inde britannique, la connaissance approfondie de ses intérêts et de ses points faibles ont fait deviner la destination des Français et les fins complexes de leur hardie entreprise. On y connaît déjà, bien qu'elle n'ait pas encore vu le jour de la publicité, la proposition de Leibnitz à Louis XIV de tourner ses armes contre l'Égypte, au moment où le Roi-Soleil se préparait à entreprendre la campagne de Hollande. Quelqu'un a fait, pour la Compagnie des Indes ou pour le *Board* gouvernemental qui la contrôle, un résumé du manuscrit du philosophe allemand, encore inédit et

⁽¹⁾ *Archives India Office, Factory Records. Egypt and the Red Sea. Memoir concerning Egypt and the Red Sea, juin 1798.*

conservé dans la bibliothèque du roi d'Angleterre à Hanovre. Sans qu'on sache combien de fois la même proposition a été, par la suite, représentée au Gouvernement français, on n'a pas perdu le souvenir des convoitises dont il a été souvent soupçonné, ni des efforts qu'à plus d'une reprise il a faits pour s'ouvrir l'isthme de Suez et la mer Rouge. On se rappelle encore l'émotion causée par les traités de Truguet avec les Beys d'Égypte en 1784 et la lutte épique des ambassadeurs de France et d'Angleterre à Constantinople autour de ces actes diplomatiques. Tout le monde n'a pas oublié les tentatives de commerçants anglais, au XVIII^e siècle, pour se procurer le bénéfice de la même voie, les fructueux voyages accomplis par maint navire britannique, les campagnes faites pour assurer au moins aux dépêches et correspondances pour l'Inde l'usage de la route de Suez. Il n'y a pas si longtemps que s'est éteint l'écho des longues discussions menées sur ces sujets et que les derniers témoignages écrits en ont été déposés dans les archives publiques. Ainsi le passé éclaire-t-il le présent, pour ceux qui ont connu ce passé récent ou qui en ont vécu les dernières phases.

Il n'était pas douteux, selon Dalrymple, que le commerce de l'Inde, dont la valeur et le profit pour l'Angleterre étaient bien connus des Français, fût pour quelque chose dans leur projet de s'emparer de l'Égypte, auquel il fallait s'opposer par tous les moyens. Après avoir montré que la possession de l'Égypte eût mis la Turquie, dont elle était le grenier, à la merci de la France et placé sous le contrôle des Français la voie du pèlerinage de La Mecque, pour tous les musulmans d'Afrique; que le pays ne pouvait résister à l'attaque d'une force européenne venant par la Méditerranée; que le parcours du Caire à Suez, long d'environ 70 milles, ne présentait, bien qu'aride et dénudé, aucun obstacle susceptible d'arrêter une armée, Dalrymple en venait à examiner l'hypothèse où un canal serait creusé à travers l'isthme de Suez. C'était là, certes, un grand travail, mais nullement au-dessus des forces humaines. Dirait-on que ce serait un ouvrage à recommencer sans cesse? Qu'une fois accompli, le sol le détruirait en s'effondrant? Que des tourbillons de sable combleraient infailliblement la tranchée? Rien de tel n'était à prévoir, et entretenir le canal serait tâche aisée en comparaison de l'exécuter. Alléguerait-on le manque de ports? Mais cette lacune non plus n'était pas un obstacle; les

Français en seraient quittes pour creuser un port sur la côte méditerranéenne de l'Égypte, si le canal n'était pas dirigé, par le Nil, sur Alexandrie. Dalrymple entrevoyait donc et prophétisait Port-Saïd, un Port-Saïd exclusivement français, qui se fût appelé Dieu sait comment, peut-être Port-Bonaparte ou, dans le style révolutionnaire encore en honneur, Port-Liberté ! Il abordait ensuite la question du niveau des deux mers, qui a fourni matière à tant d'arguments contre le canal direct, jusqu'au jour où Ferdinand de Lesseps prit le parti de traiter par le dédain cette objection imaginaire. Notre Anglais n'était pas loin d'y voir, au lieu d'une difficulté, une facilité. « Peut-être la communication ouverte entre les deux mers pourrait-elle produire dans la Méditerranée une sensible marée, qui faciliterait le passage. » Mais plus praticable qu'un canal direct d'une mer à l'autre lui paraissait le percement d'un canal dérivé du Nil, vers Suez d'une part, vers Alexandrie de l'autre : « Pendant les mois d'hiver, quand le Nil est bas, un canal pourrait être creusé de ce fleuve à Alexandrie et un autre jusqu'à Suez, les eaux du Nil devant les remplir l'un et l'autre quand elles monteraient. Des écluses seraient nécessaires aux extrémités, quand même le transit ne se ferait toujours que pendant les hautes eaux du Nil. La profondeur et la longueur du canal semblent les seules difficultés. L'ouvrage devrait rejoindre le Nil aussi bas que possible sur son cours, à des endroits où déjà les eaux s'étendent et le courant faiblit. » Il y avait là le rudiment d'une théorie sur le canal des deux mers, avec la distinction classique entre les deux solutions possibles, le canal direct et le canal dérivé. Les exemples en sont très rares sous la plume des Anglais, avant l'époque où les travaux de Français comme Le Père, Mougel bey, Linant de Bellefonds, les Saint-simoniens et enfin Ferdinand de Lesseps eurent mis en train l'étude et l'exécution de ce grandiose ouvrage. A la liste déjà longue des précurseurs du Grand Français, le nom obscur de Dalrymple est donc à ajouter.

L'hydrographe de l'Amirauté britannique écrivait ces lignes quelques mois après qu'un arrêté du Directoire, tenu strictement secret et absolument ignoré de lui, avait prescrit à Bonaparte, désigné pour commander l'expédition d'Égypte, de « faire couper l'isthme de Suez » et de « prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la libre et exclusive possession de la mer Rouge à la République française ». Lui aussi, il avait donc vu

juste et deviné, sur un point essentiel, les intentions des ennemis de son pays.

Que le canal de Suez fût direct ou dérivé, sa valeur, en tout cas, devait dépendre pour beaucoup de la facilité et de la rapidité du passage en Inde par la mer Rouge. Or les difficultés de la navigation dans la mer Rouge ne paraissaient nullement à Dalrymple être telles, que de réels obstacles dussent s'opposer à la traversée. A l'appui de ses dires, il citait toute une liste de navires anglais, qui, de 1776 à 1795, étaient remontés sans encombre jusqu'à Suez, venant de Calcutta ou de Bombay, et qui s'en étaient retournés à leur point de départ. En prenant la moyenne de 27 voyages entre Moka et Bombay, il calculait que la durée du trajet de l'un à l'autre pouvait être fixée à 18 jours. En juin ou juillet, — le choix de ces mois s'expliquait par le régime des vents, — le passage de France en Inde par la mer Rouge prendrait deux mois tout au plus. Donc, si les Français étaient en possession de l'Égypte et qu'ils eussent pratiqué une communication de la Méditerranée à la mer Rouge, navigable à de grands vaisseaux, une force considérable pourrait être jetée dans l'Inde, avant même que l'Angleterre ait pu en être informée à temps pour prendre aucune mesure. Ces raisonnements conduisaient Dalrymple à la conclusion « qu'aucun moyen ne pourrait être employé à assurer la domination britannique dans l'Inde, dans le cas où la communication serait rendue praticable à de grands vaisseaux à travers l'Égypte, si ce n'était la supériorité navale dans la mer Rouge » : moyen que, toutefois, il jugeait ruineux, par les frais très élevés qu'entraînerait l'entretien d'une flotte anglaise dans ces parages. C'est pourquoi, à défaut de mieux et comme précaution immédiate, il avait suggéré l'occupation de Périm.

Même si ce mémoire a été sans influence sur les décisions de Dundas, il montre à quelles idées l'annonce d'une expédition française en Égypte a donné l'essor à Londres; quelles craintes elle y a éveillées; quelles mesures de défense elle y a suggérées; quels besoins, exactement symétriques aux ambitions de la France, elle a créés de toutes pièces, comme celui de dominer dans la mer Rouge et d'en tenir l'issue; sur quelles hypothèses nouvelles, exactement correspondantes aussi à des projets français, comme celle du percement de l'isthme de Suez, elle a dirigé l'attention de certains Anglais.

Plus que tous autres, ont pris peur les administrateurs de la Compagnie des Indes, devant une menace française à laquelle même eux ne s'étaient pas attendus. Presque en même temps que Dundas, le Comité secret de leur conseil d'administration a adressé au gouverneur général de l'Inde, qui entretenait avec eux une correspondance officielle, une lettre où perce une émotion plus vive que dans celle du ministre même. « Bien que, disent-ils à Mornington ⁽¹⁾, la destination dernière de l'armement de Toulon n'ait pas pu être établi avec certitude, il n'est pas improbable, d'après beaucoup de circonstances qui ont transpiré, en raison aussi de l'esprit d'audacieuse aventure qui a inspiré les Français pendant la guerre actuelle, que sa destination puisse être l'Inde, soit par la voie de la mer Rouge, après avoir pris possession de l'Égypte, soit par Bassora. » Les mesures défensives, dont les ministres du Roi avaient informé la Compagnie des Indes, en même temps que de cette fâcheuse nouvelle; l'annonce des renforts militaires, dont le Gouvernement avait décidé l'envoi et dont l'arrivée dans l'Inde pouvait être espérée « peu de mois après celle de cette dépêche »; la promesse, si l'expédition française atteignait l'Égypte en échappant à Nelson, de faire tenir le détroit de Bab-el-Mandeb et le golfe Persique par des forces navales, « pour intercepter tout convoi qui ferait route vers l'Inde par une de ces deux voies »; la décision de l'Amirauté de détacher aussitôt que possible deux vaisseaux de guerre et un sloop, pour aider l'amiral Rainier à faire face aux événements : rien de tout cela n'a suffi à rassurer les administrateurs de la Compagnie, à qui la proclamation de Malartic fait craindre une agression de Tippoo-Sahib, combinée avec une attaque des Français. « Notre empire oriental a toujours, disent-ils, excité la jalousie des Français, et nous savons que leur ancien gouvernement avait entretenu le confiant espoir de pouvoir atteindre l'Inde par un passage plus court que celui du cap de Bonne-Espérance. Nous ne doutons pas que leur présent gouvernement risquerait beaucoup et même recourrait à des mesures de la nature la plus aventureuse et la plus insolite, pour courir la chance de réduire, sinon d'anéantir, la puissance britannique dans cette région du monde. » Aussi n'ont-ils pas hésité à

⁽¹⁾ Le Comité secret de la Compagnie des Indes à Mornington, 18 juin 1798. *Dispatches, minutes and correspondence of the Marquess of Wellesley*, vol. I.

prescrire à Mornington, non seulement de s'armer jusqu'aux dents, de tenir ses troupes sur le qui-vive et ses forts en bon état de défense, de faire prendre les armes aux employés de ses services civils et aux négociants de ses comptoirs, de « veiller sur tous les passages par où il pourrait être possible à la France de diriger une force européenne contre l'Inde » et de « prendre des mesures de précaution pour l'empêcher », mais encore d'ouvrir, au besoin, les hostilités contre Tippoo, à défaut d'explications satisfaisantes fournies sur-le-champ par le sultan de Mysore, de porter la guerre dans les États de ce voisin suspect et de mener contre lui une action militaire énergique, après avoir fait en sorte de maintenir dans le loyalisme les princes alliés de l'Angleterre. C'est du reste exactement ce que Mornington aura spontanément résolu de faire.

L'état d'esprit révélé chez Dundas par ses lettres à Grenville, Mornington, Clive et Macartney, si différent et si distant de celui où se renferment encore ses collègues, ne lui est donc pas tout personnel : c'est celui d'un groupe, dont il est l'interprète et l'écho, qui le renseigne, le documente, le pousse à éclairer la pénombre où Pitt et Grenville attendent patiemment que l'événement les illumine. A ce groupe, où voisinent avec les administrateurs de la puissante Compagnie des Indes des hommes de diverses professions, réunis par une commune expérience des affaires de cette contrée, restent toutefois limitées les alarmes pour l'Égypte et pour l'Inde elle-même, les justes prévisions, et les anticipations audacieuses jusqu'à l'arbitraire et à la fantaisie. Quand elles en sortent, portées par Dundas devant le jugement de ses collègues, elles se heurtent à un scepticisme fait d'ignorance et de sens commun, qui laisse flotter le doute sur ce que contiennent de vrai des prophéties tournant parfois à la divagation. C'est ainsi que Grenville, par exemple, ne tient aucun compte, ne fait aucun usage du dramatique tableau que Dundas lui a brossé et mis sous les yeux le 13 juin. Diplomatiquement parlant, il eût pourtant été de l'intérêt du Gouvernement britannique que la Turquie fût par lui mise sur ses gardes, avant de se trouver en présence du fait accompli, et que le représentant anglais à Constantinople, recevant ses instructions par anticipation, pût entrer en action incontinent. Mais Grenville n'en prend pas soin.

Après avoir, le 13 juin, entrevu la vérité, il en a eu comme un remords et s'est raccroché, avec un redoublement d'ardeur, à ses erreurs initiales.

Le 28 juin — le jour où Nelson paraissait devant Alexandrie et vingt-quatre heures avant que Bonaparte y arrivât — Grenville écrivait à son frère Buckingham : « Je suis de plus en plus convaincu que l'intention de Bonaparte était seulement de se rendre en Corse et d'attendre là le résultat des négociations, en pesant sur le dos des Napolitains et des Toscans, mais sans aucun autre objet présent, les circonstances devant ensuite décider de la destination future de sa flotte au Portugal, à la Grande-Bretagne, à l'Irlande ou aux Indes occidentales (Antilles). Si nous avons tant soit peu de chance, Nelson déjouera tous ces plans⁽¹⁾. » Jamais l'incrédulité de Grenville à un projet français sur l'Orient et sa conviction de desseins, imaginaires ou abandonnés, sur de tout autres contrées ne se sont exprimées avec autant de franchise que dans cette lettre intime, où il dit carrément ce qu'il pense, sans prendre la moindre précaution contre un démenti des faits. On peut déduire de là l'effet négatif que les démonstrations écrites et verbales de Dundas avaient eu sur l'esprit du Ministre des Affaires étrangères.

Dundas a, peu après, déclaré s'être formé « de bonne heure » l'opinion que l'expédition française était destinée à l'Égypte. « De bonne heure » est peut-être beaucoup dire, puisqu'il ne s'en est avisé que lorsque les Français avaient déjà atteint Malte. Ce qui est certain, c'est qu'il s'est formé cette opinion le premier, parmi les membres du Cabinet britannique, autant dire le seul, les autres ne semblant s'être rendus qu'à l'évidence. Et à partir de ce moment, il a fait tout ce que faire se pouvait. Mais il a pu, avec raison, déplorer la trop longue incrédulité de son Gouvernement, sans s'en excepter lui-même : car lui-même n'a ouvert les yeux à la réalité que trop tard pour faire bénéficier Nelson de sa clairvoyance. Soit dit sans offenser personne et *honni soit qui mal y pense* : dans le royaume des aveugles, il fut ce borgne qui est roi.

Il a été redevable de cette supériorité relative, moins aux responsabilités spéciales qu'il assumait dans la direction de la Guerre, qu'à son expérience particulière des affaires de l'Inde. Président du *Board of Control for India*, depuis 1793, après en avoir été membre depuis 1784, il était familiarisé avec la question des communications entre l'Europe et l'Inde,

⁽¹⁾ *Memoirs of the Court and Cabinets of George III, etc.*, t. II, p. 402.

soit par l'Égypte et la mer Rouge, soit par la Turquie d'Asie et le golfe Persique. Il s'était, dès 1785, documenté à ce sujet auprès d'un négociant anglais, George Baldwin, dont l'idée fixe était de réaliser cette liaison par la voie de Suez. Il avait poussé, en 1786, à créer un consulat général en Égypte, à nommer Baldwin à ce poste, et à négocier avec les Beys du Caire un traité ouvrant au commerce anglais la route de la mer Rouge, de Suez et d'Alexandrie. Il avait, en 1792, tenté d'empêcher la suppression du consulat général et s'était, en 1794, entremis en faveur du titulaire sacrifié⁽¹⁾. Sa préparation spéciale et les avis de son entourage sont ce qui lui permit de faire la jonction de deux termes que la masse de ses compatriotes n'était pas encore habituée à unir : Égypte et Inde. A plus forte raison put-il saisir cette corrélation, quand elle lui fut apportée toute faite par des renseignements, qui lui disaient en substance : « Les ennemis de l'Angleterre s'agitent aux Indes et comptent sur les Français, qui s'annoncent à eux; les Français vont en Égypte, en prétendant par là atteindre la puissance britannique dans l'Inde ». Même tardive, même aidée, sa perspicacité a donc la valeur d'une indication : elle montre dans l'Inde l'intérêt anglais qui, mis en jeu, interdira à l'Angleterre de se désintéresser de l'Égypte.

VI

Elle ne paraît pas avoir eu raison du scepticisme des collègues de Dundas. Leur état d'esprit ne les prépare pas à déchiffrer l'énigme d'une harangue adressée par Bonaparte à ses troupes, en arrivant à Toulon, et publiée par le *Moniteur* : « Soldats ! Vous êtes une des ailes de l'armée d'Angleterre. Vous avez fait la guerre de montagnes, de plaines, de sièges; il vous reste à faire la guerre maritime. . . . Le génie de la Liberté, qui a rendu la République, dès sa naissance, l'arbitre de l'Europe, veut qu'elle le soit des mers et des contrées les plus lointaines⁽²⁾. » Rien, dans ces

⁽¹⁾ Cf. notre ouvrage *L'Angleterre, l'isthme de Suez et l'Égypte au XVIII^e siècle*.

⁽²⁾ Le *Moniteur*, journal officiel de l'époque, a publié cette harangue dans son numéro du 25 mai (6 prairial). Cf. DE LA JONQUIÈRE, *L'Expédition d'Égypte*, t. I, p. 461-462.

termes amphigouriques, qui ne puisse s'appliquer indifféremment, soit à une opération contre les îles Britanniques, soit à une diversion quelconque. Mais voici qui peut faire douter qu'il s'agisse d'opérer dans l'Océan, ou même dans la Méditerranée occidentale. Une correspondance de Toulon au *Moniteur* dit : « Les négociants de Marseille paraissent désirer vivement le succès de l'expédition, dont ils espèrent le rétablissement de leur commerce ⁽¹⁾ ». De toute évidence, l'Irlande, ni l'Espagne, ni même Naples ne sont les pays où la République va chercher le relèvement du commerce de Marseille, qui est avant tout le commerce du Levant. Mais sans doute cette allusion et d'autres plus transparentes, échappées à des gazetiers français, ne sont-elles pas relevées à Londres, où parviennent pourtant le *Moniteur* et les principaux journaux de France.

Même la prise de Malte, indice cependant probant de la direction vers laquelle tend l'expédition, n'apparaît pas de prime abord à tous les ministres anglais pour ce qu'elle est : la conquête préméditée d'une position, d'un point d'étape sur la route du Levant. En l'apprenant, Grenville y voit une simple manœuvre imposée à Bonaparte par la nécessité de chercher un refuge contre Nelson, qui le traque. « Je regrette infiniment, écrit-il ⁽²⁾, cette prise de Malte. C'est le seul moyen d'échapper qui restait à Bonaparte; et encore, dans trois jours, ce moyen allait-il lui être coupé, si Nelson l'avait pu joindre. » Pitt n'a pas une plus claire vision des choses. Selon lui, Bonaparte pourrait bien ne sortir de Malte, s'il s'y risquait, que pour rentrer à Toulon, s'il en avait le temps ⁽³⁾. Quant à la destination d'un armement pris en chasse et serré de si près qu'il paraissait ne pouvoir se soustraire à l'étreinte de Nelson qu'en demandant abri à un port, c'était encore, pour le Premier Ministre, un point d'interrogation, mais déjà presque rétrospectif.

Cependant ces deux mêmes ministres, Pitt et Grenville, les deux têtes du Cabinet britannique, ne pouvaient pas ne pas avoir connu les mesures arrêtées par Dundas le 16 et le 18 juin, certainement discutées en

⁽¹⁾ *Moniteur*, 22 mai. Cf. DE LA JONQUIÈRE, *op. cit.*, t. I, p. 461-462.

⁽²⁾ *Dropmore papers*, t. IV, p. 250. Grenville à Woronzoff, 8 juillet 1798.

⁽³⁾ Lettre de Pitt à son frère du 25 juillet 1798, citée par STANHOPE, *William Pitt et son temps*, traduction Guizot, t. III, p. 420.

conseil, et toutes fondées sur l'hypothèse d'un coup des Français contre l'Égypte et l'Inde. Mais sans doute les lui avaient-ils laissé prendre par acquit de conscience, sans ajouter grande foi à sa présomption, en doutant plus encore que, fût-elle exacte, ce fût celle d'un projet réalisable, et en ne doutant pas du tout que l'expédition française, où qu'elle voulût aller, fût vouée à tomber dans les filets de Nelson.

L'opinion publique est plus sagace qu'eux : une fois connue la prise de Malte, elle admet généralement que le but de Bonaparte est l'Égypte et qu'à mi-chemin de ce but il ne s'arrêtera pas. Le *Times* du 4 juillet s'en fait l'écho en ces termes : « L'opinion favorite est maintenant que l'Égypte est la destination de l'escadre française ». Mais quand, cessant d'enregistrer simplement ce qui se dit, le journal de la Cité risque une prévision personnelle, c'est pour réagir, soit spontanément, soit plutôt sous l'inspiration du Gouvernement, contre la croyance du plus grand nombre : « Pour le moment, corrige-t-il le 7 juillet, nous ne croyons pas que les Français aient la moindre intention de poursuivre leur route plus à l'est ». Ceci est écrit cinq jours après que les Français ont déjà débarqué à Alexandrie. Mais leur départ de Malte est encore ignoré à Londres et, aux optimistes ou à ceux qui ont mission d'entretenir l'optimisme, pousser plus à l'est paraît effectivement une audace inconcevable, de la part d'une escadre française qui a Nelson à ses trousses. Trop heureuse d'avoir, jusque-là, échappé à l'amiral anglais, il semble invraisemblable qu'elle se hasarde à abandonner le refuge de La Valette, si ce n'est pour essayer de revenir saine et sauve à son point de départ. « Nous considérons, dit le *Times* du 9 juillet, la flotte française comme parfaitement en sécurité dans le port de Malte. Il est peu probable que des vaisseaux en soient sortis, sachant Nelson à proximité. » Peu de jours se passent cependant avant qu'il ait été démontré aux Anglais que le vrai peut quelquefois n'être pas vraisemblable. Dès le 12 juillet, des journaux français arrivés à Londres annoncent que Bonaparte avait quitté Malte, en route pour Alexandrie, où, pensait-on en France, il devait être déjà rendu.

Dès lors apparaissent aux Anglais, non seulement sa destination déjà devinée, mais la fin dernière et la raison d'être de son expédition. « Dans l'opinion de ses enthousiastes admirateurs, il est allé à Alexandrie pour faire la conquête de l'Égypte, porter de là ses armes victorieuses dans

l'Hindoustan et se rendre maître de toutes les possessions britanniques dans les Indes orientales. » Ces lignes sont extraites du *Times* ⁽¹⁾, qui, toujours réfractaire aux anticipations françaises ou anglaises, conclut sèchement : « Comme l'enthousiasme ne raisonne pas, ni ne calcule les difficultés, nous nous interdisons d'entrer dans la discussion de ce gigantesque projet ». Sans doute est-ce la consigne donnée par le Gouvernement et c'est, en tout cas, le parti que lui-même a pris. Sa conscience satisfaite par les ordres que Dundas a envoyés aux Indes et par la décision d'y expédier des renforts, il attend une certitude pour aviser après coup à ce qu'il pourra y avoir à faire d'autre et de plus. Moins impatient qu'une opinion publique, qui ne l'a pourtant pas été à l'excès, il s'abstient encore d'anticiper, autrement que par les précautions prises à la mi-juin, sur l'extraordinaire événement que lui présagent les aveux de l'ennemi, ou plutôt sur la nouvelle officielle de cet événement. D'autant que, Bonaparte eût-il effectivement mis le cap sur l'Égypte, dans le dessein d'entreprendre quelque chose contre l'Inde, il n'était pas encore dit qu'il atteignît Alexandrie. Nelson pouvait encore couler à pic la flotte et l'entreprise françaises : c'est l'espoir qu'entretient la presse officieuse et que nourrissent sincèrement beaucoup de Britanniques. Les deux escadres n'ont pas entre elles plus de 24 heures d'intervalle : elles se seront rejointes et, alors, celle de Bruyys aura été vaincue, écrasée. Nelson aura rattrapé son adversaire et Londres pourra, pour la troisième fois depuis l'ouverture des hostilités, s'illuminer pour une splendide victoire des forces navales anglaises ⁽²⁾ !

Aussi pas une ligne de Grenville n'attire-t-elle sur l'Égypte l'attention du chargé d'affaires d'Angleterre à Constantinople, John Spencer Smith ⁽³⁾ ; pas un mot ne lui prescrit-il de donner l'alerte à la Porte pour Alexandrie. Réciproquement, Spencer Smith ne transmet à Londres aucun écho d'une inquiétude éprouvée par les Turcs pour ce pachalik d'Égypte, quasi indépendant, où les Beys Mameluks ont eu avec les Français des démêlés retentissants. Cependant, dès le mois de mai, la nouvelle des préparatifs

⁽¹⁾ Numéro du 13 juillet.

⁽²⁾ *Times* des 27-30 juillet.

⁽³⁾ John Spencer Smith était le frère du commodore, plus tard amiral, Sir William Sidney Smith, dont il sera fréquemment question par la suite.

navals de la France en Méditerranée a répandu l'alarme à Constantinople; d'emblée l'Égypte a été, avec la Morée, Candie et l'Archipel, un des pays contre lesquels les Français ont été soupçonnés en Turquie de vouloir tourner leurs armes. Bientôt l'ambassadeur ottoman à Paris⁽¹⁾ a demandé des explications à Talleyrand; dès le mois de juin, le Reis Effendi, Ministre des Affaires étrangères du sultan, a interrogé le chargé d'affaires de France, Ruffin⁽²⁾. Mais Spencer Smith ne souffle mot à Londres, ni de l'émotion des Turcs, ni de leurs craintes particulières pour l'Égypte : au point qu'on peut se demander s'il s'en est avisé. Sa correspondance avec Grenville ne fait pas allusion à l'Égypte avant le 10 juillet 1798, date à laquelle sont appris à Constantinople le départ de l'escadre de Toulon et la prise de Malte, et où sont donnés, à tout hasard, quelques soins à la défense des Dardanelles. Ce n'est qu'à partir de ce moment que la destination finale de l'expédition est entrevue par le représentant britannique auprès de la Porte. Encore n'en vient-il à la considérer comme hors de discussion que lorsque déjà circulent les premiers bruits sur l'apparition des Français devant Alexandrie. Anticipant alors de peu sur la certitude absolue du débarquement, il mande à Londres⁽³⁾ : « Nous n'avons pas de doute ici du succès des Français à Alexandrie, bien que la Porte n'ait encore rien d'écrit ».

A Alexandrie aussi, l'annonce d'une invasion française, apportée de Constantinople deux mois environ avant l'événement, a propagé l'émotion : au point que quelques travaux défensifs ont été, sur un ordre venu du Caire, exécutés par le Mameluk commandant la garnison⁽⁴⁾. Mais là, le Cabinet de Londres n'a plus personne pour recueillir le bruit qui circule, le lui transmettre, le faire passer en temps utile à Naples, où s'informent et se ravitaillent les croisières britanniques en Méditerranée. Le consulat général en Égypte supprimé depuis 1793, l'ancien titulaire, George Bal-

⁽¹⁾ C'est exceptionnellement que se trouvait alors à Paris un ambassadeur ottoman, qui y resta d'ailleurs pendant toute la guerre. Il n'y en avait pas à Londres, la Turquie n'ayant pas de représentation diplomatique permanente dans les capitales chrétiennes.

⁽²⁾ Cf. DE LA JONQUIÈRE, *op. cit.*, t. II, annexe 4.

⁽³⁾ 23 juillet 1798. F. O. Turkey, 19.

⁽⁴⁾ Cf. DE LA JONQUIÈRE, *op. cit.*, t. I, p. 32.

dwin, a encore prolongé cinq ans son séjour à Alexandrie. Il vient d'en partir, le 14 mars 1798, pour Trieste, où le joindra la nouvelle du débarquement des Français dans son ancienne résidence. Ce ne peut donc être plus mal à propos que son Gouvernement s'est privé de ses services, encore qu'il l'ait, par là, soustrait aux désagréments de l'internement ou de l'expulsion ⁽¹⁾.

L'Angleterre, pendant les six années qui avaient précédé l'expédition française, s'était totalement désintéressée de l'Égypte. Les conséquences de ce désintéressement prolongé, — suppression du consulat, lacune d'information, habitude d'indifférence et paresse d'attention, — n'ont pu disparaître d'un jour à l'autre. Elles durent encore, lorsque le départ des Français de Toulon pose la question de leur destination. Même quand des renseignements concordants eurent commencé de répondre à cette question et que la prise de Malte en eut corroboré les réponses, l'Égypte n'obtint encore de l'Angleterre qu'une attention distraite, hésitante et un intérêt indécis. Il n'y en a pas meilleure preuve que l'état d'esprit de tenace et confiante incertitude où demeure, philosophiquement et patiemment, le Gouvernement britannique, à l'exception de Dundas et de ses entours anglo-indiens, pendant que la flotte française fait voile vers Alexandrie.

⁽¹⁾ Cf. George BALDWIN, *Political recollections about Egypt*, préface, p. 32, Londres, 1801.

CHAPITRE II.

NELSON À LA POURSUITE DE LA FLOTTE FRANÇAISE.

APRÈS LA BATAILLE DU NIL. LE CHARGÉ D'AFFAIRES ANGLAIS, LA PORTE OTTOMANE ET L'INVASION DE L'ÉGYPTE.

I. — L'hypothèse de l'Égypte ne se présente pas d'abord à l'esprit de Nelson. Sa première intuition du projet français : « Si les Français passent la Sicile... », 15 juin 1798. Il apprend la prise de Malte. Il tient conseil avec ses capitaines. Décision d'aller à Alexandrie. Comment il en a expliqué les motifs à Jervis. Dans son esprit s'est faite la définition même de l'intérêt que présente l'Égypte pour l'Angleterre. Mission donnée au capitaine Hardy de le précéder à Alexandrie. Lettres à Baldwin. Le destinataire est parti. Son absence « un grand malheur ». Conséquences de l'absence de Baldwin. Nelson apprend que les habitants d'Alexandrie s'attendent à l'arrivée des Français. Il n'en part pas moins. Le lendemain arrive la flotte de Brueys. A son retour de Karamanie, Nelson reçoit des renseignements de Naples. Obligé de poursuivre vers la Sicile pour relâcher. Arrivée à Syracuse. Nelson repart et se dirige d'abord sur la Morée. Remet le cap sur l'Égypte. Bataille du Nil. L'Égypte a fait son apparition dans l'horizon militaire anglais et s'est inscrite dans les fastes maritimes de la Grande-Bretagne.

II. — Illusion de l'amiral Ganteaume après la bataille du Nil. La France ne peut pas de longtemps compter sur la paix avec l'Angleterre pour consolider son établissement colonial en Égypte. Les conséquences de la victoire navale de Nelson ne sont pas localement ni immédiatement décisives. Mais les Anglais se les exagèrent. Nelson est le premier à se les exagérer. Il croit l'armée d'Égypte vouée à une complète et prompt destruction ; veut détruire la flotte française de transports dans le port d'Alexandrie. Rappelé à Naples, laisse devant l'Égypte une croisière de blocus. Sa lettre du 9 août au gouverneur de Bombay et la mission aux Indes du lieutenant Duval.

III. — Spencer Smith, chargé d'affaires à Constantinople, communique aux Indes la nouvelle de l'invasion de l'Égypte et engage les autorités anglaises à veiller sur la mer Rouge. La Porte ottomane lui en a exprimé le désir. La lutte s'engage entre lui et son collègue français Ruffin. Le contact se noue entre lui et la Porte, qui demande aux Indes de contre-attaquer les Français en Égypte. Lettre de Spencer Smith à l'agent de la Compagnie des Indes à Bassora : il appelle les forces anglo-indiennes dans la mer Rouge. La corrélation se fortifie entre les deux termes Égypte et Inde. Action diplomatique de Spencer Smith à Constantinople pour procurer à l'Angleterre le concours militaire et naval des Turcs, les faire rompre avec la France, nouer une alliance anglo-ottomane. L'idée de cette alliance naît de l'invasion de l'Égypte. L'Égypte trait d'union entre l'Angleterre et la Turquie.

Documents, n° 3.

4

I

Omise par l'Amirauté et par Jervis, l'hypothèse de l'Égypte ne se présente pas non plus à la pensée de Nelson, tandis que son vaisseau amiral, le *Vanguard*, fait force de voiles entre Gibraltar et le cap Sicié. La capture, par une de ses frégates envoyées en reconnaissance, d'une petite corvette française de 65 hommes d'équipage, sortie de Toulon en éclaireur, ne lui apprend rien, personne à bord n'ayant pu ou voulu dire à quel pays était destiné l'armement⁽¹⁾.

Mais, pendant que l'escadre anglaise, lancée à la poursuite de la flotte et du convoi français, commence cette navigation parallèle à la leur, où elle les dépassera sans s'en douter, la lumière se fait dans l'esprit de Nelson. Le 15 juin 1798, se trouvant au large de l'île de Ponza, il écrit à lord Spencer : « Si les Français passent la Sicile, je croirai qu'ils vont exécuter leur projet de prendre possession d'Alexandrie et d'envoyer des troupes aux Indes, plan concerté avec Tippoo-Sahib et en aucune façon aussi difficile qu'on pourrait l'imaginer à première vue. Mais, alors même que leur destination serait les antipodes, Votre Seigneurie peut être assurée que je ne perdrai pas un instant pour les amener à une action et m'efforcer de détruire leurs transports⁽²⁾. » Passé la Sicile, la destination la plus vraisemblable est donc l'Égypte, dont Nelson parle comme étant pour les Français l'objet de visées connues de lui. « Intuition de génie », a dit un historien français : un peu trop de précipitation à la suivre, avec des vaisseaux trop bon marcheurs, allait en dérober à Nelson la récompense.

Le 20 juin, il apprend du consul anglais à Messine la prise de Malte⁽³⁾. Cette nouvelle le confirme dans ses prévisions. Deux jours après, il convoque par signaux, à bord du *Vanguard*, les capitaines de son escadre, Saumarez, Troubridge, Ball et Darby, et tient conseil avec eux. Ces officiers, qui ont probablement fait campagne dans les mers des Indes et entendu parler des tentatives françaises de communication avec Suez par

⁽¹⁾ *Dispatches and letters*, etc. Nelson à lord Saint-Vincent, 13 mai 1798.

⁽²⁾ *Ibid.* Nelson à lord Spencer, 15 mai 1798.

⁽³⁾ *Ibid.* Nelson à lord Saint-Vincent, 29 juin 1798.

la mer Rouge, partagent son opinion : l'expédition de Bonaparte doit avoir pour but l'Égypte.

Nelson, quand il crut s'être trompé, a expliqué à son chef, l'amiral Jervis, les raisons qui lui avaient fait prendre la détermination de diriger son escadre sur Alexandrie. D'après ce qu'il avait appris de la marche des ennemis et les informations qu'il avait pu recueillir, il lui était apparu clairement qu'ils étaient destinés, ou bien à venir en aide à Paswan-Oglou, révolté contre la Porte en Moldavie, et à renverser le gouvernement de la Turquie, « ou bien à établir une colonie en Égypte et à ouvrir un commerce avec l'Inde par la voie de la mer Rouge ». Fût-il lu les arrêtés secrets du Directoire, il n'eût pas défini le but de l'expédition française plus exactement qu'il ne l'a fait dans sa seconde hypothèse. Mais au dessein colonial qu'il a deviné, il a entrevu d'autres conséquences que la simple ouverture d'un commerce nouveau. « Si étrange que cela puisse paraître à première vue, un ennemi entreprenant, s'il en a la force ou qu'il ait le consentement du Pacha d'Égypte, peut très facilement faire passer une armée jusqu'à la mer Rouge; et, s'il a concerté un plan avec Tippoo-Sahib pour avoir des vaisseaux à Suez, trois semaines en cette saison sont la durée courante du passage à la côte de Malabar : nos possessions de l'Inde seraient alors en grand danger. Je me déterminai donc, conformément à l'opinion de ceux de mes capitaines en qui j'ai le plus de confiance, à aller à Alexandrie; et si cette ville ou toute autre partie de l'Égypte était la destination de l'ennemi, j'espérai d'y arriver à temps pour déjouer ses plans. » La seule objection que Nelson pouvait imaginer qu'on lui opposât était la suivante : « Vous n'auriez pas dû vous lancer dans une aussi longue traversée sans une information plus certaine sur la destination de l'ennemi ». Mais à cette objection il avait réponse : « De qui pouvais-je attendre pareille information? Les Gouvernements de Naples et de Sicile, ou bien ne savaient rien, ou bien ont préféré me tenir dans l'ignorance. Devais-je attendre patiemment jusqu'à ce que je reçusse des rapports certains? Si l'Égypte était le but de l'ennemi, avant que je pusse apprendre quoi que ce fût, il aurait été dans l'Inde. Ne rien faire eût été, pensai-je, honteux. C'est pourquoi je fis usage de mon entendement ⁽¹⁾. »

⁽¹⁾ *Dispatches and Letters*, etc. Nelson à lord Saint-Vincent, 29 juin 1798.

L'entendement de Nelson lui suggère donc, à partir du 20 juin, que Bonaparte et son armée, Brueys et sa flotte vont en Égypte mettre à exécution un dessein qui constitue une menace grave pour la domination anglaise dans l'Inde. Ce qui, à défaut de toute indication précise, lui fait alors pénétrer les intentions de l'ennemi, c'est la vision exacte de la valeur stratégique de l'Égypte, des perspectives qu'elle ouvre à la France du côté de l'Inde, et ce sont des réminiscences de projets français confirmant cette conclusion. Ainsi dans le cerveau de l'amiral anglais chargé de poursuivre et de détruire l'armement ennemi en Méditerranée, se fait la définition même de l'intérêt que présente l'Égypte pour l'Angleterre.

« Quand Nelson avait deviné que Bonaparte allait en Égypte, il n'avait plus eu qu'une idée : courir l'y surprendre dans l'opération, toujours compliquée, du débarquement. Il ordonna à son escadre de se couvrir de voiles et de cingler droit au sud-est. La route la plus courte, mais aussi la moins fréquentée, longe la côte de Barca : ce fut la route de Nelson. Dans ces parages, il ne fit la rencontre que de trois bâtiments : deux venaient d'Alexandrie, un de l'Archipel : aucun d'eux n'avait aperçu les Français et n'en avait entendu parler. Nelson continua cependant la même direction ⁽¹⁾. » Le 26 juin, il n'était plus séparé que par quelques milles de cette côte d'Égypte, vers laquelle voguait bien la flotte française, mais — sans qu'il s'en doutât — derrière lui. Il convoque alors à bord du *Vanguard* le capitaine Hardy, commandant la *Mutine*, et le charge de le devancer à Alexandrie, de remettre deux lettres à Baldwin, qu'il croit encore consul et encore à son poste, et de lui rapporter tous les renseignements qui pourront être recueillis sur la flotte française.

Après avoir annoncé à Baldwin la prise de Malte, — « fâcheuse nouvelle », que lui-même n'avait apprise qu'à la hauteur du cap Passaro, — le départ des Français dans une direction, qui, étant donné celle du vent, ne pouvait être que l'est, leur passage sous la Sicile sans s'occuper d'elle, l'effectif de leurs forces, — 16 vaisseaux de ligne, frégates, bombardes et près de 300 transports, — « je pense, dit-il, que leur but était de s'emparer de quelque port en Égypte et de s'établir à la pointe de la mer Rouge, afin de faire passer une formidable armée aux Indes et, de concert

⁽¹⁾ LA COUR GAYET, *La traversée de la Méditerranée, Revue des Études napoléoniennes*.

avec Tippoo-Sahib, de nous en chasser si possible ». Mais, comme il n'apercevait pas un vaisseau, — étant suivi de Brueys à son insu et à l'insu de Brueys, — il se demandait si, informés de son arrivée en Méditerranée, les Français ne s'étaient pas réfugiés à Corfou. Il ne s'en déclarait pas moins « extrêmement impatient de savoir si quelque rapport à leur sujet ou quelque préparatif à leur intention avaient été faits en Égypte, ou bien si des navires avaient été préparés dans la mer Rouge pour les transporter aux Indes, où, avec les vents régnant dans cette saison, ils arriveraient bientôt ⁽¹⁾ ».

A cette lettre officielle, Nelson joint une lettre privée, où sa préoccupation pour l'Inde et sa conviction d'une opération combinée entre Bonaparte et Tippoo-Sahib s'expriment plus librement. Elles lui font déplorer qu'une paix conclue six ans auparavant avec le sultan de Mysore l'ait laissé en possession d'un rivage et d'un port, qui pourraient bien être hospitaliers à ces damnés Français : « Je suis si persuadé de l'intention des Français de chercher à nous chasser de l'Inde, de concert avec Tippoo-Sahib, que je ne me sentirai jamais en sécurité tant que Mangalore et toute la côte appartenant à Tippoo ne sera pas en notre possession. Il faut que nous tenions la côte, même au prix de la certitude d'une guerre avec lui. Si j'avais été le négociateur de sa paix, il aurait eu ma tête avant d'obtenir Mangalore ou un pied de la côte ⁽¹⁾. »

Ainsi Nelson continuait-il de penser à l'Inde, d'en raisonner et d'argumenter d'après l'intérêt indien de l'Angleterre, en approchant de l'Égypte, où il venait chercher les Français. Le rôle prédominant de l'Inde, dans l'intuition qui l'amenait à Alexandrie, met en évidence ce qui est à la base de l'intérêt naissant des Anglais pour l'Égypte.

Nelson eût certes trouvé en Baldwin un interlocuteur disposé à le suivre sur ce terrain, à entrer, à le devancer même dans son ordre d'idées, s'il avait pu être favorisé de ces « cinq minutes de conversation », qu'il souhaitait d'avoir avec le consul, lorsqu'il serait arrivé en vue d'Alexandrie. Grande est sa déception quand le capitaine Hardy, qui devait le lui ramener, ayant accompli le 28 juin la mission dont il l'avait chargé, lui rapporte ses deux lettres sans avoir pu les remettre à leur destinataire,

⁽¹⁾ *Dispatches and letters*, etc. Nelson à Baldwin, 26 juin 1798.

parti depuis le 14 mars! « Que M. Baldwin ne se fût pas trouvé à Alexandrie depuis plusieurs mois a été un grand malheur », écrira-t-il plus tard à Dundas⁽¹⁾. Sans se livrer au passe-temps qui consiste à refaire l'histoire après coup, en supposant modifiée une des données de la situation, peut-on ne pas se demander ce qui serait advenu si, le 28 juin 1798, quand l'escadre anglaise parut devant Alexandrie pour en repartir le lendemain, vingt-quatre heures seulement avant l'apparition de la flotte française, Baldwin se fût trouvé à son poste et eût pu communiquer avec Nelson? Baldwin convaincu, comme il l'était de tout temps, d'un dessein français sur l'Égypte, et instruit, comme il l'aurait certainement été, des rumeurs venues de Constantinople, qui en annonçaient la réalisation? Les « cinq minutes de conversation », que l'amiral eût désiré avoir avec lui, n'auraient-elles pas modifié les mouvements de l'escadre anglaise et, par suite, le cours de l'histoire? On peut au moins poser ces points d'interrogation, quand on voit Nelson lui-même, après son éclatante revanche sur le mauvais sort⁽²⁾, considérer encore comme « un grand malheur » l'absence de Baldwin, le 28 juin. Il ne s'en est peut-être fallu que de la présence d'un consul anglais à Alexandrie, et spécialement de celui-là, pour que la « bataille du Nil », au lieu de se livrer le 1^{er} août à Aboukir, contre l'escadre française de combat, se livrât le 29 ou le 30 juin devant Alexandrie contre toute la flotte de Brueys, vaisseaux de guerre et transports, portant encore Bonaparte, son armée et sa fortune.

Quand, le sillage des navires anglais à peine effacé, arriveront et débarqueront en Égypte Bonaparte et ses compagnons d'armes, ils entendront dire que Nelson, avant de s'éloigner d'Alexandrie, avait « laissé une dépêche », « remis un paquet pour les Indes », et, hantés eux-mêmes par l'image de l'Inde lointaine, ils le croiront et le rapporteront⁽³⁾. Mais le texte d'une lettre que Nelson adressera à Bombay le 9 août suivant semble bien exclure qu'il en eût envoyé une autre auparavant. Qu'aurait-il pu, au surplus, éprouver le besoin de mander aux Indes, dès l'instant que,

(1) Le 9 août 1798. *Dispatches and letters*, etc., t. III, p. 97.

(2) La bataille navale d'Aboukir ou bataille du Nil est du 1^{er} août, la lettre de Nelson à Dundas citée plus haut est du 9 août.

(3) Cf. DE LA JONQUIÈRE, *op. cit.*, t. II, p. 32-33.

n'ayant pas trouvé les Français à Alexandrie, il en venait à s'imaginer sans plus qu'il s'était trompé dans ses prévisions? Un aide de camp de Bonaparte notera aussi que l'escadre britannique avait « communiqué avec le vice-consul »⁽¹⁾ de son pays. Mais l'Angleterre n'avait alors en Égypte pas plus de vice-consul que de consul. Tout au plus l'officier et les hommes que le capitaine Hardy a détachés à terre ont-ils pu s'aboucher avec quelque ancien employé de Baldwin, indigène ou étranger, incapable d'ajouter à ce qu'il voyait de l'émotion répandue dans la ville, et du reste accrue par l'arrivée même des vaisseaux anglais⁽²⁾, un avis personnel et un conseil autorisé.

Nelson n'en apprend pas moins que la population d'Alexandrie s'attend à l'invasion des Français et se prépare à leur résister. « Le 28, écrit-il⁽³⁾ plus tard à Sir William Hamilton, ministre d'Angleterre à Naples, j'ai communiqué avec Alexandrie en Égypte, où j'ai trouvé les Turcs se préparant à résister aux Français. » Mais, malgré la confirmation que ce fait apporte à ses propres inductions, l'arrivée de l'ennemi lui paraît trop problématique pour qu'il l'attende devant Alexandrie, et, craignant d'avoir fait fausse route, il met à la voile pour les côtes de Karamanie. Déçu par l'hypothèse égyptienne, parce qu'il y renonce trop tôt, il court en vérifier d'autres, à travers l'Archipel et jusque dans les eaux d'Asie Mineure.

Le lendemain arrivait l'escadre de Brueys et le surlendemain débarquait l'armée de Bonaparte. Elles ont dû leur chance au doute qui a empêché Nelson de se fier à son intuition d'une entreprise française contre l'Égypte et de faire fond sur les inductions qui l'avaient mis dans la bonne voie : doute très caractéristique aussi de l'état d'esprit des Anglais de son temps, de leur scepticisme persistant sur la réalité d'une menace, contre laquelle leur gouvernement avait cependant été souvent mis en garde.

De Karamanie, Nelson est revenu sur Candie, pour retourner ensuite vers la Sicile. Avant d'avoir gagné la Sicile, il recueille cependant un

⁽¹⁾ Cf. DE LA JONQUIÈRE, *L'Expédition d'Égypte*, t. II, p. 32.

⁽²⁾ Elle fut prise par les indigènes pour l'escadre française attendue.

⁽³⁾ *Dispatches and letters*, etc., t. III, p. 42. Nelson à W. Hamilton, 20 juillet 1798.

renseignement plus positif que les vagues inductions auxquelles il a été réduit jusque-là. Il apprend que Sir William Hamilton et le général Acton, — ce dernier en mission à la Cour de Naples, — avaient des raisons de croire l'Égypte le but des Français. Leur opinion était basée sur un propos du ministre de France, qui, pressé de questions au moment où l'escadre française était apparue en vue de la Sicile, avait déclaré que l'expédition était destinée à l'Égypte ⁽¹⁾. Le Gouvernement napolitain, déjà acquis à l'influence anglaise, s'était empressé de transmettre cette indiscretion à Hamilton, qui en avait informé Nelson. Mais des nécessités de ravitaillement imposent alors à l'amiral l'obligation de poursuivre vers Syracuse, pour y relâcher. Eût-il rebroussé chemin à ce moment, que c'eût d'ailleurs été déjà trop tard pour empêcher le débarquement des Français à Alexandrie, opéré à son insu depuis douze jours.

Lorsqu'il arrive à Syracuse le 20 juillet, sa provision de vivres et d'eau épuisée, ses vaisseaux en grand besoin de réparations ⁽²⁾, il a en somme fait buisson creux.

Le manque de frégates, à envoyer en reconnaissance pour l'éclairer sur la position et la marche de l'ennemi, avait, à l'en croire, exercé une influence capitale sur l'insuccès de sa poursuite de l'escadre française, entre le cap Sicié et Alexandrie. « Si l'on ouvrait mon cœur, a-t-il dit, on y trouverait gravés ces mots : manque de frégates ! » Il est à coup sûr le meilleur juge des facteurs de sa déconvenue. Mais à celui qu'il a si amèrement déploré n'en doit pas moins s'ajouter un autre : le défaut de perspicacité de son gouvernement. C'était la faute des ministres anglais si place nette avait été faite en Égypte de tout agent consulaire pouvant maintenir Nelson sur la piste où il s'était spontanément lancé et si l'Amirauté, lui ayant indiqué plusieurs fausses pistes, avait totalement omis la bonne. Une ligne de ses instructions, attirant son attention sur la possibilité d'une entreprise française contre l'Égypte, aurait pu, à défaut de Baldwin, venir à l'appui de ses présomptions personnelles et lui faire prendre patience un jour de plus devant Alexandrie. L'indifférence du Cabinet de Londres à l'Égypte n'est donc pas restée sans conséquences pratiques.

⁽¹⁾ *Dispatches and letters*, t. III, p. 41. Nelson à lord Saint-Vincent, 12 juillet 1798.

⁽²⁾ Guyot, *Le Directoire et la paix de l'Europe*, p. 827.

Nelson est encore dans l'ignorance de l'invasion française en Égypte et en défiance contre le pressentiment que lui-même en a eu, plus d'un mois auparavant, quand, le 25 juillet, il quitte Syracuse. Même les renseignements de Hamilton et du Gouvernement napolitain ne l'ont pas réconcilié avec une hypothèse qui lui avait valu, devant Alexandrie, une si cruelle déception. Aussi est-ce sur la côte de Morée qu'il se dirige; et c'est seulement sur la foi de deux nouveaux indices⁽¹⁾, cette fois très concluants et lui indiquant la direction du sud-est comme celle de la flotte ennemie depuis la Crète, qu'il met le cap sur Alexandrie, où il arrive le 31. Le lendemain c'était Aboukir, splendide revanche d'une poursuite manquée.

Avec cette chasse fébrile, donnée pendant dix semaines à l'escadre française, à travers toute la Méditerranée, de Gibraltar à Alexandrie, d'Alexandrie à Chypre, de Chypre à la Crète, de la Crète à Syracuse, de Syracuse au Péloponèse, du Péloponèse à Aboukir, l'Égypte, dont la côte plate, clef de l'Inde, a émergé des cartes marines interrogées par Nelson, l'Égypte fait son apparition dans l'horizon militaire de la Grande-Bretagne. Et avec Aboukir, pour les Anglais « la bataille du Nil », elle s'inscrit dans leurs fastes maritimes.

II

En rendant compte à l'amiral Bruix, Ministre de la Marine, du désastre naval d'Aboukir, l'amiral Ganteaume terminait sa dépêche par la conclusion suivante : « Dans les dispositions où nous sommes, bloqués par des forces ennemies trop supérieures, j'ignore encore, citoyen Ministre, quel sera le parti que nous pourrions tirer des faibles moyens maritimes qui restent en ce port (Alexandrie). Mais, si je dois vous dire la vérité telle que je la sens, c'est qu'après un aussi grand désastre, je pense qu'il n'y a plus que la paix qui puisse consolider l'établissement de notre nouvelle colonie⁽²⁾. »

A la lumière des faits ultérieurs, la vérité apparaît tout autre que se

⁽¹⁾ Cf. DE LA JONQUIÈRE, *L'Expédition d'Égypte*, t. II, p. 280.

⁽²⁾ Ganteaume à Bruix, 22 août 1798, cf. BERTRAND, *Campagnes d'Égypte et de Syrie*, t. I, p. 358.

la représentait alors, sous le coup d'une immense infortune, l'ancien chef d'état-major de Brueys vaincu et tué. Compter sur la paix avec l'Angleterre pour consolider l'établissement colonial français en Égypte était une véritable naïveté. Car c'était supposer que l'Angleterre, sans y être contrainte par sa propre défaite et par celle des alliés qu'elle ne tarderait pas à recruter, ou au moins par l'épuisement de ses forces et par la lassitude de la lutte, pût consentir à laisser la France en Égypte. Or, pareille supposition était une complète illusion. Il n'y avait que la nécessité qui pût imposer au Gouvernement anglais une paix reconnaissant aux Français la possession de l'Égypte. Surtout après la destruction de leur flotte, le problème se ramenait pour ceux-ci à vaincre, ou au moins à ne pas être finalement vaincus, à conserver leur conquête égyptienne et à tenir tête à la prochaine coalition européenne. Ganteaume commettait une double erreur de jugement en croyant que, pour consolider la colonie africaine de la France, il y eût quelque chose à attendre de négociations, et en admettant implicitement qu'il n'y eût, pour cela, plus grand'chose à espérer des armes.

Toute la suite des événements va précisément démontrer le contraire. Si profondes, si importantes que fussent les conséquences de la bataille du Nil, elles n'étaient pas localement, ni immédiatement décisives. Elles ne condamnaient pas l'expédition d'Égypte sans appel, encore moins à brève échéance. Elles n'empêchaient pas Bonaparte de se maintenir, ni de se fortifier dans sa conquête. Mais, comme les Anglais allaient se les exagérer, les tenir pour équivalentes à une sentence capitale contre Bonaparte et son armée, elles les auraient détournés, s'ils en avaient eu besoin, de toute idée de paix, de transaction ou de concession et, entre toutes, de l'idée d'accepter l'installation de la France en Égypte. La preuve en est dans l'excès même de la confiance et de l'espoir que la bataille du Nil inspire à la plupart des Anglais, à commencer par l'artisan de leur victoire, Nelson.

Nelson est naturellement le premier à tomber dans cet excès. Légitimerment fier de sa propre victoire, il s'en exagère les effets directs. Con vaincu qu'elle a réglé le sort de l'expédition française, en quoi il peut ne pas avoir tort, il l'est aussi qu'elle l'a réglé par une complète et prochaine destruction de l'armée de Bonaparte : en quoi il se trompe. « Je crois,

écrit-il à lord Spencer ⁽¹⁾, que notre victoire, dans ses conséquences, détruira cette armée. » Pour lui, marin, une armée française désormais coupée de ses communications maritimes avec la France, dès l'instant que la marine française a perdu la maîtrise de la Méditerranée, est une armée perdue à bref délai. Qu'elle puisse se suffire à elle-même dans un pays comme l'Égypte, se passer de renforts pour venir à bout d'une résistance indigène stimulée par la défaite de l'escadre sous les yeux des Arabes, il ne le conçoit même pas. Il croit d'ailleurs la situation des envahisseurs bien pire qu'elle n'est. Sa foi dans les effets du blocus que, sans perdre une minute, il a établi le long de la côte du Delta; ses renseignements sur ce qui se passe à terre; des lettres interceptées, où Bonaparte signalait les difficultés qu'il rencontrait, lui font considérer l'ennemi comme aux abois. C'est, dans son escadre, l'opinion générale et on la croit d'autant plus indubitable qu'elle est principalement fondée sur un témoignage irrécusable : celui de l'ennemi. Le capitaine Troubridge, qui avait intercepté le courrier de Bonaparte au Directoire, en a lui aussi tiré les conclusions les plus optimistes. L'armée française d'Égypte, écrit-il à l'amiral Jervis ⁽²⁾, est en très mauvaise posture, harcelée par les Mameluks et les Bédouins, manquant de tout. Les dépêches de Bonaparte qu'il a eues sous les yeux sont toutes écrites sur un ton très découragé. Tallien, qui a accompagné l'armée en Orient, dit que Barras et son parti vont être renversés en France. Jamais Bonaparte n'avait essuyé un revers de fortune comme la bataille du Nil. Toutes les lettres d'officiers et de soldats disent le désir de rentrer dans leur patrie. La situation de l'armée à Alexandrie est des plus mauvaises. Les Européens ne peuvent pas supporter la chaleur et les fatigues. Le canal d'eau douce qui doit alimenter Alexandrie n'est pas ouvert. Les Arabes ont rejoint les Beys pour tenir tête aux envahisseurs. L'eau manque aux troupes, ainsi qu'à la flotte de transports réfugiée dans le port. Bref, les Français seront affamés sous peu, si la marine anglaise intercepte leurs convois. Voilà la situation, telle que se l'imaginent Nelson, Troubridge, tous les marins de l'escadre

⁽¹⁾ *Dispatches and letters*, etc., vol. III. Nelson à lord Spencer, 9 août 1798.

⁽²⁾ Troubridge à lord Saint-Vincent (Jervis), 16 août 1798. Cf. ANSON, *Life of Admiral Lord Saint-Vincent*, p. 229.

victorieuse. Ils oublient que les débuts de toute expédition lointaine, de toute campagne coloniale, surtout à cette époque d'inexpérience, et surtout après un revers maritime aussi grave que la bataille du Nil, comporte des difficultés, dont triomphent peu à peu l'opiniâtreté, la méthode, l'endurance, la valeur et le génie. « Cela se tasse », dit l'argot militaire : pour les Anglais, il était exclu que cela pût « se tasser ».

Aussi Nelson est-il passionnément désireux et extrêmement impatient de réaliser ce qu'il croit réalisable : d'avancer l'heure de cette exécution capitale, à laquelle il croit les Français voués. Pas un Français ne doit sortir vivant d'Égypte : tel est le but que, de prime abord, il s'assigne. Et, à atteindre ce but, en réalité hors de sa portée, il s'évertue avec constance. Son intention est de se consacrer lui-même à la tâche. « Je resterai ici quelque temps », écrit-il à lord Spencer⁽¹⁾. Il se propose donc de diriger en personne le blocus côtier, dont il attend de si heureux résultats, et aussi d'autres opérations, d'un caractère plus offensif. Compléter sa victoire d'Aboukir, où fut presque complètement anéantie l'escadre française de combat, par la destruction de la flotte française de transports, réfugiée dans le port d'Alexandrie : voilà son objectif naval, le moyen par lequel il se propose de hâter la ruine totale de l'armée d'invasion. Ici l'attend une première déception : c'est la constatation du défaut des ressources navales appropriées à l'exécution de cette opération décisive ou tenue pour telle. Il n'a pas de bombardes pour forcer la passe d'Alexandrie et y faire une hécatombe de transports français; et peut s'en faut qu'il n'écrive aussi qu'en ouvrant son cœur, on y trouverait gravés les mots : « manque de bombardes ! ». Mais quand donc une première déception a-t-elle eu raison des illusions d'un homme acharné à la poursuite d'un but ? Les bombardes que Nelson n'a pas, il se les procurera, et ce n'est que partie remise.

Un ordre de son chef Jervis, qui le rappelle des eaux égyptiennes, l'arrache à la joie qu'il savoure de traquer un ennemi tombé dans une souricière et lui épargne probablement la déception d'échouer personnellement dans cette besogne, plus ardue qu'il ne le pensait. Et le 19 août, Nelson part pour Naples, laissant devant Alexandrie le capitaine Hood

⁽¹⁾ *Dispatches and letters*, etc., t. III. Nelson à lord Spencer, 9 août 1798.

avec trois vaisseaux de ligne et trois frégates, pour continuer le blocus.

Mais avant de s'éloigner de ce rivage d'Égypte, qui avait vu son triomphe, il a rempli un devoir envers l'Inde. Une des dernières lettres qu'il ait datées des bouches du Nil, berceau de sa gloire — (le nom du Nil allait bientôt s'ajouter au sien) — est pour annoncer au gouverneur de Bombay, en même temps que sa victoire navale, la présence en Égypte d'une armée française. Cette précaution le montre averti de ce que les Français étaient venus tenter dans la vallée du Nil et conscient de l'importance que pouvait présenter, même après l'anéantissement de leur flotte, le seul fait qu'ils y fussent en forces. N'ayant pas trouvé Baldwin à son poste, mais supposant que d'autres consuls « résident ou doivent résider en Égypte », il doute cependant que le gouverneur de Bombay ait été « régulièrement informé » : dès lors, il suppléera aux rapports des hypothétiques consuls.

Sa lettre⁽¹⁾ est décousue, « pas aussi correcte qu'elle devrait être » ; il n'est pas toujours, — il s'en rend compte, — « aussi clair » qu'il le voudrait : c'est que sa tête est encore endolorie des contusions qu'elle a reçues pendant la bataille. L'excuse est valable, et son correspondant aurait mauvaise grâce à ne pas s'en contenter. Nelson lui dit la prise d'Alexandrie, le 1^{er} juillet, par 40.000 Français, arrivés sur 300 transports, avec 15 vaisseaux de ligne, 11 frégates, bombardes et canonnières ; leur départ pour l'intérieur de l'Égypte le 7 ; leur arrivée au Caire le 22 ; leurs combats avec les Mameluks pendant la marche sur le Caire, « quelques actions que les Français appellent de grandes victoires ». Il dit ses opérations navales et la bataille du Nil : « Il a été en mon pouvoir d'empêcher 12.000 hommes de quitter Gênes et aussi de prendre 11 vaisseaux de ligne et 2 frégates ; en peu de mots, seulement 2 vaisseaux de ligne et 2 frégates m'ont échappé. Cette glorieuse bataille a été combattue à l'embouchure du Nil, à l'ancre. Elle a commencé au coucher du soleil, le 1^{er} août, et n'était pas finie à 3 heures du matin le lendemain. Elle a été dure, mais Dieu a béni nos efforts et nous a donné une grande victoire. » Nelson indique sa position actuelle, « à l'ancre entre Alexandrie et Rosette, pour

⁽¹⁾ *Dispatches and letters*, etc., vol. III. Nelson au gouverneur de Bombay, 9 août 1798.

interdire à l'ennemi toute communication par eau ». Dans cette position, il restera aussi longtemps que possible (l'ordre l'appelant à Palerme ne lui était pas encore parvenu, quand il écrivait cette lettre). Il décrit la situation des Français; de cela il parle ou croit parler en connaissance de cause, « positivement » : car il a sous les yeux les dépêches de Bonaparte, interceptées la veille. Or Bonaparte dit bien qu'il va « maintenant envoyer prendre Suez et Damiette », mais « ne parle très favorablement ni du pays, ni des habitants »; il y a du reste « tant de galimatias ⁽¹⁾ dans ses lettres, qu'arriver à discerner la vérité n'est pas commode ». Pas un mot de l'Inde dans les dépêches du Corse : « il est en train de se livrer à ce qu'il appelle l'organisation du pays, mais n'est maître, — on en peut être assuré, — que du terrain couvert par son armée. Toute communication utile est suspendue entre Alexandrie et le Caire; d'Alexandrie à Rosette, où les Français ont 4000 hommes pour tenir l'embouchure du Nil, rien ne peut passer par terre, au-dessous de la force d'un régiment. » Alexandrie, ville et flotte, sont si dépourvues de provisions, dont elles ne peuvent être approvisionnées que par le Nil et la mer, où croise Nelson, que le meilleur résultat peut être attendu du blocus. « Bonaparte écrit son dénuement en approvisionnements, artillerie, matériel d'hôpital, etc. » Les occupants de l'Égypte sont donc fort occupés, et fort désagréablement. Exagéré au point d'être faux, le tableau que Nelson trace des difficultés de leur conquête débutante pourrait le dispenser de se demander s'ils sont à craindre pour l'Inde. Il se l'est demandé néanmoins : « Toutes les enquêtes que j'ai pu faire n'ont pu m'apprendre qu'il y eût aucun vaisseau français à Suez, pour transporter dans l'Inde aucune partie de cette armée. Bombay, si les Français peuvent y arriver, est, je le sais, leur premier objectif; mais j'espère que le Dieu tout-puissant exterminera en Égypte cette peste de la race humaine. » Ce sera là, nous le verrons, article de foi pour Nelson. L'Inde, toutefois, devra s'aider elle-même pour que le ciel l'aide : « J'espère bien que toute précaution sera prise pour empêcher qu'à l'avenir n'arrive à Suez aucun vaisseau capable de transporter des troupes dans l'Inde ». Au surplus, Nelson fera son possible pour que se réalise son espoir de voir anéantir en Égypte ce fléau du genre humain, Bonaparte et son ar-

⁽¹⁾ *Bombast* en anglais.

mée de damnés Français : « *Buonaparte* ⁽¹⁾ n'a jamais eu jusqu'à présent à se mesurer avec un officier anglais : je m'efforcerai de l'obliger à nous respecter. Voilà tout ce que j'ai à vous communiquer. »

Sans doute cette lettre est-elle faite pour rassurer les autorités anglaises de l'Inde, en même temps que pour les avertir de l'invasion française en Égypte. Mais les en avertir, tout en leur exposant pourquoi elles n'ont plus grand'chose à en redouter, est bien le but principal de Nelson ⁽²⁾. Encore qu'il croie à tort la situation des Français beaucoup plus précaire qu'elle n'est en réalité, c'est de toute urgence que l'annonce de leur irruption en Égypte lui paraît devoir être transmise à Bombay. Il charge un officier du *Zealous*, le lieutenant Thomas Duval, de porter sa lettre à destination. Duval reçoit pour instructions ⁽³⁾ de se rendre immédiatement par mer à Alexandrette et, là, de s'entendre avec le consul ou vice-consul d'Angleterre ou, à défaut de tout agent consulaire, avec les marchands anglais, pour passer à Bombay « par la voie la plus courte et la plus expéditive ». Une lettre de recommandation lui est remise pour les « consuls et vice-consuls de Sa Majesté ou, en leur absence, les marchands à Alexandrette et à Alep ⁽⁴⁾ ». « Ayant, leur écrit Nelson, l'occasion d'envoyer aux Indes, avec la plus grande hâte, le lieutenant Duval, de la Marine », qui se présenterait à eux, « et cet officier étant chargé de dépêches de la plus haute

⁽¹⁾ Nelson, non plus que les ministres anglais de ce temps, n'orthographe jamais autrement le nom de Bonaparte.

⁽²⁾ M. de la Jonquière, dans son admirable ouvrage sur *L'Expédition d'Égypte*, a commis une légère erreur d'interprétation sur cette lettre de Nelson. Croyant que l'amiral avait trouvé Baldwin à Alexandrie le 28 juin et fait passer par lui un premier avis aux Indes, il écrit : « Comme la bataille d'Aboukir écartait pour longtemps l'éventualité de l'envoi de troupes françaises au secours de Tippoo-Sahib, Nelson s'empresse de l'annoncer au gouverneur de Bombay, afin d'éviter les inutiles et dispendieux préparatifs qui auraient été entrepris en conséquence de la dépêche qu'il avait remise au consul Baldwin, lors de sa première apparition devant Alexandrie » (DE LA JONQUIÈRE, *op. cit.*, t. II, p. 456). En réalité, la lettre de Nelson du 9 août 1798 est le premier avis adressé par lui aux Indes et rend compte aussi bien de l'invasion qu'il n'a pu empêcher, que de sa victoire navale.

⁽³⁾ *Dispatches and letters*, etc. Nelson à Duval du *Vanguard* en rade de Béquier (Aboukir), à l'embouchure du Nil, 9 août 1798.

⁽⁴⁾ *Dispatches and letters*, etc., même date, même lieu que ci-dessus.

importance pour nos possessions dans cette contrée», ils rendraient, en facilitant et hâtant son voyage, «un immense service à l'Angleterre et particulièrement à la Compagnie des Indes orientales». Le jour même où il confie cette mission à Duval, Nelson en rend compte à lord Spencer et à Dundas⁽¹⁾. S'il a dépêché un officier aux Indes par Alexandrette, Alep et Bassora, c'est, dit-il à Spencer, «pour donner tous les renseignements que je connais sur les mouvements de l'armée française et ses intentions futures». «Comme Anglais, écrit-il à Dundas, je serai fier qu'il ait été en mon pouvoir d'être celui par qui nos établissements auront été mis sur leurs gardes.» Son initiative ne paraîtra pas superflue à Dundas, qui l'en remerciera chaleureusement⁽²⁾. Bien faible, en comparaison de la victoire qui venait de l'immortaliser, était le service qu'il prisait si haut; le mérite lui en a encore été acquis. Car Duval, «débarqué dans la baie d'Alexandrette, gagna par Alep et Bagdad le golfe Persique, fut à Bassora le 19 septembre et atteignit au bout de 65 jours la presqu'île de l'Hindoustan⁽³⁾».

La mission dont l'a chargé Nelson définit très exactement le principal sujet d'inquiétude que suscitait à l'Angleterre le débarquement des Français en Égypte.

III

Elle le définit si exactement qu'elle coïncide, à peu d'intervalle, avec une initiative analogue de Spencer Smith.

Dans les derniers jours de juillet, aucun doute n'a plus été permis sur l'authenticité des nouvelles arrivées d'Égypte à Constantinople⁽⁴⁾. La première pensée du chargé d'affaires d'Angleterre a été, alors, de les communiquer aux Indes. Le danger lui a paru d'autant plus pressant qu'à ce

⁽¹⁾ *Dispatches and letters*, etc., même date, même lieu que ci-dessus.

⁽²⁾ C. O., 77/57, p. 102-104, 11 décembre 1798.

⁽³⁾ Cf. W. JAMES, *History of the British Navy*, t. II, appendice 14, et amiral JURIEN DE LA GRAVIÈRE, *Histoire des guerres maritimes*, p. 237.

⁽⁴⁾ Le 23 juillet, Spencer Smith avait écrit qu'il n'avait plus de doute du succès des Français à Alexandrie, bien que rien d'écrit ne fut encore arrivé à Constantinople.

moment les succès militaires des Français en Égypte n'étaient pas encore compensés par la victoire de l'escadre anglaise. Le 28 juillet 1798, Spencer Smith écrit donc à M. Manesty, résident de la Compagnie des Indes à Bassora, pour l'informer de l'attaque de Bonaparte contre Alexandrie et de sa marche sur le Caire. Il insiste sur l'intérêt majeur du Gouvernement de l'Inde à diriger plus particulièrement son attention vers la mer Rouge, et il note que tel est, au surplus, le désir du Gouvernement ottoman, qui le lui a fait exprimer dans les termes les plus explicites⁽¹⁾. Un courrier de Spencer Smith, donnant l'alarme aux Indes et parti de Constantinople à la fin de juillet ou au début d'août a ainsi précédé ou suivi de peu, sur la route d'Alexandrette à Bassora, l'émissaire expédié par Nelson des bouches du Nil, le 9 août.

L'initiative de Spencer Smith répond au désir même du Gouvernement ottoman. La menace dirigée contre la domination anglaise dans l'Inde est, en effet, si manifeste; si évidente est la voie — la mer Rouge — par où elle peut atteindre son but, que la Porte est la première à mettre l'Angleterre sur ses gardes et à lui indiquer de quel côté il lui faut veiller et agir.

Plus perspicace et plus prompte à s'émouvoir que le Cabinet de Londres et le chargé d'affaires d'Angleterre à Constantinople, la Porte, — nous l'avons vu⁽²⁾, — n'avait pas tardé à soupçonner le but des armements de Toulon et à demander des explications au chargé d'affaires de France, Ruffin. Avant que Bonaparte eût débarqué à Alexandrie, et avant que son débarquement fût connu à Constantinople, il s'était donc écoulé plusieurs mois⁽³⁾, où Ruffin, d'abord réduit lui-même aux conjectures sur le but de l'expédition, ensuite renseigné par les dépêches du Directoire, avait endormi de son mieux les soupçons trop fondés des Turcs. Pendant cette période, il ne semble pas que, secondé dans ses efforts par deux diplomates alliés, l'ambassadeur batave et le chargé d'affaires d'Espagne, et par un neutre bienveillant, le ministre de Suède, il ait été

⁽¹⁾ F. O. Turkey, 19. Spencer Smith à lord Grenville, 4 août 1798 (en annexe sa lettre à Manesty du 28 juillet 1798).

⁽²⁾ Voir chapitre I^{er}.

⁽³⁾ En chiffres ronds, du 15 mai au 25 juillet 1798.

Documents, n° 3.

contrecarré par son collègue anglais, qui paraît s'être tenu sur l'expectative ⁽¹⁾.

La nouvelle de l'invasion française en Égypte fait sortir Spencer Smith de sa torpeur et noue le contact entre lui et la Porte, irritée de l'agression commise par la France contre un territoire ottoman. Pour le relever dans une tâche devenue, de ce fait, infiniment plus ardue, Ruffin ne reçoit pas le secours, promis par le Directoire et attendu par lui-même, de cet ambassadeur extraordinaire, qui doit faire accepter de bonne grâce aux Turcs l'atteinte portée à leur neutralité. Aucun ambassadeur n'a encore quitté Paris pour Constantinople; le Directoire en est encore à rédiger des instructions pour le personnage hypothétique qu'il doit charger de cette mission. Le titre, l'autorité et la dialectique d'un agent de ce rang, fût-il Talleyrand ou Descorches, auraient-ils exercé sur la Porte plus d'influence que le zèle et le mérite de Ruffin? On en peut douter. Toujours est-il que Ruffin reste alors seul pour faire tête aux Turcs, aux Anglais et aux Russes, rapprochés par le fait accompli. La Porte, trop prudente pour répondre de prime abord par une déclaration de guerre à l'invasion de l'Égypte, diffère encore la décision extrême qu'est pour elle une rupture avec la France. Mais déjà elle se concerte avec le chargé d'affaires d'Angleterre et, avant de prendre les armes contre les envahisseurs de l'Égypte, elle pousse les Anglais à les en chasser. Elle leur suggère de les y contre-attaquer, en partant des Indes et se servant de la mer Rouge. La première idée de ce projet, que l'Angleterre mettra plus tard à exécution ⁽²⁾, est venue de Constantinople et a été contemporaine du début même de l'expédition française.

Spencer Smith se hâte de la transmettre aux Indes, par l'intermédiaire de l'agent de la Compagnie à Bassora, Manesty. Il lui dit le langage

⁽¹⁾ Cf. DE LA JONQUIÈRE, *op. cit.*, t. II, annexe IV. Dans une lettre à Talleyrand du 6 juillet 1798, Ruffin parle d'un «mémoire venimeux», présenté au Divan sans qu'il ait pu savoir par qui et portant que «le Grand Seigneur devait sans délai déclarer la guerre aux Français, s'il ne voulait pas voir bientôt son empire en insurrection et démembré par les Russes, les Anglais, etc., forcés à se prévaloir des mêmes droits d'invasion que la République se serait impunément arrogés». Mais rien n'indique que ce mémoire ait été d'origine anglaise, et Ruffin n'en fait pas la supposition.

⁽²⁾ En 1801.

«grave et clair» qu'il a tenu à Constantinople⁽¹⁾. Même avant que la Porte eût manifesté des sentiments satisfaisants, il avait déclaré ne pouvoir «considérer que de deux façons la question du passage des Français par l'Égypte : ce passage se faisait *avec* ou *sans* l'assentiment du Grand Seigneur. Dans le premier cas, en quelque endroit que nous rencontrions notre ennemi, cet endroit deviendrait le champ de bataille, que ce fût l'océan Atlantique, les plaines de l'Hindoustan ou l'isthme de Suez. Dans le second cas, nous ne pouvions encore, certains de la bonne volonté du Gouvernement territorial, que déployer la même activité pour expulser l'envahisseur.» Mais dès lors qu'il était fixé sur l'attitude de la Porte et qu'elle se défendait d'avoir trempé en rien dans l'entreprise de Bonaparte, il lui avait volontiers promis de «donner une forme plus spécifique» à ses communications aux Indes. «Je suis donc, écrivait-il, autorisé à vous annoncer que la Porte attendra avec impatience l'arrivée d'une force britannique dans la mer Rouge et verra avec plaisir le succès de nos armes sur l'ennemi commun de ce côté-là, quelque situation que notre pays veuille affronter en vue d'opérations militaires.»

A la requête des Turcs, qui, appelant les Anglais dans la mer Rouge, allaient au-devant de ses désirs, il n'avait pas manqué d'exprimer son «prompt acquiescement». Comme les populations riveraines de cette mer étaient assez farouches et, qui plus est, mal soumises à la Porte, il avait eu soin de déclarer «ne pas douter que le pavillon anglais ne reçût dans ces parages l'accueil dû à celui d'amis secourables et ne fût convenablement protégé contre les égarements du fanatisme». En revanche, il n'avait pas hésité à se porter garant, auprès du Reis Effendi, de la discipline des équipages et des troupes britanniques, de leur «plus exact et scrupuleux respect envers tout ce qui constituait, d'après l'opinion musulmane, la sainteté de ce théâtre d'opérations». L'histoire même de l'établissement des Anglais aux Indes et la situation dont ils y jouissaient répondaient à la Turquie de leur «moralité» et lui garantissaient que soldats et marins sauraient donner «l'édifiant exemple du respect envers les institutions religieuses de toutes confessions».

⁽¹⁾ F. O. Turkey, 19. Spencer Smith à Manesty, 28 juillet 1798.

Que cette condition fût remplie était d'importance, dans une expédition qui amènerait les Anglo-Indiens en terre d'Islam, à proximité des Lieux Saints de la religion coranique. Spencer Smith demandait donc à Manesty son concours « pour convaincre le Gouvernement de l'Inde de la nécessité de veiller plus que jamais à inculquer aux officiers du Roi et de la Compagnie cette doctrine qui doit être appliquée sur la côte du Yémen ». Et ne doutant pas que ses compatriotes des Indes, retournant le plan de Bonaparte, partissent à la conquête de l'Égypte, il concluait : « Le moment est venu où l'emploi judicieux de notre puissance dans l'Inde peut, non seulement sauver l'Empire ottoman de la destruction qui menace l'Europe, mais permettre de frapper contre notre ennemi un coup si rude que la face de la guerre en soit changée ».

Ce n'est pas ici le lieu de nous demander dans quelle mesure le Gouvernement de l'Inde était en état de répondre à cet appel. Bornons-nous pour le moment à constater que l'entreprise de Bonaparte consiste, aux yeux du chargé d'affaires d'Angleterre à Constantinople, dans « le passage des Français par l'Égypte » ; que leur passage par ce pays confère, selon lui, aux Anglais le droit de venir leur livrer bataille, avec ou sans le gré de la Porte, en quelque point que ce soit de leur itinéraire d'Alexandrie aux Indes, au besoin dans l'isthme de Suez ; que la Porte, non seulement y consent, mais le souhaite, appelant dans la mer Rouge les forces navales et militaires anglaises et levant pour elles l'interdit naguère si obstinément opposé à la navigation des marines chrétiennes dans ces parages ⁽¹⁾. But final de l'expédition française en Égypte, les établissements britanniques de l'Inde n'ont donc pas qu'à se tenir sur la défensive ; il leur appartient encore de prendre l'offensive contre l'ennemi entré en Égypte, dans l'intention probable d'en déboucher.

Par la pensée, pratique ou non, qui se fait alors jour à Constantinople, se trouve fortifiée cette corrélation entre l'Égypte et l'Inde, qui fera peu à peu comprendre aux Anglais la valeur de l'Égypte pour eux.

Mais Spencer Smith eût été étrangement désintéressé si, l'Empire

⁽¹⁾ Sur l'interdiction aux marines chrétiennes de naviguer en mer Rouge et les efforts de l'Angleterre et de la France pour la faire lever à leur profit respectif, cf. nos deux ouvrages déjà cités.

ottoman envahi en Égypte, il eût considéré que ce fût à l'Angleterre de le défendre. A ses yeux, comme à ceux de tout Anglais, la Turquie attaquée avait le devoir de se défendre elle-même. L'intérêt de l'Angleterre consistait même à se faire aider par elle, plutôt qu'à l'aider. Les Français avaient porté la guerre sur un territoire ottoman : à quelque chose malheur est bon. Leur initiative faisait naître pour le Gouvernement britannique l'occasion de se procurer contre eux une alliée de plus.

Aussi Spencer Smith ne s'en tient-il pas à faire appel, contre les envahisseurs de l'Égypte, au concours naval et militaire des établissements anglais de l'Inde; il se met immédiatement en devoir d'assurer à l'Angleterre, visée par l'expédition française en Orient, le concours militaire et naval de la Turquie. Il entreprend aussitôt de provoquer la rupture de la Porte avec la France, de faire participer les Turcs à la guerre, de nouer une alliance anglo-ottomane.

A partir du moment où la certitude du débarquement des Français à Alexandrie a été acquise à Constantinople, les efforts de Spencer Smith et de son collègue russe Tamara s'opposent exactement à ceux de Ruffin, qui s'évertue à retenir la Turquie dans la neutralité. Ruffin signale à Paris « les manœuvres hostiles des représentants de la Russie et de l'Angleterre⁽¹⁾ ». Il note la prétention émise par les Anglais de se faire céder le port et le château de la Sude en Crète, pour y installer un arsenal. L'ambassadeur batave, Van Dedem, fait avertir le Directoire des intrigues de certains Turcs, hostiles à la France, « pour faire approuver du Gouvernement ottoman des demandes et insinuations des Russes et des Anglais, tendant à obtenir le passage conduisant à l'Archipel pour une flotte considérable qui se trouve dans la mer Noire; d'un autre côté, demandant de leur délivrer quelques ports dans l'Archipel pour l'entrée de leurs vaisseaux et surtout de déclarer promptement la guerre à la France⁽²⁾ ».

C'est à juste titre que Ruffin et Van Dedem ont dénoncé la pression exercée sur la Porte par les agents de Russie et d'Angleterre. Le témoignage de Spencer Smith corrobore le leur, en ce qui le concerne. Lui-même

⁽¹⁾ Le 14 thermidor, 3 août 1798, cf. DE LA JONQUIÈRE, *op. cit.*, t. II, annexe IV.

⁽²⁾ Van Dedem, ambassadeur batave à Constantinople, à Van der Valk, chargé d'affaires à Paris, 10 août 1798. Cf. DE LA JONQUIÈRE, t. II, annexe IV.

rend compte à lord Grenville de ses négociations avec les ministres du sultan « pour contrecarrer l'influence française » à Constantinople et, dès le 1^{er} août, transmet au secrétaire d'État un projet de « convention entre le roi de Grande-Bretagne et le Grand Seigneur »⁽¹⁾. Dès ce moment le fruit de ses échanges de vues avec le Gouvernement ottoman consiste dans la proposition d'une alliance anglo-turque, qui doit, par la garantie d'un puissant appui politique et matériel, déterminer la Turquie à rompre avec la France, lui lier les mains envers l'Angleterre, la rassurer à l'endroit de la Russie.

De l'invasion française en Égypte naît donc immédiatement l'idée de cette alliance. Elle est, pour l'Angleterre, le moyen d'entraîner la Turquie à la guerre avec la France; pour la Turquie, la condition de son entrée en lutte contre la France. Entre l'Angleterre, déjà en guerre avec le Directoire, et la Turquie, en état de paix et même d'amitié avec lui, l'Égypte envahie forme le trait d'union.

Sans doute, l'intérêt en jeu, pour le Gouvernement britannique, déborde-t-il de beaucoup le cadre de la question égyptienne. Sans doute cet intérêt consiste-t-il, avant tout et par-dessus tout, dans l'issue même de la guerre en cours. Il s'agit d'abord de vaincre la France, où que ce soit; donc, de lui mettre sur les bras une ennemie nouvelle, sur le nouveau théâtre d'opérations qu'elle-même a ouvert. Mais il s'agit aussi, en provoquant des représailles turques contre les « Échelles » françaises du Levant, de ruiner le commerce français en Orient, donc de saper par la base l'édifice économique de l'expédition française en Égypte. Et il s'agit encore de mettre obstacle au plan d'établissement de la France dans ce pays. Car, à quoi reviendrait la non-participation de la Turquie à la guerre? Fatalement, à la reconnaissance par elle du fait accompli en Égypte, à un accommodement quelconque entre elle et le Directoire, sur l'occupation française dans la vallée du Nil. Or, un tel accommodement, une telle reconnaissance, stabilisant l'occupation française, sont précisément ce que l'Angleterre doit éviter. Et l'éviter, empêcher que la Porte écoute les propositions du Directoire et de Bonaparte, est au nombre des buts à atteindre par les mesures

⁽¹⁾ F. O. Turkey, 19. Spencer Smith à Grenville, 1^{er} août 1798.

auxquelles tend l'action diplomatique de Spencer Smith : rupture de la Turquie avec la France; participation turque à la guerre; alliance anglo-ottomane.

Sur l'initiative puissante et logique de l'Angleterre et par sa volonté tenace, va donc naître une association entre elle et la Porte, fondée sur la communauté de leurs intérêts politiques en Égypte. C'est là une association que l'on avait déjà vue poindre en 1787, au moment de l'expédition du capitán-pacha⁽¹⁾, qui s'était maintenue à l'état latent pendant la longue période de conflit chronique entre les Beys du Caire et le sultan de Constantinople⁽¹⁾, que l'expédition française en Égypte va nouer solidement et muer en alliance formelle, qui subira une courte éclipse en 1807, qui se manifestera ensuite très fortement pendant le règne de Méhémet-Ali, et qui persistera enfin jusqu'à l'époque où le Gouvernement britannique aura résolu de se substituer lui-même à la Turquie en Égypte, jusqu'en 1882.

⁽¹⁾ Cf. notre ouvrage *L'Angleterre, l'isthme de Suez et l'Égypte au XVIII^e siècle*.

CHAPITRE III.

L'ANGLETERRE, LA DÉCONVENUE DE NELSON ET LE DÉBARQUEMENT DE BONAPARTE À ALEXANDRIE.

- I. — Le Directoire à la nouvelle de la prise de Malte, du débarquement à Alexandrie, de la prise du Caire, de la bataille du Nil.
- II. — Optimisme et confiance des Anglais dans le résultat de la poursuite de Bonaparte par Nelson. Pitt et les lauriers de la diligence de Falmouth. Troisième lettre de Dolomieu à Deluc sur le projet des Français. Allusions de journaux français. Nouvelle du débarquement d'Alexandrie apportée à Londres de Constantinople. Impressions de Woronzoff. Craintes de Buckingham pour la Turquie. Inquiétude de Dundas. Il demande à lord Spencer d'empêcher qu'aucun renfort puisse passer de France en Égypte. Lord Spencer le rassure : une expédition très don-quistottesque, dont l'Inde n'a pas grand'chose à craindre. Les Anglais affectés de ce que Nelson ait laissé échapper Bonaparte. Ils ont confiance en lui pour réparer son échec. Bruits d'un succès naval. Pitt, Spencer, y croient. Prétendue victoire de Nelson dans l'Archipel. Déception quand on apprend son départ d'Alexandrie la veille de l'arrivée des Français et son entrée à Syracuse. La rumeur d'une victoire navale anglaise continue de circuler.
- III. — L'expédition française étant arrivée à bon port, les Anglais se préoccupent de ses conséquences. L'imagination des Français du temps transforme les préoccupations anglaises en mortelles alarmes : Annibal aux portes de Rome, c'en est fait du Capitole ! Émotion de moindre intensité. Plus de doute sur les desseins français contre l'Inde. Informations et commentaires du *Times*. Suez tenu pour l'objectif immédiat de Bonaparte. Discussions sur ses chances de l'atteindre et de gagner l'Inde par la mer Rouge. Autres hypothèses examinées. Sombres prophéties sur les malheurs qui attendent les Français en Égypte. Perplexité qui se dégage de ces controverses. L'intérêt anglais pour l'Égypte sort des limbes. L'invasion de l'Égypte par la France, étape décisive dans l'histoire des rapports de l'Angleterre avec l'Égypte. Mémoire du colonel Fullarton : il suggère de faire intervenir une armée turque sous le commandement anglais, appuyée d'une escadre anglaise. Un établissement permanent en Égypte, condition essentielle pour préserver l'empire britannique d'Orient.

IV. — Cette idée est encore prématurée. Mesures adoptées par le Gouvernement anglais sous le coup de l'invasion française en Égypte. Instructions de Grenville à Spencer Smith : favoriser une alliance turco-russe, faire déclarer la guerre à la France par la Porte, conclure une alliance anglo-turque, pousser à des représailles turques contre les Français du Levant. Envoi à Constantinople d'une mission navale et d'une mission militaire. Sidney Smith : ses pouvoirs diplomatiques; le « joint-minister ». Un maître-Jacques, à la fois commodore, conseiller naval des Turcs et ministre plénipotentiaire. Le général Kœhler. Lord Elgin désigné comme ambassadeur extraordinaire à Constantinople. Ces mesures ne répondent peut-être pas aux nécessités de la situation, mais répondent certainement aux possibilités de l'Angleterre : pas de forces de terre à envoyer en Égypte.

I

Tandis que s'engage, à Constantinople, la bataille diplomatique entre Spencer Smith et Ruffin, parviennent à Paris les premières nouvelles de l'expédition. Connue en France au début de juillet, la prise de Malte (14 juin) y a exalté la confiance dans le succès de l'entreprise et dans la réalisation des vastes espérances fondées sur elle. Talleyrand écrit au Directoire, le 10 juillet : « L'expédition de Bonaparte assure la destruction de la puissance britannique dans l'Inde... La Méditerranée doit être exclusivement la mer française. Son commerce entier nous appartient. » Déchirée par l'insurrection d'Irlande, bientôt poursuivie jusque dans l'Inde, l'Angleterre s'écroulera. « Les Anglais seront forcés de rappeler leur flotte de l'Orient... Dès lors, nous pouvons marcher à Constantinople, où tout doit être préparé pour que nous soyons bien reçus. » La destruction de Kerson et de Sébastopol « punira les Russes de leur acharnement insensé » et sera « le meilleur moyen de négociation avec les Turcs pour en obtenir tout ce qui pourrait consolider notre établissement en Afrique⁽¹⁾ ».

Cet enthousiasme devait être de courte durée. Entre le 6 et le 10 septembre⁽²⁾, le Directoire apprend officiellement le débarquement de Bonaparte à Alexandrie, sa victoire et son entrée au Caire. Mais peut-être

⁽¹⁾ Cf. SOREL, *L'Europe et la Révolution française*, t. V, p. 340, et PALLAIN, *Le premier Ministère de Talleyrand*.

⁽²⁾ Le 6 septembre d'après Sorel, le 9 ou le 10 d'après la Jonquière.

en même temps et en tout cas peu de jours après, il apprend aussi le désastre de la flotte française à Aboukir⁽¹⁾. Tout fait supposer qu'il en est déjà informé quand, le 14 septembre, il adresse aux Conseils un message public, où il annonce le succès de Bonaparte et se tait sur la défaite de Brueys. Sans doute cette défaite, dès lors connue de lui, explique-t-elle que son message, très explicite sur les griefs de la France contre les Beys d'Égypte, soit relativement discret sur les fins réelles de l'expédition, c'est-à-dire sur son but anti-anglais. Pour y être indiqué d'une manière plutôt évasive, ce but n'y est cependant pas entièrement passé sous silence. Les « vils usurpateurs », dont Bonaparte était allé châtier les crimes, étaient « soudoyés par le Cabinet de Saint-James ». « En attaquant les Beys, n'était-ce pas l'Angleterre que nous allions réellement combattre ? » Enfin, pour le bien-être du monde entier, l'Égypte deviendrait « le pays de l'univers le plus riche en productions, le centre d'un commerce immense et surtout le poste le plus redoutable contre l'odieuse puissance des Anglais dans l'Inde et leur commerce usurpateur⁽²⁾ ». Bien que ce fût peu de ces quelques mots, pour évoquer les conséquences complexes, lointaines et décisives que le Directoire s'était promis de l'expédition d'Égypte, c'en était assez pour les faire entrevoir aux Anglais, si le fait seul du débarquement de Bonaparte avait pu leur laisser le moindre doute à ce sujet.

II

Pendant tout juillet et la majeure partie d'août, les Anglais ont attendu, à la fois la révélation ou la confirmation du but de Bonaparte et le résultat de la poursuite de Nelson. Leur attente a été généralement dépourvue d'impatience et empreinte d'optimisme. Ainsi en fut-il notamment de celle

⁽¹⁾ D'après Sorel, le courrier annonçant la victoire navale de Nelson à Aboukir serait parvenu au Directoire quelques heures après la lecture aux Conseils de son message en date du 14 septembre. D'autres historiens, notamment M. Guyot et le commandant de la Jonquière, sont d'un avis différent qui paraît mieux motivé : le Directoire aurait déjà connu la nouvelle d'Aboukir quand il a adressé aux Conseils son message du 14 septembre.

⁽²⁾ Cf. DE LA JONQUIÈRE, *op. cit.*, t. III, p. 254.

de Pitt. Après avoir cru à une entreprise maritime française contre les îles Britanniques et s'en être inquiété jusqu'après le départ de l'escadre de Toulon, le Premier Ministre s'est senti soulagé, au fur et à mesure que son erreur lui a été démontrée. Beaucoup de ses compatriotes ont été dans son cas, la satisfaction de voir s'écarter une menace directe atténuant chez eux la crainte d'une menace indirecte, quelle qu'elle pût être. D'autant plus que, pour parer à la menace indirecte, empêcher l'expédition française d'atteindre sa destination mystérieuse, Nelson était là. « Le peuple anglais connaissait Nelson » et attendait de lui « quelque grand succès ». « Un jour du mois de juillet — raconte un biographe de Pitt ⁽¹⁾ — Lady Chatham, belle-sœur du Premier Ministre, vit ou sut que la diligence de Falmouth avait traversé Taunton chargée de lauriers et portant les nouvelles de la victoire. Pitt ne pouvait encore confirmer ce bruit, mais il ajoutait dans sa lettre du 25 juillet : « Autant qu'on en peut juger en comparant les « dates et les circonstances, il y a tout lieu d'espérer, si Bonaparte a quitté « Malte et n'est pas entré à Toulon, que Nelson aura pu le rejoindre. S'il « en est ainsi, je crois bien que nos joies n'auront été qu'un peu prématurées « et qu'avec le temps les diligences auront pleinement droit à leurs lauriers. » L'événement sur lequel Pitt compte encore consiste donc dans la rencontre en mer de Nelson avec Bonaparte, à moins que Bonaparte ne se fût terré à Malte ou ne fût rentré à Toulon : dans la première hypothèse — celle que Pitt espère réalisée — il va sans dire que l'armement français a été mis hors d'état de nuire; dans les deux autres, il est paralysé; ce qui dispense évidemment de chercher à quel pays il avait été destiné.

Il n'a pu toutefois se passer longtemps avant que les incrédules les plus endurcis du Cabinet britannique dussent se persuader de la destination que l'expédition française avait mission d'atteindre. Car au commencement d'août au plus tard a dû parvenir à Grenville un rapport que son agent secret, Deluc, lui avait adressé de Berlin le 1^{er} juillet et qui contenait une troisième lettre à Dolomieu. « Avant de partir, mon vertueux ami, écrivait l'ingénieur français au naturaliste espion, je viens... vous demander quelque intérêt pour une caravane savante destinée à parcourir l'Égypte, l'Arabie, la Perse et les Indes. » Suivaient des développements indi-

⁽¹⁾ STANHOPE. *William Pitt et son temps*, traduction Guizot, t. III, p. 140.

quant que la « caravane savante » était encadrée dans une caravane militaire de proportions imposantes : « Si nous avons des moyens de séduction et de persuasion, nous en avons d'autres, qui ont réussi aux successeurs de Mahomet, quand ils ont voulu propager sa religion. Nous avons la puissance des armes; nous aurons les droits de la victoire... L'enthousiasme des troupes de terre embarquées sur les vaisseaux est extrême... Je ne suis pas peu étonné d'être associé à une expédition militaire... Jusqu'à ce que nous soyons solidement établis en Égypte et partout ailleurs, nous ne pourrions étudier les montagnes de la Thébaidé et de l'Arabie⁽¹⁾. » Si, après avoir eu communication de cette lettre, Grenville a encore douté et laissé douter ses collègues qu'il s'agit pour Bonaparte de « s'établir solidement en Égypte », c'est vraiment qu'il a eu le doute chevillé au corps.

D'autant que, cette fois encore, le renseignement recueilli par Grenville est « recoupé » par d'autres. Les langues se sont déliées en France et les journaux font ouvertement allusion à l'objet de l'expédition confiée à Bonaparte. Le *Times* du 10 août donne un extrait d'un journal français annonçant que 20.000 hommes ont été débarqués à Alexandrie, 20.000 autres à Alexandrette, les premiers destinés à être rembarqués à Suez pour l'Inde. Le faux se mêle au vrai dans ces on dit — d'autres bruits font arriver Bonaparte à Salonique; — mais le vrai y prédomine tout de même avec une persistance qui le distingue ou devrait le distinguer. En même temps, la rumeur, venue de France, d'une bataille navale, où les espoirs français donnent l'avantage à l'escadre de Brueys, ébranle quelque peu la confiance britannique dans le flair et dans la fortune de Nelson. Le *Times*, entre le 10 et le 15 août, ne dédaigne pas de se livrer à un examen minutieux des informations de toute espèce parvenues à Londres. Comme toujours, à cette époque de lenteur dans la transmission des nouvelles, le fait accompli au loin, en Orient, est appris par bribes et par morceaux, petit à petit, avant d'être officiellement confirmé.

La nouvelle du débarquement de Bonaparte à Alexandrie a été apportée à Londres de Constantinople, vers le 20 août, par un courrier de Spencer Smith. Woronzoff, ambassadeur de Russie, à qui Grenville l'a communi-

⁽¹⁾ *Dropmore papers*, t. IV, p. 243-245. La lettre de Dolomieu à Deluc écrite à bord du *Tonnant*, à Toulon, est datée du 13 mai 1798.

quée, lui en écrit le 21 août. Il lui en parle, d'ailleurs, comme d'une nouvelle encore discutée, qui le laisse sceptique, bien que la précision des renseignements reçus d'Égypte à Constantinople témoignât en faveur de leur exactitude. Mais « la frayeur d'un Turc ignorant n'est pas une autorité valable », aux yeux de Woronzoff, qui confesse « l'incrédulité de saint Thomas » et à qui le plus improbable semble être que Nelson, ayant devancé les Français, ne les ait pas rencontrés en s'en retournant. Le fait fût-il exact, le diplomate russe préférerait d'ailleurs « ces gueux de Français » en Égypte plutôt qu'à « Thessalonique, d'où ils auraient pu donner la main à Paswan-Oglou, lui laisser des officiers et des ingénieurs, et aller eux-mêmes attaquer la maison d'Autriche en Croatie, en Esclavonie et en Dalmatie ». Il les redoutait peu en Égypte, où le climat « ferait ce que les armes russes auraient fait en Crimée », si Bonaparte avait pu y arriver. Et, de plus en plus optimiste, au point de bannir ses propres doutes, il concluait : « A tout événement, il faut se réjouir de ce débarquement en Égypte, car c'est une armée perdue pour la France ⁽¹⁾ ».

Les impressions anglaises, sans être bien sombres, ne sont cependant pas aussi joyeuses que celles de Woronzoff. En apprenant la nouvelle de Grenville, son frère, le marquis de Buckingham, qui ne la met point en doute, réserve l'espoir d'une revanche de Nelson, mais exprime la crainte d'explosions révolutionnaires en Turquie : « La suite de la partie, pour autant qu'elle peut concerner Nelson, peut marcher à souhait; mais je crains que le Turc, par suite de commotions internes, aidées par cet armement, n'ajoute un nouveau chapitre à la série mélancolique des gouvernements fraternisés ⁽²⁾ ».

Là n'est pas la conséquence que redoute le plus Dundas. L'événement lui a donné raison : une première confirmation de ses prévisions n'est pas faite pour l'en détacher; elle lui présage la réalisation successive de toutes ses craintes, le déroulement des complications, on serait tenté de dire des cataclysmes, qu'il a prédits. Avec une autorité accrue, il revient à la charge auprès de ses collègues. Parce que la nouvelle vient de Constantinople et qu'elle est confuse, est-ce une raison pour n'y pas vouloir croire? Lui

⁽¹⁾ *Dropmore papers*, t. IV, p. 284-285. Woronzoff à Grenville, 21 août 1798.

⁽²⁾ *Ibid.*, t. IV, p. 286. Buckingham à Grenville, 26 août 1798.

tient pour établi « que Bonaparte a mené à bien son débarquement en Égypte avec de grandes forces ». Après les explications qu'il avait eues avec les membres du Cabinet, ceux-ci savaient à quoi s'en tenir sur « les conséquences, très malheureuses pour l'Angleterre, qui devaient probablement résulter de cette circonstance » : c'est encore de l'Inde qu'il s'agit là et toujours elle qui le préoccupe. « Il n'y a pas, dit-il, de prix trop cher à payer, si par quelque moyen que ce soit, cette armée peut être défaite en Égypte et qu'il puisse être mis obstacle à ses progrès ultérieurs. » Comptera-t-on pour cela sur Nelson ? Lui aussi espère encore apprendre de Nelson « quelque chose de brillant ». Mais aucun succès naval « ne compensera pour le pays la disgrâce qu'il a encourue, du fait que les Français, avec une grande armée, ont pris possession de l'Égypte ». Peu s'en faut donc que Dundas y voie une irréparable calamité. Elle le « hante, assure-t-il, nuit et jour » et lui gâte le plaisir d'une villégiature, dont il s'était promis quelque délassement : tour à tour son sommeil et ses sports étaient victimes des infernales machinations des Français contre l'Inde.

Ces lamentations — le mot est de lui — s'adressaient à lord Spencer. L'impressionnable et théâtral personnage attendait du Premier Lord de l'Amirauté qu'il prît ses mesures navales pour empêcher tout renfort français, envoyé de Malte, Toulon ou ailleurs, de parvenir à l'armée d'Égypte. « Il est, lui écrivait-il, de la plus haute importance que l'ennemi soit empêché d'augmenter progressivement la force de son armée d'Égypte, même par petits paquets... Chaque millier d'hommes ajouté à cette armée, je le considère comme une profonde blessure à l'Inde, et, avec un trop grand nombre d'hommes, la blessure serait mortelle. Étant donné mon sentiment là-dessus, vous ne serez pas surpris de mon anxiété. » Si l'incrédulité prévalant encore, disait-il, dans tous les ministères n'était pas résolument mise de côté, elle finirait par être fatale à l'Angleterre : personne qui eût examiné la question et fût capable d'en juger ne pouvait penser autrement que lui. Cela revenait à peu près à dire que le Ministre de la Marine et ses autres collègues, n'y entendant rien, n'avaient qu'à s'en remettre aux gens compétents, dont il était ⁽¹⁾.

Spencer avait bien sa petite part à prélever sur ces reproches, à peine

⁽¹⁾ *Spencer papers*, t. II, p. 454-455. Dundas à Spencer, 27 avril 1798.

voilés, d'incrédulité et d'incompétence. L'heure n'était pas propice pour contester à Dundas-Cassandre le don de double vue; tout au plus pouvait-on contester la raison d'être de ses remontrances, disculper les ministres : et c'est à quoi s'en tient Spencer, non sans jeter Grenville plus ou moins par-dessus bord. « Je ne crois pas, dit-il, que vous ayez le moins du monde à être en peine, sous prétexte que nous ne sentirions pas aussi fortement que vous l'importance de l'Égypte en possession des Français, car je peux vous assurer que je n'ai jamais pensé autrement là-dessus; et même lord Grenville, qui semblait la seule personne ayant un considérable doute en l'esprit, paraît maintenant se rallier à notre opinion, que leur objet est dirigé dans cette voie. » Le Premier Lord de l'Amirauté s'entendait à jeter du lest. Mais à tout péché miséricorde, sans en excepter le « considérable doute » de lord Grenville : ce Saint Thomas de la politique condescend enfin à admettre que les Français en avaient à l'Égypte, après avoir appris qu'ils y étaient. Quant à la nécessité d'interdire autant que possible les communications entre l'Égypte et la France, de maintenir pour cela une puissante force navale dans la Méditerranée et d'y assurer à l'Angleterre la supériorité maritime, tous les ministres sont désormais d'accord à cet égard, à commencer par lord Spencer, qui munit Jervis d'instructions en conséquence.

A cette ressource, ils projettent aussitôt d'en ajouter d'autres, que lord Grenville s'emploie à obtenir avec un zèle de néophyte : la coopération militaire et navale des Turcs et des Russes, la jonction avec l'escadre anglaise d'une escadre russe, à laquelle la Turquie ouvrirait les Dardanelles; travail diplomatique qui occupera les mois suivants, dont on voit dès lors s'ébaucher le plan, dans les échanges de vues des ministres entre eux, et commencer l'exécution dans les conversations de Grenville avec l'obligeant Woronzoff et dans ses correspondances avec Constantinople. Avant la fin de septembre, le travail est en train avec la Russie, la Turquie, les Deux-Siciles, Grenville s'efforçant de rattraper le temps perdu, et, pour appeler les choses par leur nom, la seconde coalition est mise en chantier. Dundas talonne les uns et les autres, grandiloquent et pathétique, relançant Spencer pour faire tenir et surveiller la Méditerranée, grognant si l'on tarde à embarquer les troupes destinées à une expédition contre Minorque, pressant d'utiliser les Turcs à harasser l'armée française d'Égypte, — ce

qu'ils étaient bien hors d'état de faire avant longtemps. L'effet présumé de ces dispositions inspire toute confiance aux ministres, moins Dundas bien entendu : « Je ne crois pas, écrit Spencer, que ce soit être trop confiants que de nous flatter qu'aucun avantage ne sera retiré par les Français de cette expédition très don-quichottesque ». Si la Russie, la Turquie et l'Angleterre s'entendent pour protéger le Levant contre la France, « je pense, dit-il, que nous n'avons pas grand'chose à craindre des progrès des Français vers les Indes orientales ⁽¹⁾ ».

Indépendamment de toutes conséquences possibles, un fait brutal suffit cependant par lui-même à affecter les Anglais : c'est que Nelson n'a pas réussi dans sa poursuite et a laissé échapper, avec la flotte de Brueys, l'occasion de détruire en mer l'expédition de Bonaparte.

Toujours soucieux de ne rien dire qui puisse semer l'inquiétude ou affaiblir l'autorité du Cabinet, le *Times*, en commentant l'information de Constantinople, dont il ne songe pas alors à contester l'authenticité, constate à regret qu'« une partie au moins de la flotte française » s'est soustraite aux griffes de l'escadre britannique, et il ne parvient pas à en dissimuler sa contrariété. Tant bien que mal, il s'en console par des considérations politiques : par la probabilité entrevue de l'entrée en guerre des Turcs et les préparatifs militaires ottomans, annoncés par Spencer Smith.

Telle est toutefois la confiance des Anglais dans leur marine en général et dans Nelson en particulier que beaucoup, faisant comme Buckingham, n'admettent pas que l'amiral ait dit son dernier mot. Et des rumeurs ne tardent pas à annoncer qu'il a effectivement ressaisi l'avantage. Une bataille navale, précisent ces rumeurs, premiers échos déformés du canon d'Aboukir, aurait été livrée dans l'Archipel; Bonaparte aurait été fait prisonnier, Nelson tué. Optimiste, selon sa coutume, le *Times* ne s'arrête pas au faux bruit de la mort de Nelson; mais il admet complaisamment que le combat supposé ait précédé l'apparition des Français devant Alexandrie et en profite pour ne plus ajouter foi à leur débarquement en Égypte! Il ne se résoudra à convenir de la réalité que lorsque seront officiellement connus à Londres les mouvements de Nelson jusqu'à son départ de Syracuse : alors seulement il reconnaîtra qu'« il y a peu de doutes sur le débarquement

⁽¹⁾ *Spencer papers*, t. II, p. 455-456. Spencer à Dundas, 30 août 1798.

Documents, n° 3.

des Français à Alexandrie », et même alors il ne voudra pas dire qu'il n'y en avait plus du tout.

Le Gouvernement n'a pas été beaucoup plus prompt à s'avouer la vérité; certains de ses membres ont compté, tant que faire se pouvait, sur un démenti à la nouvelle de source turque. Depuis le 20 août toutefois, la plupart tiennent pour certaine l'invasion de l'Égypte, par tout ou partie des troupes de Bonaparte, se bornant à espérer, sans motif positif mais trop à propos, que Nelson a vengé l'échec de sa poursuite. « Le bruit des succès de Nelson, écrit Pitt le 30 août, revient de plusieurs côtés et j'espère bien que, de manière ou d'autre, il finira par se vérifier. » Comme il ne devait se vérifier officiellement que plusieurs semaines après, on peut présumer qu'à la date où Pitt l'a recueilli, l'optimisme y avait plus de part que l'information ⁽¹⁾.

Mais le Premier Lord de l'Amirauté l'a recueilli lui aussi et en a conçu un espoir, dont celui du Premier Ministre n'est sans doute que le reflet. « Je me suis persuadé, écrit Spencer le même jour ⁽²⁾, qu'il y a eu une action et j'ai pleine confiance que le résultat nous en a été favorable. » L'action avait dû, selon lui, se passer entre la Crète et Alexandrie; il attendait avec impatience un courrier du continent, pour lever les doutes des membres du Cabinet, ou plutôt pour confirmer leurs espérances et les siennes. En attendant, il inclinait beaucoup plus à retenir qu'à rejeter ces bruits, qu'il qualifiera peu après de « très extravagants », et qui, répandus à travers toute l'Europe, parlaient d'une victoire décisive de Nelson sur Bonaparte; sans y accorder « plein crédit », il y concédait « un sérieux fondement » et trouvait, dans ce qu'il savait de la marche et de la position des deux flottes, de bonnes raisons pour se flatter d'apprendre sous peu une heureuse nouvelle. Comme une victoire navale anglaise dans l'Archipel était peu compatible avec un débarquement des Français à Alexandrie, soit avant, soit après, Spencer avait recours à des conjectures pour concilier les deux événements : était-on bien sûr que les Français eussent débarqué? Ne se pouvait-il pas qu'une partie seulement de leur flotte eût abordé en

⁽¹⁾ Il est presque impossible que l'écho d'une bataille livrée à Aboukir le 2 août fût parvenue à Londres le 30 août et même avant.

⁽²⁾ *Spencer papers*, t. II, p. 456. Spencer à Dundas, 30 août 1798.

Égypte et que le reste fût tombé sous la main de Nelson? Quand on connaîtrait, pensait-il, les conditions de leur débarquement, s'il y en avait eu un, probablement s'apercevrait-on qu'aucune alarme immédiate n'en pouvait résulter pour l'Angleterre, qu'une partie seulement des forces de Bonaparte avait pris terre en Égypte, et encore « plutôt pour y chercher refuge que pour attaquer⁽¹⁾ ». C'était exactement ce qu'avaient pensé Pitt et Grenville de la prise de Malte : la démonstration de leur erreur à la mi-juillet ne préservait pas Spencer d'y retomber à la fin d'août.

Les rapports mêmes de Nelson lui démontrèrent la sienne. Le retour vers l'ouest, l'entrée à Syracuse, sans rencontre avec l'escadre française, ne laissaient rien subsister des illusions que Spencer avait nourries et fait partager à ses collègues. Même l'espoir de cette victoire navale, dont le bruit courait avec persistance et qui n'était que trop vraie, semblait devoir être porté au compte des beaux rêves.

Que Nelson soit allé jusqu'à Alexandrie, pour en repartir vingt-quatre heures avant l'arrivée de la flotte française, c'est, quand on l'apprend, une cause de désappointement plus amer encore. Dundas, qui avait admis la possibilité d'une déconvenue, mais pas de celle-là, en exprime non sans cruauté son dépit à lord Spencer. « Je suis trop déprimé, lui écrit-il, par les dernières nouvelles de Sir H. Nelson pour avoir le courage de dire un mot sur ce sujet. Je dois charitablement supposer que, lorsque lui-même racontera son histoire, il pourra donner une bonne raison pour avoir quitté Alexandrie, après y être arrivé sous de si heureux auspices⁽²⁾. » Un mois et demi après un triomphe naval, qui le fera porter aux nues quand on le connaîtra, mais qu'on ne connaît pas encore à Londres, Nelson est donc en fâcheuse posture auprès de son Gouvernement; on le critique, on reproche même à Jervis de lui avoir confié un commandement si important en Méditerranée, de préférence à plusieurs amiraux plus anciens que lui. Spencer le défend auprès de Dundas, réclame pour lui le droit de se justifier, proteste contre la hâte à le censurer avant de l'avoir entendu, espère qu'il aura en fin de compte une agréable histoire à raconter, mais doit convenir que « c'est certainement très malheureux qu'il ait manqué la flotte française

⁽¹⁾ *Spencer papers*, t. II, p. 455. Spencer à Dundas, 30 août 1798.

⁽²⁾ *Ibid.*, t. II, p. 462-463. Dundas à Spencer, 16 septembre 1798.

en allant et en revenant⁽¹⁾ ». A Jervis, le Premier Lord de l'Amirauté avoue sans ambages une déception telle qu'il en avait rarement ressenti de pareille : « J'ai rarement éprouvé un plus sévère désappointement qu'à l'occasion des nouvelles qui nous sont dernièrement parvenues de la Méditerranée ⁽²⁾ ».

Plus moyen de douter que ce fût la totalité de l'armée française qui avait débarqué à Alexandrie le 1^{er} juillet, ni qu'elle eût avancé ses affaires depuis plus de deux mois qu'elle était en Égypte. Même les chances de succès ultérieur pour Nelson paraissent désormais réduites à de modestes proportions. Qu'aura-t-il pu faire à son retour sur la côte égyptienne ? Une tentative contre Alexandrie ? Mais contre une place de terre qui se défend, une escadre ne peut pas grand'chose. Une attaque contre la flotte française ? Mais si celle-ci est réfugiée dans le port d'Alexandrie, comme on ne le met pas en doute à Londres, Nelson aura probablement trouvé qu'une telle opération eût présenté trop de risques. Tout fait donc prévoir qu'il aura dû se borner à bloquer l'ennemi. C'est l'avis de lord Spencer. Lord Grenville considère comme « très douteux qu'il ait pu faire quelque chose à Alexandrie sans forces de terre » et ne voit plus à la présence de son escadre dans le Levant qu'une utilité principalement politique⁽³⁾.

On en a donc rabattu des brillants espoirs de naguère. Pourtant continue à circuler ce bruit inexplicable d'une grande, éclatante victoire de Nelson. Mais on ne sait plus à quel moment et à quel endroit la situer : personne ne suppose que la flotte française pouvait, un mois après le débarquement, se trouver encore au mouillage, à l'ancre dans la baie d'Aboukir, rade ouverte.

III

L'expédition française n'en étant pas moins arrivée à bon port et l'invasion de l'Égypte devant, quoi qu'il advint de Nelson, demeurer un fait

⁽¹⁾ *Spencer papers*, t. II, p. 468-470. Spencer à Dundas, 23 septembre 1798.

⁽²⁾ *Ibid.*, t. II, p. 459. Spencer à Saint-Vincent, 16 septembre 1798.

⁽³⁾ *Ibid.*, t. II, p. 458 et 459-460. Grenville à Spencer, 9 septembre 1798, et Spencer à Saint-Vincent, 16 septembre 1798.

acquis, ses fins apparaissent désormais dégagées de toute obscurité aux yeux des Anglais et ses conséquences commencent à les préoccuper. L'imagination des Français du temps, de ceux surtout qui s'abandonnaient aux vastes espoirs placés dans l'entreprise de Bonaparte, a transformé en stupeur, en mortelles alarmes, l'émotion, d'intensité beaucoup moindre, qui a été ressentie en Angleterre à la nouvelle de l'événement.

« Il y a tout lieu de présumer, écrira peu après un de ces Français⁽¹⁾, que Bonaparte dirigera ses pas du côté de l'Asie. Conquérant de l'Égypte, comme le fut Alexandre, il le sera également de l'Inde, à son exemple. Toute l'Europe sait que depuis longtemps plusieurs princes indiens, las du voisinage des Anglais et surtout de leur domination, attendent un libérateur avec impatience. Déjà, sur la côte de Coromandel, Tippoo-Sahib a appelé nos secours et désire notre alliance; espérons que Bonaparte comblera leurs désirs et les nôtres. Les Anglais sentent si bien la possibilité qu'a ce général de pénétrer dans l'Inde, soit par l'isthme de Suez et la mer Rouge, soit par le port de Scanderoun⁽²⁾, Alep, le Grand Désert et le golfe Persique, soit enfin par la Phénicie, en suivant la même route qu'Alexandre, qu'un de leurs écrivains n'a pu s'empêcher de dire « que la Direction de la Compagnie des Indes orientales était dans la situation la plus difficile; qu'elle avait besoin pour se sauver, de toute la sagesse, de toutes les connaissances locales et de toute l'énergie nécessaires. Annibal est à nos portes, ajoute-t-il, et si nous n'avons point le courage d'étouffer nos ressentiments et d'unir tous nos intérêts, c'en est fait du Capitole! » Certes, un tel raisonnement, dans la bouche même de nos ennemis, doit nous rassurer et nous promettre les plus heureux résultats sur l'expédition de Bonaparte. »

Nous ignorons quel est l'écrivain anglais qui s'est exprimé dans les termes cités dans ce passage. Mais, quel qu'il fût, il a été une exception, au même titre que Dundas et sa phalange d'Anglo-Indiens. La plupart de ses compatriotes, à commencer par la majorité de leurs gouvernants, n'ont pas vu Annibal à leurs portes, en sachant Bonaparte à Alexandrie et au

⁽¹⁾ *Conquêtes des Français en Égypte*, Paris, an VII, par P. E. Hénin, ex C. d. G. (c'est-à-dire P. Hénin, ex-commissaire des Guerres).

⁽²⁾ Alexandrette.

Caire, et n'ont pas craint que c'en fût fait du Capitole. Ils ont même vu Bonaparte-Annibal beaucoup moins près de leurs portes que lorsqu'il était à Brest et ont été infiniment moins inquiets pour le Capitole qu'ils ne le seront quand Napoléon sera à Boulogne. En quoi ils ont eu, d'ailleurs, parfaitement raison. Mais il ne s'ensuit pas qu'ils soient restés indifférents à sa présence en Égypte, à la tête de 40.000 hommes, et qu'ils ne l'eussent pas préféré ailleurs, notamment au fond de l'eau.

Que Bonaparte, à travers l'Égypte, visât les établissements anglais dans l'Inde, c'est un fait désormais hors de contestation : « une opinion sur laquelle il ne peut plus y avoir désormais que peu de doutes », écrit le *Times*⁽¹⁾, prudent au point d'être systématiquement retardataire. Car ses lecteurs l'ont précédé dans cette conclusion, qui n'est pas sans lui coûter, puisqu'il a hésité plusieurs jours à la formuler, s'en tenant pudiquement à l'insinuer : 50 vaisseaux seraient prêts dans la mer Rouge, pour transporter aux Indes Bonaparte et ses troupes, qui pourraient y être en décembre; à bord de l'escadre se trouverait l'amiral Rosily, chef du dépôt des cartes et plans de la Marine, dont on se rappelait les campagnes dans les mers des Indes et dans la mer Rouge; l'amiral français Richéry, avec trois vaisseaux et quelques frégates, aurait fait son apparition dans l'océan Indien, où l'amiral anglais Rainier en aurait été avisé. De ces nouvelles, dont plusieurs étaient du reste fantaisistes, le journal ministériel a déduit progressivement « l'opinion sur laquelle il ne peut plus y avoir que peu de doutes », et que le public, plus franc envers soi-même, a conçue du premier jour où l'invasion de l'Égypte a été une certitude. Aussi l'objectif immédiat de Bonaparte en Égypte apparaît-il aussitôt à la plupart comme ne pouvant être que Suez; d'Alexandrie, dont on le sait maître, il marchera évidemment sur le Caire et du Caire directement sur Suez. Et les prévisions, les calculs de probabilités, les discussions d'aller leur train, sur la base de renseignements incomplets, suspects ou totalement faux. De source ottomane vient la nouvelle d'une victoire des Mameluks sur les Français; mais Tooke, résident de la Compagnie des Indes à Constantinople, a écrit à Londres que Bonaparte au contraire s'était emparé, après

⁽¹⁾ 13 septembre 1798.

Alexandrie, de Rosette, Damiette et le Caire, non sans subir il est vrai des pertes sérieuses; malgré ce renseignement, qui ne laisse pas d'impressionner, on veut encore croire que le héros d'Italie a subi une défaite, sans doute après la prise du Caire, entre le Caire et Suez, où l'on s'obstine à penser qu'il a voulu marcher tout droit; on s'inquiète de ce que fera la Porte, des efforts de Ruffin pour la retenir dans la neutralité et lui faire accepter l'invasion de l'Égypte, ce qui équivaldrait, dit-on, de la part des Turcs, à déclarer la guerre à l'Angleterre; mais ces craintes n'empêchent pas d'accueillir un bruit d'après lequel 20.000 Turcs se joindraient sous peu aux 40.000 Mameluks que Bonaparte, assure-t-on, a déjà sur les bras. Et l'on se reprend à parler de ses prétendus revers; les Arabes ont attaqué son camp dans sa marche d'Alexandrie au Caire; il a dû se replier sur Rosette et s'y retrancher, harcelé par les indigènes; ayant perdu 1500 hommes devant Alexandrie, plus encore entre la mer et la capitale, il n'a pas pu marcher sur Suez, où l'attendaient 60 à 70 vaisseaux, etc.⁽¹⁾

Sur ce fond touffu de données sujettes à caution et de commentaires faits au petit bonheur, se détache un souci dominant, qui perce de prime abord et reparaitra sans cesse, jusqu'à ce que soit connue la victoire de Nelson à Aboukir : quelles chances Bonaparte a-t-il de réussir dans le dessein, qu'on suppose le sien, d'atteindre l'Inde? Ces chances, on les suppute, à grand renfort d'arguments, tirés de ce que l'on sait ou croit savoir de sa situation militaire et du pays où il opère : résistance des Mameluks, hostilité de la Porte, insurrection des habitants, climat, distances, ressources du port de Suez en tonnage maritime, régime des vents dans la mer Rouge et l'océan Indien. « Quand nous considérons, écrit-on⁽²⁾, le pays à travers lequel les Français ont à passer dans leur marche sur l'Inde, et les difficultés semées sur leur chemin par la Porte, nous pensons que rien n'est plus probable que leurs rangs soient grandement clairsemés, avant qu'ils puissent gagner Suez. » L'attention se concentre sur cet itinéraire du Caire à Suez, sur lequel on tient pour certain que l'ennemi se sera lancé sans désespérer. « La distance du Caire à Suez,

⁽¹⁾ *Times*, 9, 13, 14, 17, 18, 19, 20 septembre 1798.

⁽²⁾ *Times*, 17 septembre 1798.

observe-t-on⁽¹⁾, est de 70 milles, à travers un désert dénudé, dépourvu d'eau, sur des sables blûlants, qui réfléchissent les rayons du soleil d'une manière extrêmement dangereuse. » Les caravanes mettent de cinq à six jours à parcourir ce trajet — huit jours affirment d'autres. L'armée française aura affaire aux Beys, aux Mameluks, aux Arabes, unanimes à résister à l'invasion ; leur cavalerie, en la harcelant sur ses flancs et ses derrières, peut lui faire beaucoup de mal ; les pertes qui lui seront ainsi infligées s'ajouteront à celles qu'elle a déjà supportées et à celles qu'elle subira du fait du climat. Trouvera-t-elle à Suez, si elle y parvient, les navires dont elle a besoin ? Vingt-huit à trente bateaux ou *saïks* indigènes sont généralement employés à la navigation entre Suez et Djeddah ; c'est peu, et la plupart, en cette saison propice aux traversées, seront en mer. Les Français auront-ils apporté des navires démontés ou bien fait procéder à des préparatifs à Suez ? Mais transporter des navires en morceaux à travers le désert, à dos de chameaux, alourdirait et ralentirait beaucoup leur marche ; et des préparatifs faits d'avance à Suez n'auraient pas pu ne pas éveiller l'attention des indigènes et des agents anglais dans ce port. De Suez à Bab-el-Mandeb, il faut un mois ; la navigation en ces parages est extrêmement difficile et dangereuse : encore est-il nécessaire pourtant que Bonaparte passe le détroit de Bab-el-Mandeb avant la fin de septembre, sinon, il ne pourra plus, à cause de la mousson contraire, gagner de ce point la côte de Malabar. Enfin la traversée de l'océan Indien n'est pas non plus sans danger, car l'escadre anglaise y fait le guet. Tels sont les obstacles, par la pensée desquels les Anglais se rassurent contre l'hypothèse d'une marche de Bonaparte sur Suez et de son embarquement pour l'Inde.

Mais d'autres le font acheminer une partie de son armée par l'Euphrate ; d'autres, remonter le Nil jusqu'à Cophtos, traverser le désert jusqu'à Kosseir, sur la mer Rouge, et s'y embarquer, évitant ainsi le golfe de Suez ; d'autres, s'établir en Égypte, après l'avoir conquise, et la garder pour la France ou pour lui-même, se rendre indépendant de la République : toutes hypothèses qui sont, à leur tour, gravement discutées dans la presse, en appelant encore à la rescousse la politique et la science, la géographie et la sociologie. Ainsi apprenons-nous que les Français sont incapables de

⁽¹⁾ *Times*, 19 septembre 1798.

soumettre des Arabes, des Musulmans, à cause des défauts qui les rendent odieux : l'ivrognerie, la mauvaise tenue, l'impertinence envers les femmes, le ton méprisant; que les climats chauds leur sont fatals; qu'ils y transportent leur intempérance, leur dissipation, leur débauche et que les maladies suivent ces excès⁽¹⁾. Ils ne pourront pas combler les vides creusés dans leurs rangs, puisque les communications avec la France leur seront fermées. Ils auront à compter non seulement avec les forces qui leur ont été opposées depuis leur arrivée, mais avec les troupes aux ordres des Pachas de Palestine et de Syrie. Où qu'il dirige ses pas, Bonaparte ne remportera donc que des victoires à la Pyrrhus. Au surplus, l'Inde est loin, et s'est-il seulement proposé de rien entreprendre contre elle avant d'avoir soumis l'Égypte? « Bien que notre confiance, écrit le *Times*⁽²⁾, n'aille pas jusqu'à penser qu'aucune armée rassemblée en Égypte puisse tenir tête aux Français dans une bataille rangée, cependant le seul fait qu'ils se trouvent dans un pays où les habitants paraissent unanimes à s'opposer à leurs progrès doit tellement retarder leurs opérations, sinon renverser totalement leurs projets, que nous pouvons être parfaitement satisfaits et tranquilles quant au sort de l'Inde pendant la présente année. Du reste les personnes les mieux informées croient généralement que Bonaparte n'a jamais eu l'intention de tenter l'exécution de son plan avant de s'être d'abord établi en Égypte. » Ainsi, l'objet final du plan français reste bien l'Inde, mais seulement après la conquête et la soumission de l'Égypte (ce qui était exact et bien déduit); et, à la campagne des Français en Égypte s'opposent tant d'obstacles, qu'ils ne s'en tireront probablement pas.

Dissertations, exposés, polémiques, se poursuivent de la sorte pendant la fin d'août, tout septembre et jusqu'au début d'octobre, révélant les impressions et les préoccupations du public et dénotant de sa part quelque nervosité. Le soin pris de réfuter les motifs d'inquiétude prouve sans conteste que ce n'était pas peine perdue. Les Anglais viennent, en somme, d'apprendre un peu brutalement, sans assez de préparation, qu'il existe, au fond de la Méditerranée orientale, à trois semaines des côtes de France, un pays d'où et par où une menace peut être dirigée contre l'Inde. Et les conditions dans lesquelles cette notion leur est enseignée, par une

⁽¹⁾ *Times*, 29 septembre 1798. — ⁽²⁾ *Times*, 20 septembre 1798.

ennemie séculaire, au beau milieu d'une guerre sans merci, au moyen de 40.000 hommes et du meilleur général de la République, sont bien faites pour l'imprimer fortement dans leur esprit. Leur intérêt pour l'Égypte sort des limbes, prend naissance. L'invasion de l'Égypte par la France marque une étape décisive dans l'histoire des rapports de l'Angleterre avec l'Égypte.

Les plus prompts parmi eux à s'inquiéter de cette leçon de choses sont ceux qui en avaient le moins besoin : ceux qui ont été, à un titre quelconque, militaire ou civil, mêlés aux affaires de l'Inde. Ce devait être le cas d'un certain colonel Fullarton : un de ces hommes obscurs, ou devenus tels pour la postérité, de qui les idées, parfois saugrenues, parfois judicieuses, servent, quand on les rapproche des manifestations de la presse et des délibérations du gouvernement, à éclairer un état d'opinion publique. Fullarton, le 25 août 1798, soumet aux ministres du Roi des « réflexions » inspirées par le débarquement des troupes françaises à Alexandrie⁽¹⁾. Après un tableau des difficultés et des mouvements probables de Bonaparte, il observe que l'amiral anglais commandant aux Indes orientales n'en arriverait probablement pas assez vite pour lui barrer la route à Bab-el-Mandeb, à l'entrée de la mer Rouge. A moins d'en être empêché autrement, Bonaparte enverrait donc certainement des forces dans l'Inde. Il était « extrêmement douteux que, malgré toute leur activité, les Gouvernements de l'Inde pussent venir à bout de l'arrêter, à moins que des mesures efficaces ne fussent adoptées en Europe pour retarder la marche des Français et, si possible, les défaire en Égypte ». Ces mesures consistent dans le débarquement immédiat d'une force militaire turque, sous le commandement britannique, appuyée par une escadre anglaise.

Si une force considérable, encadrée d'officiers anglais « sous l'influence des conseils de l'Angleterre et protégée par une importante escadre britannique », était immédiatement débarquée en Égypte, les Beys, collectivement ou en partie, se déclareraient en faveur des Anglais, leurs préférés : d'autant que les avantages matériels et personnels qui pouvaient leur être consentis par la Grande-Bretagne et par la Compagnie des Indes l'emportaient de beaucoup sur ceux qu'ils pouvaient attendre de la France.

⁽¹⁾ F. O. Turkey, 19.

Ces opérations combinées devaient conduire à un établissement permanent de l'Angleterre en Égypte : « Il est tenu pour démontré, déclarait Fullarton, que la possession d'un établissement permanent en Égypte est essentiel à la préservation de l'Empire britannique en Orient et, combiné avec la supériorité navale de l'Angleterre, offre le seul moyen effectif d'empêcher les Français de troubler cet empire. Il devient donc de la plus haute importance nationale d'obtenir du Gouvernement turc un établissement dans le Levant, tel qu'il puisse permettre en tout temps au pavillon britannique de triompher dans ces parages. » Plus important objet de négociations s'était rarement présenté; et si l'Angleterre devait, pour obtenir la concession d'un tel établissement, assumer la charge de payer une contribution au Gouvernement turc, l'affaire en méritait la peine ⁽¹⁾.

Que l'Angleterre pût établir et maintenir dans le Levant un commerce étendu, « alors s'ouvrirait un ample champ de bénéfices à la mère patrie et à l'Inde, en même temps que seraient anéantis le commerce de Marseille et l'influence des Français dans ces riches contrées ». Plus tard, des Abyssins pourraient servir en Égypte sous des officiers anglais; des troupes composées de musulmans de l'Inde, commandées par des Anglais, pourraient aussi y être employées. Mais elles arriveraient trop tard sur les lieux, s'il n'était d'abord fait échec à la marche des Français en Égypte. Les opérations combinées à entreprendre et l'«établissement permanent» à fonder exigeaient donc un immédiat effort diplomatique auprès de la Porte. Il ne pouvait pas «être difficile à d'habiles négociateurs d'inculquer et de propager cette opinion, déjà prédominante en Turquie, que Bonaparte, ayant outragé à Rome le chef de l'Église catholique, se proposait d'insulter de la même manière la foi musulmane à la Mecque». Si des projets de cette sorte entraient dans les vues du Gouvernement britannique, il convenait que la diplomatie «unît toutes les ressources de la conciliation et de l'entreprise, pour inspirer au Gouvernement turc des sentiments si importants aux intérêts de la Grande-Bretagne». De leur côté,

⁽¹⁾ «D'autant que, dans l'état actuel des choses, disait Fullarton, la cruelle et destructrice rapacité des pachas ottomans sait bien rançonner les marchands et extorquer de l'argent aux diplomates et consuls, sans bénéfice particulier pour le pays qui fait les frais de ces extorsions.»

les autorités de l'Inde useraient évidemment de tous les moyens pour renouveler les accords commerciaux et renouer les relations maritimes avec l'Égypte. Ainsi seraient assurés aux Anglais ces grands avantages, qui résultaient de la jonction entre l'Inde et l'Europe par l'Égypte, et que les Français avaient tout fait pour leur interdire. L'occasion s'offrait de rétablir les intérêts britanniques dans le Levant et de déjouer les fins de l'expédition de Bonaparte.

Ce qu'il y a de confus, d'imprécis et d'irréalisable dans ce plan mérite indulgence, en considération d'une idée nouvelle, appelée à faire fortune dans la politique anglaise : c'est que la disposition de l'Égypte est nécessaire à la sûreté de l'Empire britannique.

IV

Cette idée était encore prématurée. Elle ne paraît pas avoir été partagée par le Gouvernement. L'eût-il partagée qu'il se fût bien gardé de la laisser voir aux Turcs; car c'eût été le meilleur moyen de les détourner de l'alliance anglaise, en leur montrant que, passer des Français, occupants de l'Égypte, aux Anglais, candidats à l'occupation, c'était tomber de Charybde en Scylla. Aussi le Cabinet de Londres ne formule-t-il à Constantinople aucune demande d'«établissement permanent» en Égypte. A l'exception de ce point, ses résolutions se rapprochent des suggestions de Fullarton en ce qu'elles reviennent à se servir des Turcs pour combattre Bonaparte, et à les aider en leur fournissant des officiers. Elles se rapprochent davantage encore des initiatives spontanément prises par Spencer Smith, à qui les instructions successives de Grenville prescrivent, en somme, de faire ce qu'il avait déjà fait de lui-même : pousser la Turquie à déclarer la guerre à la France, à laisser passer dans la Méditerranée la flotte russe de la mer Noire, à participer effectivement aux opérations militaires, à contracter alliance avec l'Angleterre.

« Vous ne perdrez pas un instant pour représenter au Gouvernement ottoman la nécessité pour lui de prendre d'immédiates et actives mesures pour repousser les envahisseurs et, particulièrement, de déclarer la guerre à la France. Et vous exercerez dans toute la mesure possible vos bons offices pour amener une cordiale entente entre la Russie et la Porte, saisis-

sant toutes les occasions pour inculquer à celle-ci le sentiment des dispositions qu'éprouve l'Empereur de Russie à déployer la plus grande activité dans la cause commune contre la France, et vous efforçant de persuader au Gouvernement ottoman que, pour mettre l'Empereur de Russie à même d'agir effectivement, voire de prendre à sa charge une large part du fardeau de la guerre, il sera de la plus haute utilité que la Porte permette le passage direct d'une flotte russe de la mer Noire dans la Méditerranée. Par-dessus tout vous n'épargnerez aucun argument pour évincer l'absurde opinion, à laquelle il paraît y avoir quelque tendance à acquiescer, que les Français pourraient bien n'avoir aucun dessein hostile au Gouvernement turc, mais passer d'une manière inoffensive à travers son territoire, pour l'accomplissement de plus lointains projets d'ambition et d'agrandissement ⁽¹⁾. »

Spencer Smith doit encore assurer la Porte que l'Angleterre est disposée à entrer en négociation avec elle et à conclure alliance avec le Grand Seigneur contre l'ennemi commun, sur la base du projet que lui-même a envoyé. Il fera ressortir ce qu'il y a d'insidieux dans la prétendue intention des Français de procurer des avantages au Gouvernement turc dans le règlement final des affaires d'Égypte. Il insistera pour une immédiate et formelle déclaration de guerre. Il ne demandera pour son pays aucun avantage particulier. « Sa Majesté n'a rien à réclamer de la Porte » ; toute l'assistance que l'Angleterre prêtera aux Turcs sera « gratuite » ⁽²⁾.

Peu après ⁽³⁾ sont adressées à Spencer Smith des instructions détaillées pour conclure une alliance défensive avec la Turquie, puis un texte de convention, à la rédaction de laquelle il est autorisé à accepter des modifications de forme, mais non de fond. L'alliance défensive, c'est la Turquie elle-même qui, dès la nouvelle du débarquement de Bonaparte à Alexandrie, en a pris l'initiative, immédiatement accueillie à Londres, on devine avec quel empressement. Le projet de convention militaire et navale, ce n'est qu'une refonte amendée de celui que Spencer Smith a transmis à Londres en août et qu'on y a reçu dans le courant de septembre. Une des

⁽¹⁾ Grenville à Spencer Smith, 14 septembre 1798. F. O. Turkey, 20.

⁽²⁾ Grenville à Spencer Smith, 21 septembre 1798. F. O. Turkey, 20.

⁽³⁾ Grenville à Spencer Smith, 1^{re} et 3 octobre 1798. F. O. Turkey, 20.

rétouches que le Gouvernement britannique y a faites porte sur l'emploi de ses forces navales en Méditerranée : la Turquie avait demandé une escadre anglaise en permanence dans l'Archipel; l'Angleterre ne veut s'engager qu'« à répartir les forces que Sa Majesté maintiendra en Méditerranée de la manière jugée la meilleure pour déjouer les projets de l'ennemi commun et pourvoir, de concert avec les marines de ses alliés, à la sécurité des côtes et des mers du Levant ». Un engagement plus précis, obligeant à laisser indéfiniment sur place toute l'escadre de Nelson, aurait pu empêcher de donner satisfaction aux Deux-Siciles, qui offraient aussi leur alliance à la même condition. « La même escadre, observait Grenville à Spencer, ne peut être en même temps à Alexandrie et à Syracuse et nous ne pouvons non plus allouer double force pour cet objet. »

Grenville a bien soin, dans ses instructions à Spencer Smith, de souligner « la libéralité de Sa Majesté en ne recherchant pas d'avantages à exiger de la Porte ». Le seul avantage dont il soit en quête est l'entrée en ligne de la Turquie contre la France et celui-là il se préoccupe de le rendre durable. Quand le danger actuel sera écarté, soit par la défaite de Bonaparte en Égypte, soit par son départ pour l'Inde, l'état d'hostilité de la Porte avec la France pourrait aussi disparaître : la continuation de cet état d'hostilité doit être assurée. Un pas serait fait dans ce sens en obtenant « que tous les Français sans exception fussent expulsés du territoire ottoman et que telles mesures fussent adoptées envers leurs divers établissements dans le Levant, qui rendissent cette expulsion plus effective ». Le danger intérieur à redouter des incessantes intrigues des Français, « particulièrement parmi la nation grecque », serait l'argument à l'aide duquel Spencer Smith pourrait formuler cette requête. Et c'était là un point de grande importance.

Dans le temps où Grenville adressait ces instructions à Spencer Smith, les membres du Cabinet ont été en pourparlers entre eux pour mettre à exécution la résolution d'envoyer à Constantinople des officiers de la marine et de l'armée. Le but qu'ils se proposent est double : fortifier l'action diplomatique anglaise en Turquie et renforcer la puissance militaire turque.

En fait de marin, Grenville a naturellement pensé à un officier qui, en 1795, avait eu le pressentiment de ce qui venait de se réaliser⁽¹⁾ : Sid-

⁽¹⁾ Voir notre ouvrage *L'Angleterre, l'isthme de Suez et l'Égypte au XVIII^e siècle*.

ney Smith, frère du ministre d'Angleterre à Constantinople, où lui-même avait déjà rempli une mission.

Grenville avait bien oublié, pendant trois ans, ce rapport de 1795, où le jeune officier de marine lui disait de tenir l'œil ouvert sur l'Égypte, à travers laquelle les Français pouvaient être tentés d'atteindre l'Inde. Du moins n'en avait-il pas perdu de vue l'auteur, qui était ami de sa famille et qui n'était homme à se laisser oublier par personne. Bon marin, aimant son métier, mais aimant aussi tous les métiers, ayant du goût à faire le maître-Jacques, prêt à négocier ou à se battre, sur mer ou sur terre, plein de lui-même, vaniteux comme un paon, ambitieux de gloire, d'honneurs et de réputation, mais loyal, chevaleresque, hardi, entreprenant, actif et intelligent : tel est alors Sidney Smith, qui vient, après s'être fait prendre au cours d'un raid poussé jusqu'à l'embouchure de la Seine, d'attirer l'attention sur lui en s'évadant de la prison du Temple, en compagnie et avec la complicité d'un émigré français, le colonel Phélypeaux, désormais lié à sa fortune. Grenville le demande au Premier Lord de l'Amirauté, lord Spencer, et, après quelques difficultés, l'obtient⁽¹⁾. Sidney Smith est envoyé à Constantinople sur son beau vaisseau, le *Tigre*, et réunit à un commandement naval des pouvoirs diplomatiques. Commodore, il prendra le commandement d'une division navale formée, dans les eaux du Levant, du *Tigre* et de quelques bâtiments détachés de l'escadre de Nelson : son protecteur, Grenville, espère en outre pour lui le commandement de la marine ottomane ou, au moins, de la fraction de la marine ottomane qui opérera dans les mêmes parages. Diplomate, il sera *joint-Minister*, ministre plénipotentiaire, concurremment avec son frère, Spencer Smith. Situation sans précédent et sans exemple ultérieur ; car si le cumul d'un commandement naval et de fonctions diplomatiques s'est rencontré plus d'une fois, on n'avait jamais vu et l'on n'a plus revu deux frères en même temps ministres de la même puissance au même endroit.

Commodore anglais, amiral turc en puissance, ministre plénipotentiaire d'Angleterre de compte à demi avec son propre frère, Sidney Smith,

⁽¹⁾ *Dropmore papers*, t. IV, p. 303, 320, 332-333. Lord Spencer à Grenville, 10 septembre 1798, 21 septembre, 3 octobre.

servi à souhait, va être un vrai maître-Jacques. Nous le verrons cependant cumuler d'autres emplois avec son personnage à transformations : défenseur de places fortes, conseiller militaire des Turcs, commandant de troupes de débarquement, médiateur, négociateur de capitulations, pendant trois ans il va s'en donner à cœur joie.

Comme chef d'une mission militaire, le choix du Cabinet anglais tombe d'abord sur le colonel Kœhler, artilleur, déjà connu à Constantinople, où il a été employé antérieurement. Pitt songe un instant à lui substituer un officier de rang hiérarchique et social plus élevé, lord Mulgrave, général avec qui Kœhler partirait en sous-ordre. Dans le désir, qui possède alors tout son gouvernement, d'accroître l'influence anglaise à la Porte, il est tenté d'accréditer également Mulgrave « dans une capacité civile » et de le charger « d'amener les Turcs et les Russes à quelque entente », au risque d'aboutir ainsi à la plus absolue confusion d'attributions entre les divers agents⁽¹⁾. Mais, pour une raison ou pour une autre, Mulgrave n'est pas désigné et c'est Kœhler qui, autorisé à se parer du titre de général, reçoit finalement le commandement d'une mission militaire, dont la constitution, entravée par l'opposition du duc d'York, chef de l'armée, prend de la mi-septembre 1798 à janvier 1799⁽²⁾.

Telles sont les mesures résolues à Londres sous le coup de l'invasion française en Égypte. Elles sont bientôt complétées par la désignation d'un ambassadeur extraordinaire à Constantinople, lord Elgin, qui s'est offert lui-même pour cet emploi, en justifiant sa candidature par les raisons suivantes : « Combien l'actuel conflit peut être influencé par l'union de la Russie et de la Turquie avec la Grande-Bretagne; combien la grandeur future de la France peut être obstruée par un intérêt que nous établirions et maintiendrions fermement en Turquie; combien notre commerce dans le Levant et la Méditerranée peut être ensuite augmenté par une convenable amélioration des présentes dispositions de l'Empire ottoman⁽³⁾ ». Agréé par Grenville, mais longtemps retenu en Angleterre par des affaires privées, des préparatifs de départ et probablement aussi par le désir

⁽¹⁾ *Dropmore papers*, t. IV, p. 314. Pitt à Grenville, 14 septembre 1798.

⁽²⁾ *Ibid.*, t. IV, p. 314, 338, 356, 358, 413, 443.

⁽³⁾ *Ibid.*, t. IV, p. 359-360. Lord Elgin à Grenville, 4 novembre 1798.

de ne pas arriver sur les talons de Sidney Smith, lord Elgin ne prendra possession de son poste qu'un an plus tard, à la fin de 1799.

Il n'est pas certain que ces mesures répondissent aux nécessités de la situation. Mais il l'est qu'elles répondaient aux possibilités de l'Angleterre. Certes, une armée anglaise égale en forces à celle de Bonaparte et pouvant s'augmenter de troupes auxiliaires turques, eût mieux valu qu'une mission militaire, impuissante, si nombreuse fût-elle, à substituer du jour au lendemain l'ordre à l'anarchie dans la soldatesque ottomane. Mais l'Angleterre ne disposait pas alors de forces de terre; et il n'y a qu'à se souvenir de la peine qu'elle avait eue à trouver, peu de semaines auparavant, quelques bataillons à envoyer aux Indes, pour comprendre qu'elle était hors d'état d'opposer ses propres armes à celles de Bonaparte en Égypte.

CHAPITRE IV.

L'ANGLETERRE À LA NOUVELLE DE LA BATAILLE DU NIL.

- I. — Les bruits d'une victoire de Nelson prennent consistance. Ce n'est pas assez pour rassurer Dundas et ses Anglo-Indiens. Idée de demander à la Russie de diriger une expédition par l'Asie centrale contre Zeman Chah et Tippoo-Sahib. Dundas la soumet à Grenville, qui la repousse avec ironie. Dundas revient à la charge. Il suggère qu'au moins la Compagnie des Indes puisse prendre à sa solde des troupes russes amenées en Méditerranée. D'après lui, la bataille du Nil «vient trop tard pour l'Inde».
- II. — Ses inquiétudes concordent avec celles de Warren Hastings. Lettre et mémoire de Warren Hastings au roi. Ses idées sur les intentions des Français et sur les conséquences de leur établissement en Égypte. Il conseille d'occuper Périn. Aucun autre moyen, selon lui, de «préserver l'empire et le commerce britanniques dans l'Inde d'un danger très imminent et d'une ruine finale certaine». L'occupation française de l'Égypte, menace permanente pour l'Inde anglaise.
- III. — Arrivée à Londres du courrier de Nelson et confirmation officielle de sa victoire. Joie publique sans bornes. Honneurs décernés à l'amiral vainqueur. Odes à sa gloire. L'allégresse et l'orgueil chassent les appréhensions. Conséquences diplomatiques et militaires espérées de la bataille du Nil. Les inquiétudes pour l'Inde ne sont plus de saison. Le sort de saint Louis promis à Bonaparte. L'idée s'établit que la bataille du Nil a irrémédiablement fait avorter l'expédition d'Égypte. Les ministres, sauf Dundas, sont à l'optimisme. Grenville au travail pour susciter des ennemis à la France. Le discours du trône. «Une affaire terminée.»

I

Pendant que Pitt, Grenville, lord Spencer et Dundas sont en train de procéder à la composition des missions de Sidney Smith et de Kœhler, les rumeurs relatives à une victoire navale de Nelson ont pris une consistance de plus en plus grande, sans toutefois être encore officiellement confirmées. Avant le 25 septembre sont parvenus à Londres des journaux français rendant compte de la bataille, non sans en atténuer quelque peu

le résultat. Il n'est guère de meilleure autorité; mais sans doute Spencer se souvient-il d'avoir pris ses désirs pour la réalité trois semaines auparavant et il n'accepte la nouvelle de source française que sous bénéfice d'inventaire. « La situation militaire dans la Méditerranée, écrit-il, sera si grandement affectée par la vérité ou la fausseté des comptes rendus, qui nous sont apportés par les journaux français, d'une action navale dans la baie de Béquières (*sic*), qu'avant d'être tout à fait sûrs que l'événement a eu lieu, il nous sera impossible de nous former un jugement sur le meilleur plan d'opération à adopter⁽¹⁾. » (*Béquières* ou *Les Béquiers* est le nom francisé d'Aboukir.) A la fin de septembre est cependant tenu pour acquis le fait d'un succès dont les conditions exactes ne sont pas encore connues⁽²⁾. La satisfaction qu'en éprouvent les membres du Cabinet, si elle est unanime, ne les rassure pas tous à un égal degré.

Dundas, qui continue d'être obsédé par l'Inde et d'interpréter dans le gouvernement les sentiments des « Indiens de Londres », demeure alarmé par la présence des Français en Égypte, que laisse subsister la défaite très probable de leur escadre. Autour de lui, les imaginations sont toujours en mouvement. Le Président de la Compagnie des Indes, Sullivan, appelle son attention sur le danger d'un soulèvement des princes indiens, de Tippoo-Sahib, entre autres, combiné avec Bonaparte et avec Zeman Chah; et, se souvenant de l'intention prêtée à Catherine II, en 1791, d'attaquer l'Angleterre aux Indes par l'Asie centrale, il se demande si la Russie, maintenant alliée de l'Angleterre, ne pourrait pas être invitée à diriger par la même voie une expédition contre Zeman Chah et contre Tippoo.

L'idée était audacieuse et mérite d'être tirée de l'oubli où elle a été promptement ensevelie. Le bon sens britannique faisait, dans l'ensemble, justice assez sommaire des chances d'expédition française contre l'Inde par la mer Rouge. Il mettait, encore plus volontiers, au rang des chimères le projet, — attribué à Bonaparte par certains faiseurs de plans, — d'atteindre l'Inde par un autre itinéraire, entièrement terrestre, à travers la Syrie, la Mésopotamie, la Perse et les sultanats d'Asie centrale. Même le départ de Bonaparte pour la Syrie ne devait pas beaucoup ébranler le

⁽¹⁾ *Spencer papers*, t. II, p. 470. Spencer à Dundas, 25 septembre 1798.

⁽²⁾ Les nouvelles publiées en France en diminuaient l'importance.

scepticisme de la majorité des Anglais à l'égard de ce dessein gigantesque, dont l'imagination de leur aventureux adversaire a bien pu être hantée, mais auquel son esprit ne s'est pas, à ce moment-là, sérieusement arrêté. Or eux-mêmes ne se sont pas gardés plus que lui, plus que les Français de ce temps, de tout élan hors du domaine des choses possibles, réalisables. Amener la Russie à Kaboul, sur l'Iran, au cœur de l'Inde, la lancer contre l'émir d'Afghanistan et le sultan de Mysore, n'était, pour l'époque, guère moins chimérique que de porter du Nil à l'Indus l'armée française d'Égypte. Du point de vue pratique, les deux idées se valent. Dundas⁽¹⁾ saisit pourtant de cette suggestion Grenville, qui la repousse non sans ironie.

On devine le haussement d'épaules du sceptique Ministre des Affaires étrangères, devant la nouvelle lubie du porte-parole des Indiens de Londres : c'était du pur Dundas. L'histoire d'une attaque projetée par Catherine II, en 1791, contre le Bengale était, d'après lui, un conte qui avait pris naissance dans le livre d'un diplomate, Eton, jadis attaché à l'ambassade d'Angleterre à Saint-Petersbourg. Il n'y avait jamais ajouté la moindre foi. Ce pouvait être une de ces idées en l'air, dont on avait parlé à la Cour, pour flatter la vanité de l'impératrice, ou bien l'un de ces projets romanesques auxquels elle se plaisait en propos : mais jamais, il n'en doutait pas, pareil projet n'avait été sérieusement considéré. En faire la suggestion à Pétersbourg aboutirait seulement à persuader la Russie que l'Angleterre dépendait d'elle, dans une région où la nature les avait séparées l'une de l'autre par des limites plus infranchissables que cet « *oceanus dissociabilis* », dont avait parlé Horace. « Il est impossible, concluait Grenville, d'être mieux disposées que ne le sont actuellement la Russie et la Porte ; mais c'est en Europe et en Afrique que j'ai en vue de tirer le bénéfice, ou au moins le bénéfice direct de leur aide. Dans ses conséquences, cette aide sera, sans aucun doute, de la plus haute importance pour l'Inde⁽¹⁾. »

Ces arguments ne convainquent pas Dundas. Il est trop inquiet de la situation dans l'Inde, d'un soulèvement possible à l'instigation de Bonaparte, pour attendre d'opérations en Europe ou même en Afrique la parade à cette menace. Sa réplique à Grenville fait sentir la divergence entre

⁽¹⁾ *Dropmore papers*, t. IV, p. 349. Grenville à Dundas, 20 septembre 1798.

ses idées et celles de son collègue, entre les idées qui ont cours dans les milieux indiens et celles qui prévalent dans les milieux métropolitains. « Si, dit-il ⁽¹⁾, une coalition est formée pour renverser notre puissance dans l'Inde, Zeman Chah doit, matériellement, être un anneau de cette chaîne... En conjonction avec la France et avec Tippoo, nul doute qu'il ne soit pour nous un formidable ennemi; car par ses moyens nos forces et nos revenus du Bengale seraient absorbés, au moment où les efforts combinés de la France et de Tippoo seraient employés contre nous dans le Karnatic et sur la côte de Malabar. » Aussi, après avoir montré comment d'autres ennemis, Seikhs, Mahrattes, Mogols, pouvaient venir à la rescousse des précédents, Dundas en revient-il à l'idée de Sullivan, discutant le scepticisme de Grenville sur le projet prêté à Catherine II, en 1791 ⁽²⁾, suggérant qu'au moins la Russie détermine la Perse à peser sur Zeman Chah, proposant encore qu'elle autorise la Compagnie des Indes à prendre à sa solde 10.000 hommes de troupes russes, qui seraient amenés par la mer Noire et la Méditerranée à Gibraltar ou à Minorque : « une telle aide serait, dit-il, de la plus extrême importance, si une grande force française agissait, soit sur la côte de Malabar, soit dans le Karnatic, en jonction avec Tippoo ».

Telle est l'éventualité que lui fait entrevoir la présence de Bonaparte en Égypte. Et, au moment où il la considère, il a pourtant la quasi-certitude de la victoire de Nelson, bien qu'il n'en sache pas encore les proportions : « D'après une note reçue cette nuit de l'Amirauté, écrit-il, j'espère qu'il ne reste plus de doute qu'enfin Sir Horace Nelson a joint la flotte française. Si l'action a été décisive, elle nous permet, j'espère, de jouer sur le velours dans la Méditerranée et, en vérité, partout ailleurs en Europe. Mais hélas! elle vient trop tard pour l'Inde! J'ai horreur de me complaire dans la mélancolie rétrospective; mais dans cette circonstance je n'en peux libérer mon esprit. Si nous n'avions pas été trop incrédules, quant au but de l'armement de Bonaparte, telles instructions eussent, je pense, été don-

⁽¹⁾ *Dropmore papers*, t. IV, p. 326-328. Dundas à Grenville, 28 septembre 1798.

⁽²⁾ Il ne voudrait pas, disait-il, se reposer sur les raisons qui le lui avaient fait juger impraticable, à l'époque où l'on en avait parlé. Il était d'avis de remettre la main sur M. Eton et de s'enquérir auprès de lui de tous détails propres à établir l'authenticité du projet, notamment s'il s'était trouvé parmi les papiers de Potemkine.

nées à Sir Horace Nelson, qui l'eussent empêché de quitter Alexandrie, après y être arrivé sous de si bons auspices et dans des conditions si pleines de promesses. Quel changement cette circonstance eût-elle produit dans l'état de ce pays ! Je dois abandonner ce sujet, car il me rend presque fou quand j'y songe. »

Ce regret était un reproche indirect à celui des ministres qui, le mieux renseigné, avait été le plus incrédule : et, pour l'adresser à Grenville, sans doute Dundas n'avait-il pas seulement comme titre d'avoir vu plus clair que lui, mais aussi de n'avoir pas été écouté. La faute commise alors, même la bataille du Nil ne la réparait pas : la bataille du Nil venait « trop tard pour l'Inde ». La sécurité de l'Angleterre dans l'Inde ne s'accommodait pas d'une armée française en Égypte, même coupée de ses communications avec la France.

II

Les inquiétudes du Ministre à qui ressortissent les affaires de l'Inde concordent avec celles d'un des fondateurs de la puissance anglaise dans l'Hindoustan. De la retraite où l'a relégué un procès retentissant, pour abus de pouvoirs et prévarication, Warren Hastings, l'ancien gouverneur général du Bengale, s'adresse directement au Roi, à qui il écrit, le 30 septembre 1798, en lui envoyant un mémoire de sa composition. S'il néglige l'intermédiaire de tout ministre ou ministère, pour se faire entendre directement du souverain, c'est, explique-t-il, en raison de l'extrême urgence des circonstances et sous l'impulsion d'un devoir, qui fait taire toute autre considération⁽¹⁾. Son mémoire conclut à l'occupation immédiate de l'île de Périm, afin de fermer à Bonaparte l'embouchure de la mer Rouge. La nécessité de cette occupation est justifiée par des arguments qui établissent, plus fortement encore qu'elle ne l'a jamais été, la connexité de l'Inde et de l'Égypte.

Que l'importance de l'Égypte fût, chez Warren Hastings, une idée personnelle déjà ancienne, on n'en saurait douter ni en être surpris, quand

⁽¹⁾ Lettre et mémoire de Warren Hastings au roi sont conservés au British Museum, Add^l MSS., 29234, ff. 32-37 d.

on se souvient de ses efforts, entre 1773 et 1785, pour ranimer le trafic commercial direct entre Suez et Calcutta. Son intérêt pour l'Égypte date en effet de l'époque où il gouvernait le Bengale.

« Ma situation officielle dans l'Inde, écrit-il, m'a conduit, il y a bien des années, à considérer l'Égypte comme comportant, par la position de l'isthme de Suez, entre les deux mers qui forment une communication avec l'Atlantique et l'océan Indien, de plus grands avantages commerciaux qu'aucun autre pays sur la surface du globe. » Il a suffi de cette idée pour lui faire deviner les intentions de Bonaparte, dès qu'il l'a su nommé au commandement de l'armement français parti de Toulon au mois de mai : « elle m'a, dit-il, instantanément suggéré que l'Égypte était sa destination ». Non pas qu'il crût, comme beaucoup l'avaient ensuite conjecturé, que ce fût dans le dessein de transporter aux Indes, par l'Égypte et la mer Rouge, les troupes de terre embarquées sur la flotte de Brueys; il avait au contraire tenu cette entreprise pour « impraticable ». Mais il avait pensé que Bonaparte voulait « les employer seulement à subjuguer l'Égypte ». Avec cette présomption, une autre lui avait paru devoir se combiner, qui lui avait semblé « nécessairement connexe » à la première : c'était qu'une expédition française en Égypte n'avait pas été décidée sans un secret concert avec le Gouvernement ottoman. « Car il semblait contraire à tous les principes d'une saine politique que le Directoire provoquât les Turcs, dont l'alliance aurait pu, à bien des égards, lui être de la plus grande utilité, et les mît dans le cas de se joindre à la liste de ses ennemis déjà nombreux et formidables. » Sans doute le Directoire comptait-il donc sur l'assentiment de la Turquie ou se l'était-il assuré. Le prix de l'arrangement pouvait avoir été Malte, ou la restitution de la Crimée, ou une alliance offensive contre la Russie et l'Autriche. Peut-être la Turquie, pour avouer l'abandon de l'Égypte à la France, n'attendait-elle que le moment où ce sacrifice paraîtrait lui être imposé par une nécessité imprescriptible, et où la compensation stipulée pourrait être divulguée.

Que la Porte fût ou ne fût pas complice, — et les Français avaient bien, comme le supposait Warren Hastings, espéré qu'elle le serait, — Bonaparte avait réussi dans la première partie de son projet, puisqu'il avait effectué le débarquement de son armée en Égypte. Or la conquête du pays devait être considérée comme la conséquence nécessaire de ce débar-

quement. « Un peu de jugement dans la répartition des postes, un peu de vigilance à se garder contre les surprises possibles de la part de la misérable et faible milice de l'ancien gouvernement : voilà — disait Warren Hastings — tout ce que la situation exige des Français pour les confirmer dans leur conquête, jusqu'au moment où, grâce à tels procédés conciliants que leur intérêt de conquérants les déterminera sans doute à employer, ils auront amené la population indigène de l'Égypte à concourir à leur fin. » Quant aux moyens auxquels il pouvait être maintenant recouru avec quelque chance de remettre en question cette conquête, Warren Hastings avouait n'en pas avoir la moindre idée.

« L'accomplissement en étant donc tenu pour certain », il ne restait plus qu'à considérer comment les Français pouvaient être contrecarrés dans leurs desseins éventuels contre le commerce et les possessions de l'Angleterre dans l'Inde. Warren Hastings craignait « que leur prochaine mesure ne consistât à assurer la jonction de la mer Rouge avec le golfe de Cambay, au resserrement du détroit de Bab-el-Mandeb ». Si l'on apprenait qu'ils avaient « réussi à s'établir dans leur nouvelle possession, au point de pouvoir distraire de sa défense une partie de leurs forces et d'envoyer un détachement au port de Suez, pour l'embarquer sur la mer Rouge », nul doute qu'on n'apprît bientôt après qu'ils s'étaient emparés de l'île de Périm, « située entre les deux pointes par lesquelles passe le détroit de Bab-el-Mandeb ».

La possession de Périm ne présenterait pour eux d'autre avantage que d'empêcher les Anglo-Turcs de l'occuper. Faire occuper l'île par une force britannique reviendrait, par contre, à frustrer complètement les Français de tous les bénéfices extérieurs qu'ils avaient eus en vue, en décidant la conquête de l'Égypte. Car aucun navire ne pourrait passer le détroit contre la volonté d'une force navale supérieure, stationnée en cet endroit. « Ainsi en serait-il pour toujours, si l'île était d'abord occupée, fortifiée par les armes de Sa Majesté, et pourvue du matériel nécessaire pour la défendre et lui permettre de commander effectivement le chenal, par où les navires doivent passer pour entrer dans l'océan Indien. »

Le Gouvernement anglais devait donc, au jugement de Warren Hastings, envoyer immédiatement à l'amiral commandant son escadre dans la mer des Indes, par les voies les plus rapides et dans le plus grand secret, pour

ne pas être prévenu par Bonaparte, l'ordre d'occuper Périm, de la mettre en état de défense, d'y établir des batteries et d'obstruer le passage par tous moyens appropriés. Aucune objection ne pouvait, selon lui, être tirée du fait que toutes les îles de la mer Rouge étaient reconnues propriété ottomane. Car, dès l'instant que la France avait pu s'emparer de l'Égypte, soit du consentement des Turcs, soit grâce à leur impuissance à défendre leur bien, cet acte, que le Directoire avait déclaré entreprendre par vengeance contre l'Angleterre et pour l'atteindre dans ses intérêts les plus essentiels, justifiait amplement toute mesure de légitime défense, adoptée pour déjouer les desseins de l'ennemi.

« Celui qui écrit ces lignes, concluait Warren Hastings, ose exprimer très humblement, mais comme son opinion réfléchie, l'avis que, si le plan qu'il recommande n'est pas adopté et si le Gouvernement français réussit, ainsi qu'il y a tout lieu de le croire, à obtenir la possession confirmée du royaume d'Égypte, aucun autre moyen possible ne pourra préserver l'Empire et le commerce britanniques dans l'Inde d'un danger très imminent et d'une ruine finale certaine. »

Le plan que recommandait Warren Hastings avait déjà été adopté, puisque l'ordre avait été envoyé aux Indes de faire occuper Périm et de détacher une escadre dans la mer Rouge, sous le commandement du contre-amiral Blankett, de stationner une force navale aux embouchures de cette mer et du golfe Persique et de bloquer le détroit de Bab-el-Mandeb⁽¹⁾. Le Gouvernement français ne devait pas, d'autre part, « réussir à obtenir la possession confirmée du royaume d'Égypte », bien que ses troupes dussent parvenir à s'y maintenir trois ans. La situation créée par l'irruption des Français dans la basse vallée du Nil ne justifiait d'ailleurs pas des inquiétudes aussi vives ni des prévisions aussi sombres que celles de l'ancien gouverneur du Bengale. Pour empêcher Bonaparte d'utiliser Suez et la mer Rouge à communiquer avec l'océan Indien, devaient suffire le défaut presque complet de moyens maritimes, bâtiments de transport et vaisseaux de guerre, dont il pût disposer pour cette navigation, et les croisières d'une escadre anglaise envoyée de l'Inde, à laquelle appartenait la maîtrise incontestée de la mer entre Suez et Bombay. Les alarmes et les

⁽¹⁾ *Dropmore papers*, t. IV, p. 414. Dundas à Grenville, 13 septembre 1798.

suggestions de Warren Hastings n'en sont pas moins intéressantes, comme un symptôme de ce sentiment d'inconfort que l'irruption des Français en Égypte éveillait chez les Anglais les plus attentifs aux affaires de l'Inde, comme une manifestation de cette idée, déjà constatée chez Dundas, qu'une occupation française de l'Égypte était une menace permanente pour l'Inde britannique.

III

Daté du 30 septembre, le mémoire de Warren Hastings précède d'un jour seulement l'arrivée à Londres, le 1^{er} octobre, du capitaine Capel, porteur des dépêches de Nelson qui rendent compte de sa victoire⁽¹⁾. Par ces nouvelles authentiques est connue l'étendue du succès officiellement confirmé. Alors se manifeste en Angleterre une joie publique sans bornes. « Aboukir est fêté comme le seront plus tard Trafalgar et Waterloo⁽²⁾. » Pitt s'écrie : « C'est la plus grande victoire navale qu'il y ait eue au monde; la gloire en durera aussi longtemps que le nom anglais! ». Nelson est élevé à la pairie avec le titre de « Baron du Nil et de Burnham Thorpe »; le Parlement lui vote une pension annuelle de 2000 livres sterling⁽³⁾.

Les poètes se mettent de la partie et accordent leurs lyres. Leurs strophes ne sont pas toutes au niveau d'une si admirable matière à mettre en vers anglais; mais elles traduisent une fierté patriotique bien naturelle : la bataille du Nil « couvre le nom honoré de Nelson de lauriers verdoyants et d'éternelle gloire... Le pavillon anglais, de nouveau déployé en pompe, flotte sur les ondes soumises à son pouvoir, terreur du monde... Le vieux Neptune, étonné des dangers que brave Nelson, s'écrie en brandissant son trident : non jamais les Bretons ne seront asservis, tant qu'ils auront des Saint-Vincent, des Nelson, des Warren et des Howe. » Et ainsi de suite.

⁽¹⁾ *Dropmore papers*, t. IV, p. 331-332. Lettres de Woronzoff à Grenville du 2 octobre 1798, et annexe à cette lettre.

⁽²⁾ A. SORREL, *L'Europe et la Révolution française*, t. V, p. 349.

⁽³⁾ Cf. *Political history of England*, t. X, p. 417. Aussi STANHOPE, *op. cit.*

« Assez de sublime, d'épithètes et de répétitions », dit une revue anglaise qui n'a pas publié moins d'une demi-douzaine de ces odes⁽¹⁾. Il se trouve même un émigré, « A. Le Guay, prêtre français à Reading », pour n'avoir pas honte de mêler sa voix à ce concert lyrique, chanter en vers de mirliton le combat où tant de ses compatriotes ont trouvé la mort et s'adresser en ces termes à leurs vainqueurs :

Guerriers vaillants et magnanimes,
Qui défendez si bien les Rois,
Les éloges les plus sublimes
Sont au-dessous de vos exploits.
Ils vont, dans peu, donner passage
Aux faits les plus intéressants;
Ils sont l'infaillible présage
De plus heureux événements.

C'est exactement ce que pensent les Anglais chez qui la joie n'a pas tué le sens pratique.

Inclinant les esprits à l'optimisme, l'allégresse et l'orgueil du triomphe rendent alors la majorité des Anglais, sans en excepter la plupart des ministres, inaccessibles aux appréhensions d'un Dundas et d'un Warren Hastings. Toute préoccupation pour l'Inde, déjà tenue pour quelque peu chagrine, est désormais considérée comme hors de propos. En même temps que « la bataille du Nil » ont été apprises à Londres ses premières conséquences : et ces conséquences stratégiques et diplomatiques sont bien propres à fortifier l'optimisme que la seule certitude du succès et de ses vastes proportions suffit à éveiller. Maître de la Méditerranée, Nelson a aussitôt établi un blocus étroit devant Alexandrie et les bouches du Nil. « Bloqué dans sa conquête, exilé dans sa victoire », Bonaparte ne pourra recevoir de France aucun secours. Les voiliers qu'il tente de faire passer à travers la croisière anglaise sont saisis par elle avec les courriers qu'ils portent. Interceptées et transmises à Londres, les lettres de soldats et d'officiers français et jusqu'aux dépêches du général révèlent des difficultés qui sont interprétées en Angleterre comme symptômes de détresse. Telles sont les bonnes

⁽¹⁾ *Gentleman's Magazine*, numéros de janvier, février, avril et octobre 1799.

nouvelles qu'ajoutent les rapports de Nelson à celle du désastre de la flotte française. Mais son courrier, venu par Constantinople et muni des dépêches de Spencer Smith, apporte aussi d'autres renseignements du meilleur augure. La bataille du Nil a mis fin aux hésitations de la Porte et fait prévaloir définitivement les conseils hostiles de l'Angleterre et de la Russie, au détriment de la France. Le sultan a, le 9 septembre 1798, déclaré la guerre à la République française. L'infortuné Ruffin et ses compatriotes ont été enfermés au château des Sept-Tours. L'ordre a été donné d'arrêter tous les Français dans l'Empire ottoman. Le Divan a autorisé le passage dans la Méditerranée de l'escadre russe de la mer Noire. La Russie tient une armée à la disposition des Turcs. A Aboukir a donc été perdue la partie diplomatique engagée par le Gouvernement français à Constantinople.

Les inquiétudes éveillées en Angleterre par l'entreprise orientale de Bonaparte ont tôt fait de se dissiper, balayées par l'heureuse fortune comme un brouillard par une pure brise du large. Les optimistes triomphent. La presse aide le public à tirer de la victoire navale et de son effet moral sur les neutres les conséquences logiques, diplomatiques et militaires. Les spéculations ingénues, dit joyeusement le *Times*, sur l'objet et l'issue finale de l'expédition française sont près d'être à leur terme. Qu'elle fût destinée à pénétrer dans l'Inde ou à révolutionner l'Égypte et à commencer par là la régénération politique de l'Empire ottoman, toujours est-il certain que son sort est des plus précaires. Désormais coupée de tout ravitaillement, en hommes, armes, munitions, harcelée par l'ennemi, en butte au préjugé religieux des indigènes, en proie aux rigueurs du climat, elle est dans une situation où les talents militaires de Bonaparte et sa sagacité pour se procurer des ressources ne pourront lui servir beaucoup. Des renforts turcs sont en marche contre elle, des provinces voisines; et il n'est pas improbable qu'un nombreux corps de troupes choisies soit expédié de Constantinople par mer et débarqué à Alexandrie, pour tomber sur les derrières de l'armée française. On rappelle le souvenir de la croisade de saint Louis, de sa fin lamentable, de la captivité du roi. On discute si Bonaparte pourra seulement « tenir sa position sans importants renforts de France », qu'il est dorénavant hors d'état de recevoir; si l'Égypte sera « sa prison ou son tombeau » : car il ne paraît pas avoir d'autre alternative,

puisque Nelson « a réduit son aventureux rival à la détresse, au désespoir et à la soumission ⁽¹⁾ ».

Ces derniers mots sont d'un Anglo-Indien, d'Eyles Irwin, ancien surintendant à Madras, le même qui est revenu des Indes en 1777 par Kosseir et le Caire et a narré son voyage dans un récit publié. Faisant chorus avec les prophètes de bonheur et les médecins tant mieux, Irwin proclame avec juste raison l'impossibilité que Bonaparte poursuive vers l'Inde, sans transports ni convoi ⁽²⁾. L'Inde est à l'abri de l'irruption des Français. L'orage doit se dissiper loin d'elle, pour peu que l'amiral anglais et le gouvernement des établissements britanniques fassent leur devoir. Il n'y a pas un vaisseau français, à peine quelques frégates, dans les mers des Indes. Où Bonaparte pourrait-il trouver des transports pour ses troupes et des bâtiments de convoi? L'Île de France est bloquée; pas une voile n'en peut sortir. « Je suis heureux, conclut Irwin, de constater que les actions de la Compagnie des Indes ont maintenu leur cours. Car j'ai confiance — et je suis actionnaire — que cette romantique entreprise, bien que d'une trempe hardie et impressionnante, servira plutôt par son échec même à donner de la stabilité à l'opinion publique, qu'à mettre en danger la plus petite dépendance des États de la Compagnie ou à porter préjudice à leur revenu ou à leur commerce. » S'il en advenait autrement, ce ne pourrait être que par suite d'une négligence sans exemple, ou d'une trahison. « Une fausse sécurité chez soi pourrait aussi être fatale », ajoutait-il est vrai Irwin, soucieux de ne pas encourager l'incurie. Mais ce serait désormais assez d'une prudente vigilance pour achever l'œuvre des canons de Nelson, assurer l'inviolabilité de l'Inde et l'innocuité de l'expédition d'Égypte.

L'idée s'établit donc que la bataille du Nil a irrémédiablement fait avorter l'expédition française en Égypte. Six mois après, une revue anglaise, rendant compte d'un ouvrage sur cette entreprise, dira : « Après la glorieuse victoire qu'il a plu au Dieu tout-puissant de donner aux armes de Sa Majesté sous le brave amiral, aujourd'hui baron Nelson du Nil, il paraît paraître superflu de dire quelque chose de plus des objets de l'expé-

⁽¹⁾ *Times*, 3-10 octobre 1798.

⁽²⁾ *Times*, 10 octobre 1798, article *Bonaparte en Égypte*.

dition, que nous pouvons, sans outrecuidance ni vaine gloire, considérer comme complètement frustrée⁽¹⁾ ».

Devant des événements qui comblent ou dépassent toutes leurs espérances, des ministres déjà peu préparés comme Pitt, Grenville et lord Spencer, à s'émouvoir outre mesure d'une menace à aussi longue portée que l'expédition d'Égypte, achèvent de se rassurer. Lord Spencer se prend à hésiter sur le point de savoir s'il convient encore de faire partir Sidney Smith, « puisque tout semble si bien marcher dans le Levant⁽²⁾ ». Lord Grenville, mettant le ministre des États-Unis à Londres au courant des résultats acquis (concours naval et militaire de la Russie aux Turcs, situation précaire des Français en Égypte), conclut par ces mots : « Je crois réellement que, sans pécher par excès de confiance, nous pouvons considérer toute cette affaire comme terminée⁽³⁾ ». Le lord chancelier, Loughborough, note avec satisfaction que la guerre devient populaire dans la Cité, grâce aux perspectives de gain que le commerce avec le Levant ouvre aux manufacturiers et aux marchands⁽⁴⁾. Un des frères de Grenville, Buckingham, pense que Bonaparte ne pourra même pas bouger du Caire et que quelques semaines de plus ou de moins importent peu, « dans le chapitre de sa ruine finale⁽⁵⁾ ». « L'Europe, ajoute-t-il, nous ouvre maintenant un vaste champ et il me revient d'autres côtés que vous n'êtes pas inactif. » Grenville, en effet, met alors les fers au feu pour fomentier contre la France une nouvelle coalition européenne. Il entre en matière sur une alliance avec la cour de Russie, dont l'ambassadeur à Londres, Woronzoff, le presse de faire partir pour l'Orient Sidney Smith et Kœhler⁽⁶⁾. Il pousse de son mieux à la conclusion de traités entre la Russie et Naples, Naples et la Turquie, la Turquie et la Russie. Il active la négociation, à Constantinople, de l'alliance entre l'Angleterre et la Porte. Ces grands

⁽¹⁾ *Gentleman's Magazine*, numéro d'avril 1799.

⁽²⁾ *Dropmore papers*, t. IV, p. 332-333. Lord Spencer à lord Grenville, 3 octobre 1798.

⁽³⁾ *Dropmore papers*, t. IV, p. 334-335. Lord Grenville à Rufus King, 4 octobre 1798.

⁽⁴⁾ *Dropmore papers*, t. IV, p. 336. Lord Loughborough à Pitt, 5 octobre 1798.

⁽⁵⁾ *Ibid.*, t. IV, p. 344. Buckingham à Grenville, 15 octobre 1798.

⁽⁶⁾ *Ibid.*, t. IV, p. 338. Woronzoff à Grenville, 7 octobre 1798.

objets relèguent dans une ombre discrète l'hypothèse des nouvelles aventures que Bonaparte peut être tenté de courir dans le Proche ou l'Extrême Orient. Et peu s'en faut que n'apparaisse comme une aubaine inespérée l'expédition française, qui a fourni à la marine anglaise l'occasion de la bataille du Nil, laquelle vient, à son tour, de liquider la diversion orientale de la France et de faire éclore en Europe des promesses si favorables à l'Angleterre. Le discours du trône, le 20 novembre, résume les conséquences directes et indirectes de la victoire navale : il « la décrit comme déjouant une entreprise contre les intérêts les plus considérables de l'Empire britannique et comme devant probablement conduire d'autres puissances à s'unir pour la délivrance générale de l'Europe⁽¹⁾ ».

Sans doute eût-on beaucoup surpris Pitt et ses collègues, si on leur eût dit que, malgré une coalition effectivement formée par leurs soins, trois ans de guerre sur terre et sur mer et une expédition militaire anglaise en Égypte seraient encore nécessaires pour en finir avec l'« affaire », que Grenville considérait comme d'ores et déjà « terminée ».

⁽¹⁾ *Political history of England*, t. X, p. 417.

CHAPITRE V.

NELSON À NAPLES.

LE GOUVERNEMENT ANGLAIS ET LES PROGRÈS DE BONAPARTE.

- I. — Embarras et regrets du Directoire à propos de l'expédition d'Égypte. Son impuissance à la secourir. Sa dépêche à Bonaparte du 4 novembre 1798. Les trois partis entre lesquels il le laisse libre de choisir.
- II. — Nelson à Naples. Ses illusions sur la détresse des Français en Égypte; son impatience d'apprendre leur totale destruction; sa confiance dans la facilité d'en finir avec eux. Il fait fond sur les marines turque et russe pour les opérations sur la côte égyptienne. Il stimule Turcs et Russes. Insuccès de Hood devant Aboukir et Alexandrie. Optimisme et acharnement de Nelson par rapport aux affaires d'Égypte.
- III. — Le Gouvernement anglais aussi optimiste que Nelson, mais moins impatient de porter le coup de grâce à l'expédition d'Égypte. Il est à court de troupes. Sa politique militaire en Orient fait fond sur les Turcs pour les opérations à terre. Son effort propre limité à la croisière de blocus et aux missions Sidney Smith et Kœhler. La seconde coalition véritable riposte anglaise à l'expédition de Bonaparte. La situation de l'armée française d'Orient considérée à Londres comme beaucoup plus critique qu'elle n'est. Bruit d'assassinat de Bonaparte. Opinion de Dundas sur ce bruit et sur celui d'une expédition contre l'Inde par la mer Rouge. Illusions de Bonaparte au même moment. Contraste entre les illusions anglaises et françaises.
- IV. — Les impatiences de Dundas. Ses objurgations à ses collègues. Sa suggestion au Cabinet en vue d'agir contre Bonaparte par la mer Rouge, en partant de l'Inde. Ses pourparlers à ce sujet avec Huskisson, Sullivan, David Scott et Maitland. Sa lettre à Grenville du 13 décembre 1798. Projet de mission de Maitland dans la mer Rouge. De toute façon, le premier rôle militaire reste confié aux Turcs.

I

Sans aller jusqu'à considérer l'expédition d'Égypte comme terminée, le Directoire est alors fort embarrassé de prévoir comment elle continuera. Il commence à s'en mordre les doigts; il voudrait bien ne l'avoir jamais

entreprise et Talleyrand ne la lui avoir jamais conseillée. Sa perplexité correspond à l'optimisme des gouvernants anglais et achève de l'expliquer.

La maîtrise de la Méditerranée perdue, le Directoire ne peut plus rien pour l'armée aventurée, sous Bonaparte, à l'extrémité de cette mer, dont la marine anglaise est désormais maîtresse. Il ne peut plus ni la secourir, ni la rapatrier. La seule chose qu'il puisse encore pour elle est de lui donner de bonnes paroles, dont il n'est même pas sûr qu'elles lui parviendront, tant est difficile de lui faire passer une lettre. Réciproquement, que peut dorénavant cette armée française pour la France, contre qui est en train de se former une nouvelle coalition européenne? Le Directoire se le demande et s'y répond assez vaguement, à juger par ce qu'il en écrit à Bonaparte. La dépêche du Directoire à Bonaparte, du 4 novembre 1798, est on ne peut plus édifiante, quant à l'impuissance et à l'incertitude de ceux qui la signent. «Aussi longtemps que la Méditerranée sera occupée par les Anglais et les Russes, il sera impossible d'établir avec vous des communications suivies et de vous faire passer des renforts d'hommes et de munitions... Vous devez donc, au moins pour quelque temps, vous arranger pour vous suffire à vous-même... Ne pouvant vous envoyer des secours, le Directoire exécutif se gardera de vous donner des ordres, même des instructions. Celles-ci, vous les tirerez de votre position même et de la manière dont vous serez établi en Égypte. Le Directoire ne veut que vous faire part des considérations qui le frappent et vous communiquer les données qui peuvent servir à vous décider.» Ces données consistent dans le tableau de ce que le Directoire appelle franchement «les embarras de notre position extérieure», notamment dans l'annonce d'une rupture imminente avec l'Autriche, accomplie avec la Porte; dans un diagnostic de mort pour ce malade à la vie dure qu'est l'Empire ottoman, «arrivé à son terme, dévoué à un grand partage», qui pourrait bien brouiller entre elles Russie, Autriche et Angleterre; enfin dans la nouvelle d'une offre d'alliance reçue de Tippoo-Sahib, à laquelle il allait être répondu par l'envoi d'un émissaire, chargé de «donner suite au traité proposé». Sur ces données, le Directoire, sans fonder une décision qu'il s'est interdit de prendre au lieu et place de Bonaparte, se risque pourtant à échafauder trois suggestions, entre lesquelles il lui laisse le choix : «demeurer en Égypte, en vous y formant un établissement qui soit à l'abri des attaques

des Turcs...; pénétrer vers l'Inde, où, si vous arrivez, il n'est pas douteux que vous ne trouviez des hommes prêts à s'unir à vous pour détruire la domination anglaise; enfin marcher vers Constantinople, au-devant de l'ennemi qui vous menace». En tout cas la République n'attend «du génie et de la fortune de Bonaparte que de vastes combinaisons et d'illustres résultats». Elle ne les attend de lui sur d'aussi lointains et incertains théâtres que faute d'y pouvoir compter plus près, sur tel point d'Europe occidentale où le besoin s'en ferait sentir. Une incidente glisse pudiquement sur l'impossibilité d'un quatrième parti, exclu par les circonstances : «Le retour en France paraissant difficile à effectuer dans le moment»...

Le sentiment du Directoire par rapport à l'expédition d'Égypte est dès lors un peu celui qu'exprime le dicton : le vin est tiré, il faut le boire. Les emplois prévus pour l'armée d'Orient ont quelque chose d'un pis aller. Sur les trois, deux sont plus que problématiques : la marche sur Constantinople et la marche sur l'Inde. Cependant, comme il en entrevoit ou en admet à la rigueur l'éventualité, le Directoire se préoccupe un instant de les faciliter. A l'une correspond donc l'intention de dépêcher à Tippoo-Sahib un envoyé, Monneron, qui finalement ne partira pas; à l'autre le plan demandé à Hauterive, collaborateur de Talleyrand, d'un démembrement de l'Empire ottoman, auquel font écho des plans d'opérations militaires contre la Turquie, combinées avec une avance de l'armée d'Égypte. Mais ces velléités, ou bien ne durent pas, ou bien n'ont jamais eu de consistance, et, au bout de peu de temps, le Directoire en vient à ne plus envisager qu'un seul moyen d'être utile à l'expédition d'Orient : la constitution d'un armement naval capable de rétablir les communications maritimes avec elle. Et c'est, effectivement, le seul moyen pratique : mais ce n'est pas l'œuvre d'un jour.

Heureusement se trouve-t-il qu'au moment où le Directoire ne peut rien pour les troupes de Bonaparte, l'Angleterre ne peut rien par elle-même pour les déloger d'Égypte, où elle les bloque.

II

A Naples et à Palerme où il a transporté son pavillon, Nelson, sous les ordres de qui est restée la croisière de blocus du rivage égyptien, a gardé

intactes sa foi dans la facilité d'en finir avec les envahisseurs de l'Égypte, ses illusions sur leur détresse, et son extrême impatience de les réduire à merci. Quand il dépeint leur situation militaire, que ce soit au ministre d'Angleterre à Constantinople⁽¹⁾ ou à ses correspondants de Londres, c'est toujours sous les couleurs les plus sombres, comme si elle était désespérée : la garnison d'Alexandrie ne peut, selon lui, rien recevoir du Caire par terre; rien non plus par mer de nulle part, la flotte anglaise tenant le mouillage du Béquier, entre Alexandrie et Rosette; la ville et ses habitants périront par manque d'eau, à moins que Bonaparte ne soudoye Beys et Bédouins, qui peuvent couper les canaux⁽²⁾. Mal renseigné, Nelson évalue au-dessous de la réalité l'effectif des Français; au-dessus, celui de leurs ennemis : Bonaparte ne dispose pas de plus de 25.000 hommes, dont beaucoup sont atteints de dysenterie; Mourad bey en a 20.000 en amont du Caire; Ibrahim davantage en aval, du côté de la Syrie⁽³⁾. Aussi, pourvu que la Turquie lui envoie quelques vaisseaux de ligne et bombardes, Nelson détruira-t-il tous les transports français dans le port d'Alexandrie; et si elle lui envoie seulement 10.000 hommes, il reprendra la place, car les Français n'y possèdent que 14.000 hommes, et fort mal en point⁽⁴⁾. Cette illusion persiste chez lui, puisqu'elle apparaît encore dans sa correspondance à la fin d'octobre, en novembre⁽⁵⁾. On pourrait croire son optimisme intentionnel, quand il s'adresse au représentant diplomatique anglais auprès des Turcs qu'il s'agit d'encourager, d'abord à déclarer la guerre, ensuite à la faire. Mais Nelson exprime la même opinion à tout le monde et, dans le nombre, à des personnes à qui il n'a aucun intérêt à embellir la vérité. L'armée de Bonaparte, écrit-il à lord Minto, « sera détruite si le Grand Seigneur, Naples et l'Angleterre s'y emploient seulement pendant trois mois⁽⁶⁾ ». Et à lord Saint-Vincent⁽⁷⁾ : « J'ai confiance

⁽¹⁾ Qu'il croit d'abord être Francis J. Jackson, au lieu de Spencer Smith.

⁽²⁾ *Dispatches and letters*, etc., t. III, p. 110-111. Nelson à lord Minto, 27 août 1798.

⁽³⁾ *Ibid.*, t. III, p. 164-165. Nelson à Saint-Vincent, 2 novembre 1798.

⁽⁴⁾ *Ibid.*, t. III, p. 109. Nelson à F. J. Jackson (qu'il croit ministre à Constantinople), 27 août 1798.

⁽⁵⁾ *Ibid.*, t. III, p. 158-159. Nelson à Spencer Smith, 26 octobre 1798.

⁽⁶⁾ *Ibid.*, t. III, p. 110-111. Nelson à Minto, 29 août 1798.

⁽⁷⁾ L'amiral Jervis, comte de Saint-Vincent.

que moyennant un petit effort, l'armée française tombera en proie à la peste, à l'infection, à la famine et aux Mameluks »⁽¹⁾. Nelson a été, dès le principe, confirmé dans ses impressions par celles de marins français, ses prisonniers, comme lui enclins à juger décisive l'interruption des communications maritimes entre l'Égypte et la France. « L'amiral⁽²⁾ et les officiers français que nous avons à bord ne savaient pas, écrit-il, que nous avions laissé une escadre devant Alexandrie et expriment franchement leur opinion que leur armée est perdue par cette mesure... Bref, c'est à peine s'il est possible de calculer quels heureux événements peuvent découler de notre victoire⁽³⁾. »

Du moins, simultanément à ces espoirs exagérés ou prématurés, Nelson éprouve-t-il toujours le même désir passionné, la même impatience fébrile de les réaliser. Depuis son arrivée à Naples, son activité se disperse à tel point que les historiens de son pays ont pu, à juste titre, lui reprocher des fautes et des erreurs⁽⁴⁾; mais elle reste néanmoins intense et l'Égypte y occupe une large place : « L'Égypte, dit-il, où est tout mon cœur, car il me tarde de voir la destruction de Bonaparte et de son maudit armement⁽⁵⁾ ». Déplorant de n'avoir pas disposé de bombardes, qui lui eussent permis de mettre à exécution son projet d'opération offensive contre le port d'Alexandrie, il en demande au Premier Lord de l'Amirauté lord Spencer⁽⁶⁾, aux Turcs⁽⁷⁾, aux Russes; il en cherche à Naples. « Si Naples me donne des bombardes, écrit-il⁽⁸⁾, ou bien je retournerai moi-même, ou

⁽¹⁾ *Dispatches and letters*, etc., t. III, p. 119. Nelson à Saint-Vincent, 13 septembre 1798.

⁽²⁾ L'amiral du Chayla.

⁽³⁾ C'est-à-dire de la bataille du Nil. *Dispatches and letters*, etc., t. III, p. 110-111. Nelson à lord Minto, 29 août 1798.

⁽⁴⁾ Fortescue, le meilleur historien militaire anglais, lui reproche d'avoir fait prendre aux Napolitains une offensive désastreuse, puis de s'être pratiquement mis avec son escadre au service de la famille royale de Naples.

⁽⁵⁾ *Dispatches and letters*, etc., t. III, p. 158-159. Nelson à Spencer Smith, 26 octobre 1798.

⁽⁶⁾ *Dispatches and letters*, etc., t. III. Nelson à lord Spencer, 16 septembre 1798.

⁽⁷⁾ *Ibid.*, t. III. Nelson à F. J. Jackson, 27 août 1798.

⁽⁸⁾ *Ibid.*, t. III. Nelson à lord Minto, 29 août 1798.

bien j'enverrai Troubridge pour ruiner Bonaparte. » Quand il se sera enfin procuré les précieux engins, il fera tardivement tenter l'opération, qui échouera et dont le succès n'eût pas, du reste, mis l'armée de terre à sa discrétion.

De prime abord il a appelé les Turcs à la rescousse, cherchant à exciter en même temps leurs craintes, leurs espérances et leur ressentiment : Bonaparte voulait se ménager une communication par mer pour marcher sur la Syrie, en se faisant suivre par ses transports, le long de la côte; en finir avec lui, pendant qu'il était encore assailli de mille difficultés, ne coûterait pas grand'peine; il avait fait mettre à mort 300 Turcs, dont le seul crime avait été de se réjouir de la victoire anglaise⁽¹⁾. La guerre déclarée à la France par la Porte, Nelson ne ménage pas les éloges au représentant anglais à Constantinople, Spencer Smith : « On ne saurait assez, lui écrit-il⁽²⁾, applaudir à votre zèle et à votre habileté dans la tâche ardue d'amener la Porte à penser et à agir bien ».

C'est que ce résultat diplomatique lui en promet un militaire : le secours naval turc et russe. Il sait par Spencer Smith que sept vaisseaux de ligne ottomans sont prêts à prendre la mer et que l'escadre russe de la mer Noire était attendue à Constantinople le 4 septembre⁽³⁾. Dès lors il compte sur les forces du sultan et du tsar pour poursuivre les opérations dans les eaux égyptiennes. L'action qu'il attend d'elles excède de beaucoup ce dont elles sont capables et consiste dans une relève totale de la croisière anglaise employée au blocus. Car il mande à Spencer Smith qu'il a prescrit au capitaine Hood de rester devant Alexandrie le plus longtemps possible, en tout cas « jusqu'à l'arrivée de l'escadre ottomane ». « Vous pouvez, ajoutez-il, assurer le Grand Seigneur que je serai heureux de coopérer avec lui à détruire l'ennemi commun, qui est la peste de la race humaine⁽⁴⁾. » A extirper cette nouvelle plaie d'Égypte, le pavillon britannique ne doit plus, dans sa pensée, contribuer qu'à titre d'appoint. Et c'est sur les marines turque et russe que, faisant un large crédit à leur valeur, il compte désor-

⁽¹⁾ *Dispatches and letters*, etc., t. III, p. 109, à Jackson, 27 août 1798.

⁽²⁾ *Ibid.*, t. III, p. 158-159, à Spencer Smith, 26 octobre 1798.

⁽³⁾ *Ibid.*, t. III, p. 164-165, à Saint-Vincent, 2 novembre 1798.

⁽⁴⁾ *Ibid.*, t. III, 7 octobre 1798.

mais pour asséner à Bonaparte ce coup de grâce qui doit l'achever : « J'espère, écrit-il au consul d'Angleterre à Smyrne, apprendre bientôt la destruction de tout l'armement français d'Alexandrie par les flottes turque et russe et la chute de Bonaparte ⁽¹⁾ ».

Du jour où cette ressource lui apparaît, Nelson se multiplie en efforts pour la faire entrer en jeu et la rendre efficace. Comme théâtre d'opérations, c'est l'Égypte qu'il désigne aux Turco-Russes, tout autre but devant passer après : « Malte, Corfou et les îles avoisinantes sont, dit-il, mes objectifs *après l'Égypte*. Aussi espéré-je que la flotte russe sera maintenue dans le Levant. » Et soupçonnant, à juste titre, les Russes de préférer à l'Égypte la Morée et les îles Ioniennes, il éveille contre eux la défiance de la Porte : « car, s'ils s'établissent dans la Méditerranée, ce sera une mauvaise épine dans le flanc de la Turquie ⁽²⁾ ». La guerre rouverte en Occident retiendra-t-elle plus impérieusement ses navires éloignés d'Égypte : « Je ne doute pas, déclare-t-il à Spencer Smith, que les flottes turque et russe ne soient bientôt devant Alexandrie ⁽³⁾ ». A mesure qu'il se prend à en douter, sa persévérance à lutter contre l'incurie turque et contre la duplicité russe achève de mettre en relief l'intérêt spécial qu'il porte au théâtre d'opérations égyptien. « J'ai insisté, rapporte-t-il à Saint-Vincent, sur l'immédiate nécessité, s'ils n'ont pas encore mis à la voile, d'envoyer les Turcs et les Russes en Égypte, et j'ai exprimé le désir de connaître le lieu de la campagne pendant les trois prochains mois, sur terre comme sur mer, promettant tout l'appui en mon pouvoir ⁽⁴⁾ ». Il écrit coup sur coup au Grand Seigneur, au Grand Vizir, à l'amiral turc, à l'amiral russe, à Spencer Smith. Sa contrariété est grande de savoir entrepris le blocus de Corfou par les flottes de ses nouveaux alliés. « J'espérais, écrit-il au vice-amiral Abd-ul-Kadir, qu'une partie des escadres unies de Turquie et de Russie seraient allées en Égypte, le premier objectif des armes ottomanes : Corfou est d'une considération secondaire ⁽⁵⁾ ». Et à l'amiral Ouchakoff :

⁽¹⁾ *Dispatches and letters, etc.*, t. III, p. 160. Nelson à Francis Werry.

⁽²⁾ *Ibid.*, t. III, à Spencer Smith, 7 octobre 1798.

⁽³⁾ *Ibid.*, t. III, p. 158-159, à Spencer Smith, 26 octobre 1798.

⁽⁴⁾ *Ibid.*, t. III, p. 164-165, à Saint-Vincent, 2 novembre 1798.

⁽⁵⁾ *Ibid.*, t. III, p. 203, à Abd-ul-Kadir, 17 décembre 1798.

« Je n'ai pas encore appris la jonction, devant Alexandrie, d'une escadre russe et turque avec mon valeureux ami le capitaine Hood, que j'ai laissé pour commander le blocus. J'espère apprendre bientôt que tout le tonnage français d'Alexandrie est détruit, aussi bien que toute l'armée française d'Égypte... L'Égypte est le premier objet, Corfou le second ⁽¹⁾. » Et à Spencer Smith : « Une puissante escadre aurait dû être envoyée en Égypte, pour relever mon cher ami, le capitaine Hood; mais Corfou a mieux convenu aux Russes. Les amiraux avaient cependant sous leur commandement assez de navires pour les deux (Corfou et l'Égypte) ⁽²⁾. »

Le peu d'écho de ses appels n'ébranle que lentement l'espoir de Nelson dans le concours turco-russe et sa confiance dans le résultat irréalisable qu'il s'en promet : « Nous sommes sans nouvelle d'Égypte, écrit-il au ministre d'Angleterre à Vienne. J'attends d'un moment à l'autre le capitaine Hood avec son escadre, et j'espère que les Turcs et les Russes ont depuis longtemps transporté tel corps de troupes qui est nécessaire pour prendre Alexandrie, où tout le tonnage français serait détruit en une demi-heure ⁽³⁾. » Quand il doit s'avouer sa déception et renoncer à récupérer la division de Hood, sa mauvaise humeur éclate contre les Russes, qu'il en rend responsables : « La conduite des Russes ne diffère pas de celle à laquelle je me suis toujours attendu; et je ne considère pas comme impossible qu'ils ne forcent les Turcs à la paix avec la France, par une plus grande peur de la Russie ⁽⁴⁾! ».

Il a une raison de gronder, de morigéner le Russe, de stimuler le Turc : c'est que l'impuissance de la division navale de Hood, même grossie de quelques navires ottomans, à autre chose qu'à bloquer la côte, vient d'être démontrée une première fois par l'événement. Les 24, 25 et 26 octobre 1798, plusieurs attaques contre le fort d'Aboukir et le port d'Alexandrie ont été aisément repoussées par les Français, bien que, le dernier jour, aient été employés à cette opération 5 bâtiments de guerre dont 2 vaisseaux

⁽¹⁾ *Dispatches and letters*, etc., t. III, p. 193, à l'amiral Ouchakoff, 12 décembre 1798.

⁽²⁾ *Ibid.*, t. III, p. 204, à Spencer Smith, 17 décembre 1798.

⁽³⁾ *Ibid.*, t. III, p. 193, à Sir Morton Eden, 10 décembre 1798.

⁽⁴⁾ *Ibid.*, t. III, à Spencer Smith, 7 janvier 1799.

de ligne, 12 bombardes et 24 chaloupes canonnières⁽¹⁾. Cet échec démontrait surtout que chasser les Français de leurs positions n'était pas aussi aisé que l'avait cru Nelson. Lui en conclut principalement que Russes et Turcs étaient coupables, impardonnables de gaspiller leurs forces de mer à assiéger Corfou.

Le reproche a quelquefois été adressé à Nelson d'avoir abandonné aux marines turque et russe les opérations navales sur la côte d'Égypte pour se consacrer lui-même à des missions de moindre intérêt stratégique⁽²⁾. On ne saurait nier qu'il a compté sur elles beaucoup plus que de raison. Mais, comme elles n'ont pas répondu à son attente, il ne leur a, en définitive, rien abandonné. Resterait, en outre, à savoir si ce ne sont pas les ordres de ses supérieurs qui, après l'avoir appelé à Naples, l'ont conduit à engager le gros de ses forces ailleurs que dans le Levant. En tout cas, ce n'est pas de son gré qu'il s'est éloigné de l'Égypte; il a eu soin d'y laisser les unités nécessaires pour assurer le blocus et les y a finalement maintenues; et ce n'est pas non plus sans regret qu'il a fait fond sur autrui: « Il me tarde, écrit-il à Saint-Vincent, d'envoyer des navires en Égypte, car je n'aime à confier aucune affaire importante à d'autres qu'à des Anglais⁽³⁾ ». Et auparavant, il avait écrit à Lady Hamilton ces lignes, où se révèle comme un doute sur le dénouement, dont il se montrait à tous autres si absolument certain: « Je sens que mon devoir réside actuellement dans le Levant; car, jusqu'à ce que je sache détruit le tonnage d'Égypte, je ne considérerai jamais comme complètement sûr que l'armée française ne retournera jamais en Europe⁽⁴⁾ ».

Telle qu'elle est, l'activité de Nelson depuis son arrivée à Naples le montre aussi impatient d'en finir avec Bonaparte, que plein d'illusions sur la possibilité d'en finir vite et facilement. Elle manifeste, en même temps qu'un optimisme exagéré, une sorte d'acharnement, réduit par la distance et le défaut de moyens à se traduire surtout en paroles, en exhortations

⁽¹⁾ DE LA JONQUIÈRE, *L'Expédition d'Égypte*, t. III, p. 321-325.

⁽²⁾ Voir FORTESCUE, *op. cit.*, t. IV, Part 2, p. 622.

⁽³⁾ *Dispatches and letters*, etc., t. III, p. 164-165, à Saint-Vincent, 2 novembre 1798.

⁽⁴⁾ *Ibid.*, t. III, p. 155, à Lady Hamilton, 24 octobre 1798.

et en regrets. Dans cet acharnement, sans doute entre-t-il beaucoup du sentiment de l'homme de guerre, anxieux d'achever son adversaire, de consommer son œuvre. Mais il y a aussi autre chose : une attention particulière à l'Égypte, la notion de son importance dans la lutte qui met aux prises la France et l'Angleterre.

III

Aussi optimiste que Nelson, le Gouvernement anglais est, dans son ensemble, moins impatient que lui de porter le coup de grâce à l'expédition d'Égypte. C'est qu'il doute encore moins qu'elle soit déjà condamnée, qu'elle ait pratiquement déjà échoué. Aussi est-il relativement indifférent à ce qui pourrait hâter une issue tôt ou tard fatale.

Cette quiétude lui fait prendre aisément son parti d'une insuffisance de moyens militaires qui, en tout état de cause, conditionnerait son action. Il est à court de troupes; ce qu'il en a est dispersé, engagé sans grand discernement par le Ministre de la Guerre, Dundas. Ses flottes mêmes, pour puissantes qu'elles soient, suffisent à peine aux besoins qu'il leur demande, dans la Manche, sur les côtes de France et d'Espagne, en Méditerranée occidentale, devant Alexandrie, à l'entrée de la mer Rouge, sur la côte de Malabar.

Dans ces conditions, sa politique militaire en Orient lui est tracée par ses moyens. Il fera battre les autres pour lui, en même temps, il est vrai, que pour eux-mêmes. Il utilisera contre Bonaparte, plus encore que les forces navales turques et russes, les forces de terre ottomanes. Son effort propre se bornera à la croisière, — dont le commandement passera du capitaine Hood au commodore Sidney Smith, placé à la tête d'une petite escadre britannique dans le Levant, — et à la mission militaire du colonel Kœhler à Constantinople.

Pour le surplus, le sort de l'Égypte sera réglé par celui de la France sur le continent européen. « Depuis que la seconde coalition avait renouvelé la guerre, dit Napoléon⁽¹⁾, l'Égypte était devenue un objet secondaire. C'était dans Milan, dans Amsterdam ou dans Bruxelles, peut-être dans les

⁽¹⁾ BERTRAND, *Campagnes d'Égypte et de Syrie*, t. II, p. 146.

plaines de Flandre ou de Champagne, que l'Angleterre voulait désormais reconquérir l'Égypte. » Cette très juste remarque est également vraie de la période immédiatement antérieure à la constitution de la deuxième coalition. C'est depuis le moment où ont été connues à Londres la victoire de Nelson et l'entrée en guerre de la Porte, que l'Égypte est devenue pour le Gouvernement anglais un objet militairement secondaire; car c'est dès lors qu'il a fait fond sur une coalition, qui, Bonaparte aux prises avec les Turcs en Orient, s'attaquerait aux conquêtes de la France en Occident et, si la fortune des armes était propice aux confédérés, menacerait le territoire même de l'ancienne France.

Dans cette coalition consiste la véritable riposte de l'Angleterre à l'expédition d'Égypte. Aussi, jusqu'à ce qu'elle soit formée, l'activité diplomatique prend-elle le pas sur l'activité militaire. Pour avoir raison en Égypte des 30.000 combattants de Bonaparte, qui ont déjà sur les bras les Mameluks et la population musulmane, ce semble assez de toutes les forces militaires de la Turquie. Mettre ces forces à la disposition de l'Angleterre est précisément le but de l'alliance que Spencer Smith a été chargé de négocier à Constantinople et pour laquelle son frère, le commodore, accourt lui prêter main-forte; en déterminer l'emploi, le rendre effectif et efficace, le coordonner avec l'activité des unités navales anglaises laissées dans les eaux du Levant, est le but des missions de Sidney Smith et de Kœhler.

La seule possible pour le moment, cette politique militaire est tenue par la majorité des ministres anglais pour suffisante à assurer la victoire à leur pays en Orient. A la plupart d'entre eux les circonstances ne paraissent pas exiger davantage. Ils les croient toujours très critiques pour l'armée française en Égypte. A ce moment circule à Londres le bruit de l'assassinat de Bonaparte. C'est évidemment un écho amplifié de l'insurrection du Caire, alors réprimée depuis près de deux mois⁽¹⁾. La rumeur en est venue de Vienne, où le ministre britannique, Morton Eden, l'a recueillie du chancelier autrichien Thugut, et transmise au Ministre des Affaires étrangères, lord Grenville. L'ambassadeur russe à Londres, Woronzoff, à qui son ami Grenville l'a aussitôt communiquée, trouve dans son

⁽¹⁾ Plus spécialement un écho de l'assassinat du général Dupuy, commandant la place du Caire, dont le meurtre donna le signal de l'insurrection.

expérience des choses d'Orient d'excellentes raisons pour la juger vraisemblable. La nouvelle, écrit-il, « est si probable, si dans les mœurs du pays où s'est passée l'affaire, que je la crois et que j'ai toujours cru que telle serait la fin de Bonaparte et de ses satellites. Le silence de Spencer Smith ne doit pas invalider cette nouvelle, puisqu'il lui est arrivé souvent d'être trois ou quatre postes sans vous écrire...⁽¹⁾ » Il n'est pas jusqu'à Dundas, — le seul pourtant des ministres à s'inquiéter réellement de l'Égypte et à ne pas vouloir anticiper par l'imagination sur la défaite de Bonaparte, — qui n'incline à prendre pour argent comptant le racontar de Thugut. L'assassinat de Bonaparte lui paraît « infiniment plus probable » que d'autres fausses nouvelles, d'après lesquelles le vainqueur des Pyramides voguerait sur la mer Rouge, en route pour l'Inde, ou même serait déjà arrivé à Ceylan. De ces bruits d'expédition maritime aux Indes, voici ce que pense alors Dundas : « Il m'est souvent venu à l'esprit qu'après le désastre de la flotte française, le seul parti désespéré qui restât à Bonaparte fût de pousser vers l'Inde en passant par la mer Rouge. Mais je me suis toujours dissuadé de m'abandonner à cette conjecture, en réfléchissant à l'impossibilité où il était de trouver des bâtiments de transport, faute de préparatifs préalables. En outre, nous eussions été informés de sa marche par l'un ou l'autre des agents de la Compagnie des Indes orientales à Alep ou ailleurs. Le bruit qui a couru à Paris ou à Madrid, et d'après lequel il aurait atteint Ceylan, est littéralement impossible⁽²⁾. »

A cette époque, Bonaparte considérait comme solidement jetés les fondements de l'établissement colonial français dans la vallée du Nil. Il n'était à la recherche d'aucun « parti désespéré ». Le pays où chaque jour voyait sa domination s'étendre et se fortifier, où il pouvait déjà défier une attaque, ne lui apparaissait nullement comme une prison ou un tombeau, pas même comme une conquête stérile, sans valeur et sans emploi. « Le sol, écrivait-il⁽³⁾, est le plus beau de la terre; sa position aussi intéressante

⁽¹⁾ *Dropmore papers*, t. IV, p. 414-415. Woronzoff à Grenville, 14 décembre 1798. Bonaparte avait prévu qu'on annoncerait sa mort : « J'imagine bien que l'on m'aura dit, en Europe, tué une douzaine de fois » (lettre du 21 août 1798 à l'ordonnateur Najac).

⁽²⁾ *Dropmore papers*, t. IV, p. 420-421. Dundas à Grenville, 20 décembre 1798.

⁽³⁾ Au Directoire, le 7 octobre 1798. Cf. DE LA JONQUIÈRE, *L'Expédition d'Égypte*, t. III, p. 70.

que décisive pour l'Inde. La puissance européenne qui est maîtresse de l'Égypte l'est, à la longue, de l'Inde. » Il n'avait pas renoncé à faire, avec le temps, servir l'Égypte à menacer et à ébranler la puissance britannique dans l'Inde. Il se flattait de mettre les Anglais à la raison, de les amener à conclure la paix, par la seule crainte de voir la France demeurer en Égypte et en tirer parti contre eux, leur commerce, leur empire. « Jamais, écrivait-il au Directoire ⁽¹⁾, colonie n'a offert plus d'avantages. Je ne doute pas que, moyennant l'Égypte, vous ne soyez maîtres de faire avec l'Angleterre la paix que vous voudrez... Maîtresse de l'Égypte, la France sera, à la longue, maîtresse des Indes. Le Cabinet de Londres le sent parfaitement. Il ne doute donc pas que ce soit au moins le garant de la paix générale. » A tout le moins, — car la solution indiquée par Bonaparte dans ces lignes n'était, dans sa pensée, qu'un pis aller, — à tout le moins, la France disposait-elle donc en Égypte d'une monnaie d'échange, dont elle pourrait payer à l'Angleterre le bienfait de la paix. L'idée chez lui n'était pas nouvelle; elle avait déjà paru sous sa plume auparavant. « Si la paix de Rastadt n'est pas faite, avait-il écrit antérieurement ⁽²⁾, il peut être avantageux à la République de faire de la conquête de l'Égypte un moyen de paix glorieuse avec l'Angleterre. Alors il faut prendre la chose vivement et sur le temps. » C'était là un espoir infiniment plus raisonnable que celui dont Ganteaume s'était bercé au lendemain d'Aboukir, et qui consistait à compter, non pas sur la possession de l'Égypte pour procurer la paix à la France, mais bien sur la paix avec l'Angleterre pour assurer à la France la possession de l'Égypte. Et cependant c'était encore espérer trop !

Comment le Gouvernement britannique eût-il vu « le garant de la paix générale » dans un pays où il tenait pour vraisemblable que Bonaparte eût déjà perdu la vie et pour probable que tous ses soldats finissent par laisser leurs os ? Comment eût-il craint de voir la France « maîtresse de l'Inde », quand il la croyait si peu « maîtresse de l'Égypte » ? Des deux côtés on est dans l'illusion : du côté de Bonaparte, sur les dispositions de l'Angleterre à traiter moyennant la rétrocession de l'Égypte; du côté de

⁽¹⁾ Le 8 septembre 1798. Cf. DE LA JONQUIÈRE, *L'Expédition d'Égypte*, t. III, p. 63.

⁽²⁾ Le 7 octobre 1798. Cf. *Idem*, *op. cit.*, t. III, p. 70.

l'Angleterre, sur la force défensive de Bonaparte en Égypte. Chacun ne perdra que peu à peu ses illusions.

IV

Pour le moment, Dundas, à cause de son obsédante sollicitude pour l'Inde et tout incrédule qu'il est à une expédition maritime de Bonaparte par Suez, est le seul, parmi les membres dirigeants du Cabinet britannique, à s'impatienter de l'occupation française en Égypte et à ne pas vouloir vendre la peau de l'ours avant de l'avoir mis par terre. Il faut que la tendance contraire soit alors bien marquée chez ses collègues, entre autres chez Grenville, pour qu'il réagisse contre elle comme il le fait. « Tout ce dont je supplie qu'on se garde, écrit-il, est une confiance exagérée dans la destruction de Bonaparte, au point de perdre de vue l'importance de la perpétrer d'une manière ou d'une autre. Je me plais parfaitement à l'espoir qu'avant ce temps son sort aura déjà été décidé de la façon la plus adverse, mais je suis sûr que rien d'assez décisif à cet égard ne nous est encore parvenu pour nous justifier de nous endormir, en nous reposant dessus⁽¹⁾. » Que les exhortations à s'occuper de l'Égypte viennent toujours et seulement du ministre qui a la responsabilité de l'Inde, voilà qui est bien caractéristique du principal intérêt mis en jeu par l'entreprise de Bonaparte et tenu en éveil par le seul séjour d'une armée française sur les bords du Nil. Mais sans doute ses collègues se rassurent-ils sur cet intérêt par les considérations que lui-même a fait valoir contre la vraisemblance d'une tentative de Bonaparte pour atteindre l'Inde par la mer Rouge.

Il n'en récrimine pas moins, tout en se défendant de le faire, contre leur placidité. Comme la modestie n'est pas son fort, il se fait honneur d'avoir, depuis le jour où il s'était formé l'opinion que l'expédition française fût destinée à l'Égypte, « porté sur elle une attention de tous les instants », et de n'avoir, dans les limites de ses attributions, négligé aucune mesure qui pût « mettre obstacle au succès de cette gigantesque tentative ». Il fait même en sorte de mériter, en partie au moins, cet éloge, en cherchant de nouveaux moyens de hâter la déconfiture de Bonaparte et d'ar-

⁽¹⁾ *Dropmore papers*, t. IV, p. 413. Dundas à Grenville, 13 décembre 1798.

racher l'Égypte à la France. Un certain colonel Maitland, qui connaissait le pays, avait soumis à Huskisson, sous-secrétaire d'État à la Guerre, des suggestions que, pour des raisons financières, Dundas n'avait pas cru devoir retenir⁽¹⁾. Mais ses propres réflexions et recherches l'avaient conduit à une idée, qu'il ruminait déjà depuis quelques semaines et qu'il expose en ces termes à Grenville :

« Peut-être vous rappellerez-vous que, tout à fait en passant, j'ai un jour lancé, en séance du Cabinet, une idée qui flottait dans mon esprit : c'était que nous pourrions, en cas de besoin, agir contre Bonaparte en partant de l'Inde, par la mer Rouge. »

Depuis cette séance, il avait eu mainte conversation à ce propos avec le président de la Compagnie des Indes, Sullivan, et un fonctionnaire de la même compagnie, David Scott. Il avait trouvé Scott, qui connaissait à fond le théâtre de l'action éventuelle, très ardent pour son projet, plus ardent même que plusieurs des militaires au service indien, avec qui il en avait causé. Encouragé par lui, il avait tâché d'approfondir le sujet avec le colonel Maitland, qu'il déclarait « très au courant du service et doué de capacités lui permettant d'en parler avec une précision au-dessus de la moyenne ». Maitland, à son instigation, avait rédigé, après leurs entretiens, un memorandum à son usage et à celui d'Huskisson. Ses idées s'étant précisées grâce à ces conciliabules, Dundas s'en était de nouveau ouvert à Sullivan et enfin il avait résolu « de faire partir en mission, aussitôt que possible, le colonel Maitland, Suez ou tout autre point sur la mer Rouge étant sa destination finale ». La Compagnie des Indes devait ouvrir à Maitland un crédit de 10 à 15.000 livres sterling, « pour en user, le cas échéant, de la manière indiquée par sa lettre à Huskisson », c'est-à-dire, selon toute apparence, pour soudoyer les Arabes et les soulever contre Bonaparte. Mais la mission de cet officier aurait pour principal objet « de lui faire décider sur place jusqu'à quel point il lui apparaîtrait, d'après l'état dans lequel il trouverait les affaires, qu'une force militaire venue de l'Inde pût être d'une utilité matérielle dans cette partie du monde ». En même temps serait adressé aux Indes « l'ordre de tenir prêt à Tillichéry un corps de 5000 hommes, pour être transporté dans la mer Rouge », si Maitland le

⁽¹⁾ Dundas ne dit pas en quoi elles consistaient.

requerrait. Cette troupe, agissant de concert avec une petite escadre et trouvant dans les ports d'Arabie des navires transformables en canonnières, serait parfaitement suffisante pour déjouer toute disposition hostile et « protéger tous les ports et petits États sur les bords de la mer Rouge contre l'écrasement auquel, dépourvus de protection, ils seraient certainement exposés par la rapacité et les besoins de Bonaparte ».

« Voilà, disait Dundas, les grandes lignes du projet que je vais mettre à exécution sans délai. » Maitland se rendrait par voie de terre à Constantinople, d'où il passerait à Rhodes; là, il s'embarquerait pour tel port qu'il lui plairait, le plus rapproché d'Alep semblant le meilleur; d'Alep, sans doute devrait-il gagner la mer Rouge par la Syrie, la Palestine et le Hedjaz. Bien entendu, il aurait ordre de fournir aux agents de la Compagnie des Indes, au ministre d'Angleterre à Constantinople et aux commandants des escadres britanniques en Méditerranée toutes les informations qu'il aurait pu recueillir. « S'il y a quelque instruction particulière que vous désiriez que je lui donne, faites-le-moi savoir », écrivait Dundas à Grenville.

La décision qu'il avait prise paraissait au Ministre de la Guerre « tenir le milieu entre l'excès de précipitation et l'excès de prudence ». L'excès de précipitation eût, selon lui, consisté à ordonner l'envoi d'un corps de troupes indiennes dans la mer Rouge, — en plus de celles qui y avaient déjà été détachées pour occuper Périm, — sans savoir si elles y pourraient être de quelque utilité. L'excès de prudence eût été d'attendre, avant d'adresser aucun ordre aux autorités de l'Inde, l'arrivée du rapport que ferait Maitland.

Le projet exposé ici par Dundas constitue la première initiative ministérielle, en vue d'une action militaire anglaise prenant l'Inde pour base et ayant pour objectif la mer Rouge et ses côtes, donc éventuellement l'Égypte.

C'est un pas de plus dans la voie où l'Angleterre était entrée par l'occupation de Périm, qui ne l'avait portée encore qu'au seuil de la mer Rouge, et c'est le principe d'une entreprise que nous verrons mettre à exécution en 1801. En la concevant, Dundas se rencontrait, sans probablement s'en douter, avec Spencer Smith et avec les ministres ottomans, qui en avaient eu l'idée avant lui, dès la fin de juillet 1798. Son initiative paraît toutefois être restée à l'état de projet; car il ne semble pas

que le colonel Maitland ait accompli la mission à laquelle le destinait le Ministre de la Guerre⁽¹⁾.

En eût-il été autrement, cette mission n'aurait encore été qu'une mesure préliminaire à une opération longue à monter et d'objectif restreint. En tout état de cause, la tâche incombant aux Turcs devait donc demeurer entière et le rôle principal leur rester confié dans la lutte contre Bonaparte en Égypte. L'ingénieuse idée de Dundas laissait subsister intacte, en Orient, la politique militaire déjà tracée dans les instructions des frères Smith et définie, à peu de temps de là, dans le traité anglo-turc du 5 janvier 1799.

⁽¹⁾ On le trouve en effet servant sous les ordres du général Abercromby en Hollande, en août 1799 (*Dropmore papers*, t. V, p. 413). Il ne peut guère avoir eu le temps de s'acquitter, entre janvier et août 1799, d'une mission qui l'eût conduit de Londres à la mer Rouge et retour, en passant par Constantinople et la Turquie d'Asie, peut-être même par l'Inde.

CHAPITRE VI.

LE TRAITÉ DU 5 JANVIER 1799.

SIDNEY SMITH À CONSTANTINOPLE.

- I. — Fruits du labeur diplomatique anglais. Formation de la seconde coalition. Traité anglo-turc du 5 janvier 1799. Il est l'expression de la politique qui fait de la Turquie l'adversaire principale de la France en Orient. Sidney Smith arrive à Constantinople pour le signer. C'est lui qui va avoir à faire tenir aux Turcs leurs promesses.
- II. — Situation de Bonaparte en Égypte en janvier 1799. Conséquences pour lui de la bataille du Nil et de l'hostilité de la Turquie. Graves, elles n'ont pourtant pas compromis sa position militaire. Sidney Smith et les Turcs n'ont pas affaire à un adversaire aux abois.
- III. — Premières expériences de Sidney Smith. Il constate le dénuement naval de la Turquie. Il fait appel à l'Amirauté britannique. L'Égypte, «Nouvelle-Hollande». Conférences de Constantinople et plan d'opérations. Sidney Smith demande des frégates à Londres. Impression produite à Constantinople par le désastre des Napolitains. Sidney Smith à Rhodes. Difficultés avec Nelson. Mauvais état de l'armée turque. Peu de valeur du concours militaire ottoman. Illusions sur la situation des Français en Égypte. «Une nouvelle Vendée.» Résistance d'Alexandrie aux attaques navales anglaises de février 1799. Sort que Sidney Smith entrevoit pour sa croisière.

I

Le Gouvernement anglais récolte, coup sur coup, les fruits de son labeur diplomatique, en décembre 1798 et janvier 1799⁽¹⁾. Le 23 décembre est signé le traité d'alliance turco-russe; le 29 décembre, le traité d'alliance anglo-russe; le 21 janvier, le traité d'alliance turco-napolitain, complétant

⁽¹⁾ Cf. A. SOREL, *L'Europe et la Révolution française*, t. V, p. 359.

ceux qui lient déjà Naples à Londres et à Pétersbourg. Le 24 janvier l'Autriche déclare la guerre à la France, cédant à la pression exercée à Vienne, depuis des semaines, par l'Angleterre et la Russie. Seule des puissances sollicitées de se joindre à la coalition, la Prusse ne se laisse pas entraîner.

Le traité anglo-turc du 5 janvier 1799⁽¹⁾, qui couronne la négociation entamée depuis août par Spencer Smith à Constantinople, consacre l'accession de l'Angleterre à l'alliance défensive turco-russe du 25 décembre 1798. Comme les Russes se sont, en traitant avec la Turquie, engagés à lui fournir 12 vaisseaux et 80.000 hommes, c'est à un État dont les moyens militaires sont déjà assurés d'un puissant renfort étranger, que l'Angleterre s'allie à son tour : raison de plus de s'en remettre à lui, accru du renfort russe promis, pour vaincre les envahisseurs de l'Égypte. Aussi le traité du 5 janvier fait-il la part plus large aux stipulations politiques qu'aux clauses militaires. L'Angleterre garantit à l'Empire ottoman toutes ses possessions sans exception, «telles qu'elles étaient immédiatement avant l'invasion des Français en Égypte», ce qui revient à garantir le retour de l'Égypte à l'Empire ottoman. C'est conforme à la déclaration faite de prime abord par le Gouvernement anglais, qu'il ne réclamait rien pour lui; conforme aussi à la logique, qui veut que la Turquie rentre en possession de ce qu'elle est chargée de reprendre; conforme enfin au principe qui identifie, en Égypte, l'intérêt britannique à l'intérêt ottoman et qui reçoit sa consécration éclatante par l'alliance des deux pays, déterminée par l'invasion française dans la vallée du Nil. Un vœu du Gouvernement anglais, exprimé à Spencer Smith par ses instructions, trouve ensuite sa pleine satisfaction dans une clause qui oblige la Turquie à continuer la guerre jusqu'à la paix commune, «nonobstant la cessation de l'attaque actuelle dirigée contre ses États». Tous les articles, d'ailleurs, qui interdisent aux contractants de conclure ni paix, ni trêve durable sans s'y comprendre l'un et l'autre, d'écouter isolément aucune proposition de paix ni de trêve, etc., sont plutôt des précautions au bénéfice de l'Angleterre qu'à celui de la Turquie. En fait de stipulations militaires, l'article unique qui les contient oblige «l'Empereur des Ottomans, non seulement à interdire au commerce de l'ennemi tous ses ports sans exception, mais encore à employer

⁽¹⁾ Cf. MARTENS, *Recueil de traités*, t. VI, p. 568 et suiv.

dans ses États contre lui... une armée qui sera composée pour le moins de 100.000 hommes et augmentée de même, si le cas l'exige, jusqu'à la totalité de ses forces». Le sultan est aussi tenu à «mettre ses armées navales en activité pour agir de concert avec ses alliés» dans les mers du Levant et la Méditerranée.

De son côté, l'Angleterre ne s'engage qu'à «employer dans les mêmes mers des forces navales proportionnées à celles de l'ennemi», pour lui faire du mal et mettre obstacle à ses desseins, notamment à toute attaque contre les provinces de l'Empire ottoman. Enfin, étant donnée l'infériorité du commandement turc, c'est autant à l'avantage de l'Angleterre qu'à celui de la Turquie que tourne l'engagement mutuel de «se concerter sur les opérations les plus convenables, pour déjouer les projets pernicioeux de l'ennemi en quelque lieu que ce soit, surtout en Égypte». Le traité anglo-turc est donc bien l'expression de la politique qui fait de la Turquie l'adversaire principale de la France en Orient.

Sidney Smith est arrivé à Constantinople à la fin de décembre 1798, juste à temps pour mettre la dernière main à la négociation de ce traité et le signer avec son frère. Commodore de la division navale constituée dans le Levant par l'Amirauté britannique, c'est lui qui aura à remplir les engagements, relativement légers, auxquels a souscrit l'Angleterre. Mais, diplomate par occasion et l'un des deux «*joint ministers*» que sont désormais les frères Smith, c'est à lui aussi qu'il appartiendra de faire tenir aux Turcs leurs promesses. Le sultan, rapporte-t-il, se plut à voir de ses fenêtres le beau vaisseau de 80 canons, à bord duquel il était venu à Constantinople, le *Tigre*, mouillé sous les murs du vieux sérail⁽¹⁾. Et il est de fait que le *Tigre* et son commandant réservaient à Sélim III de substantiels motifs de satisfaction. Restait à savoir si les pachas ottomans, leurs escadres et leurs armées, en réservaient autant à Sidney Smith.

II

Ils avaient affaire, avec Bonaparte, à beaucoup plus forte partie que ne se plaisaient à le croire le Cabinet de Londres, Nelson et Sidney Smith

⁽¹⁾ *Dropmore papers*, t. IV, p. 438. Sidney Smith à Grenville, 10 janvier 1799.

lui-même, au moment de sa prise de commandement. Déloger d'Égypte le vainqueur des Pyramides était d'autant plus difficile qu'il avait mieux mis le temps à profit, depuis ses premières victoires. La résistance des Mameluks brisée, Ibrahim bey battu à Salhieh et rejeté en Syrie, Mourad bey vaincu à Sédiman et repoussé en Haute-Égypte, tout le triangle de la Basse-Égypte, d'Alexandrie au Menzaleh et des bouches du Nil au Caire, avait été occupé et tant bien que mal pacifié; une garde postée à l'entrée de l'Égypte du côté de la Syrie, à Salhieh, en attendant que la porte puisse en être fermée par l'occupation d'El-Arich; le Fayoum soumis; la terrible insurrection du Caire étouffée en deux jours⁽¹⁾; Desaix et Belliard lancés à la conquête de la Haute-Égypte, dans une magnifique campagne qui devait les conduire jusqu'à la cataracte d'Assouan⁽²⁾; Suez pourvu d'une garnison, premier poste avancé et sentinelle française sur la mer Rouge; une tentative infructueuse faite par mer pour s'emparer de Kosseir⁽³⁾, dont l'occupation⁽⁴⁾, par voie de terre, allait bientôt compléter la conquête de la Haute-Égypte. Simultanément aux opérations militaires, d'intelligentes mesures administratives, l'organisation d'un gouvernement infiniment préférable au régime des Mameluks, une politique avisée, qui est déjà plus que l'ébauche d'une politique musulmane, avaient consolidé le pouvoir du conquérant et fortifié la situation de son armée.

Dans l'accomplissement de cette tâche ardue, mais féconde, les mécomptes dont s'autorisait l'optimisme des Anglais n'avaient pas, si graves qu'ils fussent, été des obstacles insurmontables sur le chemin de Bonaparte. La besogne en avait été rendue, certes, plus malaisée, mais pas au-dessus de ses forces, pas impossible. La bataille du Nil l'avait coupé de ses communications avec la France : mais il avait fait en sorte de pouvoir se passer des secours de la métropole. Elle lui avait été plus funeste encore par l'effet moral que par l'effet matériel; le prestige de ses armes en avait été compromis aux yeux des indigènes, stimulés à lui résister ou à se soulever contre lui; quelques relations s'étaient établies entre la côte et la croisière

⁽¹⁾ 21-23 octobre 1798.

⁽²⁾ 16 décembre 1798 au 3 février 1799.

⁽³⁾ 7 février 1799.

⁽⁴⁾ 29 mai 1799.

anglaise, qui avait pu faire pénétrer dans l'intérieur du pays des émissaires, des armes, des appels à la révolte, des excitations au fanatisme⁽¹⁾; le principal auxiliaire musulman du commandement français à Alexandrie, Koraim, s'était laissé entraîner à le trahir⁽²⁾; l'échec de négociations à peine amorcées avec les Beys fugitifs avait banni l'espoir d'un accommodement, auquel Bonaparte les avait, à tort ou à raison, crus disposés par leur défaite⁽³⁾; un émissaire, Beauvoisin, envoyé par lui à Ahmed Djezzar pacha, gouverneur d'Acre et maître en fait de la Syrie et de la Palestine, était revenu sans avoir pu se faire recevoir ni même remettre le message dont il était porteur⁽⁴⁾; mais Bonaparte avait, en définitive, triomphé de toutes ces difficultés. La bataille du Nil avait enfin déclenché contre lui l'hostilité de la Porte; et l'hostilité de la Porte avait, à son tour, aggravé les embarras avec lesquels il était aux prises, jeté de l'huile sur le feu, surexcité les musulmans, fellahs ou Bédouins, provoqué l'insurrection du Caire et nombre d'autres soulèvements: mais il était encore venu à bout de cette agitation.

Sans doute, par le blocus maritime et la rupture avec la Porte, l'expédition française demeurerait-elle grevée de deux lourdes hypothèques: et en considérer les effets comme dès lors conjurés eût été aussi faux que de les avoir tenus pour immédiatement ou promptement décisifs. De l'importance que Bonaparte a attachée à la rupture avec la Porte⁽⁵⁾, on peut juger à l'appréhension qu'il en a eue; à ses efforts inutiles pour l'éviter d'abord, pour y remédier ensuite; à la peine qu'il a prise pour en vérifier le fait⁽⁵⁾;

⁽¹⁾ «Des agents anglais débarquèrent à Gaza, communiquèrent avec Ibrahim Bey, Djezzar Pacha (gouverneur d'Acre) et les Arabes du Désert. D'autres débarquèrent du côté de la Tour des Arabes, agitèrent les tribus de Bahireh, du désert, de la grande et de la petite oasis, correspondant avec Mourad Bey, fournirent de l'argent, des munitions et des armes aux Arabes... Le mauvais effet de la bataille d'Aboukir se faisait sentir au Caire même. Les amis des Anglais y propageaient avec exagération les conséquences de leur victoire.» BERTRAND, *Campagnes d'Égypte et de Syrie*, t. I, p. 201-202.

⁽²⁾ BERTRAND, *op. cit.*, t. I, p. 201.

⁽³⁾ Cf. BERTRAND, *op. cit.*, t. I, p. 199-200.

⁽⁴⁾ Cf. DE LA JONQUIÈRE, *L'Expédition d'Égypte*, t. III, chap. v.

⁽⁵⁾ Par deux fois il envoie des parlementaires, Bracevitch et Guibert, à bord de la croisière anglaise, pour apprendre ce qu'il en est. Cf. DE LA JONQUIÈRE, t. III, p. 334 et suiv. et p. 394 et suiv.

à l'espèce de complaisance qu'il mit à en douter; à l'amertume avec laquelle, dans ses dictées de Sainte-Hélène, il reprocha au Directoire d'avoir oublié ou négligé les mesures convenues avec lui, suspendu l'envoi d'un ambassadeur à Constantinople ⁽¹⁾; à la rancune que, jusque dans son exil, il garda aux Anglais d'avoir, en quelque sorte, extorqué au sultan une déclaration de guerre à la France, sous menace de conserver l'Égypte pour eux-mêmes, si les armes turques ne la disputaient pas aux envahisseurs français ⁽²⁾; à la conviction, dont il ne s'est jamais départi, que les choses auraient pu se passer autrement et que les dispositions du Gouvernement ottoman l'inclinaient à accepter en Égypte le fait accompli ⁽³⁾.

C'est que la rupture avec la Porte a modifié, au détriment de l'expédition d'Égypte, une des données politiques essentielles sur lesquelles elle avait été entreprise. Les auteurs du projet avaient tablé sur la neutralité et sur l'assentiment au moins tacite du Gouvernement turc; et Bonaparte, dans ses rapports avec les Égyptiens, n'avait pas hésité à en préjuger, jouant de l'amitié franco-ottomane comme d'une ressource précieuse à sa politique indigène ⁽⁴⁾. L'hostilité déclarée de la Turquie le frustrait de cette

⁽¹⁾ «Paris oubliait ou négligeait tout ce qui avait été convenu lorsqu'on avait arrêté le plan de campagne de 1798.» «La Porte ne recevant aucune explication, l'ambassadeur français qui lui avait été annoncé ne venant pas, elle s'abandonna à l'impulsion de l'Angleterre et de la Russie.» BERTRAND, *op. cit.*, t. I, p. 243-244.

⁽²⁾ . . . «Le Divan crut qu'il serait facile aux alliés de reprendre l'Égypte et craignit qu'une fois maîtres de ce pays, les Anglais ne le gardassent, comme ils l'en menaçaient.» BERTRAND, *op. cit.*, t. I, p. 204.

⁽³⁾ La Porte «laissa entrevoir qu'elle tolérerait une expédition contre l'Égypte comme elle avait toléré celles contre Alger, Tunis et Tripoli». Cette assertion (BERTRAND, *op. cit.*, t. I, p. 3) n'est pas exacte. Cf. aussi BERTRAND, *op. cit.*, t. I, p. 203, un curieux passage sur les dispositions prêtées par Napoléon au sultan Sélim.

⁽⁴⁾ Cf. DE LA JONQUIÈRE, t. II, *passim* : les premières proclamations de Bonaparte; ses premières mesures politiques; sa lettre au Pacha du Caire fugitif; ses efforts pour séparer la cause des Mameluks de celle de la Porte; ses tentatives d'avances au Grand Vizir et au sultan Sélim avec qui le blocus l'empêche de communiquer. Il résulte de la correspondance de Ruffin, confirmée par les sources britanniques, que les Turcs ont, faussement d'ailleurs, reproché à Bonaparte de s'être prévalu d'un accord préalable avec eux et que les Anglais se sont servis de ses proclamations pour pousser la Porte à démentir le soupçon d'une connivence, en déclarant la guerre à la France.

ressource, retirait de son jeu une maîtresse carte, et renversait une des pièces de la charpente, dont l'imagination de Talleyrand et de ses conseillers avait étayé le dessein oriental de la France. Mais ceci dit, elle ne compromettait pas gravement la situation militaire de Bonaparte, car l'adversaire qu'elle lui mettait sur les bras n'était jamais que la Turquie, encore redoutable dans la défensive, depuis longtemps faible dans l'offensive.

De fait, l'entrée en guerre de la Porte ne s'était encore traduite, depuis septembre 1798, que par des mesures préliminaires : sur terre, par la nomination au gouvernement de l'Égypte, du pacha de Damas, Abdullah, et par celle de Djezzar, pacha d'Acre, au commandement en chef d'une armée qui se concentrait lentement en Syrie⁽¹⁾; sur mer, par l'ordre donné au gouverneur de Rhodes de détacher quelques navires devant Alexandrie⁽²⁾, pour montrer le pavillon ottoman à côté du pavillon anglais, le gros de l'escadre ayant docilement suivi les Russes au siège de Corfou. Comme, d'autre part, l'impatient acharnement de Nelson contre Bonaparte était, en définitive, demeuré platonique; que l'effort naval anglais avait, par la force des choses, été restreint à un blocus maritime très effectif; que, par conséquent, la possession de l'Égypte n'avait pratiquement pas été contestée de l'extérieur à ses occupants : il avait pu être efficacement pourvu à sa défense, le long des rivages et des déserts qui constituent ses frontières; et encore qu'exagéré, l'argument invoqué par les promoteurs de l'expédition : qu'il serait aussi facile à une armée instruite et bien commandée de défendre l'Égypte contre un ennemi de l'extérieur que de l'enlever aux Mameluks, cet argument contenait une part de vérité.

Des trois seuls coups effectifs que l'Angleterre eût encore assénés à l'expédition d'Égypte, — la bataille du Nil, avec son corollaire du blocus, l'entrée en guerre de la Porte et la formation de la seconde coalition, — les deux premiers n'avaient nullement entraîné la perte de l'armée française d'Orient, ne l'avaient même pas placée dans une situation désespérée; le troisième, qui devait avoir pour conséquence ultérieure de ramener Bonaparte en Europe, commençait à peine à produire ses effets sur la situation militaire en Occident.

⁽¹⁾ Cf. BERTRAND, *Campagnes d'Égypte et de Syrie*, t. I, p. 244.

⁽²⁾ Cf. DE LA JONQUIÈRE, t. III, chap. v.

Ce n'est donc pas contre un adversaire aux abois que Sidney Smith va avoir à coopérer avec les Turcs.

III

Aussitôt signé le traité anglo-turc du 5 janvier 1799, Sidney Smith entreprend de pousser la Turquie à l'offensive. Tout de suite apparaissent les difficultés, qui, tout de suite, le rendent perplexe.

Marin, il se rend compte des lacunes de la marine ottomane. Dans l'arsenal de Constantinople, généreusement mis par le sultan à sa disposition, il n'a trouvé, en tout et pour tout, que deux bombardes et sept canonniers aptes à un service de côte. Il en a fait mettre cinq en chantier. Les grosses unités ont été emmenées devant Corfou par le capitain-pacha, grand amiral de Turquie, à l'instigation des Russes. Un vaisseau de haut bord, mis en chantier et construit par l'ingénieur Lebrun, de la mission militaire que la Cour de Versailles avait jadis envoyée à Constantinople, a bien été solennellement lancé, en présence du sultan et des frères Smith, quelques jours après l'arrivée du commodore. Mais, si solennel qu'ait pu être le lancement, cela ne fait jamais qu'un vaisseau et qui ne sera pas prêt de si tôt à prendre la mer.

Devant un pareil dénuement, c'est de son propre pays que Sidney Smith attend des ressources maritimes, d'ailleurs sollicitées par les Turcs eux-mêmes. Il en implore de Nelson, en lui annonçant la conclusion du traité du 5 janvier, et sans lui cacher que cette convention impose aux Anglais l'obligation de contribuer de tous leurs moyens à restaurer en Égypte la souveraineté du sultan. « Vous avez, lui écrit-il⁽¹⁾, fait beaucoup pour cela, et avant même que nous en ayons contracté l'obligation positive. Mais on attend encore beaucoup de nous, étant donné que la marine ottomane est dans l'enfance et que les Turcs sont hors d'état d'équiper aucune force navale considérable avant le printemps, époque où doit partir d'ici (Constantinople) la grande expédition contre l'Égypte. Ils comptent entièrement sur nous pour le blocus complet d'Alexandrie, en même

⁽¹⁾ Le 24 janvier 1799. BARROW, *Life of Admiral Sir William Sidney Smith*, t. I, p. 251 et suiv.

temps que pour la coopération avec Djezzar pacha. » De son Gouvernement Sidney Smith sollicite des fonds. Dès le 10 janvier 1799, il insiste auprès de lord Grenville sur l'impossibilité de faire immédiatement entrer en action la flotte turque, sans une aide financière, qui permette à celle-ci « d'équiper ou plutôt de créer ses flottilles », ou bien sans constituer sur place une flottille anglaise. Le Gouvernement de Sa Majesté doit décider « si de l'argent peut être envoyé pour mettre l'empereur des Ottomans en mesure d'employer le nombre, la force et le courage de ses sujets, avec le profit dont ils sont susceptibles, à donner le coup final à l'établissement de l'ennemi en Égypte, ce qui, l'Égypte étant une seconde Hollande, est une question navale; ou bien si nous devons plutôt employer nous-mêmes ces moyens, aidés seulement par l'armée de terre de la Turquie, dont nous devons transporter les troupes sur le théâtre de l'action, sans les mêler à nos équipages sur nos vaisseaux de guerre, par crainte d'introduire la peste dans notre flotte, au risque de causer sa perte totale⁽¹⁾ ». Il faut donc fournir aux Turcs, soit de l'argent pour doter leur marine de ce qui lui manque, soit les unités et les engins qui font défaut à leur marine.

Ce dilemme n'empêche pourtant pas Sidney Smith d'arrêter, dans des conférences avec les ministres du sultan, un programme d'opérations navales et militaires, proportionné aux moyens dont les alliés disposent en Orient; et, par les Dardanelles et Rhodes, il se met en route pour se concerter sur l'exécution de ce programme, avec ceux qui l'exécuteront avec lui : Hassan bey, gouverneur de Rhodes, et Ahmed Djezzar pacha, gouverneur d'Acre. Mais, au cours des conférences mêmes qu'il a eues à Constantinople, les ministres ottomans ont « fortement insisté » auprès de lui sur la nécessité, dans le Levant, de forces navales anglaises supérieures à celles que Nelson a annoncé l'intention d'y laisser. C'est de frégates surtout que le besoin se fait sentir. Faute de frégates, Smyrne, par exemple, sera exposée à quelque raid foudroyant, pendant que Sidney Smith croisera sur la côte d'Égypte, et, dans ce cas, la factorerie anglaise subira le même sort que les pêcheries détruites à Terre-Neuve par l'amiral français Richéry. Sidney Smith demande donc des frégates à l'amiral comman-

⁽¹⁾ F. O. Turkey, 20. Sidney Smith et Spencer Smith à Grenville, 10 janvier 1799.

dant en Méditerranée et désire que sa requête soit appuyée de Londres par l'Amirauté⁽¹⁾.

Puis le désastre qu'une imprudente offensive des Napolitains a attiré sur le royaume des Deux-Siciles, où l'armée française a fait une promenade militaire jusqu'au détroit de Messine, produit une certaine impression à Constantinople. Il ne manque pas de gens pour y voir un avertissement à ceux qui se hâtent trop de partir en guerre et pour recommander un prudent mouvement rétrograde. « Je ne peux dire, rapporte Sidney Smith, que j'aie vu aucune inclination à écouter ces conseils pusillanimes, ou à revenir en arrière. Au contraire, on m'a manifesté toute confiance dans notre capacité et notre disposition à défendre cet empire⁽¹⁾. » Mais c'est tout de même sous l'impression de l'affaire de Naples qu'on lui a demandé des frégates : et cette impression lui paraît une raison d'en accorder. Les alliés de qui il attend une offensive contre Bonaparte commencent donc par lui demander de les défendre eux-mêmes, ainsi qu'il s'y est d'ailleurs engagé. Six semaines après la signature de l'alliance, le réconfort de quelques bâtiments anglais n'est déjà pas superflu pour les empêcher de faiblir. « Trois frégates au moins, dit-il, sont nécessaires pour conserver le terrain que nous avons gagné ici, car nous ne pouvons pas compter, pour le moment, sur une force effective de la part de nos alliés, bien que nous soyons en train d'en former une. »

Plus les Turcs ont besoin d'être poussés, soutenus, conseillés, dirigés, plus Sidney Smith juge nécessaire le contact qu'il se propose de prendre avec Hassan bey et Djezzar pacha, à Rhodes et à Saint-Jean d'Acre. Or, voici que Nelson, furieux d'avoir à lui passer le commandement du blocus de l'Égypte et la défense par mer de l'Empire ottoman, mécontent de l'arrivée en Orient d'un commandant qui n'avait pas assisté à la bataille du Nil, froissé de la demi-autonomie conférée au nouveau venu par les instructions de l'Amirauté, voici que Nelson le presse de se rendre devant Alexandrie et d'y relever sans délai le capitaine Troubridge, qui avait remplacé Hood à la tête de la croisière⁽²⁾. Ces susceptibilités de Nelson, join-

⁽¹⁾ *Dropmore papers*, t. IV, p. 477. Sidney Smith à Grenville, 22 février 1799.

⁽²⁾ Voir *Dispatches and letters*, etc., t. III, fin décembre 1798, et *Dropmore papers*, t. IV, p. 477-478.

tes à son dédain des forces de l'adversaire et à son idée exagérée de celles des Turcs et Russes, le portent à la parcimonie envers Sidney Smith, à qui il écrit : « L'escadre combinée de Turcs, de Russes et de deux vaisseaux de ligne sous votre commandement doit suffire contre les deux navires armés en flûte et les trois frégates qui, grâce à Dieu, sont tout ce qui reste à l'ennemi dans ces eaux⁽¹⁾ ». Or, il ne plaît nullement au commodore de se voir réduit, en fait d'unités navales anglaises, au *Tigre* et à un autre vaisseau attendu, autant dire à la portion congrue. A ces difficultés s'ajoutent deux motifs d'inquiétude : l'annonce de la nomination de lord Elgin à l'ambassade de Constantinople, qui fait entrevoir aux frères Smith la fin de leur rôle de « *joint ministers* » d'ici à quelques mois ; la crainte de voir Nelson maintenir dans le Levant son ami Troubridge, plus ancien de grade que Sidney Smith. Or, pour ingrate que soit sa tâche, le commodore, après l'avoir mise en train, ne se soucie pas de passer la main. Il se rebiffe. Ne serait-il pas logique que le soin de faire appliquer le traité d'alliance fût laissé aux deux frères qui l'ont négocié et signé ; que celui de mener à bien le programme des opérations projetées fût confié à l'officier qui l'a concerté à Constantinople et qui vient d'être, à cet effet, muni de lettres du Grand Vizir pour Hassan bey et Djezzar pacha ? Sur ce point au moins, les vœux de Sidney Smith seront exaucés ; il aura tout le loisir de jouer son rôle.

Kœhler et les officiers de sa mission militaire ne sont pas encore arrivés à Constantinople. Des retards, contre lesquels Dundas s'impatiente à Londres⁽²⁾, ont différé leur départ d'Angleterre. Annoncés à la Porte et attendus sous peu⁽³⁾, ils auront fort à faire en Turquie, à en juger par les premières impressions de Sidney Smith sur les ressources militaires du pays. « Quant aux forces des Turcs en troupes de débarquement, j'entends en condition de discipline, elles ne s'élèvent pas, écrit-il, à plus de 1000 hommes qui ont été mis à ma disposition⁽⁴⁾. » Une visite à Rhodes, où il

⁽¹⁾ 31 décembre 1798. Voir *Dispatches and letters, etc.*, et *Dropmore papers*, t. IV, p. 478.

⁽²⁾ *Dropmore papers*, t. IV, p. 413. Dundas à Grenville, 13 décembre 1798.

⁽³⁾ *Ibid.*, t. IV, p. 443. Sidney Smith à Grenville, 16 janvier 1799.

⁽⁴⁾ *Ibid.*, t. IV, p. 477. Sidney Smith à Grenville, 22 février 1799.

a combiné avec Hassan bey les opérations que permettraient à celui-ci « ses moyens très limités », n'a pas amélioré son opinion des troupes ottomanes. « J'ai bien peur, dit-il peu après⁽¹⁾, qu'aucune armée turque que nous puissions rassembler sous un général turc ne soit capable de plus que de livrer une seule bataille rangée. » Et dans l'issue de cette bataille unique, sa confiance est des plus restreintes. L'événement, du reste, justifie déjà cette prévision, car Djezzar, attaqué par Bonaparte, a dès lors fait appel à Sidney Smith, sans lui dissimuler que ses soldats ne tiennent pas devant les Français⁽²⁾. Aussi, plutôt que de compter sur les Turcs pour les coups de main qu'il médite d'opérer sur la côte égyptienne, le commodore accepte-t-il les offres d'un chef albanais, qui lui propose de recruter pour lui un corps auxiliaire de 1000 hommes⁽³⁾. Telle est sa défiance des armées du sultan que, « pour protéger l'artillerie, attaquer un point essentiel, servir de corps de réserve, couvrir une retraite », il déplore de ne pas disposer de 3000 hommes de troupes indigènes à la solde de l'Angleterre.

Ainsi apparaît, vu de près, le concours militaire ottoman à l'officier anglais chargé de le mettre en œuvre. Ce qu'il en voit explique la perplexité qu'il a éprouvée de prime abord, quant au résultat pratique, aux chances de reconquérir l'Égypte sur Bonaparte, et qui s'est trahie dans ces lignes de son premier rapport à Grenville : « On ne doit pas oublier que si l'on tolère que Bonaparte reste tranquillement en possession de l'Égypte encore pendant la durée d'une autre campagne, il obtiendra de ce sol fertile des ressources qui le mettront en mesure de réaliser une partie de ses projets révolutionnaires »⁽⁴⁾.

Encore Sidney Smith, comme avant lui Nelson, croit-il alors la situation de Bonaparte beaucoup plus précaire qu'elle n'est en réalité. Sa principale source d'information consiste dans les lettres interceptées, qui, d'un bout

⁽¹⁾ *Dropmore papers*, t. IV, p. 491. Sidney Smith à Grenville, 7 mars 1799.

⁽²⁾ Voir annexe à la lettre citée note précédente (Sidney Smith à Grenville, 7 mars 1799).

⁽³⁾ *Dropmore papers*, t. IV, p. 477 et 491. Sidney Smith à Grenville, 22 février et 7 mars 1799.

⁽⁴⁾ F. O. Turkey, 20. Spencer Smith et Sidney Smith à Grenville, 10 janvier 1799.

à l'autre de la campagne, renseigneront les Anglais sur les misères de l'armée française, mais les égarent souvent, en ne leur en montrant que les misères, sur lesquelles insistent de préférence les correspondances de soldats et même d'officiers⁽¹⁾. « Les lettres interceptées, écrit Sidney Smith, parlent du mécontentement et de la détresse qui règnent dans l'armée de Bonaparte⁽²⁾. » Et quelques jours plus tard : « Les lettres interceptées de Français appellent l'Égypte une *parfaite Vendée*, d'où il semble que tout le pays soit contre eux ». Cette hostilité des habitants lui paraît de bon augure, « indépendamment d'opérations militaires combinées qui, depuis les premiers efforts de résistance de Mourad et Ibrahim beys, n'ont jamais été tentées⁽³⁾ ». Et d'espérer que la famine, les maladies, la désertion, lui fourniront des occasions à exploiter par ces coups de main, auxquels il destine son millier d'Albanais, ou lui permettront même d'attirer à lui assez de mécontents pour les retourner contre leur patrie en Italie et dans le sud de la France⁽⁴⁾ !

Cependant, avant même qu'il ait pris son commandement naval, la résistance d'Alexandrie à une attaque anglaise lui prouve au moins la solidité de cette place et le peu de dispositions de la garnison à se laisser cueillir. En apprenant qu'il allait arriver, Nelson, désireux de lui couper l'herbe sous le pied, s'est hâté d'ordonner à Troubridge de tenter l'opération, qu'il ne se consolait pas d'avoir dû ajourner aussi longtemps et pour laquelle il avait enfin réuni les moyens nécessaires. « Vous allez, sans perdre un moment, a-t-il prescrit à Troubridge⁽⁵⁾, vous rendre à Alexandrie en Égypte, et par une vigoureuse attaque avec les bombardes, canonnières turques et tels autres moyens que votre excellent jugement vous suggérera, vous efforcer de détruire tous les bateaux dans le port d'Alexandrie. » La confiance de Nelson dans le résultat de l'opération est médiocre : « J'ai envoyé

⁽¹⁾ Le Gouvernement anglais fit publier deux recueils de ces lettres interceptées. Cf. DE LA JONQUIÈRE, *L'Expédition d'Égypte*, t. II, annexe II.

⁽²⁾ *Dropmore papers*, t. IV, p. 478. Sidney Smith à Grenville, 22 février 1799.

⁽³⁾ *Ibid.*, t. IV, p. 491. Sidney Smith à Grenville, 7 mars 1799.

⁽⁴⁾ *Ibid.*, t. IV, p. 478. Sidney Smith à Grenville, 22 février 1799.

⁽⁵⁾ *Dispatches and letters*, etc., t. III, p. 222. Nelson au capitaine Troubridge commandant le *Culloden*, Palerme, 6 janvier 1799. Cet ordre est simultané à celui de passer le commandement de la croisière à Sidney Smith.

en Égypte, écrit-il au duc de Clarence⁽¹⁾, Troubridge et quelques bombardes, pour s'efforcer de faire ce qui aurait pu être fait, si j'en avais possédé les moyens, dans les 48 heures de l'action (la bataille d'Aboukir ou du Nil). Maintenant, c'est douteux. Mais mon vaillant ami fera ce qu'homme peut faire. » Sidney Smith, alors à Rhodes, ne paraît pas moins sceptique : « Nous allons voir, dit-il⁽²⁾, si, comme on dit, Alexandrie doit tomber à la première attaque ». Et d'ajouter philosophiquement : « Si elle ne tombe pas, du moins aurons-nous appris comment procéder à une seconde attaque avec plus de succès ». L'attaque est, alors, déjà abandonnée : elle a complètement échoué. Nelson le constate plus tard sans réticence et en tire la conclusion logique : « Troubridge, mande-t-il à lord Saint-Vincent, a échoué par suite de la perte de son matériel dans une tempête, et aussi parce qu'Alexandrie est trop bien fortifiée; la prendre sera désormais très difficile »⁽³⁾.

L'opération a pourtant été menée avec des forces relativement considérables : deux vaisseaux de 74, le *Culloden* et le *Thésée*, un de 22 l'*Alliance*, deux bombardes, le *Bulldog* et le *Persée*, et diverses canonnières. Elle s'est renouvelée les 3, 4, 5, 7, 8, 13 et 22 février : bombardement en règle des défenses et du port, voire de la ville, et tentative de forçement des passes. La correspondance des généraux français, Marmont commandant à Alexandrie, Menou à Rosette, fait foi de l'absolue placidité avec laquelle ils ont affronté cette menace, qui ne les a même pas inquiétés. « Les batteries que j'ai fait faire ont forcé les bombardes à se tenir un peu plus au large », écrit Marmont⁽⁴⁾, si rassuré sur les résultats de l'entreprise anglaise, qu'elle ne l'empêche pas d'aller passer trois jours à Rosette. Et Menou fait écho à son camarade en ces termes : « Les Anglais ont augmenté en nombre devant Alexandrie; ils ont 18 ou 20 voiles. Mais leur bombardement n'en est pas plus à craindre, parce que les boulets rouges que

⁽¹⁾ *Dispatches and letters*, etc., t. III. Nelson à S. A. R. le duc de Clarence, le 2 février 1799.

⁽²⁾ *Dropmore papers*, t. IV, p. 481. Sidney Smith à Grenville, le 26 février 1799.

⁽³⁾ *Dispatches and letters*, etc., t. III. Nelson à Saint-Vincent (l'amiral Jervis), le 20 mars 1799.

⁽⁴⁾ DE LA JONQUIÈRE, *op. cit.*, t. V, p. 12. Marmont à Bonaparte, 16 février 1799.

nous leur renvoyons se font respecter... » « Les Anglais sont toujours devant Alexandrie et jettent continuellement leur poudre aux moineaux ; car leur bombardement ne produit aucun effet, surtout depuis quelques nouvelles batteries qu'a fait construire le général Marmont ⁽¹⁾. » Quant à Bonaparte, il a purement et simplement préjugé du résultat négatif de l'attaque en continuant sa marche commencée vers la Syrie et, quand il a reçu les premiers rapports de Marmont, il lui a répondu sans manifester aucune inquiétude : « Ce bombardement me paraît aussi insignifiant que celui du Havre » ⁽²⁾. La tenue de la garnison a démenti les tenaces illusions des Anglais sur le moral effondré de l'armée française. Quant à la population, l'écho de la canonnade anglaise n'a suscité en elle aucune fermentation, malgré la recrudescence d'exaltation religieuse qui accompagne toujours le temps du *Ramazan*.

« *Parfaite Vendée* » ou non, l'Égypte est donc, en tout cas, une Vendée solidement tenue. « *Nouvelle Hollande* » ou non, c'est une Hollande où l'action navale ne suffira pas à porter le coup final à l'établissement français. Sans doute Sidney Smith n'eût-il pas, après l'expérience faite par Troubridge, répété son affirmation du début de janvier, que ce « coup final » était « une question navale ». En assumant son commandement, le 3 mars, plein d'illusions encore sur l'efficacité de détachements jetés à terre pour harceler l'ennemi, il apprécie plus justement celle des forces maritimes de blocus, quand il entrevoit pour sa croisière le sort décrit dans ces mots : « Je nous vois croisant ici pour l'éternité, gagnant la haute mer à chaque orage » ⁽³⁾. Ce sort sera le plus souvent le sien, ou au moins celui de ses capitaines ; les intermèdes qu'il y introduira de sa propre initiative, par des débarquements turcs en Égypte, seront invariablement malheureux ; mais auparavant Bonaparte lui fournira l'occasion d'un intermède inespéré pour lui : la campagne de Syrie et le siège de Saint-Jean d'Acre.

⁽¹⁾ DE LA JONQUIÈRE, *L'Expédition d'Égypte*, t. V, p. 12-13. Menou à Dugua, 19 et 24 février 1799.

⁽²⁾ *Idem*, *op. cit.*, t. V, p. 8. Bonaparte à Marmont, 26 février 1799.

⁽³⁾ *Droptmore papers*, t. IV, p. 491. Sidney Smith à Grenville, 7 mars 1799.

LIVRE 2.

CHAPITRE VII.

LA CAMPAGNE DE BONAPARTE EN SYRIE.

SAINT-JEAN D'ACRE.

- I. — L'expédition de Bonaparte en Syrie : intermède inespéré pour les Anglais dans l'ingrate tâche de le faire vaincre en Égypte par les Turcs. Les causes de cette expédition. Les préparatifs d'offensive faits par les Turcs en Syrie à l'instigation des Anglais ont pour effet d'y attirer Bonaparte. Ses tentatives pour entrer en négociations avec Djézzar, avec le Grand Vizir. Il se décide à marcher sur la Syrie. Son rapport au Directoire du 10 février 1799.
- II. — Résultat involontaire mais avantageux des préparatifs anglo-turcs d'offensive. Avertissements de Hood et de Sidney Smith à Djézzar et promesses de concours. Appel de Djézzar au secours anglais. Dispositions prises par Sidney Smith. Le plan d'opérations combinées contre l'Égypte est renversé. Sidney Smith conserve un instant l'espoir d'une opération sur les derrières de l'armée française. La lutte transportée sous les murs de Saint-Jean d'Acre. Avantages de cette position pour les Anglo-Turcs. Parti qu'en tire Sidney Smith. Sa contribution à la défense de la place. Carence de Köhler. Importance de la partie aux yeux de Sidney Smith. Comment il en conçoit l'enjeu. Levée du siège.
- III. — État d'esprit en Angleterre, par rapport à l'expédition d'Égypte, au moment où débute la campagne de Syrie. Railleries, malédictions, confiance dans la totale destruction des Français. Impression produite par l'avance et les succès de Bonaparte en Syrie. Joie et fierté à la nouvelle de la levée du siège d'Acre et de la retraite de Bonaparte. Exagérations et conclusions hâtives. Honneurs décernés par le Parlement à Sidney Smith et aux « héros d'Acre ». Récriminations en France et leur répercussion en Angleterre. En Orient, impression d'un échec français. La victoire des « héros d'Acre » a-t-elle coupé court à d'aussi vastes espérances qu'on l'a prétendu ?

I

Considérée du point de vue anglais, l'expédition de Bonaparte en Syrie ne peut, par le dénouement auquel elle a abouti, apparaître autrement que comme un intermède inespéré dans l'ingrate tâche de le vaincre en Égypte, ou plutôt de l'y faire vaincre par les Turcs.

Les Anglais se sont immédiatement attendus à ce que Bonaparte portât ses armes en Syrie. Dès la fin d'août 1798, Nelson écrit à Constantinople que « Bonaparte voulait une communication par mer pour marcher sur la Syrie, les transports avec le matériel le suivant le long de la côte ». C'est une des raisons pour lesquelles il eut tant à cœur de détruire dans le port d'Alexandrie la flotte française de transports. A la même époque, il a écrit à Londres que « si le sultan ne faisait rien » contre Bonaparte en Égypte, « il perdrait aussi la Syrie » ⁽¹⁾.

Il n'est pas certain que Bonaparte eût envahi la Syrie, si le sultan n'avait, comme disait Nelson, rien fait contre lui. Mais, tout en n'ayant encore été capable, après six mois d'état de guerre, de rien entreprendre contre les occupants de l'Égypte, le sultan s'était livré contre eux à des préparatifs militaires, du reste réclamés et encouragés par les Anglais, et poursuivis avec cette lenteur et cette incohérence qui caractérisaient son gouvernement. Le principal de ses gouverneurs en Syrie, celui de Saint-Jean d'Acre, Ahmed Djezzar pacha, avait multiplié les manifestations d'hostilité et les menaces contre les Français, qu'il baïssaît de longue date ⁽²⁾, et s'était fait remarquer par son ardeur à seconder les projets offensifs de son maître et de l'Angleterre. La Syrie et la Palestine étaient une des voies d'invasion en Égypte, la seule voie terrestre, celle que devait forcément emprunter une armée ottomane coopérant avec un corps de débarquement, anglais ou ottoman, amené par la Méditerranée de Constantinople ou d'une île de l'Archipel. Elles étaient un des centres de recrutement, de concentration et d'approvisionnement des troupes destinées à opérer par

⁽¹⁾ Cf. *Dispatches and letters of Vice-Admiral Lord Viscount Nelson*, publiées par H. Nicolas, Londres, 1845.

⁽²⁾ Voir dans notre étude sur *Les Échelles de Syrie et de Palestine au XVIII^e siècle*, parue en articles dans la *Revue d'Histoire diplomatique*, les violences de Djezzar contre les résidents français d'Acre et de Seïde (Saïda) après 1789.

terre contre l'Égypte, une place d'armes d'où s'élancer à l'assaut de la position conquise par la France. La prolongation, pendant plus de six mois, d'un état de guerre sans contact sur terre, sans hostilités effectives, entre les Turcs et Bonaparte, mais sous menace constante d'une attaque lentement montée en Turquie, avait donc toute chance d'amener Bonaparte à prendre les devants. Et si le sultan, Djezzar pacha et l'Angleterre avaient eu pour but de l'attirer en Syrie, — ce qui était fort éloigné de leurs intentions, — ils ne s'y seraient pas pris autrement.

Tous les conquérants de l'Égypte, qui n'étaient pas déjà maîtres de la Syrie, ont éprouvé le besoin d'assurer, par la possession de la seconde, celle de la première; tous les potentats indigènes qui ont usurpé sur les Turcs la souveraineté de l'Égypte ont cédé au même désir : Ali-Bey et Mohammed-Abou-Dahab avant l'expédition française, Méhémet-Ali après elle. Les Anglais ont obéi à cette loi historique en réclamant pour eux, en 1919, le mandat sur la Palestine et en détachant Caïfa de la Syrie méridionale. Il est donc naturel que Bonaparte, qui énonce la loi en définissant la Syrie « une place forte » destinée à couvrir l'Égypte, en ait, lui aussi, subi le pouvoir. D'autant plus naturel, que cette place forte, qu'il entend retourner contre l'adversaire, est alors utilisée comme telle contre lui. Les ports de Syrie jouent le rôle de bases navales au profit de la croisière anglaise qui le bloque. La Syrie entière, côte et intérieur, fournit des hommes, des chevaux, des vivres, à l'une des armées ottomanes qui se préparent à l'attaquer, et met sur pied des contingents, dont certains se sont déjà avancés jusqu'aux lisières de l'Égypte. Le fait de préparatifs militaires en cours contre Bonaparte est connu de lui. La voix publique en augmente même l'importance et, moitié par renseignements, moitié par déduction, attribue à l'ennemi un plan d'opérations qui est bien, en effet, celui auquel tendent les efforts de Sidney Smith. Deux armées turques se concentrent, l'une à Rhodes, l'autre de Jaffa à Alep : la première doit venir débarquer à Aboukir; la seconde, marcher sur l'Égypte par le désert. On parle du rassemblement à Jaffa d'un train d'artillerie de 40 bouches à feu, servies par 1 200 canonnières⁽¹⁾. On sait la Syrie « couverte de camps armés »;

⁽¹⁾ Cf. Amédée RYME, *L'Égypte... sous la domination française (L'Univers pittoresque)*, p. 92. Ouvrage écrit sur des témoignages contemporains.

Ahmed Djézzar pacha, officiellement simple gouverneur d'Acre, mais pratiquement maître de tout le pays syrien, animé d'une haine féroce contre les Français et « entouré d'agents anglais »; les pachas de Damas et d'Alep enrôlés par son influence dans l'« alliance générale de tous les serviteurs du sultan »; Mourad et Ibrahim beys recherchés dans leurs retraites par des firmans de la Porte qui les pressent de reprendre l'offensive; l'Angleterre inspiratrice et auxiliaire de toute cette activité combattive, ses vaisseaux sans cesse en mouvement, tantôt pour accélérer la transmission des firmans, tantôt pour « jeter des troupes sur les plages de Syrie »⁽¹⁾.

Bonaparte fait, dans tous ces bruits, la part de l'exagération, qui est souvent grande, et surtout ne confond pas les intentions de l'ennemi avec ses moyens. A un général qui lui avait transmis des rapports alarmants, il répond : « On a, à Gaza, une très grande peur que nous y allions, et on est bien loin de s'aventurer à aucune expédition contre nous. Ce ne sont pas 600 Mameluks, 800 Maugrabins et 8 à 900 Kurdes, qui se trouvent à présent à Gaza, qui peuvent rien vouloir entreprendre. . . Il y a une vingtaine de bateaux à Saint-Jean d'Acre, qui sont destinés à faire de l'eau et porter des provisions aux Anglais, et sur lesquels on pourrait au plus embarquer un millier d'hommes. Les Anglais n'ont point d'autre but que de bloquer Alexandrie⁽²⁾. » A la mi-décembre, Bonaparte parle encore très négligemment des concentrations militaires de Syrie : « Il y a en Syrie quelques rassemblements de forces turques; si sept jours de désert ne m'en séparaient, j'aurais été les faire expliquer »⁽³⁾. Il est vrai que plus tard, dans ses dictées de Sainte-Hélène, Napoléon décrira les préparatifs faits contre lui en Syrie comme très importants et inquiétants. Mais il est permis de supposer que ce n'est pas sans exagérer quelque peu l'impression qu'il en avait reçue sur le moment, afin de représenter après coup comme indispensable une offensive, dont l'issue finale n'avait pas été des plus heureuses.

⁽¹⁾ Cf. *Histoire scientifique et militaire...*, t. II, p. 255. Cet ouvrage, composé par Louis Reybaud et Saintine de 1830 à 1836, s'appuie sur les témoignages oraux et écrits de témoins de l'expédition.

⁽²⁾ Bonaparte au général Dugua, 24 novembre 1798. Cf. DE LA JONQUIÈRE, *L'Expédition d'Égypte*, t. III, p. 460.

⁽³⁾ Bonaparte au Directoire, 18 décembre 1798. Cf. DE LA JONQUIÈRE, *op. cit.*, t. III, p. 410.

Dans les derniers jours de décembre 1798 et les premiers de janvier 1799, lui parviennent toutefois de nouveaux renseignements qui montrent chez l'ennemi l'intention de passer du propos à l'acte. Le fort d'El-Arich, sur les confins de la Syrie et de l'Égypte, à quelques journées seulement de marche de Katieh, dernier poste militaire français, a été occupé par ordre du Pacha d'Acre ou de celui de Damas⁽¹⁾. Nul doute possible sur la signification de ce mouvement; c'est une opération préliminaire à une offensive. Le parti de Bonaparte est aussitôt pris de la prévenir, et les préparatifs de sa propre offensive sont immédiatement entrepris. La méthode qu'il applique en l'espèce est celle qui lui a, jusqu'à présent, toujours réussi et qui presque toujours lui réussira. Et si la menace à conjurer n'est pas cette fois des plus redoutables, l'écarter à tout jamais n'en sera probablement que plus aisé. Libérés de toute inquiétude du côté de la Syrie, les occupants de l'Égypte n'auront plus à craindre d'attaque simultanée par sa frontière de l'est et par sa côte méditerranéenne; ils en deviendront beaucoup plus forts pour repousser une invasion par le front de mer, le seul auquel ils auront désormais à faire face. Bonaparte ne peut pas savoir que l'Angleterre est alors à mille lieues de penser à une telle expédition et qu'elle ne possède pas, au surplus, les effectifs pour l'entreprendre. L'opération combinée qu'il pense déjouer par sa campagne syrienne n'est pas seulement celle des deux armées ottomanes de Rhodes et de Syrie; c'est celle d'une armée turque descendant du nord-est et d'une armée européenne, c'est-à-dire anglaise ou peut-être russe, débarquant sur le rivage du Delta.

Il n'a pas tenu à Bonaparte d'atteindre ce but autrement que par les armes. Conscient de la difficulté qu'il aura à gagner la Syrie en forces, sans disposer de la mer, il a cherché à s'épargner la peine de ces « sept jours de désert », dont il parlait au Directoire en décembre 1798. Après l'échec mortifiant de la mission confiée auprès de Djezzar à Beauvoisins, il a tenté une seconde fois d'amener le pacha d'Acre à « s'expliquer » et lui a fait porter une lettre par un messenger turc : pour toute réponse, Djezzar a fait décapiter le messenger⁽²⁾. L'acte tient lieu de réponse et même

⁽¹⁾ *Histoire scientifique et militaire...*, t. II, p. 240.

⁽²⁾ *Ibid.*, t. II, p. 248.

d'explication. Mais le refus dédaigneux d'entrer en composition et le défi par deux fois lancé deviennent à leur tour des motifs de mettre à la raison l'arrogant voisin.

Enfin, Djezzar s'étant expliqué à sa manière, aussi éloquente qu'une lettre, reste à faire s'expliquer la Porte. Malgré le témoignage formel et empressé des Anglais, qui lui ont dit qu'elle était en guerre avec lui; malgré les manifestes émanant de Constantinople et saisis en Égypte; la présence constatée du pavillon ottoman dans l'escadre de blocus; l'hostilité des pachas qui gouvernent au nom du sultan les provinces voisines, Bonaparte veut encore douter de la réalité. Aussi, après ses efforts pour ramener au Caire le pacha fugitif à son approche, a-t-il fait plusieurs tentatives pour entrer en relations, par lettre et par émissaire, avec le Grand Vizir. En septembre 1798, il a mis en route pour Latakieh Mailly de Châteaurenaud, avec des lettres pour le gouverneur de ce port, le pacha d'Alep et les consuls français, qu'il croyait encore en fonctions aux deux endroits. Sous le couvert d'une mission commerciale, Mailly devait s'efforcer de faire passer à Constantinople des lettres de Bonaparte pour le Grand Vizir et de rapporter des renseignements : il fut jeté en prison et mis à mort à peu de temps de là. Sans attendre de savoir ce qu'il est advenu de lui, Bonaparte décide ensuite d'envoyer en mission auprès de la Porte l'ancien consul de France à Mascate, Beauchamp, en le faisant transporter à Constantinople par une caravelle turque, gardée, depuis le début de l'expédition, dans le port d'Alexandrie. Les instructions données par lui à Beauchamp témoignent de ses illusions sur l'état dans lequel son envoyé trouverait les affaires de la France à Constantinople. Elles le chargent de tenter, tardivement et après coup, l'œuvre de conciliation qui aurait dû être entreprise, simultanément au débarquement, par l'ambassadeur que le Directoire n'avait jamais fait partir. « Vous ferez connaître à la Porte, dit Bonaparte à Beauchamp, que nous voulons être ses amis; que notre expédition d'Égypte a eu pour but de punir les Mameluks et les Anglais et d'empêcher le partage de l'Empire ottoman, que les deux empereurs (de Russie et d'Allemagne) ont arrêté; que nous lui prêterons secours contre eux, si elle le croit nécessaire⁽¹⁾. » Beauchamp est en outre autorisé

⁽¹⁾ 11 décembre 1798. Cf. DE LA JONQUIÈRE, *L'Expédition d'Égypte*, t. III, p. 407.

à laisser entrevoir l'évacuation de l'Égypte, mais seulement sous condition : « Si jamais on vous faisait la question : Les Français consentiront-ils à quitter l'Égypte? — Pourquoi pas, devra-t-il répondre, pourvu que les deux empereurs fassent finir la révolte de Passwan-Oglou et abandonnent le projet de partager la Turquie européenne; quant à nous, nous ferons tout ce qui pourrait être favorable à l'Empire ottoman et le mettre à l'abri de ses ennemis; mais le préliminaire à toute négociation, comme à tout accommodement, est un firman qui fasse relâcher les Français partout où on les a arrêtés, surtout en Syrie. » Faute de remplir cette condition préalable, et de se prêter ainsi à un commencement d'accommodement avec la France, la Porte ne perdra pas seulement la chance d'éloigner les Français d'Égypte; elle s'exposera à les attirer en Syrie. « Vous déclarerez, prescrit Bonaparte à Beauchamp, que vous ne répondez pas que je n'envahisse la Syrie. » Dans le cas où l'on voudrait le retenir, Beauchamp ajouterait que, faute de le voir revenir dans un délai déterminé, Bonaparte pourrait « se porter à une invasion ». Effectivement, les premières mesures préparatoires à l'invasion de la Syrie, — ordre de construire un fort à Péluse, de reconnaître la route entre Saleyeh et Katieh, — sont exactement contemporaines des instructions de Bonaparte à Beauchamp. Cette simultanéité leur donne leur pleine signification. Ce ne sont pas seulement les précautions d'un général qui, ne se souciant pas d'avoir lancé une menace en l'air, veut être prêt, le cas échéant, à passer aux actes. Ce sont aussi des mesures d'intimidation, destinées à appuyer le langage du négociateur français auprès de la Porte, à impressionner l'esprit du sultan et de ses ministres, à les rendre traitables ⁽¹⁾.

Mais le mauvais état de la caravelle turque, sur laquelle Beauchamp devait s'embarquer, a nécessité des réparations, qui ont différé son départ d'Alexandrie de la mi-décembre 1798 au 13 février 1799. Dans l'intervalle, Bonaparte, sans renoncer à la mission projetée, qu'il ne contre-mande pas, s'est résolu à envahir immédiatement la Syrie, la saison étant propice à la traversée du désert. Ses préparatifs terminés en moins d'un mois, il a mis ses premières troupes en marche le 23 janvier et quitté lui-même le Caire le 10 février. Au lieu d'une menace d'invasion, c'est

⁽¹⁾ Cf. DE LA JONQUIÈRE, *L'Expédition d'Égypte*, t. III, p. 467.

une invasion effective de la Syrie qui sera son moyen d'amener la Porte à « s'expliquer ».

Il a lui-même exposé au Directoire les raisons de son initiative, dans un rapport du 10 février 1799⁽¹⁾ : « J'ai, dans l'opération que j'entreprends, trois buts : 1° assurer la conquête de l'Égypte, en construisant une place forte au delà du désert, et, dès lors, éloigner tellement de l'Égypte les armées de quelque nation que ce soit, qu'elles ne puissent rien combiner avec une armée européenne qui viendrait débarquer sur les côtes; 2° obliger la Porte à s'expliquer et, par là, appuyer les négociations que vous avez sans doute entamées, et l'envoi que je fais à Constantinople, sur la caravelle turque, du consul Beauchamp; 3° enfin, ôter à la croisière anglaise les subsistances qu'elle tire de Syrie, en employant les deux mois d'hiver qui me restent à me rendre, par la guerre et par des négociations, toute cette côte amie. »

L'offensive préventive de Bonaparte en Syrie est une conséquence directe de l'entrée en guerre de la Turquie, qui en est une de la bataille du Nil et de l'action diplomatique anglaise; si bien qu'en dernière analyse elle est un résultat involontaire des ripostes de l'Angleterre à l'expédition d'Égypte.

II

Les préparatifs faits par le sultan, à l'instigation de l'Angleterre, pour attaquer Bonaparte en Égypte ont donc servi, en définitive, à l'attirer en Syrie. Ils l'ont fait sortir d'une position défensive très forte, pour entreprendre, avec de faibles moyens offensifs, une campagne aventureuse, loin de sa base, contre des adversaires mieux armés pour la défensive que pour l'offensive. Résultat avantageux, mais fortuit, dont les Anglo-Turcs auraient pu, après coup, faire honneur à leur astuce, s'il n'eût été avéré qu'ils ne l'avaient nullement cherché.

Aussitôt qu'il a eu vent des intentions de Bonaparte, le capitaine Hood, peu de temps avant de quitter le commandement de la croisière anglaise devant Alexandrie, a averti Djezzar pacha de l'invasion prochaine, en lui promettant le concours britannique. Sidney Smith, dans sa première lettre

⁽¹⁾ Cf. DE LA JONQUIÈRE, *L'Expédition d'Égypte*, t. IV, p. 7.

au pacha d'Acre, a renouvelé l'avis et la promesse. L'appel de Djezzar au secours promis ne se fait pas attendre. Dès le 1^{er} mars il fait adresser à Sidney Smith une lettre pressante, presque désespérée, qui lui apprend l'avance victorieuse des Français, la prise d'El-Arich et de Gaza, et représente ses propres troupes comme incapables de résistance et démoralisées. Telle est son anxiété, qu'anticipant sur les événements, il annonce même la prise de Jaffa, pourtant postérieure d'une quinzaine de jours à la date de cette lettre. S'attendant à être enfermé dans Saint-Jean d'Acre, il laisse prévoir que la place « tiendra bien peu, si les troupes n'ont pas plus de courage », et que le pays environnant, notamment le Liban, embrassera la cause des Français. « Dans ces tristes circonstances », sans autre espoir que l'« amitié » de Sidney Smith, il lui demande d'envoyer immédiatement deux vaisseaux à Caïfa, pour venir à son aide, et de faire croiser entre Damiette et Gaza, pour intercepter les convois maritimes de l'armée ennemie ⁽¹⁾.

En recevant cet appel, Sidney Smith paraît bien avoir compris qu'au point où les choses en étaient, l'ambition de Djezzar devait se borner à sauver sa capitale, et la sienne à l'y aider. Dans sa réponse, il insiste en effet sur ce que le pacha pourrait encore faire « pour sauver sa capitale en harcelant continuellement les Français, plutôt qu'en risquant une bataille rangée » ⁽²⁾. Il indique aussi ce que lui-même était en mesure de faire sur la côte pour le seconder et, malgré l'insuffisance de forces dont il se plaignait, détache aussitôt dans les eaux syriennes un de ses vaisseaux de 74 canons, le *Thésée*. Les autres sont maintenus par lui en croisière devant Alexandrie et les bouches du Nil, « d'où certains mouvements révèlent chez l'ennemi l'intention d'envoyer quelque chose à l'est ». Enfin une liaison entre Djezzar et lui est établie par l'envoi à Saint-Jean d'Acre d'un officier anglais, Wright ⁽³⁾.

L'invasion de Bonaparte en Syrie et ses premiers foudroyants succès coupaient court, de toute évidence, aux projets d'offensive combinée contre l'Égypte, pour lesquels Sidney Smith avait compté sur l'armée turque de

⁽¹⁾ *Dropmore papers*, t. IV, p. 492. Lettre de Lerigi Malagoumba annexée à la lettre de Sidney Smith à Grenville du 7 mars 1798.

⁽²⁾ *Dropmore papers*, t. V, p. 44. Sidney Smith à lord Spencer, 7 mars 1799.

⁽³⁾ *Ibid.*, t. IV, p. 491. Sidney Smith à Grenville, 7 mars 1799.

Rhodes et sur celle de Djeddar. Mais l'appel du pacha d'Acre au secours britannique et l'aveu de ses angoisses n'ont pas, de prime abord, fait perdre à Sidney Smith tout espoir de combiner avec lui une opération sur les derrières de l'armée française, en profitant de la liberté des communications maritimes. « Il m'a promis, écrit le commodore ⁽¹⁾, de se mettre en mouvement après la fête du Ramadan, qui a pris fin hier. J'espère donc qu'il me rejoindra à mon rendez-vous, échappant ainsi au coup que Bonaparte médite de lui porter et le prenant dans le dos avec une artillerie plus formidable que celle que les Français peuvent avoir avec eux. » Les circonstances ont bien servi et Sidney Smith et Djeddar, en ne leur laissant le temps d'entreprendre aucune opération de ce genre, dont l'issue leur eût vraisemblablement été contraire, comme celle de toutes les offensives ou diversions tentées par des troupes ottomanes. Contre leur attente, leur meilleure carte a été la rapidité même de la marche de Bonaparte, par laquelle la partie s'est trouvée, un mois seulement après la prise d'El-Arich, transportée sous les murs de Saint-Jean d'Acre et ramenée pour eux à la défense de cette place.

C'était le seul endroit où la lutte contre une armée numériquement très faible (moins de 15.000 hommes), mais brave, aguerrie, manœuvrière et supérieurement commandée, pût se présenter dans des conditions favorables à Djeddar et à Sidney Smith. Saint-Jean d'Acre leur a, en effet, offert deux avantages : des fortifications, laissant à désirer mais non sans valeur et susceptibles d'être améliorées, derrière lesquelles une garnison de Turcs et d'Arabes, bien tenue en main, encouragée à la résistance par l'énergie de ses chefs, pouvait développer des qualités naturelles d'ardeur au combat et de ténacité; l'accès direct à la mer libre, grâce à laquelle un contact permanent pouvait être maintenu avec l'escadre anglaise, des renforts en hommes, des secours en matériel et munitions amenés et débarqués, tandis que les communications maritimes des assiégeants avec leur base, l'Égypte, seraient interrompues ou rendues extrêmement précaires. De ces deux avantages, Sidney Smith a tiré un parti remarquable.

Quand s'ouvre le siège, on le trouve à pied d'œuvre, dans les parages de Saint-Jean d'Acre, avec trois de ses vaisseaux de 74 canons, le *Tigre*, le

⁽¹⁾ *Dropmore papers*, t. IV, p. 491. Sidney Smith à Grenville, 7 mars 1799.

Thésée et le *Lion*, n'en ayant laissé devant la côte d'Égypte qu'un seul, le *Swiftsure*, avec trois navires de plus faible armement et deux bombardes⁽¹⁾. Il n'a donc pas hésité à réduire provisoirement au strict minimum la croisière de blocus pour courir au plus pressé, se réservant de capturer, à leur arrivée en Syrie, les convois ou flottilles que l'affaiblissement de la surveillance permettrait aux Français de faire sortir des ports égyptiens. Ce calcul judicieux lui réussira. Du même coup, il distraira le moins possible des forces qu'exige la tâche pour le moment essentielle : contribuer à la défense de Saint-Jean d'Acre, afin d'arrêter l'avance de Bonaparte.

Sa contribution à la défense de la place est prépondérante, décisive. Il est l'âme de la résistance. La seule présence de son escadre est pour les assiégés un soutien moral des plus appréciables. Mais elle est aussi pour eux un appui matériel des plus efficaces. Elle leur procure ce qui leur manque le plus : des chefs expérimentés pour les diriger, utiliser les ressources locales et celles des vaisseaux, des spécialistes pour en tirer parti. Tout ce que l'escadre peut fournir en personnel et en matériel, pour suppléer aux lacunes de la garnison en officiers, ingénieurs, techniciens, artilleurs, à celles de la place en canons, poudre, munitions, matériaux de toute espèce, est mis pas Sidney Smith à la disposition de Djezzar. Les fortifications sont perfectionnées, au point de devenir beaucoup plus redoutables qu'elles ne l'étaient au début du siège; elles sont réparées au fur et à mesure des dommages causés par le bombardement et les assauts. Des batteries sont montées. Une partie du train de siège de l'armée française est capturée sur l'une des deux flottilles que Bonaparte a chargées de le lui apporter de Damiette et d'Alexandrie⁽²⁾ : l'artillerie de gros calibre ainsi prise en mer est aussitôt retournée contre les assiégeants. Des officiers de marine anglais, participant au combat, prennent le commandement des troupes de défense, les jours d'assaut ou de sortie. Les équipages fournissent des pointeurs, des charpentiers et même des compagnies de débarquement. En même temps, la communication est maintenue libre de la place à l'escadre et, par l'escadre, avec la haute mer, permettant l'arrivée de la flotte turque de Rhodes, qui amène des renforts. Tels sont les principaux services rendus par Sidney Smith à la

⁽¹⁾ DE LA JONQUIÈRE, t. IV, p. 303. — ⁽²⁾ IDEM, t. IV, p. 300 et suiv.

défense de Saint-Jean d'Acre. Ils justifient le mérite qu'il a, plus tard, fait à ses subordonnés d'avoir, « en présence d'un ennemi très formidable, fortifié une ville qui n'avait pas un seul gros canon de monté du côté de la terre et maintenu une libre communication par mer, malgré le feu continu de la mitraille et de la mousqueterie ⁽¹⁾ ».

Parmi ses subordonnés, le premier rang revient sans conteste à l'émigré français Phéliepeaux, ancien condisciple de Bonaparte à Brienne et officier d'artillerie d'une haute valeur. Nul n'a été plus utile à Sidney Smith, pour organiser la défense, compléter les fortifications, diriger les travaux, établir les batteries, instruire les servants des pièces, que ce Français animé d'une haine implacable contre la Révolution et le général de l'armée républicaine. Mais c'est encore à Sidney Smith qu'en définitive Saint-Jean d'Acre a été redevable du concours de Phéliepeaux et c'est au compte du chef qu'il convient d'inscrire les services de l'auxiliaire attaché à sa fortune. Parce que le second a été précieux, ne reconnaître au premier que le rôle de « défenseur officiel » ⁽²⁾ de la ville, c'est lui faire tort.

Les trois vaisseaux que Sidney Smith a conduits dans les eaux syriennes ont été pour Saint-Jean d'Acre ni plus ni moins que le salut. En y arrivant avant les troupes françaises, ils l'ont sauvée d'un coup de main. En capturant la flottille de Bonaparte, ils l'ont sauvée une seconde fois, car ils ont frustré les assiégeants d'un matériel de siège dont ils ont, en revanche, doté les assiégés. Ces résultats, rapidement acquis et destinés à peser sur toute la suite du siège, sont justement mis en relief par la première lettre de Sidney Smith à lord Saint-Vincent ⁽³⁾ :

« Ayant été informé par Djézzar pacha, gouverneur de Syrie, de l'incursion des troupes du général Bonaparte dans cette province, et de leur approche d'Acre, capitale du pachalik, je me suis empressé de me porter à son secours avec une partie de la force navale sous mes ordres, et j'ai

⁽¹⁾ Sidney Smith à Nelson, 30 mai 1799. DE LA JONQUIÈRE, t. IV, p. 591.

⁽²⁾ L'expression est d'Albert SORREL, *L'Europe et la Révolution française*, t. V.

⁽³⁾ Sidney Smith à lord Saint-Vincent, 23 mars 1799, transmis par lui en copie à Evan Napéan, secrétaire de l'Amirauté à Londres, 2 avril 1799. Les lettres de Sidney Smith ont été, au fur et à mesure de leur réception à Londres, publiées dans la presse. Nous les avons relevées dans le *Gentleman's Magazine*, numéros de mai à novembre 1799.

eu la satisfaction d'arriver là deux jours avant que l'ennemi fit son apparition. Beaucoup fut fait dans cet intervalle, sous la direction du capitaine Miller, du *Thésée*, et du colonel Phéliepeaux, pour mettre la place en état de défense et lui permettre de résister à l'attaque d'une armée européenne. Et la présence d'une force navale anglaise parut encourager et décider le pacha et ses soldats à opposer une vigoureuse résistance... Comme l'ennemi ne répondait à notre feu que par sa mousqueterie, il fut évident qu'il n'avait pas apporté avec lui son artillerie et que, par suite, il devait l'attendre par mer. Des mesures furent prises en conséquence pour intercepter celle-ci. Le *Thésée* était déjà détaché devant Jaffa. La flottille de l'ennemi, qui y entra venant de la haute mer, rencontra et captura la *Torride* et contournait le mont Carmel, quand elle fut aperçue du *Tigre*. Elle consistait en une corvette et neuf voiliers armés de canons... Sept des petits voiliers ont été capturés, leur cargaison consistant en train d'artillerie de siège, munitions, affûts, etc., destinés à faire le siège d'Acre, très nécessaires à la défense de la place. »

Dès cette première lettre, Sidney Smith constate aussi, en même temps que « l'encouragement, donné aux Turcs par notre exemple », « le temps gagné pour permettre l'arrivée d'un renfort suffisant à faire avorter tout le projet de Bonaparte » : observation très juste, puisque le renfort — des régiments amenés de Constantinople et de Rhodes — est ensuite arrivé à Saint-Jean d'Acre sur l'escadre ottomane. Pendant tout le reste du siège, une série de lettres de Sidney Smith⁽¹⁾ rendent compte de l'aide prêtée aux assiégeants par les vaisseaux et les équipages sous ses ordres, pour repousser les attaques que les Anglais dénombrent jusqu'à douze assauts consécutifs, un peu complaisamment dénommés par eux « les douze défaites de Bonaparte ».

Alors que l'escadre anglaise du Levant est intervenue si efficacement dans une opération à terre, la mission militaire britannique en Turquie n'y a pris aucune part. Enfin arrivé à Constantinople avec ses officiers, le général Kœhler s'y est attardé tranquillement, entamant immédiatement avec Spencer Smith des querelles de préséance et de compétence, qui réagissent à distance sur ses rapports avec le « *joint minister* » et commodore.

⁽¹⁾ Lettres du 7 avril et des 2, 3, 9 et 30 mai 1799.

Il se juge plus utile à Constantinople qu'au front de Syrie : devant l'état de faiblesse et de désarroi où il a trouvé l'armée ottomane, ses services, son matériel, son commandement, il a plus et mieux à faire au centre de l'empire, auprès du Gouvernement, qu'à Saint-Jean d'Acre, à Rhodes ou à Alep, avec telle ou telle des unités, dont il a péniblement obtenu la mise en route. Lui et les officiers de sa mission ne sont-ils pas, à eux seuls, l'état-major turc? Ce chef de mission militaire s'efforce donc à être un chef d'état-major-général, sinon même un ministre de la Guerre : il fait des plans de campagne à l'usage du Grand Vizir et des pachas de moindre rang. Dans ce rôle il se confiera le plus longtemps possible, comme s'il avait le pressentiment que la peste et la mort l'attendaient au camp du Vizir, quand enfin il l'aura rejoint, deux ans plus tard. Au surplus, il n'a pas grande confiance dans la puissance d'arrêt des murs et des défenseurs d'Acre, puisqu'il suggère à Londres, comme moyen d'attirer Bonaparte hors de Syrie, une diversion offensive contre Alexandrie⁽¹⁾. Sa conception de son devoir, et peut-être les exigences de sa mission, lui composent un personnage toujours assez ingrat : celui de stratège en chambre.

Le concours de Kœhler à la place assiégée se borne à y envoyer un officier. « Je considérais comme impossible, écrira plus tard Sidney Smith⁽²⁾, qu'un homme de la capacité et du zèle du général Kœhler pût se laisser détourner par une considération quelconque de se jeter lui-même, avec tous les faibles moyens dont il pourrait disposer, dans une place assiégée, si rudement pressée que l'était notoirement Acre. Il avait un transport à sa porte et pouvait aussi bien venir lui-même qu'envoyer le seul officier, le major Faed, aux sollicitations duquel il ait enfin cédé. » La carence de Kœhler a servi à Sidney Smith à faire valoir son propre esprit d'initiative et de décision, en assumant la responsabilité d'une tâche qui n'était pas de son ressort et, par surcroît, pas enviable. « Peut-on supposer, a-t-il écrit, qu'un marin pût souhaiter prendre sur soi la responsabilité de fortifier et de défendre une place presque dépourvue de défenses, étant livré à lui-même, sans une bêche, une pelle, une fascine ou un gabion, si ce n'est ceux qu'il pourrait dérober à l'ennemi? Peut-on supposer qu'aucun

⁽¹⁾ Kœhler, 12 avril 1799. F. O., 78/26.

⁽²⁾ *Dropmore papers*, t. V, p. 477. Sidney Smith à Grenville, 18 octobre 1799.

homme ait pu, sans éprouver le plus vif et constant désir d'être secouru, assisté, voir ses amis tomber malades les uns après les autres, par excès de fatigue, au point de demeurer complètement seul? » Ce tableau, sans doute dramatisé, des difficultés qu'il a rencontrées, indique cependant les mérites que Sidney Smith revendiquait pour lui-même et auxquels, à tout prendre, il a eu droit.

Plus d'une fois, au cours d'une lutte de deux mois, et jusqu'à une date peu éloignée de la levée du siège, il a douté du succès. « Quoique nous puissions être et soyons probablement défaits, écrit-il encore le 9 mai⁽¹⁾, j'ose dire que l'armée française sera tellement affaiblie avant cet événement, qu'elle ne pourra pas profiter d'une victoire qui lui aura coûté si cher. » Il s'attend donc alors à la prise de la ville, sans que cette crainte le rende moins obstiné à la défendre. Car il discerne très justement l'intérêt qu'il a, en tout état de cause, à affaiblir l'ennemi, dont l'affaiblissement limitera l'activité ultérieure : résultat militaire important en soi et, le cas échéant, dédommagement à la perte de Saint-Jean d'Acre.

Ce n'est pas que Sidney Smith ne comprenne l'intérêt moral et matériel d'éviter cette perte. Il saisit au contraire toute la portée de la partie engagée pour la possession d'une vulgaire bicoque. Après l'assaut qui a été le plus près de réussir, celui du 8 mai, voici en effet ce qu'il écrit à l'Amirauté britannique : « Bonaparte fera indubitablement une nouvelle attaque, la brèche étant praticable à 50 hommes de front. La ville n'est pas et n'a jamais été susceptible d'être défendue suivant les règles de l'art. Mais, d'après toute autre combinaison, elle sera défendue : non pas qu'elle en vaille la peine par elle-même, mais nous prévoyons que c'est par cette brèche que Bonaparte veut marcher à de nouvelles conquêtes. C'est de l'issue de ce nouveau combat que dépend l'opinion de la multitude des spectateurs, sur les montagnes environnantes, qui n'attendent que l'événement pour se joindre au vainqueur. Avec de tels renforts pour l'exécution de ses projets connus, Constantinople et même Vienne éprouveraient de violentes secousses⁽²⁾. »

⁽¹⁾ DE LA JONQUIÈRE, t. IV, p. 485. Sidney Smith à Evan Napéan (de l'Amirauté britannique), 9 mai 1799.

⁽²⁾ Sidney Smith à Evan Napéan, 9 mai 1799. DE LA JONQUIÈRE, t. IV, p. 485.

Documents, n° 3.

L'enjeu de la partie dépasse donc de beaucoup, aux yeux de Sidney Smith, la valeur propre de Saint-Jean d'Acre : il s'étend aux projets que Bonaparte est supposé nourrir et dont une nouvelle victoire de ses armes favoriserait l'accomplissement. Sidney Smith déclare « connus » ces projets, qui sont restés mystérieux pour la postérité, et qui n'étaient peut-être pas arrêtés dans l'esprit même de Bonaparte. Il les croit manifestement dirigés contre Constantinople, contre Vienne, où il admet que puisse se faire sentir le contre-coup d'une conquête qui livrerait à l'armée française, en même temps que Saint-Jean d'Acre, le reste de la Syrie. Le nom de l'Inde ne vient pas sous sa plume : sans doute exclut-il la possibilité d'une entreprise de Bonaparte dans cette direction, par voie de terre, à travers la Mésopotamie et l'Asie centrale. Mais c'est assez de l'enjeu du siège, tel qu'il le conçoit, pour centupler le prix des médiocres remparts que les adversaires se disputent. L'idée qu'il s'en forme stimule son acharnement. « La grandeur de nos obligations, dit-il, ne fait qu'accroître l'énergie de nos efforts et notre zèle à remplir nos devoirs. »

Plus le succès lui a paru incertain et l'intérêt lui en a semblé grand, plus la levée du siège d'Acre acquiert naturellement d'importance à ses yeux. Il l'annonce à Nelson sur le ton où Nelson a annoncé Aboukir à l'Amirauté : « La providence du Tout-Puissant s'est fait sentir miraculeusement par la défaite et la retraite précipitée de l'armée française. Les moyens que nous avions de résister à ses efforts gigantesques répondaient imparfaitement à un résultat aussi heureux pour nous... La plaine de Nazareth a été la limite de la carrière extraordinaire de Bonaparte. Il a levé le siège d'Acre, laissant après lui toute sa grosse artillerie, enfouie ou jetée à la mer, où on l'aperçoit et d'où elle peut être facilement retirée⁽¹⁾. » Nelson, qui cependant n'aime pas Sidney Smith et se trouve plus souvent en conflit que d'accord avec lui, le félicite chaleureusement d'une victoire devant laquelle son antipathie désarme. Il le loue de ses « admirables actions pour l'extirpation de la horde de voleurs, qui vint en Égypte avec cet archi-voleur de Bonaparte⁽²⁾ ». Il lui renouvelle peu après ses félicitations « pour l'immense fatigue supportée en défendant Acre contre une

⁽¹⁾ Sidney Smith à Nelson, de Jaffa, 30 mai 1799. *DE LA JONQUIÈRE*, t. IV, p. 588.

⁽²⁾ *Dispatches and letters*, etc., t. III, p. 417. Nelson à Sidney Smith, 24 juillet 1799.

armée choisie de vilains Français, commandée par cet archi-vilain de Bonaparte⁽¹⁾ ».

III

A son tour, l'Angleterre, quand elle apprend les hauts faits de Sidney Smith, lui tresse des couronnes de laurier.

L'invasion de la Syrie l'a surprise en pleine passe de dédaigneuse ironie envers l'expédition d'Égypte et tantôt de compassion affectée pour les malheureux qui s'y sont fourvoyés, tantôt d'indignation impitoyable contre les impudents qui l'ont entreprise. La politique indigène de Bonaparte — d'Ali Buonaparte, ainsi qu'on l'appelle par dérision — ses avances aux musulmans, sa déférence pour l'islamisme sont tournées en ridicule à Londres.

Un collaborateur bienveillant d'une revue anglaise (bienveillant, mais involontairement comique) fait écrire par Ibrahim bey à Bonaparte une épître en vers — anglais naturellement. « Ce n'est pas, lui fait-il dire, notre intention de nous affubler de châles tricolores⁽²⁾, ni de nous prêter à des pantomimes de cette espèce, comme vous et votre ramassis de crapule républicaine. » Ne fait-il pas jurer Ibrahim bey par la barbe du Prophète que Bonaparte n'entrerait pas au Paradis ! « Vous censurez nos mœurs, tournez nos usages en dérision, profanez nos mosquées, calomniez le Divan et, tandis que vous répandez la mort et la destruction, vous vous exclamez avec délices : J'imité Alexandre ! » Ainsi le Mameluk, à qui le personnage d'Alexandre le Grand était certainement inconnu, interpelle-t-il le vainqueur des Pyramides par la bouche d'un interprète anglais. Il ne se prive pas non plus de vaticiner. « J'ai confiance qu'au Caire vous terminerez votre carrière... Si vous rencontrez le pistolet ou l'épée d'un Arabe ou d'un Mameluk, ils vous troueront la peau aussi bien qu'un fusil... Sur le rivage d'Égypte vous avez débarqué, c'est vrai ; mais vous

⁽¹⁾ *Dispatches and letters*, etc., t. III, p. 451. Nelson à Sidney Smith, 20 août 1799.

⁽²⁾ Allusion à un ordre de Bonaparte, d'après lequel les indigènes, membres des Divans, porteraient le châle tricolore, comme marque d'honneur, d'ailleurs peu appréciée d'eux.

ne tarderez pas à débarquer au rivage du Styx ⁽¹⁾. » Évidemment l'auteur de ces lignes — une exception parmi ses compatriotes — a caressé l'espoir d'apprendre l'assassinat de Bonaparte. Mais il ne se trouvera pas d'Égyptien pour porter la main sur le « Sultan Kébir », et c'est sous les coups d'un étranger, d'un Alepin, que tombera, en juin 1800, le vaillant Kléber.

Au printemps de 1799 paraît à Londres une publication officielle intitulée : *Copies des lettres originales de l'armée du général Bonaparte en Égypte, interceptées par la flotte sous le commandement de l'amiral lord Nelson*. Ce livre, répandu en nombre prodigieux d'exemplaires en Grande-Bretagne et en Irlande, imprimé simultanément à Hambourg, Francfort et dans diverses autres villes du continent, s'ouvre par une introduction, due à l'éditeur. « Ce qui a commencé en iniquité, finit en ruine, — y lit-on. Une anxiété et une détresse incessantes ont marqué chaque étape de la maudite entreprise, jusqu'à ce que l'amour du sang et du pillage sombre finalement sous le terrible châtiment qu'il a volontairement provoqué. » Veut-on savoir quel est ce châtiment ? On est fixé à cet égard par les lignes suivantes, qui ne sont pas extrêmement flatteuses pour les Égyptiens, ou plutôt qui ne le seraient pas, si la passion n'avait égaré visiblement la main qui les traça : Bonaparte et ses troupes « sont maintenant le jouet d'une faible et méprisable racaille, des Arabes, qui ne sont guère comptés parmi les nations civilisées, et de la populace du Caire, la plus brutale, sanguinaire et sauvage de l'univers. Devenir les esclaves de ce rebut d'humanité, servir à satisfaire ses brutales passions, fournir un aliment à sa juste vengeance, vivre méprisés et abhorrés, mourir inconnus, avoir leurs cadavres en proie aux chiens et aux vautours du pays, tel est désormais le seul sort qui attende » les Français. Une revue qui analyse cet ouvrage en conclut que, les lettres interceptées étant éditées par les soins du Gouvernement, le préfacer « est pleinement informé du présent état, on serait tenté de dire de l'anéantissement, de Bonaparte et ses 62.000 hommes, soldats et marins » ⁽²⁾.

⁽¹⁾ *Gentleman's Magazine*, numéro de février 1799.

⁽²⁾ *Ibid.*, numéro de mai 1799. En regard des illusions que les lettres interceptées inspirèrent aux Anglais, il n'est pas inutile de placer, une fois au moins, le sentiment des Français d'Égypte sur les conclusions arbitraires que leurs ennemis

La conclusion est sans doute audacieuse. Mais on croit toujours plus ou moins ce que l'on souhaite, et on l'affirme d'autant plus qu'on veut davantage y croire et y faire croire les autres. Il y a quelque chose de ce phénomène habituel dans les imperturbables prédictions et les dramatiques constatations des Anglais, dans cette sorte de *de profundis* vengeur qu'ils ne cessent de chanter sur l'armée française d'Égypte. Cependant leurs illusions sur les conditions où elle se trouve ne sont pas entretenues que par les lettres interceptées. Elles le sont aussi par des informations du genre de celle-ci, mandée par le capitaine Troubridge, le 27 février, des bouches du Nil : « La peste, répandue d'une manière peu commune et exceptionnellement virulente, a éclaté en Égypte, et les soldats français meurent littéralement et positivement par centaines. Si cette maladie continue six semaines de plus ses ravages destructeurs, il n'est pas probable qu'un seul Français reste vivant en Égypte⁽¹⁾. »

La nouvelle aventure où se lance Bonaparte, en envahissant la Syrie, ne coupe court immédiatement ni aux imprécations ni aux railleries, dont voici un échantillon : « La seule manufacture qui puisse fonctionner présentement dans la République française est celle des proclamations, et Bonaparte est le meilleur client qu'elle possède. Le marché d'Égypte étant bloqué par terre et par mer, toute concurrence étrangère est exclue, et les Français jouissent d'un parfait monopole. Cette marchandise étant heureusement d'un poids si léger qu'elle est facilement transportée en ballon, elle arrive régulièrement au Luxembourg⁽²⁾, avec chaque souffle favorable. Ali Bonaparte était certainement destiné par nature à commander une

tiraient de cette documentation. Vivant Denon écrit que ces lettres « contribuaient à tromper » les Anglais sur la situation de l'armée française d'Orient, et il poursuit : « Les Anglais se complaisaient à croire que nous mourions de faim, nous renvoyaient nos prisonniers, pour hâter l'époque de notre destruction, imprimaient dans leurs gazettes que la moitié de notre armée était à l'hôpital, que la moitié de l'autre moitié était obligée de conduire le reste qui était aveugle; tandis que cependant la Haute-Égypte nous fournissait en abondance le meilleur blé, et la Basse, le plus beau riz » etc. (*Voyage dans la Basse et la Haute-Égypte...*, t. I, p. 111 de la petite édition).

⁽¹⁾ *Gentleman's Magazine*, numéro d'avril 1799.

⁽²⁾ Le palais du Luxembourg à Paris, siège du Directoire.

expédition à Tipperary, au lieu de rejoindre Tippoo-Sahib par la voie de Suez. Après avoir enseigné aux musulmans la doctrine de la prédestination, il conclut son adresse en leur demandant de prier pour son succès ⁽¹⁾. »

Quelques jours plus tard, le ton a changé : c'est qu'Allah a par trop exaucé les prières de ses fidèles pour le succès de Bonaparte. « Il apparaît, écrit le *Times* ⁽²⁾, que Bonaparte a fait plus de progrès qu'on n'eût pu le désirer, aussi bien dans l'esprit des indigènes que sur le champ de bataille. Le pacha d'Acre est en grand besoin de troupes européennes et se montre effrayé que le siège soit mis devant la capitale de son gouvernement par le détachement de Kléber et les habitants du mont Liban. A Constantinople on est en proie à de vives craintes pour la Palestine et la Syrie. » Les alarmes de Djezzar, celles du sultan, ont leur écho à Londres : on croit que Jérusalem, Damas, toute la Syrie sont aux mains de Bonaparte. Puis, vers la fin de mai, revient de Constantinople et Vienne la rumeur d'un succès turc : Kléber aurait été repoussé par le pacha d'Acre, perdant 8000 hommes, et chassé de Syrie. Mais, rien n'ayant ensuite confirmé la défaite du vainqueur de mont Thabor, il n'en est plus question. Tout ce qu'on sait, par la première lettre de Sidney Smith, est que celui-ci a pris en mains la défense d'Acre et capturé la flottille française. Le 24 juin est annoncée « la délivrance de Saint-Jean d'Acre par l'escadre sous Sir Sidney Smith ». « La capture de ses munitions, de son train d'artillerie et de ses canonnières, écrit le *Times* ⁽³⁾, doit être pour Bonaparte une perte irréparable, tandis qu'elle a permis aux Anglais de mettre la forteresse dans un très respectable état de défense contre toute attaque future. » L'espoir renaît ; on se reprend à décrire la situation des Français en Orient comme très précaire, surtout si l'armée du Grand Vizir, descendant d'Anatolie, est en marche contre eux. Mais, en attendant, il n'appert pas encore des nouvelles reçues que la place « délivrée » ait cessé d'être assiégée.

A la mi-juillet, les témoignages concordants des ministres d'Angleterre

⁽¹⁾ *Times*, 1^{er} mai 1799. La proclamation dont il s'agit ici est celle que Bonaparte avait adressée au Divan du Caire avant de partir pour la Syrie.

⁽²⁾ *Times*, 3 mai 1799.

⁽³⁾ *Times*, 24 juin 1799.

en Autriche et en Turquie et de l'agent de la Compagnie des Indes à Constantinople ne laissent plus de doute sur une défaite de Bonaparte devant Acre et sur la position critique de son armée⁽¹⁾. Enfin, le 23 juillet sont connus et publiés par la *London Gazette* des détails authentiques sur la levée du siège, l'acharnement des derniers assauts manqués, l'abandon du matériel pesant, la retraite des assiégeants, leur passage à Jaffa, contaminés par la peste, leur traversée du désert, où on les représente comme fort mal en point⁽²⁾. Dans la première quinzaine d'août, des lettres de l'amiral Blankett, à qui Sidney Smith a fait part de son succès, et de Tooke⁽³⁾, qui en rend compte à la Compagnie des Indes, fournissent l'occasion de revenir sur le sujet, en insistant sur ce qu'il a de plus mortifiant pour Bonaparte, sur sa prétendue déroute à travers le désert et la probabilité que ses troupes y périssent. « Hier, rapporte le *Times*, M. Bassett est arrivé de l'Inde. Il a apporté des dépêches contenant le duplicata de lettres de Sir Sidney Smith à l'amiral Blankett, dans le détroit de Bab-el-Mandeb, dans lesquelles Sir Sidney relate que Bonaparte a essayé en vain de relever les espoirs brisés de ses forces vaincues et de les conduire à un douzième assaut, par-dessus les cadavres non ensevelis de leurs camarades, à Saint-Jean d'Acre. Le spectacle horrible et les effluves putrides de ce champ de carnage ont poussé les troupes à la mutinerie et au désespoir; et Bonaparte, après de vains efforts, a abandonné la partie et décidé de fuir vers Suez, où il a envoyé des messagers, on ne peut conjecturer dans quelle intention, à moins que ce ne soit pour faire sa reddition à quelque bâtiment anglais croisant dans la mer Rouge⁽⁴⁾. »

Des exagérations, agrémentées de macabres détails, sont mises en circulation par les Turcs et recueillies à Vienne par le ministre d'Angleterre, qui les transmet à Londres, où elles sont publiées : complète défaite de Bonaparte, qui a dû incendier son camp et ses bagages; Djeddar le harcèle

⁽¹⁾ *Times* du 15 juillet 1799.

⁽²⁾ *Times* du 24 juillet 1799.

⁽³⁾ Agent de la Compagnie des Indes à Constantinople.

⁽⁴⁾ *Times* du 1^{er} août 1799. Le *Times* allait trop vite en affaires. Seize années bien remplies devaient encore s'écouler avant que Napoléon se rendit à un vaisseau anglais, en rade de Rochefort.

et a pris des dispositions pour lui couper la retraite; les têtes de 13 généraux et 300 officiers français ont été apportées à Constantinople par des Tartares et exposées, selon l'usage, « avec des inscriptions convenables »; Bonaparte a atteint El-Arich dans des conditions telles qu'il est peu probable qu'il regagne sain et sauf le sol égyptien⁽¹⁾. Peu après circule même le bruit, venu de Constantinople, que Bonaparte a été tué.

Ce qui est contrôlé et certain suffit toutefois à mettre les cœurs en liesse. Gouvernement et opinion publique accueillent avec joie la nouvelle de l'échec infligé à un général réputé invincible. A la rentrée du Parlement, le discours du trône en fait mention; dans les deux Chambres y font écho les discours des ministres de la Guerre et des Affaires étrangères, Dundas et Grenville, du Premier Lord de l'Amirauté, lord Spencer, de lord Hood et de lord Buckingham; Communes et Chambre des Lords votent à Sidney Smith des félicitations et une dotation. La Cité, la Compagnie du Levant, la Compagnie des Indes lui envoient des adresses de remerciements⁽²⁾. L'ordre du jour voté par le Parlement le remercie « pour le courage et le zèle extraordinaires dont il a animé les troupes turques, afin de persévérer dans la défense de Saint-Jean d'Acre, sur la côte de Syrie, et la valeur et l'héroïsme qu'il a déployés, pendant une période de soixante jours, jusqu'à ce qu'il eût complètement battu l'armée française sous le commandement du général Bonaparte »⁽³⁾. L'adjectif d'extraordinaire, appliqué au courage et au zèle inspirés par Sidney Smith aux troupes turques, n'était pas extrêmement flatteur pour les dispositions ordinaires de cette armée. Le retentissement donné à l'événement en consacre l'importance morale — le premier revers subi par Bonaparte en personne — et la part qu'un Anglais y a prise s'affirme dans les honneurs qui lui sont rendus. L'Angleterre réunira désormais dans sa reconnaissance aux « héros du Nil » les « héros d'Acre ». Pour la seconde fois l'expédition française en Orient enrichit d'une victoire les annales militaires britanniques. Le 1^{er} janvier 1800,

⁽¹⁾ *Times* des 1^{er}, 2, 10 août 1799.

⁽²⁾ *Barnow, Life of Admiral Sir William Sidney Smith*, t. I, p. 320 et suivantes du 16 septembre au 2 octobre 1799.

⁽³⁾ Voté sur la proposition de Grenville aux Lords du 2 octobre 1799. *Gentleman's Magazine*, numéro de mars 1800.

dans une nomenclature des faits remarquables de l'année écoulée, le *Times* inscrira à la date du 20 mai 1799 : « Bonaparte lève le siège d'Acre, après avoir échoué dans un douzième assaut contre la place, par-dessus les corps putréfiés de ses soldats non ensevelis; il abandonne son train d'artillerie (23 pièces) et environ 2000 de ses blessés les plus graves, après avoir massacré de sang-froid ses prisonniers turcs ».

En France éclatent, jusque dans les Conseils, les plus violentes récriminations contre cette expédition d'Orient, qui vient, pour la seconde fois, de buter contre un obstacle; et les plus pénibles polémiques s'élèvent entre ceux qui en portent les responsabilités : Delacroix s'en défend; Talleyrand en désavoue la paternité; les Directeurs de 1798 la renient à l'envi⁽¹⁾. Récriminations et désaveux justifient la satisfaction manifestée de l'autre côté de la Manche, et l'accroissent encore. On les y constate et relève avec une sombre allégresse, comme la preuve et l'aveu de la défaite, du naufrage irrémédiable de l'entreprise maudite. « L'expédition de Bonaparte, écrit le *Times* ⁽²⁾, ayant totalement échoué et la retraite de son armée étant reconnue impossible ou désespérée, nous trouvons Reubell exprimant son opinion sur la folie et l'absurdité de cette expédition. » L'indignation éclate, d'autant plus forte qu'on la croit désormais rétrospective, contre l'opération qu'on tient pour liquidée : « Cette vile, atroce expédition, dont l'espoir était la fraude et l'objet le butin; ce bas et sordide crime, dont l'hypocrisie et la falsification ont été les meilleurs ministres, dans laquelle le firman du Grand Seigneur a été contrefait pour entraîner ses sujets à la rébellion et soustraire ses provinces à son obéissance; cette horrible moquerie de Dieu et de l'homme, par laquelle Bonaparte et ses hordes athées se sont inclinés dans la Mosquée et ont adoré le Dieu de Mahomet; cette série de massacres, de pillages et de violences, qui commença dans les rues sans défense d'Alexandrie et se déroula en rapt et en meurtres jusqu'à la défaite des Français à Saint-Jean d'Acre; cet horrible système et cette succession de fraudes, d'abus, d'impiétés, de sacs, de perfidies et de cruautés, ont duré 20 mois, ont duré jusqu'à ce que la défaite du chef, la ruine de son armée, le désespoir de voir un seul homme revenir du champ de vengeance aient convaincu la Grande Nation que c'était folie et

⁽¹⁾ DE LA JONQUIÈRE, t. V, p. 181-83. — ⁽²⁾ *Times* du 24 juillet 1799.

méchanceté. » Imprécations mises à part, l'exaltation du succès, les récriminations mutuelles des politiciens de Paris et quelques données inexactes sur la position de Bonaparte portent donc les Anglais aux illusions et transforment à leurs yeux Saint-Jean d'Acre en une victoire décisive.

En Orient, en Égypte, malgré les efforts faits par Bonaparte pour masquer l'infidélité de la fortune, Saint-Jean d'Acre efface l'effet de Gaza et de Jaffa, de Nazareth et de mont Thabor; et, en dépit des trophées, des proclamations, de la rentrée triomphale au Caire, par la « porte de la Victoire », derrière les drapeaux enlevés à l'ennemi, sur les palmes jonchant le sol, l'impression qui prévaut chez les indigènes est celle de l'échec. Sans faire oublier à l'armée ses victoires et sans ébranler son moral, l'opération manquée qui clôt sa campagne en est, pour elle aussi, le fait dominant. Bonaparte lui-même, tout attentif qu'il est à préserver ses lauriers, convient de l'épine qui s'y est glissée. « Cet homme-là, dit-il de Sidney Smith, m'a fait manquer ma fortune »⁽¹⁾ : mot qui, du reste, grossit à l'excès et le personnage et le succès de son adversaire.

« On a souvent répété ce mot de Bonaparte... et l'on s'est plu à envisager les vastes conséquences que la chute de Saint-Jean d'Acre aurait entraînées pour tout l'Orient »⁽²⁾. » Pour les uns, elle eût ouvert au vainqueur la route de Constantinople; pour les autres, celle de l'Inde. Elle lui eût permis d'entreprendre l'une ou l'autre de ces deux grandes entreprises, qu'il y aurait subordonnées.

Se peut-il que la victoire des « héros d'Acre » ait coupé les ailes à d'aussi vastes espérances? qu'elle ait mis obstacle à l'accomplissement de projets d'une telle envergure?

⁽¹⁾ *Histoire scientifique et militaire...*, t. III, p. 258.

⁽²⁾ DE LA JONQUIÈRE, t. IV, p. 638.

CHAPITRE VIII.

LES RÊVES DE MARCHE SUR L'INDE.

- I. — Les rêves de Bonaparte en 1798-1799 : marche sur l'Inde à travers l'Asie ; marche sur Constantinople et retour par Vienne. Ce n'ont été que des chimères à ses propres yeux. Raisons de leur attrait pour lui.
- II. — L'exposé rétrospectif du projet de marche sur l'Inde fait par Napoléon à Sainte-Hélène. Il aurait admis en 1799 d'en subordonner l'exécution au plein succès de sa campagne de Syrie. Son rapport au Directoire du 10 février 1799 n'en a pas soufflé mot. Il n'avait pas à faire mention d'un « projet » auquel il ne s'arrêtait pas sérieusement.
- III. — Objections s'opposant à ce que ce « projet » ait pu être pour lui en 1798-1799 autre chose qu'une envolée de l'imagination, un amusement de l'esprit. À Paris n'a été envisagée qu'une expédition aux Indes par la mer Rouge. Lettres de Bonaparte faisant prévoir son prompt retour en France. Aucune allusion dans sa correspondance à une marche sur l'Inde par l'Asie. Aucune mesure prise par lui pour la préparer. Pendant sa campagne de Syrie, son désir est resté de retourner en France aussitôt que possible. Il n'a pas pu se faire illusion à ce point sur ses moyens matériels.
- IV. — Impossible de dire ce que Bonaparte eût fait, victorieux devant Acre ; mais possible de dire ce qu'il n'eût pas fait. L'exacte portée de la victoire des « héros d'Acre » et les résultats pour Bonaparte de sa campagne en Syrie.
- V. — En France, Gouvernement et public ont fait les mêmes rêves que Bonaparte. Raisons pour lesquelles les imaginations sont débridées.
- VI. — Les Anglais se sont émus des rêves des Français. Hypothèses d'une marche de Bonaparte sur Constantinople, d'une invasion de l'Inde. Tranquillité relative des ministres. Mémoire de Dumouriez. La voie de la mer Rouge, les routes d'Asie. Étude et conclusions d'Eyles Irwin. Coïncidence avec l'opinion de Volney. Contre des dangers chimériques, certains Anglais ont conseillé des parades saugrenues : amener en Perse une armée anglo-russo-turque ; appeler les Russes en Afghanistan ; transporter à Bassora et de là en Syrie des troupes anglo-indiennes. Projets en avance sur l'histoire.

I

Avant d'entreprendre sa campagne de Syrie et après s'y être lancé, Bonaparte avait laissé son imagination voyager fort au delà de l'horizon syrien. Au Caire, tandis que se poursuivaient la conquête et l'organisation de l'Égypte; puis, pendant qu'il traversait le désert entre Belbeis et Gaza, qu'il longeait la côte de Palestine, campait dans Jaffa enlevée d'assaut, contournait le Carmel, pénétrait dans la plaine d'Esdremon, et jusqu'après le moment où l'eurent arrêté les remparts de Saint-Jean d'Acre, sa pensée l'avait emporté vers des régions infiniment plus éloignées de son point de départ. On l'avait vu, « couché à plat ventre sur les belles cartes qu'il avait apportées » de Paris, marquer les étapes d'une marche sur l'Euphrate; on l'avait entendu la développer, en rappelant l'exemple d'Alexandre le Grand, « son héros favori ». C'était, disait-il, ce que lui-même eût fait, « si; après la soumission de l'Égypte, il avait eu 15.000 hommes à y laisser et 30.000 disponibles »⁽¹⁾. Mais ce si venait dresser contre son rêve la réalité: la disproportion de ses moyens avec cette entreprise, l'insuffisance de ses effectifs, « le dégoût qu'éprouvait déjà l'armée dans ces déserts », — à défaut de beaucoup d'autres objections matérielles, qui auraient pu se présenter à son esprit.

L'Euphrate n'était pourtant qu'une étape de sa course imaginaire, dont le terme était l'Inde. Il franchissait les milliers de lieues, qui le séparaient de ce terme inaccessible, arrêtaient les modalités de cette prodigieuse migration militaire, arrivait aux bords de l'Indus, anticipait, « pour investir l'empire anglais des Indes », sur « les combinaisons que les Anglais ont employées depuis pour le défendre »⁽²⁾, dans l'Irak et dans l'Iran, comme en Égypte. Encore au Caire, carrefour des continents africain et asiatique, ou déjà engagé « sur le chemin de l'Asie », il se voyait parcourant ce chemin historique, « porté sur un éléphant, le turban sur la tête et, dans sa main, un nouvel Alcoran »⁽³⁾, « attaquant la puissance

⁽¹⁾ BOURRIENNE, *Mémoires*, t. II, p. 187.

⁽²⁾ A. SOREL, *L'Europe et la Révolution française*, t. V, p. 444.

⁽³⁾ M^{me} DE RÉMUSAT, *Mémoires*, t. I, p. 274.

anglaise dans les Indes et renouant par cette conquête » ses relations avec la vieille Europe. Il était là en pleine fantaisie, à la poursuite théorique d'un but qu'il savait hors de son atteinte.

Parfois, à l'idée de marcher sur l'Inde par l'Asie se substituait celle de marcher sur Constantinople. Ses compagnons d'Orient l'entendaient, sous la tente devant Saint-Jean d'Acre, dans son palais arabe du Caire après son retour, penser tout haut et se tracer une route triomphale plus praticable, au moins jusqu'au Bosphore, que celle dont l'Indus eût été le terme. Acre enlevé, les trésors et les armes de Djezzar confisqués, la Syrie soulevée, Damas et Alep conquis, il traversait l'Asie Mineure, arrivait à Constantinople, renversait l'Empire ottoman, fondait un gouvernement nouveau sur les ruines de celui du sultan et, peut-être, retournait à Paris par Andrinople et Vienne, en anéantissant au passage la maison d'Autriche⁽¹⁾. Là, il anticipait en quelque manière sur les opérations que plusieurs grandes armées se sont divisées, en Europe et en Asie, de 1915 à 1918. Ainsi « se représentait-il, tantôt tournant l'Autriche par Constantinople, tantôt prenant l'Angleterre à revers par les Indes⁽²⁾ ». Mais la coïncidence même des deux idées dans son esprit prouve qu'aucune des deux n'y avait pris la consistance d'un dessein réalisable.

L'une et l'autre ont été des chimères, auxquelles son imagination s'est complue, dont elle ne s'est détachée qu'à regret, mais qu'elle n'a jamais imposées à sa raison comme des objectifs militaires à la portée de ses moyens, comme les buts alternatifs d'opérations subordonnées au succès de ses armes en Syrie.

Ces chimères l'affranchissaient théoriquement des servitudes qui, pratiquement, pesaient sur son expédition et qui l'empêchaient d'en tirer le parti que lui-même et le Directoire s'en étaient ambitieusement promis. La marche sur Constantinople retournait contre la Turquie les effets de l'hostilité à laquelle elle s'était laissée entraîner contre lui, faisait d'elle le bouc émissaire de l'alliance anglo-turque. La marche sur l'Inde suppléait au défaut de marine sur la mer Rouge, annulait l'occupation de Périm,

⁽¹⁾ *Histoire scientifique et militaire...*, t. II, p. 258 et suiv.

⁽²⁾ A. SOREL, *L'Europe et la Révolution française*, t. V, p. 444.

le blocus de Bab-el-Mandeb, la suprématie navale anglaise. Grâce à l'une et grâce à l'autre, l'expédition d'Égypte recouvrait idéalement une efficacité en réalité compromise, atteignait les fins auxquelles elle avait été entreprise, sans qu'elle eût encore pu y aboutir : l'Angleterre était exclue du Levant, chassée de l'Inde. L'imagination de Bonaparte se donnait carrière dans ces spéculations, qui le soustrayaient aux lois de la réalité, et dont il réservait la confiance aux « effusions de bivouac », aux « épanchements familiers » et aux évocations rétrospectives.

Toute sa vie l'a poursuivi le charme de ces rêves de jeunesse et d'Orient. Par eux, le temps qu'il avait passé en Égypte est resté dans son souvenir comme « le plus beau » de sa vie, parce que c'en avait été « le plus idéal ». Lui-même convenait d'y avoir beaucoup rêvé : rêvé « toutes choses » et « vu les moyens d'exécuter tout ». Son imagination s'y était, disait-il, « mêlée à sa pratique » et elle était « morte à Saint-Jean d'Acre⁽¹⁾ ». Sans doute estimait-il qu'elle avait trop contribué à l'attirer sous les murailles derrière lesquelles veillait Sidney Smith, encore qu'il n'y fût pas arrivé en route pour les lointains pays où elle s'aventurait. Mais il n'en aima pas moins toujours, dans les splendeurs de l'empire d'Occident, plus encore dans les douloureux loisirs de Sainte-Hélène, à ressusciter les belles, romanesques créations de son imagination, cette victime du commodore. La marche sur Constantinople n'obtint de lui, rétrospectivement, que de brefs rappels, d'un raccourci magnifique : « Je gagnais une bataille d'Issus, je me faisais Empereur d'Orient et je revenais à Paris par Constantinople ». Mais la marche sur l'Inde, parce qu'elle eût été dirigée contre sa mortelle ennemie, l'Angleterre, fut mieux traitée, élevée au rang de « projet » et décrite dans tous ses détails.

II

Dans ses *Campagnes d'Égypte et de Syrie*, où il a, dès le début, fait la part très large aux considérations sur la mer Rouge, le canal des deux mers, le commerce avec l'Inde, la marche d'une armée d'Égypte aux Indes, le général Bertrand, qui n'est que le porte-parole de Napoléon, a présenté

⁽¹⁾ M^{me} DE RÉMUSAT, *Mémoires*, t. II, p. 274.

la campagne de Syrie comme le prologue d'une expédition contre l'Inde. Cette expédition eût été dans les vues du Directoire en envoyant Bonaparte en Égypte, et dans les siennes en y venant. L'Égypte était la « position intermédiaire », destinée à servir de « place d'armes » à l'armée française qui irait attaquer la domination britannique dans l'Inde, en ralliant autour de soi les adversaires locaux des Anglais, Tippoo-Sahib, les Mahrattes, les Seikhs; l'expédition d'Égypte, un « acheminement à la conquête de l'Inde »⁽¹⁾. Mais la voie prévue par Bonaparte pour entreprendre cette conquête n'aurait pas été la mer Rouge : c'eût été la Palestine et la Syrie méridionale, le désert de Syrie, Bassora, le Mekran et le Kerman. C'est celle que Napoléon désigne, en dictant à Bertrand ce passage célèbre de ses *Campagnes* : « Il y a aussi loin du Caire à l'Indus que de Bayonne à Moscou. Une armée de 60.000 hommes, montée sur 50.000 chameaux et 10.000 chevaux, portant avec elle des vivres pour 50 jours et de l'eau pour 6 jours, arriverait en 40 jours sur l'Euphrate et en 4 mois sur l'Indus, au milieu des Seikhs, des Mahrattes et des peuples de l'Indoustan, impatientes de secouer le joug qui les opprime⁽²⁾. » C'est encore la même route que Napoléon indique avec plus de précision, quand, son récit conduit jusqu'au seuil de sa campagne de Syrie, il découvre le vaste horizon que ses vues primitives auraient embrassé : « De l'Égypte, une armée montée sur des chameaux peut arriver à Bassorah en 30 ou 45 jours; de Bassorah, elle peut en 40 se porter sur les confins du Mekran; elle trouvera sur sa route Chiraz, grande et belle ville. Tout le Kerman est un pays abondant, où elle s'approvisionnera pour le passage du désert jusqu'à l'Indus... Partant de l'Égypte en octobre, cette armée arriverait en mars à sa destination. Là, elle se trouverait au milieu des Seikhs et des Mahrattes⁽³⁾. » Pour marcher sur l'Inde par cet itinéraire, l'armée française, forte de 30.000 hommes seulement, mais disposant de cadres suffisants pour 60.000 hommes, eût doublé son effectif avec 30.000 recrues du pays, soit 15.000 noirs du Sennaar et du Darfour, et 15.000 Grecs, Coptes, Syriens, jeunes Mameluks, Maugrabins et Musulmans de

⁽¹⁾ Cf. BERTRAND, *Campagnes d'Égypte et de Syrie*, t. II, p. 20.

⁽²⁾ Cf. IDEM, *op. cit.*, t. I, p. 123.

⁽³⁾ Cf. IDEM, *op. cit.*, t. II, p. 21.

Haute-Égypte. L'Égypte eût fourni les 10.000 chevaux, les 1500 mulets, les 50.000 chameaux, le matériel et les provisions nécessaires au transport et à la subsistance de 60.000 soldats. Cet effectif eût d'ailleurs pu être réduit d'un tiers, 40.000 hommes, avec 6000 chevaux, 40.000 chameaux et 120 pièces de campagne, étant «jugés suffisants pour soulever l'Indoustan». Le reste eût, dans ce cas, été employé à maintenir l'occupation de l'Égypte.

Tel aurait été, selon Napoléon, le projet initial de Bonaparte. Avant de partir de France, il aurait «calculé le temps et les moyens pour faire la conquête de l'Égypte, sauf à marcher sur l'Indus, plus tôt ou plus tard, selon la disposition plus ou moins favorable des peuples de l'Orient, et selon que les événements seraient plus ou moins heureux». D'après ses calculs, quinze mois, de juillet 1798 à octobre 1799, lui auraient suffi pour se rendre maître de l'Égypte, lever les recrues, réunir les chameaux et chevaux, équiper et armer son monde; et, dans l'automne de 1799 et l'hiver de 1800, il aurait pu «marcher avec tout ou partie de son armée». Sa marche à travers l'Asie eût été combinée avec les mouvements d'une puissante escadre française qui aurait dû être envoyée de Brest dans l'océan Indien, porter des troupes de débarquement, en prendre d'autres à l'Île de France — (où l'eût précédée une avant-garde navale expédiée dès octobre ou novembre 1798) — enfin coopérer avec lui à la prise des établissements anglais. Ces dispositions auraient fait l'objet d'une entente entre le Directoire et lui⁽¹⁾.

Napoléon ne prétend pas que l'expédition de Syrie ait eu positivement pour but d'exécuter ce projet. Mais il dit qu'elle aurait pu, réussissant, avoir pour conséquence de lui en faire entreprendre l'exécution.

Après avoir expliqué que la destruction de la flotte française à Aboukir, la prolongation de la résistance des Mameluks et l'hostilité de la Porte, changeant les conditions de la conquête de l'Égypte, avaient concentré sur elle son activité et ses ressources; que les préparatifs faits contre lui en Syrie l'avaient ensuite mis dans l'obligation d'y porter la guerre, il indique la perspective plus lointaine que lui aurait ouverte le plein succès

⁽¹⁾ BERTRAND, *Campagnes d'Égypte et de Syrie*, t. II, p. 22.

de sa nouvelle campagne. Bonaparte « espérait, dit-il⁽¹⁾, qu'à la nouvelle de la prise de Saint-Jean d'Acre, les Mameluks, les Arabes d'Égypte, les partisans de la maison de Daher⁽²⁾, se joindraient à lui; qu'il serait, en juin, maître de Damas et d'Alep; que ses avant-postes seraient sur le mont Taurus, ayant sous ses ordres immédiats 26.000 Français, 6000 Mameluks et Arabes à cheval d'Égypte, 18.000 Druses, Maronites et autres troupes de Syrie; que Desaix serait, en Égypte, prêt à le seconder, à la tête de 20.000 hommes, dont 10.000 Français et 10.000 noirs encadrés. Dans cette situation, il serait en état d'imposer à la Porte, de l'obliger à la paix et de lui faire agréer sa marche sur l'Inde. Si la fortune se plaisait à favoriser ses projets, il pouvait encore arriver sur l'Indus au mois de mars 1800, avec plus de 40.000 hommes, en dépit de la perte de la flotte. Il avait des intelligences en Perse, il était assuré que le Chah ne s'opposerait pas au passage de l'armée par Bassorah, Chiraz et le Mekran. Les événements ont déjoué ses calculs. »

Ainsi, d'après Napoléon, Bonaparte, en se mettant en marche pour la Syrie, ne serait pas parti pour l'Inde, mais se serait réservé, en cas de succès, de pousser ultérieurement jusque-là, reprenant, sur des bases modifiées, un projet qui eût primitivement été le sien.

Mises en regard de son rapport au Directoire du 10 février 1799⁽³⁾, ses assertions de Sainte-Hélène, — car c'est lui qui parle par la bouche du général Bertrand, — en diffèrent très sensiblement, y ajoutent surtout beaucoup, sans les contredire à proprement parler. Le rapport se serait donc tu sur le « projet » tracé dans les *Campagnes*? La lacune serait d'importance. On a voulu l'expliquer en alléguant que Bonaparte avait coutume de ne pas « dévoiler au Directoire sa pensée tout entière »⁽⁴⁾. Mais quelle raison aurait-il eu de cacher au Directoire une partie de sa pensée — et quelle partie! — si, comme lui-même le prétend, il s'était déjà concerté à Paris avec le Gouvernement sur le plan auquel il serait revenu en janvier 1799? L'explication ne vaut donc rien. En cherchera-t-on une autre dans

⁽¹⁾ BERTRAND, *Campagnes d'Égypte et de Syrie*, t. II, p. 25.

⁽²⁾ Le cheikh Daher.

⁽³⁾ Voir chap. VII.

⁽⁴⁾ Cf. *Histoire scientifique et militaire...*, t. II, p. 258.

Documents, n° 3.

pédition par mer que se rapporte l'arrêté du Directoire, du 12 avril 1798, prescrivant aux frégates en station à l'Île de France de venir se mettre aux ordres de Bonaparte à Suez, en emmenant avec elles tout ce qui se trouvera de bâtiments de transport dans cette île et à la Réunion⁽¹⁾.

Même à une expédition aux Indes par la mer Rouge, la seule dont il ait jamais été question, Bonaparte a été rapidement amené à renoncer, au moins provisoirement. S'était-il jamais proposé de la diriger personnellement? Ce ne semble pas. Ni au moment de son départ de Paris, ni depuis, il ne paraît avoir songé à s'éloigner de la France pour aussi longtemps que l'eût exigé une campagne aussi lointaine. Plusieurs lettres de lui, écrites après son entrée au Caire, soit à son frère Joseph, soit au Directoire, établissent que son intime et réel espoir fut d'être de retour dans sa patrie au bout d'un délai relativement court, plus court même que celui dans lequel il y revint⁽²⁾. Ces intentions de retour prochain sont évidemment incompatibles avec celle de passer aux Indes par quelque voie que ce soit, par l'Asie encore plus que par la mer Rouge.

Il est peu vraisemblable que Bonaparte, s'il eût convenu avec le Directoire d'une marche sur l'Inde par l'Asie, lui eût ensuite fait prévoir son retour d'Égypte à Paris, sans un mot d'explication, voire de notification, sur l'abandon du projet concerté entre eux. Or sa correspondance n'y fait aucune allusion, ni pour annoncer qu'il y renonce, ni pour rapporter qu'il en étudie l'exécution.

Il est de fait qu'aucun acte, aucun ordre, aucune initiative émanant de Bonaparte pendant sa campagne d'Égypte ne le montre s'occupant, de si loin que ce fût, de préparer une marche sur l'Inde par l'Asie, ou seulement d'enquêter sur la possibilité de l'entreprendre. Rien ne permet de dire, avec un grand historien⁽³⁾, qu'«il prépare en détails minutieux, positifs, cette expédition de l'Inde», au sujet de laquelle les seuls détails minutieux, positifs, qu'on rencontre sous sa plume sont ceux qu'il a donnés dans

⁽¹⁾ Cf. DE LA JONQUIÈRE, t. I, p. 345-346. Cf. notre ouvrage *L'Angleterre, l'isthme de Suez et l'Égypte au XVIII^e siècle*, chapitre dernier.

⁽²⁾ Cf. ses lettres à Joseph Bonaparte, 25 juillet 1798, au Directoire, 7 octobre 1798. DE LA JONQUIÈRE, t. II, p. 208; t. III, p. 73; t. IV, p. 12.

⁽³⁾ A. SOREL, *L'Europe et la Révolution française*, t. V, p. 444.

ses dictées de Sainte-Hélène ou dans d'autres confidences rétrospectives.

Quand il se met en route pour la Syrie et pendant qu'il y guerroye, son désir est resté de revenir en France aussitôt qu'il le pourrait et de reparaître en Égypte auparavant. Plusieurs lettres de lui au Directoire, aux commandants du Caire et d'Alexandrie, l'établissent encore indubitablement⁽¹⁾. Ces dispositions sont de nouveau inconciliables avec l'intention sérieuse de pousser éventuellement jusqu'à l'Inde, d'arriver sur l'Indus au mois de mars 1800 ».

Bonaparte, au surplus, a-t-il pu croire qu'il eût alors chance d'y arriver? Qu'un plan comme celui qu'il a tracé plus tard fût réalisable avec les moyens dont il disposait et dans les conditions matérielles où il se trouvait en 1799? Non. « Il avait le sentiment trop exact des possibilités réelles »⁽²⁾, pour avoir décidé la campagne de Syrie avec l'arrière-pensée de s'ouvrir, en cas de plein succès, la route de l'Indus.

IV

Nul ne peut dire ce que Bonaparte eût fait, si la fortune lui fût restée fidèle devant Saint-Jean d'Acre. Il est certain qu'il eût exploité son succès, militairement et politiquement. De quelle manière? C'est le secret de l'Histoire. Eût-il occupé Jérusalem, Damas, Beyrouth? Rien ne semblant plus pouvoir l'arrêter jusqu'au Taurus, eût-il poussé jusqu'à Alep? Commandant le premier tronçon de la route d'Alexandrette au golfe Persique, aurait-il cherché à s'en servir pour correspondre avec l'Inde? Arrivé aux frontières du monde turc et du monde arabe, eût-il, pour amener la Porte à composition, tenté de les scinder l'un de l'autre, comme sa politique en Égypte, ses avances au Chérif de La Mecque paraissaient l'y porter? Toutes ces hypothèses sont plausibles, et d'autres encore. Ce qui ne l'est pas, c'est qu'il eût marché sur l'Inde par l'Asie et que devant Saint-Jean d'Acre ait échoué le projet d'une telle expédition. Car ce « projet » n'en était pas un et n'appartenait pas à l'ordre des réalités.

Sidney Smith a donc bien « arrêté » Bonaparte, mais pas « sur la route

⁽¹⁾ Cf. DE LA JONQUIÈRE, t. IV, p. 8. — ⁽²⁾ *Idem*, t. IV, p. 13.

des Indes »⁽¹⁾, parce que Bonaparte n'était pas alors en route pour les Indes et ne se proposait pas d'en prendre, victorieux du commodore et de Djezzar, le chanceux et interminable chemin. Sidney Smith a pu, par contre, « rompre de grands desseins », conçus ou à concevoir, mais seulement des desseins réalisables avec les moyens restreints dont disposait Bonaparte : et celui de marcher sur Constantinople ne semble pas non plus avoir pu être de ce nombre. Car il ne faut pas perdre de vue « la véritable situation de l'armée quand elle dut lever le siège d'Acre. Les raisons qui la forçaient à la retraite l'auraient empêchée de poursuivre bien loin ses succès, en admettant qu'un coup du sort eût favorisé le dernier assaut⁽¹⁾. » A quelque action militaire et politique que son chef se fût résolu, il eût été obligé de veiller à l'Égypte et, un peu plus tôt, un peu plus tard, d'y ramener les troupes, « pour protéger la colonie naissante contre l'éventualité, toujours menaçante, d'un débarquement »⁽²⁾.

La maîtrise incontestée de la mer, conférée à la marine britannique par la victoire de Nelson, continuait en effet à faire peser cette menace sur l'Égypte française, toujours exposée à l'attaque d'une armée ennemie, débarquée sur la côte. Du moins, la campagne de Syrie avait-elle momentanément dissipé le danger d'opérations combinées entre un corps de débarquement et une force arrivant par le désert. « L'offensive prise par Bonaparte avait eu pour principal avantage d'écarter, pour longtemps, toute menace d'attaque venant de la Syrie... Il avait battu, en leur infligeant des pertes considérables, les Mameluks d'Ibrahim bey, les troupes de Djezzar, les bandes de Naplousains, les armées turques envoyées de Rhodes et de Damas ; il avait désorganisé leurs moyens d'action, détruit la majeure partie de leurs ressources, ruiné les places fortes susceptibles de leur servir de points d'appui pour envahir l'Égypte⁽²⁾. » Le plan d'opérations concerté, en janvier et février 1799, entre Sidney Smith et les Turcs s'est ainsi trouvé temporairement condamné. Il n'y a plus eu, pour quelque temps, de coïncidence possible entre un débarquement sur la côte méditerranéenne et une invasion de l'Égypte par la Syrie : résultat sans doute inférieur aux espoirs de Bonaparte, mais quand même appréciable, auquel ont fait trop

⁽¹⁾ A. SOREL, *L'Europe et la Révolution française*, t. V, p. 309.

⁽²⁾ DE LA JONQUIÈRE, t. IV, p. 638.

de tort son échec final, son recul et la part problématique d'inconnu, d'é-nigmatiques desseins, qui ont sombré devant Saint-Jean d'Acre.

Si importantes qu'en aient été les conséquences, la victoire des « héros d'Acre » n'a donc pas eu l'incalculable portée que lui ont attribuée les imaginations des contemporains et de la postérité. Elle n'a pas non plus complètement détruit l'effet matériel des succès antérieurs de Bonaparte à Jaffa, Nazareth et mont Thabor.

V

Le public, en France et en Angleterre, ne s'en était pas moins occupé des mêmes desseins grandioses, que Bonaparte avait formés en rêve.

Ils étaient dans l'air du temps, un air saturé d'antiquité classique, grecque et romaine, saturé aussi d'héroïsme nullement fabuleux et d'ardeur belliqueuse. Les souvenirs d'Alexandre, d'Antoine, de Titus, de Constantin régnaient sur les mémoires, comme le goût d'Athènes, de Rome et de Memphis commençait à régner sur l'art. La lutte à mort entre la France et l'Angleterre, la France et l'Europe tendait les nerfs et les esprits à la poursuite de ce que le langage militaire a, depuis, appelé « la décision ». Les proportions de ce gigantesque conflit conditionnaient les conceptions théoriques, si c'étaient les moyens qui devaient, en fin de compte, conditionner les entreprises. Dans les gouvernements, aux armées, nul n'arrêterait ou n'entreprendrait quelque chose sans prendre, plus ou moins judicieusement, conseil de ses moyens : mais, dans l'abstrait, chacun concevait à la mesure des proportions de la lutte. Ainsi s'explique que les mêmes idées, et les plus audacieuses, se présentassent à l'esprit de Bonaparte, qui avait du génie, de Talleyrand, qui n'avait pas le même, et des Directeurs, qui en avaient moins.

Dès le 4 novembre 1798, les Directeurs et Talleyrand, cherchant l'emploi d'un général et d'une armée désormais séparés de la mère patrie, n'avaient-ils pas admis que Bonaparte pût « marcher sur Constantinople » ou « pénétrer vers l'Inde » ? Leur dépêche, qui n'a pu avoir aucune influence sur ses décisions, puisqu'elle ne lui est parvenue qu'à la fin de mars ⁽¹⁾,

⁽¹⁾ Cf. DE LA JONQUIÈRE, t. IV, p. 14.

devant Saint-Jean d'Acre, n'en établit pas moins d'une manière frappante la concordance de leurs aspirations avec les siennes. Les « vastes combinaisons » qu'ils attendaient de son génie se confondaient exactement avec celles que sa fantaisie ébauchait au même moment. Où le portaient ses rêves, le portaient aussi leurs faciles spéculations. L'acharnement et l'ampleur d'une lutte, qui amenait, dans le même temps, l'Angleterre à soulever contre la France l'Europe entière, haussaient leur imagination au niveau de celle de Bonaparte et élargissaient leur horizon à la mesure du sien. La même optique, qui, Londres étant inaccessible, avait fait apparaître Alexandrie et le Caire, Toulon étant fermé, faisait surgir Constantinople, Bombay et Calcutta. Du Nil aux Dardanelles et au Bosphore, du Nil au Gange et à l'Indus, les esprits continuaient la migration commencée du Pas de Calais au Nil.

Dans les bureaux de la Guerre à Paris, on élaborait des plans combinant une avance de l'armée d'Égypte en Asie avec de nouvelles opérations, entreprises par d'autres troupes, contre la Turquie d'Europe, en Morée, sur les Détroits ⁽¹⁾. Mais le Directoire était fort loin de penser à augmenter sa mise en Orient. Bien plus simple était pour lui de tabler seulement sur l'avance de l'armée d'Égypte et de n'y poser aucune limite.

Les grandes conséquences attendues de l'expédition d'Égypte, — ébranler la puissance britannique dans l'Inde, compromettre tout le système commercial anglais, — étaient encore à produire. Un postulat, selon lequel la possession de l'Égypte conférait la maîtrise du Levant et acheminait à l'Inde, était encore tenu pour article de foi, bien que mis en Égypte à la rude épreuve de la réalité. C'est sur ce postulat que l'expédition avait été engagée : elle avait été censée mettre le Levant sous notre influence et l'Inde à portée de nos coups. C'était ce postulat qui régissait le jugement des gouvernants français, quand ils laissaient généreusement Bonaparte libre de « marcher sur Constantinople », de « pénétrer vers l'Inde ». Comment il eût franchi les Dardanelles ou le Bosphore, on ne le disait pas. Par où il pénétrerait vers l'Inde, on ne l'indiquait pas; on ne sous-entendait plus que ce pût être seulement par la mer Rouge. La réponse à

⁽¹⁾ DE LA JONQUIÈRE, t. IV, p. 14-15.

l'embarrassante question était éludée par une formule pleine d'imprécision, qui n'écartait plus aucun des chemins imaginables.

Si tel était l'état d'esprit en haut lieu, comment s'étonner qu'il fût plus ingénument le même en dessous, chez les irresponsables? D'Égypte avaient commencé à apparaître quelques revenants, premiers évacués, premiers « rescapés » de la grande aventure. C'était le moment où l'un d'eux, le commissaire des guerres Hénin⁽¹⁾, montrait Bonaparte sur les traces d'Alexandre le Grand, marchant sur l'Inde par la Phénicie. « Ce n'était rien que la conquête de l'Égypte, déjà presque achevée par lui. On ne la regardait que comme un prélude à des entreprises bien plus gigantesques encore. Bonaparte, disaient tous les journaux et répétaient toutes les lettres, allait traverser la Syrie et l'Arabie, allait se jeter sur Constantinople ou sur l'Inde⁽²⁾. »

VI

Pour placides qu'ils soient ou qu'ils passent pour être, les Anglais se sont alarmés de ce que rêvaient les Français. Prétendre que les rêves des uns aient été les cauchemars des autres serait très exagéré. Mais il ne l'est pas de parler d'inquiétudes, d'appréhensions, dont on discute outre-Manche et qui inspirent à certains insulaires, pour parer à de chimériques dangers, de tout aussi chimériques idées.

On lit dans une revue anglaise du temps : « Même le renversement du Gouvernement turc et la prise de sa capitale sont considérés comme des objets trop minces pour un armement aussi formidable, conduit par le général le plus heureux de l'époque actuelle; et il a été admis par beaucoup que la conquête de l'Inde peut seule limiter les vues et satisfaire l'ambition du jeune chef républicain⁽³⁾ ». Le renversement du Gouvernement turc et la prise de sa capitale, la conquête de l'Inde : ce sont les deux mêmes possibilités, si peu possibles, dont les Français se flattent alors et que leurs journaux font entrevoir. La première n'est pas, en Angle-

⁽¹⁾ Voir chap. v.

⁽²⁾ A. RIME, *L'Égypte... sous la domination française* (*L'Univers pittoresque*), p. 87.

⁽³⁾ *Gentleman's Magazine*, numéro d'avril 1799.

terre, tenue pour invraisemblable : on n'y exclut pas que Bonaparte, si la fortune ne l'abandonne pas, réussisse à ajouter, comme l'avait écrit plaisamment Buckingham, la Turquie à la liste mélancolique des « gouvernements fraternisés⁽¹⁾ ». Sidney Smith lui-même, pendant qu'il défendait Acre, n'avait-il pas craint que la chute de la place n'eût un contre-coup lointain sur Constantinople et même sur Vienne⁽²⁾ ? C'est la même idée qu'a exprimée son frère, Spencer Smith, quand il a écrit : « Si Acre était tombée, Constantinople eût été ébranlée, Vienne eût ressenti le choc et, comme Bonaparte l'a lui-même dit élégamment, l'Europe eût été prise à la gorge⁽³⁾ ». En 1802, un officier anglais, dissertant des événements de 1799, ne mettra pas en doute que Bonaparte se fût proposé d'atteindre au moins Smyrne et, vainqueur devant Acre, l'eût atteinte⁽⁴⁾. En 1801, Baldwin, traitant du même sujet, montrera le conquérant de l'Égypte, s'il l'eût aussi été de la Syrie, franchissant les défilés du Taurus, s'emparant de toute l'Asie Mineure, tenant le sultan prisonnier dans Constantinople, renversant l'Empire ottoman et poursuivant encore, au delà de ces résultats, je ne sais quelle fin indéterminée⁽⁵⁾.

Contemporaines de la campagne de Syrie ou rétrospectives, ces craintes ont, bien entendu, trouvé leur contre-partie dans des jugements qui les ont délibérément mises de côté. Au printemps de 1799, le général Kœhler, qui préfère voir les choses du bon côté plutôt que du mauvais, hésite s'il doit se réjouir parce que l'invasion de la Syrie éloigne Bonaparte de l'Inde, ou parce qu'elle stimulera l'énergie défaillante des dirigeants de la Turquie. « Ici se pose, écrit-il, un dilemme politique, qui demande grande considération et concerne l'intérêt particulier de notre propre pays : si les progrès de l'ennemi en Syrie, l'attirant tellement plus loin des possessions de Sa Majesté aux Indes, ne nous sont pas plus avantageux que nuisibles ; et si la témérité de l'entreprise en Syrie n'a pas chance d'insulser au Gouvernement turc assez d'énergie et d'animosité pour l'amener,

⁽¹⁾ Voir chap. III.

⁽²⁾ Voir chap. VII.

⁽³⁾ *Dispatches... of Wellesley*, t. II. Spencer Smith à Mornington, 24 août 1799.

⁽⁴⁾ Col. WILSON, *History of the British expedition to Egypt*, Londres, 1802.

⁽⁵⁾ G. BALDWIN, *Political recollections relative to Egypt*, Londres, 1801.

le fait que son intention de marcher sur l'Inde par l'Asie était toute conditionnelle, subordonnée au plein succès de ses opérations en Syrie; que, pour s'en ouvrir au Directoire, il aurait donc été temps après la complète victoire? Mais bien d'autres choses, dont Bonaparte s'est pourtant ouvert au Directoire, étaient tout aussi conditionnelles, tout autant subordonnées à la prise de Saint-Jean d'Acre et d'autres villes encore. N'en était-il pas ainsi notamment du projet de « construire une place forte au delà du désert », de « se rendre, par les négociations et par les armes, toute cette côte amie »? Le silence du rapport, quant à l'expédition dans l'Inde, l'omission de ce colossal prolongement à la campagne de Syrie, demeureraient donc inexplicables et inexplicables, s'il n'était avéré que Bonaparte n'avait pas à faire mention d'une idée, à laquelle il ne s'arrêtait pas sérieusement.

III

De très fortes objections s'opposent en effet à ce que l'idée de marcher sur l'Inde par l'Asie ait pu être pour lui, soit en 1798, soit en 1799, autre chose qu'un rêve, une envolée de l'imagination, un amusement de l'esprit.

Rien ne confirme que le principe en ait été examiné, encore moins adopté à Paris, avant son départ pour l'Égypte. « Nulle part il n'apparaît que le Directoire ait songé à une entreprise aussi grandiose que celle dont le prisonnier de Sainte-Hélène a tracé la large esquisse⁽¹⁾. » Sans doute, la conquête de l'Égypte avait-elle été, de prime abord, « considérée comme un acheminement vers la destruction des établissements britanniques dans l'Inde ». Mais ce n'était pas par la voie de terre que ce but avait paru pouvoir être atteint : c'était par celle de la mer Rouge. Et ce n'était pas non plus avec des effectifs aussi considérables que ceux dont Napoléon fait mention. Le mémoire de Talleyrand au Directoire, du 14 février 1798, prévoit bien, explicitement, une opération dirigée d'Égypte contre l'Inde britannique : « mais il attribue cette seconde mission à un corps de 15.000 hommes seulement, qui s'embarquerait à Suez ». Et c'est à ce projet d'ex-

⁽¹⁾ Cf. DE LA JONQUIÈRE, t. IV, p. 11.

pédition par mer que se rapporte l'arrêté du Directoire, du 12 avril 1798, prescrivant aux frégates en station à l'Île de France de venir se mettre aux ordres de Bonaparte à Suez, en emmenant avec elles tout ce qui se trouvera de bâtiments de transport dans cette île et à la Réunion⁽¹⁾.

Même à une expédition aux Indes par la mer Rouge, la seule dont il ait jamais été question, Bonaparte a été rapidement amené à renoncer, au moins provisoirement. S'était-il jamais proposé de la diriger personnellement? Ce ne semble pas. Ni au moment de son départ de Paris, ni depuis, il ne paraît avoir songé à s'éloigner de la France pour aussi longtemps que l'eût exigé une campagne aussi lointaine. Plusieurs lettres de lui, écrites après son entrée au Caire, soit à son frère Joseph, soit au Directoire, établissent que son intime et réel espoir fut d'être de retour dans sa patrie au bout d'un délai relativement court, plus court même que celui dans lequel il y revint⁽²⁾. Ces intentions de retour prochain sont évidemment incompatibles avec celle de passer aux Indes par quelque voie que ce soit, par l'Asie encore plus que par la mer Rouge.

Il est peu vraisemblable que Bonaparte, s'il eût convenu avec le Directoire d'une marche sur l'Inde par l'Asie, lui eût ensuite fait prévoir son retour d'Égypte à Paris, sans un mot d'explication, voire de notification, sur l'abandon du projet concerté entre eux. Or sa correspondance n'y fait aucune allusion, ni pour annoncer qu'il y renonce, ni pour rapporter qu'il en étudie l'exécution.

Il est de fait qu'aucun acte, aucun ordre, aucune initiative émanant de Bonaparte pendant sa campagne d'Égypte ne le montre s'occupant, de si loin que ce fût, de préparer une marche sur l'Inde par l'Asie, ou seulement d'enquêter sur la possibilité de l'entreprendre. Rien ne permet de dire, avec un grand historien⁽³⁾, qu'«il prépare en détails minutieux, positifs, cette expédition de l'Inde», au sujet de laquelle les seuls détails minutieux, positifs, qu'on rencontre sous sa plume sont ceux qu'il a donnés dans

⁽¹⁾ Cf. DE LA JONQUIÈRE, t. I, p. 345-346. Cf. notre ouvrage *L'Angleterre, l'isthme de Suez et l'Égypte au XVIII^e siècle*, chapitre dernier.

⁽²⁾ Cf. ses lettres à Joseph Bonaparte, 25 juillet 1798, au Directoire, 7 octobre 1798. DE LA JONQUIÈRE, t. II, p. 208; t. III, p. 73; t. IV, p. 12.

⁽³⁾ A. SOREL, *L'Europe et la Révolution française*, t. V, p. 444.

ses dictées de Sainte-Hélène ou dans d'autres confidences rétrospectives.

Quand il se met en route pour la Syrie et pendant qu'il y guerroyait, son désir est resté de revenir en France aussitôt qu'il le pourrait et de reparaitre en Égypte auparavant. Plusieurs lettres de lui au Directoire, aux commandants du Caire et d'Alexandrie, l'établissent encore indubitablement⁽¹⁾. Ces dispositions sont de nouveau inconciliables avec l'intention sérieuse de pousser éventuellement jusqu'à l'Inde, d'arriver sur l'Indus au mois de mars 1800 ».

Bonaparte, au surplus, a-t-il pu croire qu'il eût alors chance d'y arriver? Qu'un plan comme celui qu'il a tracé plus tard fût réalisable avec les moyens dont il disposait et dans les conditions matérielles où il se trouvait en 1799? Non. « Il avait le sentiment trop exact des possibilités réelles »⁽²⁾, pour avoir décidé la campagne de Syrie avec l'arrière-pensée de s'ouvrir, en cas de plein succès, la route de l'Indus.

IV

Nul ne peut dire ce que Bonaparte eût fait, si la fortune lui fût restée fidèle devant Saint-Jean d'Acre. Il est certain qu'il eût exploité son succès, militairement et politiquement. De quelle manière? C'est le secret de l'Histoire. Eût-il occupé Jérusalem, Damas, Beyrouth? Rien ne semblant plus pouvoir l'arrêter jusqu'au Taurus, eût-il poussé jusqu'à Alep? Commandant le premier tronçon de la route d'Alexandrette au golfe Persique, aurait-il cherché à s'en servir pour correspondre avec l'Inde? Arrivé aux frontières du monde turc et du monde arabe, eût-il, pour amener la Porte à composition, tenté de les scinder l'un de l'autre, comme sa politique en Égypte, ses avances au Chérif de La Mecque paraissaient l'y porter? Toutes ces hypothèses sont plausibles, et d'autres encore. Ce qui ne l'est pas, c'est qu'il eût marché sur l'Inde par l'Asie et que devant Saint-Jean d'Acre ait échoué le projet d'une telle expédition. Car ce « projet » n'en était pas un et n'appartenait pas à l'ordre des réalités.

Sidney Smith a donc bien « arrêté » Bonaparte, mais pas « sur la route

⁽¹⁾ Cf. DE LA JONQUIÈRE, t. IV, p. 8. — ⁽²⁾ *Idem*, t. IV, p. 13.

des Indes »⁽¹⁾, parce que Bonaparte n'était pas alors en route pour les Indes et ne se proposait pas d'en prendre, victorieux du commodore et de Djezzar, le chanceux et interminable chemin. Sidney Smith a pu, par contre, « rompre de grands desseins », conçus ou à concevoir, mais seulement des desseins réalisables avec les moyens restreints dont disposait Bonaparte : et celui de marcher sur Constantinople ne semble pas non plus avoir pu être de ce nombre. Car il ne faut pas perdre de vue « la véritable situation de l'armée quand elle dut lever le siège d'Acre. Les raisons qui la forçaient à la retraite l'auraient empêchée de poursuivre bien loin ses succès, en admettant qu'un coup du sort eût favorisé le dernier assaut⁽¹⁾. » A quelque action militaire et politique que son chef se fût résolu, il eût été obligé de veiller à l'Égypte et, un peu plus tôt, un peu plus tard, d'y ramener les troupes, « pour protéger la colonie naissante contre l'éventualité, toujours menaçante, d'un débarquement »⁽²⁾.

La maîtrise incontestée de la mer, conférée à la marine britannique par la victoire de Nelson, continuait en effet à faire peser cette menace sur l'Égypte française, toujours exposée à l'attaque d'une armée ennemie, débarquée sur la côte. Du moins, la campagne de Syrie avait-elle momentanément dissipé le danger d'opérations combinées entre un corps de débarquement et une force arrivant par le désert. « L'offensive prise par Bonaparte avait eu pour principal avantage d'écarter, pour longtemps, toute menace d'attaque venant de la Syrie... Il avait battu, en leur infligeant des pertes considérables, les Mameluks d'Ibrahim bey, les troupes de Djezzar, les bandes de Naplousains, les armées turques envoyées de Rhodes et de Damas ; il avait désorganisé leurs moyens d'action, détruit la majeure partie de leurs ressources, ruiné les places fortes susceptibles de leur servir de points d'appui pour envahir l'Égypte⁽²⁾. » Le plan d'opérations concerté, en janvier et février 1799, entre Sidney Smith et les Turcs s'est ainsi trouvé temporairement condamné. Il n'y a plus eu, pour quelque temps, de coïncidence possible entre un débarquement sur la côte méditerranéenne et une invasion de l'Égypte par la Syrie : résultat sans doute inférieur aux espoirs de Bonaparte, mais quand même appréciable, auquel ont fait trop

⁽¹⁾ A. SOREL, *L'Europe et la Révolution française*, t. V, p. 309.

⁽²⁾ DE LA JONQUIÈRE, t. IV, p. 638.

de tort son échec final, son recul et la part problématique d'inconnu, d'énigmatiques desseins, qui ont sombré devant Saint-Jean d'Acre.

Si importantes qu'en aient été les conséquences, la victoire des « héros d'Acre » n'a donc pas eu l'incalculable portée que lui ont attribuée les imaginations des contemporains et de la postérité. Elle n'a pas non plus complètement détruit l'effet matériel des succès antérieurs de Bonaparte à Jaffa, Nazareth et mont Thabor.

V

Le public, en France et en Angleterre, ne s'en était pas moins occupé des mêmes desseins grandioses, que Bonaparte avait formés en rêve.

Ils étaient dans l'air du temps, un air saturé d'antiquité classique, grecque et romaine, saturé aussi d'héroïsme nullement fabuleux et d'ardeur belliqueuse. Les souvenirs d'Alexandre, d'Antoine, de Titus, de Constantin régnaient sur les mémoires, comme le goût d'Athènes, de Rome et de Memphis commençait à régner sur l'art. La lutte à mort entre la France et l'Angleterre, la France et l'Europe tendait les nerfs et les esprits à la poursuite de ce que le langage militaire a, depuis, appelé « la décision ». Les proportions de ce gigantesque conflit conditionnaient les conceptions théoriques, si c'étaient les moyens qui devaient, en fin de compte, conditionner les entreprises. Dans les gouvernements, aux armées, nul n'arrêterait ou n'entreprendrait quelque chose sans prendre, plus ou moins judicieusement, conseil de ses moyens : mais, dans l'abstrait, chacun concevait à la mesure des proportions de la lutte. Ainsi s'explique que les mêmes idées, et les plus audacieuses, se présentassent à l'esprit de Bonaparte, qui avait du génie, de Talleyrand, qui n'avait pas le même, et des Directeurs, qui en avaient moins.

Dès le 4 novembre 1798, les Directeurs et Talleyrand, cherchant l'emploi d'un général et d'une armée désormais séparés de la mère patrie, n'avaient-ils pas admis que Bonaparte pût « marcher sur Constantinople » ou « pénétrer vers l'Inde » ? Leur dépêche, qui n'a pu avoir aucune influence sur ses décisions, puisqu'elle ne lui est parvenue qu'à la fin de mars⁽¹⁾,

⁽¹⁾ Cf. DE LA JONQUIÈRE, t. IV, p. 14.

devant Saint-Jean d'Acre, n'en établit pas moins d'une manière frappante la concordance de leurs aspirations avec les siennes. Les « vastes combinaisons » qu'ils attendaient de son génie se confondaient exactement avec celles que sa fantaisie ébauchait au même moment. Où le portaient ses rêves, le portaient aussi leurs faciles spéculations. L'acharnement et l'ampleur d'une lutte, qui amenait, dans le même temps, l'Angleterre à soulever contre la France l'Europe entière, haussaient leur imagination au niveau de celle de Bonaparte et élargissaient leur horizon à la mesure du sien. La même optique, qui, Londres étant inaccessible, avait fait apparaître Alexandrie et le Caire, Toulon étant fermé, faisait surgir Constantinople, Bombay et Calcutta. Du Nil aux Dardanelles et au Bosphore, du Nil au Gange et à l'Indus, les esprits continuaient la migration commencée du Pas de Calais au Nil.

Dans les bureaux de la Guerre à Paris, on élaborait des plans combinant une avance de l'armée d'Égypte en Asie avec de nouvelles opérations, entreprises par d'autres troupes, contre la Turquie d'Europe, en Morée, sur les Détroits ⁽¹⁾. Mais le Directoire était fort loin de penser à augmenter sa mise en Orient. Bien plus simple était pour lui de tabler seulement sur l'avance de l'armée d'Égypte et de n'y poser aucune limite.

Les grandes conséquences attendues de l'expédition d'Égypte, — ébranler la puissance britannique dans l'Inde, compromettre tout le système commercial anglais, — étaient encore à produire. Un postulat, selon lequel la possession de l'Égypte conférait la maîtrise du Levant et acheminait à l'Inde, était encore tenu pour article de foi, bien que mis en Égypte à la rude épreuve de la réalité. C'est sur ce postulat que l'expédition avait été engagée : elle avait été censée mettre le Levant sous notre influence et l'Inde à portée de nos coups. C'était ce postulat qui régissait le jugement des gouvernants français, quand ils laissaient généreusement Bonaparte libre de « marcher sur Constantinople », de « pénétrer vers l'Inde ». Comment il eût franchi les Dardanelles ou le Bosphore, on ne le disait pas. Par où il pénétrerait vers l'Inde, on ne l'indiquait pas ; on ne sous-entendait plus que ce pût être seulement par la mer Rouge. La réponse à

⁽¹⁾ DE LA JONQUIÈRE, t. IV, p. 14-15.

l'embarrassante question était éludée par une formule pleine d'imprécision, qui n'écartait plus aucun des chemins imaginables.

Si tel était l'état d'esprit en haut lieu, comment s'étonner qu'il fût plus ingénument le même en dessous, chez les irresponsables? D'Égypte avaient commencé à apparaître quelques revenants, premiers évacués, premiers « rescapés » de la grande aventure. C'était le moment où l'un d'eux, le commissaire des guerres Hénin⁽¹⁾, montrait Bonaparte sur les traces d'Alexandre le Grand, marchant sur l'Inde par la Phénicie. « Ce n'était rien que la conquête de l'Égypte, déjà presque achevée par lui. On ne la regardait que comme un prélude à des entreprises bien plus gigantesques encore. Bonaparte, disaient tous les journaux et répétaient toutes les lettres, allait traverser la Syrie et l'Arabie, allait se jeter sur Constantinople ou sur l'Inde⁽²⁾. »

VI

Pour placides qu'ils soient ou qu'ils passent pour être, les Anglais se sont alarmés de ce que rêvaient les Français. Prétendre que les rêves des uns aient été les cauchemars des autres serait très exagéré. Mais il ne l'est pas de parler d'inquiétudes, d'appréhensions, dont on discute outre-Manche et qui inspirent à certains insulaires, pour parer à de chimériques dangers, de tout aussi chimériques idées.

On lit dans une revue anglaise du temps : « Même le renversement du Gouvernement turc et la prise de sa capitale sont considérés comme des objets trop minces pour un armement aussi formidable, conduit par le général le plus heureux de l'époque actuelle; et il a été admis par beaucoup que la conquête de l'Inde peut seule limiter les vues et satisfaire l'ambition du jeune chef républicain⁽³⁾ ». Le renversement du Gouvernement turc et la prise de sa capitale, la conquête de l'Inde : ce sont les deux mêmes possibilités, si peu possibles, dont les Français se flattent alors et que leurs journaux font entrevoir. La première n'est pas, en Angle-

⁽¹⁾ Voir chap. v.

⁽²⁾ A. RYME, *L'Égypte... sous la domination française (L'Univers pittoresque)*, p. 87.

⁽³⁾ *Gentleman's Magazine*, numéro d'avril 1799.

terre, tenue pour invraisemblable : on n'y exclut pas que Bonaparte, si la fortune ne l'abandonne pas, réussisse à ajouter, comme l'avait écrit plaisamment Buckingham, la Turquie à la liste mélancolique des « gouvernements fraternisés ⁽¹⁾ ». Sidney Smith lui-même, pendant qu'il défendait Acre, n'avait-il pas craint que la chute de la place n'eût un contre-coup lointain sur Constantinople et même sur Vienne ⁽²⁾ ? C'est la même idée qu'a exprimée son frère, Spencer Smith, quand il a écrit : « Si Acre était tombée, Constantinople eût été ébranlée, Vienne eût ressenti le choc et, comme Bonaparte l'a lui-même dit élégamment, l'Europe eût été prise à la gorge ⁽³⁾ ». En 1802, un officier anglais, dissertant des événements de 1799, ne mettra pas en doute que Bonaparte se fût proposé d'atteindre au moins Smyrne et, vainqueur devant Acre, l'eût atteinte ⁽⁴⁾. En 1801, Baldwin, traitant du même sujet, montrera le conquérant de l'Égypte, s'il l'eût aussi été de la Syrie, franchissant les défilés du Taurus, s'emparant de toute l'Asie Mineure, tenant le sultan prisonnier dans Constantinople, renversant l'Empire ottoman et poursuivant encore, au delà de ces résultats, je ne sais quelle fin indéterminée ⁽⁵⁾.

Contemporaines de la campagne de Syrie ou rétrospectives, ces craintes ont, bien entendu, trouvé leur contre-partie dans des jugements qui les ont délibérément mises de côté. Au printemps de 1799, le général Kœhler, qui préfère voir les choses du bon côté plutôt que du mauvais, hésite s'il doit se réjouir parce que l'invasion de la Syrie éloigne Bonaparte de l'Inde, ou parce qu'elle stimulera l'énergie défaillante des dirigeants de la Turquie. « Ici se pose, écrit-il, un dilemme politique, qui demande grande considération et concerne l'intérêt particulier de notre propre pays : si les progrès de l'ennemi en Syrie, l'attirant tellement plus loin des possessions de Sa Majesté aux Indes, ne nous sont pas plus avantageux que nuisibles ; et si la témérité de l'entreprise en Syrie n'a pas chance d'insuffler au Gouvernement turc assez d'énergie et d'animosité pour l'amener,

⁽¹⁾ Voir chap. III.

⁽²⁾ Voir chap. VII.

⁽³⁾ *Dispatches... of Wellesley*, t. II. Spencer Smith à Mornington, 24 août 1799.

⁽⁴⁾ Col. WILSON, *History of the British expedition to Egypt*, Londres, 1802.

⁽⁵⁾ G. BALDWIN, *Political recollections relative to Egypt*, Londres, 1801.

avec l'assistance prêtée par Sa Majesté, à opérer l'entière destruction des Français⁽¹⁾. » Cette vue optimiste des choses n'était malheureusement pas dépourvue de bon sens. Elle ne pouvait cependant être de prime abord celle de tous, ni même du plus grand nombre, parce qu'il est naturel aux hommes de suivre, au moins pour en discuter, les pensées de leurs ennemis, si haut et si loin qu'elles s'élancent, fût-ce à Constantinople ou aux Indes. Les pensées de deux peuples en guerre sont presque toujours au contact; elles le perdent ou le rompent plus rarement que leurs armées et leurs flottes.

Des deux maux à craindre, celui dont pâtirait l'Empire ottoman serait encore le moindre aux yeux des Anglais. Ils se préoccupent davantage du second : l'irruption des Français dans l'Inde. A défaut des divagations françaises, le seul fait que l'expédition d'Égypte se prolonge en durée, qu'elle déborde sur la Syrie, rendrait inévitable qu'on se demandât, à Londres, où Bonaparte voulait en venir et que, l'Inde paraissant logiquement l'objectif de sa diversion en Orient, toute crainte pour les florissantes mais instables possessions de la Compagnie ne pût être aisément bannie. Avant même d'avoir appris l'entrée de Bonaparte en Syrie, le gouverneur général de l'Inde, Mornington, s'était préoccupé de nouer avec la Perse des relations, dont « le grand objet politique » lui paraissait devoir être « l'exclusion des Français, spécialement s'ils devaient faire une tentative pour pénétrer par la Perse en Hindoustan »⁽²⁾.

Les discussions et dissertations sur ce thème n'avaient jamais complètement cessé. Tout au plus avaient-elles subi une pause après la bataille du Nil. Mais elles avaient peu à peu repris depuis lors, pour connaître un renouveau au printemps de 1799, sous l'effet de l'invasion de la Syrie. Les Anglais ne dissociaient par les divers éléments de la question complexe qui les troublait : ils l'examinaient dans son ensemble, considérant à la fois toutes les routes, maritimes et terrestres, par lesquelles Bonaparte était censé pouvoir atteindre son but suppose. Parmi eux, commençait à se repandre la notion d'antécédents historiques, qui rattachaient son expédition à d'anciens projets. C'est ainsi qu'un écrivain, qui traite *de l'expédition*

⁽¹⁾ *Kœhler*, 18 avril 1799, F. O., 75 26.

⁽²⁾ *Piquet*, 9^e Mars 1799, t. I. Mornington à Piquet, 13 février 1799.

du général Bonaparte en Orient et de la probabilité de son succès, et qui fait suivre son étude de « quelques considérations sur la navigation de la mer Rouge », rappelle que le projet de conquérir l'Égypte, pour supplanter l'Angleterre dans l'Inde, avait été examiné en France longtemps avant la Révolution française et révèle le plan soumis par le baron de Tott au maréchal de Castries sous Louis XVI, quelques mois avant la guerre d'Amérique⁽¹⁾. La réalisation actuelle de cet ancien projet, conçu et exécuté en fonction de l'Inde, contre la domination et le commerce britanniques dans cette contrée, maintient dans l'opinion publique un état de malaise et de crédulité à l'incroyable.

Les ministres sont relativement tranquilles. Les raisons de leur tranquillité sont à peu près celles qu'expose, dans un mémoire de 1799, le général Dumouriez, conduit par la défection au triste rôle de conseiller de l'ennemi et de détracteur de sa patrie⁽²⁾ :

« L'ignorance, la folie et l'amour effréné du pillage ont dicté le projet de conquête de l'Inde par l'Égypte, dont le Directoire a chargé le malheureux Buonaparte... Il n'est pas douteux que, si le général Buonaparte parvenait à s'établir solidement en Égypte, à révolutionner les faibles Égyptiens, à leur donner un caractère national, des lumières, de la force et de l'ensemble, à les amalgamer avec les Français (ce qu'on doit regarder comme impossible), à établir une marine militaire dans la mer Rouge, à pénétrer sur la côte de Malabar en s'emparant de Surate, ou Diu ou Daman, à se trouver sur cette côte assez en force pour assiéger et prendre ou Bombay ou Goa, à faire d'un de ces excellents ports sa place d'armes, il ne pût ensuite réussir à diviser les puissances indiennes, à les détacher de l'Angleterre, à attaquer les trois présidences avec avantage, et même à renverser la puissance anglaise dans l'Inde... Mais ce plan demanderait pour son exécution la liaison la plus intime avec les Turcs et les Arabes, surtout plusieurs années...; que les Égyptiens et les différentes hordes d'Arabes se fussent joints en foule sous les drapeaux du conqué-

⁽¹⁾ Analysé par le *Gentleman's Magazine*, numéro d'avril 1799.

⁽²⁾ Ce mémoire est cité comme autographe et inédit par Champollion-Figeac dans un très curieux ouvrage intitulé : *Napoléon et Fourier; l'Égypte et les Cent-Jours*, Paris, 1844.

rant de l'Italie; que la Porte, au lieu de prendre en mauvaise part l'invasion des Français en Égypte, eût été satisfaite du soin que prenait le Directoire à corriger ses beys indociles, eût adopté le général Buonaparte pour son Pacha...; et qu'avec 20.000 de ses braves soldats ce général eût traversé la mer Rouge et le golfe arabique pour mettre pied à terre dans l'Inde et la conquérir. Mais il ne peut plus être question des projets de l'Inde. Le premier coup de fusil tiré en Égypte a tout détruit; l'armée française y lutte contre la faim, les maladies, la mort ou l'esclavage... Tout Français, tout militaire, tout homme sensible, même ennemi, gémit sur le sort terrible de ces braves guerriers et de leurs chefs. On ne peut que s'indigner de les voir sacrifiés aux projets chimériques et au machiavélisme aveugle d'un gouvernement éphémère, que les Français ne peuvent pas soutenir plus longtemps sans compléter leur ruine.»

La fin tragique que Dumouriez entrevoyait pour ses compatriotes de l'armée d'Égypte, et qui concorde avec celle que Nelson leur avait si souvent prédite, était le fruit d'illusions dont commençait seulement à revenir une élite d'Anglais. Par contre, les obstacles qu'il signalait à leur passage d'Égypte en Inde étaient trop évidents pour ne pas s'imposer à la réflexion. De Grenville à Dundas, les ministres anglais s'en étaient déjà avisés. Dès décembre 1798, Dundas avait convenu de l'impossibilité où se trouvait Bonaparte de gagner l'Inde par Suez, faute de transports⁽¹⁾.

Quant aux autres routes, le Gouvernement anglais n'avait pas complètement exclu celle du golfe Persique, puisque, dès le premier soupçon qu'il avait eu de la destination des Français, Dundas avait envoyé aux Indes l'ordre de placer une force navale en station à l'embouchure de ce golfe. Mais par cette précaution pouvait être tenu pour paré le danger d'une descente des Français de Bassora à Bombay ou à Mangalore, dans les pauvres embarcations indigènes qu'ils auraient pu se procurer sur place. Restait donc seulement l'itinéraire tout entier par terre, à travers la Perse et les sultanats d'Asie centrale. C'était celui qu'à la mi-juin 1798 Dundas avait considéré comme le plus plausible, bien que ce fût de tous le plus chimérique. Mais, depuis lors, soit spontanément, soit avec l'aide de collègues moins imaginatifs, il en avait rappelé de ses trop crédules alarmes.

⁽¹⁾ Voir chap. v.

Il ne semble pas, en 1799, s'être attendu à voir Bonaparte paraître sur l'Iran ou le Pamir, encore qu'il le tint toujours, lui et son armée, pour « un des anneaux » de la chaîne, dont les autres chaînons étaient Zeman Chah et Tippoo-Sahib. Mais la crainte d'opérations concertées entre eux trois n'allait plus jusqu'à faire prévoir par Dundas l'impossible jonction de Bonaparte, parti du Caire, avec des souverains régnant sur Kaboul, Kandahar, Peshawar et Seringapatam. Pour le coup, Grenville l'eût traité de visionnaire !

Dans les entours de la Compagnie des Indes, parmi les Anglo-Indiens de la métropole, on se rassure contre l'irruption de Bonaparte dans l'Inde, par quelque voie que ce soit, en supputant les difficultés qui s'y opposent ; et l'on s'efforce d'en convaincre l'opinion. C'était précisément l'objet d'une étude qui avait paru à la fin de 1798. L'auteur en était Eyles Irwin, un homme au courant des affaires de l'Inde et, par expérience personnelle, instruit dans la géographie du Levant et de l'Extrême Orient. Son ouvrage, dédié à Sir Francis Baring, l'un des administrateurs de la Compagnie des Indes orientales, est une *Enquête sur la possibilité de l'expédition présumée de Bonaparte en Orient*⁽¹⁾. Il y examine successivement les chances offertes à Bonaparte, pour atteindre l'Inde, par les trois routes qui y donnent accès : Suez, Bassora, Ispahan.

Même en supposant que le Pacha d'Égypte, les Beys, leurs sujets, conspiraient à venir en aide aux Français, « l'isthme de Suez est destiné, dit Irwin, à être le terme de cette expédition tant vantée, aussi longtemps que l'Égypte ne possèdera pas sur la mer Rouge une flotte d'un tonnage proportionné au transport d'une telle armée, et montée par des marins assez habiles pour naviguer sur l'océan Indien ». La méprisable marine qui fréquente les ports égyptiens, si l'on en excepte quelques navires envoyés annuellement par les établissements de l'Inde, consiste en bateaux dépontés, d'aménagement impossible, incapables d'explorer la haute mer.

⁽¹⁾ En anglais *to the East*, c'est-à-dire en Extrême Orient, aux Indes. La brochure d'Irwin est analysée dans le *Gentleman's Magazine* d'avril 1799. Des extraits en sont donnés dans le numéro de mai 1799 de la même revue. Elle a paru à Londres, 1798. Le titre, en anglais, en est : *An enquiry into the feasibility of the supposed expedition of Buonaparte to the East*.

Même avec un grand nombre de pareils bateaux, il faudrait que l'entreprise fût menée à bien « en coup de main », avant que le gouvernement de Bombay eût été avisé du danger et eût envoyé son escadre à Bab-el-Mandeb, pour intercepter et détruire les transports. L'Île de France, les ports de Tippoo-Sahib ne pourraient pas avoir fourni de tonnage aux Français sans attirer l'attention des commandants britanniques dans ces parages. Donc, « tant que la Grande-Bretagne est maîtresse de la mer, une invasion de l'Inde par voie de Suez est physiquement hors de question ».

A la seconde route, — par Alexandrette, Alep, Bassora et le golfe Persique, — s'opposent des objections beaucoup plus fortes qu'à celle d'Égypte, soit que, d'Alep, l'armée de Bonaparte traverse le grand désert, soit qu'elle préfère le petit désert et le Tigre. A Bagdad, elle ne trouvera pas d'embarcations pour descendre le fleuve. Par le grand désert, elle connaîtra tous les dangers et difficultés d'une marche à travers un pays désolé, au milieu de tribus hostiles. Elle y emploiera trois mois pour parcourir un millier de milles. A Bassora, elle trouvera plus de navires qu'à Suez; mais aussi les vaisseaux du gouvernement de Bombay auront moins de chemin à faire pour venir bloquer le golfe. Si, de Bassora, elle continue par terre, ce sont alors deux milliers de milles à couvrir le long de la côte montagneuse de Perse, avant d'arriver au Gange.

La troisième et dernière route est celle d'Alexandre, de la Phénicie à l'Indus. En supposant l'Euphrate et le Tigre passés, la Perse traversée sans encombres, l'Indus enfin atteint, « une région d'à peu près deux fois l'étendue de celle qu'il aurait déjà franchie s'offrirait à l'ardeur de Bonaparte », parmi des nations guerrières, Afghans, Seikhs et autres hordes indépendantes. Ces peuplades harçèleraient les Français, couperaient leurs convois. En tout cas, ce n'était pas l'Iran, ni le Pamir qui pouvaient être le but de Bonaparte, mais bien la péninsule. Or le Gange, navigation et rives, est aux mains des Anglais, de Delhi au Bengale. Les territoires de Tippoo-Sahib sont à 1 000 lieues de là. En se soulevant, le sultan de Mysore courrait à sa perte et, en cherchant à le rejoindre, Bonaparte épuiserait ses ressources « dans de stériles entreprises et des conquêtes de visionnaire ». Encore dans ses calculs Irwin s'abstient-il à dessein de faire entrer en ligne de compte l'armée de la Compagnie des Indes, complaisamment évaluée par lui à 100.000 hommes disciplinés, anglais et indi-

gènes, qui avaient déjà vaincu Tippoo-Sahib sous Cornwallis et qui — (c'est lui qui parle) — « avec une égale facilité battraient les républicains français de Bonaparte ».

Plus optimiste que la plupart de ses compatriotes, Irwin soutient donc que, même arrivé dans les États de Zeman Chah, Bonaparte y rencontrerait l'hostilité des indigènes et, en tout cas, ne viendrait pas à bout de la longue distance séparant l'Afghanistan et le Cachemire des possessions du sultan de Mysore; que, même rendu aux Indes, il n'y pénétrerait que pour y trouver la défaite. Sur ce point, Irwin force la note de l'optimisme et dépasse de beaucoup celui des Anglais les mieux informés, dans la métropole et aux Indes; car tous considèrent que l'apparition d'un gros contingent français en un point quelconque de l'Inde, côte ou intérieur, y déterminerait un soulèvement général et qu'une jonction de Bonaparte avec Zeman Chah serait extrêmement périlleuse. Sa démonstration ne concorde avec leur opinion que lorsqu'il établit irréfutablement qu'aucune des trois routes d'accès aux Indes n'offre actuellement à l'ennemi la moindre chance d'y parvenir.

Tels sont, à ses yeux, les obstacles à cette incursion, qu'il n'en a admis l'hypothèse que pour avoir l'occasion de la discuter et d'en prouver l'invraisemblance. S'il devait, dit-il, répondre officiellement à la question, « à quel degré nos possessions orientales sont-elles menacées par l'expédition de Bonaparte », il inclinerait à contester qu'elle eût été dirigée contre ces possessions. Selon lui, les objets en avaient été limités à la Méditerranée et au Levant : Malte, îles de l'Archipel, Égypte, peut-être Smyrne et Constantinople. « Tenter sérieusement de mettre en pratique le projet que lui attribuent ses aveugles admirateurs ou ses rivaux envieux mettrait Bonaparte au rang des chefs de Croisade ou du héros de Cervantes : et il n'est pas encore assez fou pour cela. » Là, Irwin voit juste : Bonaparte ne songe alors à aventurer de troupes aux Indes, ni par Suez et la mer Rouge, ni par Bassora et le golfe Persique, ni par la Perse et l'Iran.

Irwin souhaitait toutefois que l'on fût en garde, à Londres, comme à Calcutta, Bombay et Madras, contre l'entreprise dans le succès de laquelle il n'avait pas foi et au but de laquelle il ne croyait même pas. C'avait été la conclusion d'une autre étude de lui, parue quelques mois avant, dont

on reparlait aussi au printemps de 1799⁽¹⁾. Lui-même n'échappait donc pas complètement au sentiment de malaise, contre lequel il réagissait.

Sa remise au point fut jugée des plus opportunes. Une revue anglaise, qui en rend compte au moment où Bonaparte assiégeait Acre⁽²⁾, se félicite qu'elle vienne à propos pour dissiper la déraisonnable appréhension d'une invasion française dans l'Inde. «Ceux qui, dit-elle, entretiennent cette appréhension n'ont probablement pas eu les moyens de s'assurer des obstacles insurmontables à un aussi éclatant résultat, et nous sommes heureux de constater que certaines idées ont été exposées, à ce sujet, par une personne qui paraît posséder à la fois l'information et le jugement.» Qu'est-ce à dire, sinon qu'il n'était pas encore superflu de réagir contre l'inquiétude éveillée par les prétendus projets de Bonaparte?

C'est qu'en effet la thèse opposée à celle d'Irwin avait eu ses défenseurs; et parmi eux il en était dont le titre pouvait aussi laisser supposer «l'information et le jugement», bien que leur conclusion doive conduire un lecteur d'aujourd'hui à les leur refuser. De ce nombre est «un officier au service de la Compagnie des Indes orientales», qui, sous le voile d'un anonymat peut-être percé par ses contemporains, avait répliqué à Irwin et entrepris de démontrer par des faits la possibilité d'une expédition de Bonaparte contre l'Inde⁽³⁾. L'Angleterre n'avait pas, selon lui, pleinement compris l'importance des progrès de ses ennemis en Égypte; l'effort militaire turc resterait probablement inefficace; les Arabes n'étaient bons qu'à mener une guérilla de pillards et ne tiendraient pas devant une armée bien organisée; l'armée française d'Orient n'était pas dans la situation critique qu'on s'imaginait; des mouvements de navires français étaient signalés dans divers parages, sans en excepter ceux de l'Inde; le bruit courait de mesures prises pour faire descendre la mer Rouge à des troupes;

⁽¹⁾ Son étude sur *Bonaparte en Égypte*, dont des extraits parurent dans le *Times* du 10 octobre 1798. Des extraits en sont donnés de nouveau par le *Gentleman's Magazine*, avril-mai 1799. Le titre anglais en est : *Bonaparte in Egypt, or an appendix to the enquiry into his supposed expedition to the East*. La brochure avait paru d'abord à Dublin; elle avait ensuite été réimprimée à Londres.

⁽²⁾ *Gentleman's Magazine*, numéro d'avril 1799.

⁽³⁾ *Reply to Irwin, or the feasibility of Buonaparte's supposed expedition to the East exemplified, by an officer in the service of the East-India Company*, Londres, 1798.

aux Indes, Tippoo-Sahib était acquis à la France : dans ces conditions, le contradicteur anonyme d'Irwin avait prêché la vigilance, en prévision d'un effort désespéré de l'ennemi pour atteindre l'Inde en partant d'Égypte.

Malheureusement pour Bonaparte et ses soldats, autre chose était de pouvoir défier l'attaque en Égypte, autre chose de pouvoir la porter dans l'Inde : c'est ce que méconnaissaient ceux, Anglais ou Français, qui les envoyaient sur l'Indus ou à Bombay, à pied ou en bateau. Combien de temps cependant le soupçon que ce pût arriver devait-il subsister chez les Anglais, chez ceux-là mêmes qui avaient pour tâche de le rendre impossible ! Sidney Smith faisait-il autre chose que l'insinuer quand, deux mois après sa victoire d'Acre, à la veille d'une offensive ottomane contre l'Égypte, il renouvelait au gouverneur général de l'Inde le conseil d'être sur ses gardes ? Il se pouvait, lui disait-il ⁽¹⁾, que, pressé par les Ottomans, Bonaparte poussât à travers l'isthme de Suez ; malgré sa défaite en Syrie, on devait rester sur le qui-vive aux Indes et faire en sorte « que des forces anglaises attaquaient les premières troupes ennemies qui paraîtraient au sud de l'isthme ». L'Anglais qui l'avait arrêté en Syrie supposait-il donc que, refoulé d'Égypte, Bonaparte refluerait sur l'Arabie, ou bien embarquerait son armée à Suez ? Étrange supposition, mais probant témoignage de la hantise exercée sur les esprits par les projets dont l'expédition d'Égypte paraissait l'annonce.

Ces projets ne résistaient pas à l'analyse. Aussi l'analyse, qu'elle en fût faite par des Anglais ou par des Français, aboutissait-elle au même résultat, pourvu qu'elle le fût en connaissance de cause et sans trop sacrifier à l'imagination. La conclusion négative d'Irwin concorde en effet avec celle que formulait en France, dans un article du *Moniteur*, l'un des écrivains qui avait, à la fin de l'ancien régime, disserté de la conquête de l'Égypte. Volney, l'auteur du *Voyage en Égypte et en Syrie* et des *Considérations sur la guerre des Turcs*, examinant les intentions prêtées à Bonaparte, concluait à l'impossibilité d'une expédition contre l'Inde : irréalisable par mer, à cause du manque de vaisseaux, elle l'était, selon lui, encore plus par voie de terre. « Cette route des gazettes par l'Euphrate, les déserts de la Perse et l'Indus est, disait-il, une folie, dont ne s'aviserait même pas une

⁽¹⁾ *Dispatches... of Wellesley*, t. I. Sidney Smith à Mornington, 9 juillet 1799.
Documents, n° 3.

caravane d'Arabes; et une armée française vit à plus de frais. » Bonaparte devait, à son retour de Syrie, marquer son adhésion à cette conclusion négative, en faisant insérer l'article de Volney dans le *Courrier de l'Égypte*, le journal français publié au Caire⁽¹⁾.

Contre le danger imaginaire qui troubla quelque peu leurs cerveaux, certains Anglais ont cependant suggéré des défenses guère moins saugrenues. Dans une lettre de juillet 1799, datant donc du moment où l'invasion de la Syrie fut connue à Madras, le général anglais Stuart se montre soucieux d'empêcher que les Français ne puissent pénétrer en Perse et propose que des troupes britanniques, russes et turques soient employées à leur en barrer le chemin⁽²⁾. Ce général marchait, à son insu, sur les brisées de Dundas, qui avait, dix mois plus tôt, consulté Grenville sur l'idée d'appeler les Russes à l'aide en Afghanistan, contre Zeman Chah, présumé complice de Bonaparte⁽³⁾. Un an après, en 1800, le résident de la Compagnie des Indes à Bagdad, Jones⁽⁴⁾, devait suggérer à lord Elgin, ambassadeur d'Angleterre à Constantinople, que des troupes anglaises de l'Inde fussent transportées à Bassora et marchassent de là, contre les Français, sur la Syrie et l'Égypte, parcourant ainsi à l'envers l'un des itinéraires asiatiques, où l'imagination des contemporains s'était plu à voir Bonaparte se lancer.

L'idée n'était pas de lui, mais de son collègue à Bassora, qui semble avoir été placé sous ses ordres. Elle consistait dans « la marche d'un corps de troupes anglaises de Bassora à Beer et de là, par Alep, à la côte de Syrie, où elles pourraient rejoindre une armée britannique venue d'Europe, pour pénétrer avec elle en Égypte, avec des perspectives d'avantages pour le service public ». L'effectif du corps de troupes anglo-indiennes, 10.000 hommes; la distance à couvrir, de 1000 à 1200 lieues anglaises; la nature du pays à franchir, la vallée de l'Euphrate, avec des traversées de désert, pour couper les méandres du fleuve; le transport des bagages,

⁽¹⁾ Cf. DE LA JONQUIÈRE, *L'Expédition d'Égypte*, t. IV, p. 12.

⁽²⁾ C. O., 77/54. Stuart, Fort Saint-George, 24 juillet 1799.

⁽³⁾ Voir chap. v.

⁽⁴⁾ *Archives India Office, Bombay secret and political proceedings*, range 381, vol. XVII, p. 6287 à 6291.

moitié par eau, moitié par terre; le nombre des «coolies» et des bêtes de somme; les approvisionnements, grain, riz, dates, autres vivres, dont le rassemblement prendrait deux mois et que l'armée devrait transporter entièrement avec elle, au moins entre Hillal et Beer; le passage des bas-fonds de l'Euphrate, qui obligeraient à débarquer les bagages et l'artillerie, pour les acheminer par terre sur 50 à 60 milles anglais, entre Samawat et Hillal; la saison propice, décembre, pour prendre terre à Bassora et se mettre en route; la dépense, «immense»; la durée totale du trajet de Bombay aux frontières d'Égypte, huit mois, à raison de 10 lieues par jour; l'état sanitaire de la contrée : tout était examiné dans le rapport du résident à Bagdad, qui paraissait moins séduit par le projet que son confrère de Bassora.

C'était vouloir amener les soldats britanniques sur un théâtre d'opérations où ils sont venus à partir de 1915. Cent quinze ans allaient s'écouler avant que cipayes et *Tommies* parussent à Bassora, Bagdad et Kout-el-Amara!... Projets ingénieux et grandioses, mais guère plus pratiques, pour ce temps-là, que ceux dont la rumeur avait fait honneur au vainqueur des Pyramides.

CHAPITRE IX.

L'EXPÉDITION NAVALE DE BRUIX EN MÉDITERRANÉE.

LA CAMPAGNE DE 1799 EN ÉGYPTÉ. ABOUKIR ET DAMIETTE.

- I. — La sortie de Brest de la flotte de Bruix plonge les amiraux anglais dans la consternation. But de l'expédition navale de Bruix : ressaisir la supériorité maritime dans la Méditerranée et rouvrir les communications avec l'Égypte. Le Gouvernement anglais et la destination de l'armement de Brest. L'Irlande. Doutes sur la destination de Bruix après sa sortie de Brest. L'Inde. Le Portugal. La Méditerranée et l'Égypte. Impressions de Grenville. Inquiétude et décisions de l'Amirauté anglaise. Bruix entre à Toulon. Reproche que lui a fait Napoléon. Situation critique des escadres anglaises au moment où Bruix a pénétré en Méditerranée. Occasion manquée. Nouvelles instructions du Directoire à Bruix. Ses opérations en sortant de Toulon. Sa rentrée dans l'Océan et à Brest. Les Anglais mécontents qu'il leur ait échappé. Le résultat de la bataille du Nil en Méditerranée demeure intact.
- II. — Illusions de Nelson sur le résultat décisif de Saint-Jean d'Acre. La politique militaire anglaise en Orient reste la même. Le Gouvernement a refusé de stationner en Sicile un corps de troupes pouvant intervenir, soit en Italie, soit en Égypte. Tentative de poursuite de Bonaparte pendant sa retraite de Syrie en Égypte. Sidney Smith revient à son plan initial d'opérations combinées. Sa lettre à Kœhler du 4 juin 1799. La campagne de 1799 en Égypte. L'armée de Moustafa pacha débarquée à Aboukir. Bonaparte la jette à la mer. Il est peu question de cette bataille en Angleterre. Grave échec pour la politique anglaise en Orient. Excuses et récriminations de Sidney Smith. Son jugement sur l'armée turque. Ses reproches à Kœhler. Échecs anglais devant Suez et Kosseir. Préparatifs de nouvelle offensive contre l'Égypte par la Syrie et la côte méditerranéenne. Débarquement turc à Damiette. Victoire des Français. Condamnation de la méthode anglaise consistant à faire déloger les Français d'Égypte par les Turcs.

I

Une semaine avant la levée du siège de Saint-Jean d'Acre, les amiraux anglais « avaient été plongés dans la consternation par la sortie de Brest

de la flotte placée sous les ordres de l'amiral Bruix, et par son apparition dans la Méditerranée, à un moment où les escadres britanniques étaient disséminées dans toutes les directions »⁽¹⁾.

L'arrivée de Bruix dans la Méditerranée, avec 25 vaisseaux de guerre et 13 navires légers, remet un instant en question cette supériorité navale, qui est, pour l'Angleterre, le résultat le plus clair de la bataille du Nil, et à laquelle elle est redevable de pouvoir bloquer Bonaparte en Égypte, sous la menace constante d'un débarquement.

Remettre en question ce résultat, tel est effectivement le but d'une expédition maritime dont la conception et l'organisation remontent à la fin de l'année 1798. C'est « une suprême et tardive tentative du Directoire en vue de ressaisir la maîtrise de la Méditerranée, perdue à la suite de la défaite d'Aboukir⁽²⁾ ». L'initiative peut en être attribuée à Bonaparte lui-même, qui n'a cessé de la réclamer, en demandant du renfort, et qui a écrit aux Directeurs, le 7 octobre 1798 : « Si vous ne pouvez rien faire en Irlande, peut-être serait-il convenable de porter dans la Méditerranée toute la guerre maritime⁽³⁾ ». Le plan initial de la campagne consiste à transférer de l'Océan dans la Méditerranée, — en ralliant au passage l'escadre espagnole, — l'armée navale reconstituée à Brest, à recouvrer, par la jonction des flottes de France et d'Espagne, une supériorité décisive de forces dans le bassin méditerranéen, et à en profiter pour porter secours aux troupes d'Égypte⁽⁴⁾. A l'exception de la jonction avec l'escadre espagnole, qui n'a pu être opérée, mais dont l'espoir n'est pas encore perdu, la première partie de ce plan, — le transfert de l'armée navale de Brest dans la Méditerranée, — s'est exécutée avec succès du 20 avril au 5 mai 1799.

Comme toujours admirablement renseignés sur les préparatifs des Français, les Anglais ont immédiatement connu l'armement de Brest⁽⁵⁾. Comme

⁽¹⁾ FONTESCUE, *History of the British Army*, t. IV, Part 2, p. 637.

⁽²⁾ G. DOUIN, *La campagne de Bruix en Méditerranée*, Paris, Challamal, 1923, p. 1.

⁽³⁾ Cf. G. DOUIN, *op. cit.*, p. 27.

⁽⁴⁾ DE LA JONQUIÈRE, *L'Expédition d'Égypte*, t. V, p. 136 et suiv. Instructions du Directoire à Bruix, 15 mars 1799.

⁽⁵⁾ Cf. G. DOUIN, *op. cit.*, p. 67-70.

toujours, ils ont commencé à se tromper, quand il s'est agi d'en deviner la destination. Sur la foi d'informations qui la leur donnaient pour telle, ministres et amiraux n'ont d'abord pas mis en doute que cette destination fût l'Irlande. Leur premier soin fut de renforcer l'escadre de garde sur la côte irlandaise et, quand lord Spencer écrivit à l'amiral lord Bridport pour lui confier la mission de veiller sur l'armement français de Brest, l'Irlande fut la seule hypothèse qu'il lui indiqua : l'expédition de Bruix était, lui disait-il, « probablement destinée à l'Irlande⁽¹⁾ ». Toute autre hypothèse était alors exclue des prévisions de l'Amirauté britannique, qui ne renouvelait pas seulement, mais aggravait sa faute de 1798. Aussi, lorsque la flotte de Bruix eut réussi à sortir de Brest en trompant la vigilance des vaisseaux de Bridport et en leur dissimulant sa route vers le sud, Bridport n'eut-il rien de plus pressé que de se rabattre vers le nord, pour couvrir l'Irlande⁽²⁾. C'était, du reste, une résolution qu'il avait prise d'avance et annoncée à l'Amirauté⁽³⁾, dans le cas où son adversaire viendrait à lui échapper.

Déception et inquiétude furent vives en Angleterre, lorsqu'on y apprit que Bruix avait pu se glisser hors de Brest, non seulement en évitant le combat, mais en cachant sa direction. Opinion publique et Gouvernement se perdent en conjectures, que le *Times* passe en revue et discute : Irlande, Portugal, Méditerranée, Indes ? « La position de nos forces maritimes, écrit-il⁽⁴⁾, et la supériorité de notre caractère naval, paraissent rendre incroyable que la République se risque à exposer son escadre dans la Méditerranée. » Il n'y a, selon lui, qu'une région où la France puisse espérer l'avantage par une soudaine supériorité : la mer des Indes. Et de conclure : « Il reste que l'expédition doit être destinée à l'Inde, qu'elle est seulement une partie ou la continuation du plan des Français, consistant

⁽¹⁾ Lord Spencer à lord Bridport, 19 mars 1799. Cité par Douin, *La campagne de Bruix en Méditerranée*, p. 73, d'après les *Spencer papers*.

⁽²⁾ G. Douin, *op. cit.*, p. 83.

⁽³⁾ Douin, *op. cit.*, p. 79. Bridport à l'Amirauté, 26 avril 1799 : « Je pense que l'escadre ennemie va prendre la mer ; si elle sort sans être aperçue, je ne perdrai pas un moment pour me rendre avec toute ma flotte au large du cap Clear ou sur toute autre partie de l'Irlande ».

⁽⁴⁾ *Times* du 10 mai 1799.

à ravager la péninsule et à infliger une mortelle blessure à leur grande ennemie dans cette maîtresse pièce de son empire. Après avoir chassé l'amiral Rainier et ses forces inégales du détroit de Bab-el-Mandeb, l'armement français communiquerait avec Tippoo-Sahib, par la facile capture de Mangalore, et tendrait les bras à Bonaparte, par la mer Rouge, à Suez. » La Méditerranée semblant donc trop dangereuse pour que Bruix s'y aventure, il aurait pour mission un audacieux périple, qui aboutirait bien à l'Égypte, mais en l'abordant par le sud, après avoir touché aux Indes et remonté la mer Rouge.

Sans doute est-ce à cette supposition qu'il faut rattacher la crainte, éprouvée aux Indes à la fin de l'année 1799, de voir paraître une escadre française. Le 9 novembre, J. Webbe, secrétaire du gouvernement de Madras, écrira au gouverneur général pour lui en donner avis et le consulter sur les mesures à prendre, en cas d'une descente des Français sur la côte de Malabar, dans le Karnatic ou à Ceylan. Des ordres en conséquence seront envoyés par le commandant en chef des troupes. Le 11 novembre, lord Clive, gouverneur de Madras, fera connaître au gouverneur général les mesures qu'il a adoptées en prévision de la nouvelle annoncée qu'une escadre française arrive⁽¹⁾. Ainsi l'événement survenu à Brest le 26 avril 1799 aura-t-il son lointain et tardif écho dans l'Hindoustan six mois après.

Mais l'Inde n'est qu'une des hypothèses suggérées aux Anglais par la sortie inopinée de Bruix. L'Irlande reste, pour près de quinze jours encore, la plus en faveur auprès des ministres, spécialement de Pitt et de lord Spencer, et la plus inquiétante à leurs yeux. Même s'il s'était dirigé vers le sud, Bruix pouvait, selon eux, ne l'avoir fait que pour rallier l'escadre espagnole du Ferrol et, avec elle, remonter vers le nord⁽²⁾. Aussi Bridport, maintenu au cap Clear, reçoit-il un renfort de quelques vaisseaux.

Les alarmes pour l'Irlande n'empêchent pas cependant que d'autres hypothèses ne se présentent à l'esprit des gouvernants anglais, qui bientôt en viennent à hésiter entre plusieurs et à les examiner concurremment.

⁽¹⁾ *India Office*, Fort Saint-George (Madras).

⁽²⁾ Cf. G. DOUIN, *op. cit.*, p. 91, 93, 94; voir notamment lettre de Pitt à lord Spencer du 11 mai 1799.

Le Portugal est une des premières dont ils aient admis la possibilité, avant même que Bruix ait réussi à prendre la mer; le jour même où il échappait à Bridport, l'Amirauté britannique avait appelé sur le Portugal l'attention du commandant de son escadre devant Brest⁽¹⁾. Ce pays est ensuite, pendant quelques jours, tenu pour une destination plausible, la seule plausible avec l'Irlande. Ainsi pense notamment Grenville, qui conjecture soit l'un, soit l'autre et ajoute : «Ce n'est que cet alternatif qui nous est embarrassant⁽²⁾».

Lui-même et ses collègues ne tardent pas, toutefois, à juger plus vraisemblable que Bruix se dirige vers la Méditerranée et, s'il n'est pas rattrapé avant, soit sur Cadix, soit sur l'Égypte. L'effectif des troupes de terre embarquées sur les bâtiments français, — 3000 hommes seulement, d'après les renseignements reçus à Londres, — n'est en effet pas compatible avec un dessein sur l'Irlande ou sur le Portugal; un effectif aussi faible «ne s'accorde, selon Grenville, qu'avec le projet de débloquer Cadix ou de secourir Bonaparte⁽³⁾». Deux «entreprises fort hasardeuses», estime le Ministre des Affaires étrangères, qui suppute le nombre des vaisseaux dont disposent les amiraux britanniques, pour s'opposer — où que se présente l'ennemi — aux 18 bâtiments auxquels se réduit, d'après ses informations, la force de Bruix⁽⁴⁾ : Bridport en a 16, et 5 font voile pour le rejoindre; Keith en a 17 devant Cadix; Jervis (Saint-Vincent) en a 30 sous son commandement, compris ceux de Keith. Ces chiffres rassurent immédiatement Grenville, confiant, en outre, dans les mesures prises par l'Amirauté, pour renforcer l'escadre anglaise de la Méditerranée, et dans la supériorité tactique de la marine britannique sur la marine française. Ces considérations l'empêchent de s'alarmer outre mesure de la rentrée en scène, que la croisière de Bruix fait opérer aux forces navales de la France. Jervis, espère-t-il, sera renforcé à temps pour empêcher les flottes com-

(1) L'Amirauté à Bridport, 26 avril 1799. Cité par Douin, *op. cit.*, p. 79.

(2) *Dropmore papers*, t. V, p. 37. Grenville à Woronzoff, 1^{er} mai 1799.

(3) *Ibid.*, t. V, p. 38. Grenville à Thomas Grenville, 3 mai 1799.

(4) «Les journaux français parlent de 25 vaisseaux de ligne et de 14.000 hommes de troupes; *sed ego non credulus illis.*» Grenville à Thomas Grenville, 8 mai 1799. *Dropmore papers*, t. V, p. 45.

binées de l'Espagne et de la France de faire un mal sérieux en Méditerranée⁽¹⁾; 17 ou 18 vaisseaux, que cet amiral aura avec lui, sont plus qu'assez pour tenir tête à 19 français⁽²⁾. Ainsi Grenville entretient-il l'optimisme, en lui-même et chez ses correspondants, à mesure que lui apparaît cependant plus clairement le dessein de Bruix : car « il devient chaque jour plus probable, écrit-il, que la destination de la flotte française est de secourir Bonaparte⁽³⁾ ».

Le Gouvernement n'en a pas moins décidé, à peine a-t-il admis que Bruix pût se diriger vers la Méditerranée, d'envoyer en hâte à Jervis un renfort de cinq vaisseaux et deux frégates, sous l'amiral Whisted⁽⁴⁾. Mais l'envoi tardif de ce renfort, qui n'a pu mettre à la voile que le 6 mai, ne suffit pas à rendre l'Amirauté confiante au même degré que l'était ou voulait le paraître le Ministre des Affaires étrangères. Tout en estimant, on ne sait pourquoi, que le projet de pénétrer dans la Méditerranée fût pour la marine française « un remède désespéré », motivé par l'« état désespéré » des affaires de la France en Italie, l'Amirauté n'excluait pas que Bruix pût avoir l'avantage sur les escadres britanniques, surtout s'il négligeait Cadix et la jonction avec les Espagnols pour pousser droit devant lui. Si, écrivait l'amiral Young, les Français « échappent à notre escadre et entrent en Méditerranée sans être aperçus, ils peuvent y faire beaucoup de mal avant que leur présence soit connue⁽⁵⁾ ». Persuadé que les craintes pour l'Irlande, encore entretenues par quelques membres du Cabinet, n'avaient plus aucune raison d'être, « je voudrais bien, disait-il, que la petite escadre qui est devant Cadix fût aussi en sûreté que Dublin et Killala⁽⁶⁾ ». Aussi expédiait-on à Nelson un courrier par Vienne et Trieste, pour lui donner l'alarme; puis lui prescrivait-on de réunir sans délai ses navires, dispersés à Malte et en Sicile; puis préparait-on à Plymouth neuf vaisseaux

⁽¹⁾ *Dropmore papers*, t. V, p. 58. Grenville à Thomas Grenville, 20 mai 1799.

⁽²⁾ *Ibid.*, t. V, p. 65. Grenville à Thomas Grenville, 25 mai 1799.

⁽³⁾ *Ibid.*, t. V, p. 45. Grenville à Thomas Grenville, 8 mai 1799.

⁽⁴⁾ L'amiral Young à lord Spencer, 3 mai 1799. Cité par Dourin, *op. cit.*, p. 87, d'après les *Spencer papers*.

⁽⁵⁾ L'amiral Young à lord Spencer, 4 mai 1799. Cité par Dourin, *op. cit.*, p. 89.

⁽⁶⁾ L'amiral Young à lord Spencer, 7 mai 1799. Cité par Dourin, *op. cit.*, p. 90, d'après les *Spencer papers*.

à tout événement; enfin, quand toute inquiétude pour l'Irlande eut été bannie par les ministres les plus lents à convenir de la réalité, formait-on un détachement de 20 vaisseaux sous l'amiral Alan Gardner, pour rejoindre Jervis devant Cadix ou ailleurs. Les instructions données à cet amiral, à qui sont énumérées pas moins de cinq hypothèses, selon lesquelles sa conduite devra varier, disent «le désarroi où la sortie dérobée de la flotte de Brest avait jeté le Gouvernement britannique⁽¹⁾». Le 15 mai, au moment où vient d'être tardivement lancé l'ordre à Gardner de rallier Jervis, les tergiversations des ministres ont, en effet, si bien compromis la situation, qu'elle inspire des craintes même à lord Spencer, un de ceux pourtant à qui l'Irlande avait le plus longtemps caché le vrai danger : «Je vous dirai simplement, écrit-il alors à Jervis, que j'espère que l'amiral Whisted et son escadre vous auront rejoint avant que vous ne vous soyez trouvé dans l'obligation de combattre l'ennemi qui a réussi, malgré toutes nos précautions, à changer le théâtre de la guerre d'une manière qui, pendant quelque temps, rend notre situation très critique⁽²⁾».

Critique, la situation de la marine britannique l'avait été et le restait, au moment où lord Spencer écrivait ces lignes. La division navale de l'amiral Whisted n'avait pas rejoint Jervis, quand Bruix s'était présenté à Gibraltar. Ce n'était pas cinq ou dix jours d'avance, mais bien un mois que Bruix avait sur le renfort de vingt vaisseaux, dont l'Amirauté anglaise n'avait décidé que le 14 mai l'envoi sous l'amiral Gardner. Keith et Jervis n'étaient que de la veille avertis de la venue d'une armée navale française, quand elle avait franchi le détroit; Nelson, Sidney Smith et Ball — ce dernier dirigeant le blocus de Malte — n'en étaient pas avertis du tout. Leurs escadres respectives n'étaient pas concentrées; de Saint-Jean d'Acre et d'Alexandrie à la Sicile, à Malte, à Naples, à Minorque, à Cadix, les vaisseaux anglais étaient dispersés, au gré des besoins créés par des opérations de blocus, de surveillance ou de secours à des pays alliés.

Aussi, au début de juin 1799, l'opinion publique anglaise, vaguement consciente d'un inquiétant mécompte, s'est-elle attendue à apprendre que

⁽¹⁾ DOVIN, *La campagne de Bruix en Méditerranée*, Paris. Challamal, 1923, p. 96.

⁽²⁾ Spencer à Saint-Vincent (Jervis), 15 mai 1799. Cité par DOVIN, *op. cit.*, p. 97. d'après les *Spencer papers*.

Bruix avait atteint la Méditerranée orientale, sauf à y être, comme Brueys, rejoint et battu. « Nous devons, écrivait le *Times*, nous attendre à une autre bataille au fond de la Méditerranée. Il y a tout lieu de croire que Bruix est destiné à rouvrir la communication avec Bonaparte ⁽¹⁾. »

La Méditerranée orientale ne devait pas revoir la bataille navale prévue par le *Times*. L'entrée du détroit de Gibraltar faillit bien, par contre, en voir une le jour où Bruix, ayant trouvé devant Cadix l'escadre de Keith et pris ses dispositions de combat, la tint un moment entre la ligne de ses vaisseaux et l'escadre espagnole, mouillée dans la rade. Ce jour-là, le 4 mai 1799, la fortune de la France en Méditerranée, des Colonnes d'Hercule au golfe de Péluse, tout ce qu'elle y avait d'intérêts engagés dans les opérations en cours, ne tint qu'au coup de vent qui empêcha Bruix de garder sa position et l'obligea à passer Gibraltar, en renonçant à livrer bataille. Les conséquences de cette malchance furent ensuite aggravées par la malencontreuse décision qu'il prit de mettre le cap sur les côtes de France. Entré le 13 mai à Toulon, où l'ont fait relâcher des avaries subies par trois de ses navires et où il trouvera d'ailleurs des ordres du Directoire l'y appelant, Bruix n'en sortira plus que pour opérer sur la côte ligure, repasser le détroit de Gibraltar, rentrer dans l'Océan et regagner Brest.

Napoléon lui a reproché plus tard de ne pas avoir, aussitôt le détroit de Gibraltar franchi à l'aller, poursuivi sa navigation en droite ligne jusqu'en Égypte ou en Syrie. Il a calculé que Bruix serait, dans ce cas, arrivé dans les mers du Levant encore à temps pour intervenir devant Saint-Jean d'Acre avant la levée du siège ⁽²⁾. On peut contester ce calcul rétrospectif. Par contre, il semble bien que, pour rouvrir les communications avec l'Égypte, Bruix n'ait manqué que de plus d'initiative, d'audace et « d'une étincelle de ce feu divin qui s'appelle le génie ⁽³⁾ ». Où que son inspiration l'eût porté, une fois entré en Méditerranée, il n'eût trouvé d'escadre ennemie qu'éparpillée et hors d'état de lui résister. L'inquiétude des amiraux anglais témoigne de ses chances de succès. Keith, qui l'a vu

⁽¹⁾ *Times* du 4 juin 1799.

⁽²⁾ BERTRAND, *Campagnes d'Égypte et de Syrie*, t. II, p. 121.

⁽³⁾ DOUIN, *La campagne de Bruix en Méditerranée*, p. 230.

passer devant Cadix, puis perdu de vue, écrit : « Je suis très angoissé dans cette situation difficile et ne sais à quoi me résoudre. Si je reste, les Français peuvent entrer en Méditerranée et faire un mal infini. Si je quitte, la flotte espagnole mettra certainement à la voile⁽¹⁾. » Jervis, dès le 5 mai, donne l'alarme à Ball pour Malte, à Sidney Smith pour Alexandrie, à Nelson pour la Sicile, à Duckworth pour les Baléares. L'escadre française, leur dit-il, est destinée à Malte ou à Alexandrie, pendant que la flotte espagnole attaquera Minorque⁽²⁾. « L'escadre de Brest, écrira-t-il plus tard, avait un si beau rôle à jouer à Malte et en Sicile que je tremblais pour le sort de nos vaisseaux stationnés là et pour cette dernière île⁽³⁾. » Nelson lui-même, le moins facile à émouvoir des amiraux, quand il recevra, pas avant le 13 mai, le premier avis dépêché par Jervis, ordonnera à Ball de passer aux Russes le blocus de Malte et de le rejoindre, rappellera à lui Troubridge, se tiendra prêt à rallier, en cas de besoin, son commandant en chef en Méditerranée occidentale, prendra en attendant position à Marittimo pour couvrir la Sicile et doutera de pouvoir « regarder l'ennemi en face », sans le renfort d'une division supplémentaire, celle de Duckworth. Craintes justifiées : Bruix poussant hardiment vers l'est, à partir du 5 mai, c'est toute l'escadre de Nelson surprise en ordre dispersé devant Malte, Palerme, Naples; c'est Malte débloqué, la voie libre jusqu'à Alexandrie, la petite division navale de Sidney Smith contrainte à s'éclipser, si elle en a le temps. Jamais, de toute la durée de l'expédition d'Égypte, le sort de cette grande entreprise n'a été plus près de changer de face.

« Conscient de la faute qu'il avait commise en ne courant pas à Malte⁽⁴⁾, Bruix s'en est excusé, dès son arrivée à Toulon, par la crainte de s'enfoncer dans la Méditerranée, où la force de l'ennemi pouvait être sous peu double de la sienne, avant d'avoir assuré sa propre supériorité par sa jonction avec la flotte espagnole. C'est donc, en définitive, parce que cette jonction, prévue par ses instructions, ne s'était pas faite devant Cadix

⁽¹⁾ Keith à lord Spencer, 6 mai 1799. Cité par Douin, *La campagne de Bruix en Méditerranée*, p. 108.

⁽²⁾ Cf. Douin, *op. cit.*, p. 107.

⁽³⁾ Cité par Douin, *op. cit.*, p. 229.

⁽⁴⁾ Douin, *op. cit.*, p. 114.

qu'a été perdue la chance de salut offerte à l'expédition d'Égypte par son entrée en Méditerranée. L'avantage de son avance, celui du nombre, ont disparu à ses yeux, parce que, le 4 mai, une tempête lui avait dérobé l'occasion de se mesurer, dans des conditions très favorables, avec l'escadre de lord Keith devant Cadix⁽¹⁾ et fait manquer la jonction cherchée avec celle de Mazzeredo. Il n'a pas vu que, même réduit à ses propres forces, de grands résultats demeuraient à sa portée, encore qu'il n'eût pas rempli une condition importante, mais non essentielle, de ses instructions. Il a été trop docile à des instructions trop méticuleuses, que, ministre de la Marine au moment où son expédition avait été décidée, il s'était plus ou moins données à lui-même et qui, effectivement, lui « désignaient l'Égypte, non pas comme un objectif immédiat et urgent, mais comme l'aboutissement d'une campagne devant rendre à la France la suprématie maritime dans la Méditerranée⁽²⁾ ».

Néanmoins, son arrivée à Toulon laissait encore subsister pour Bruix des chances de campagne heureuse. Aussi le Directoire comptait-il sur lui pour des services multiples, dont ne faisait plus partie, toutefois, le projet de ranimer la languissante expédition d'Orient, bien que l'Égypte restât encore sa destination dernière. Car les revers subis par les armées françaises en Italie venaient de faire décider des évacuations de territoires italiens, auxquelles Bruix devrait d'abord coopérer; et ces mêmes revers, le danger pressant couru par la France, le besoin urgent de troupes, avaient déterminé le Directoire à rappeler en Europe Bonaparte et son armée. La mission de Bruix consistera désormais à les ramener. Encore demeurera-t-elle subordonnée à sa jonction avec l'escadre espagnole — toujours considérée comme condition préalable d'une supériorité maritime

⁽¹⁾ Talleyrand, dans une lettre à Bruix du 17 mai, esquissait ainsi les conséquences qu'aurait eues une victoire de cet amiral sur l'une des escadres britanniques, croisées par lui sur sa route, celle de Keith : « La destruction de cette escadre nous aurait pendant plusieurs mois au moins rendus maîtres de la Méditerranée; l'armée navale aurait pu s'emparer des vaisseaux turcs et russes, intimider les puissances barbaresques, rouvrir les communications avec l'armée d'Égypte et même porter la terreur dans Constantinople, en s'approchant des Dardanelles ». Cf. DE LA JONQUIÈRE, t. V, p. 160.

⁽²⁾ DE LA JONQUIÈRE, *op. cit.*, t. V, p. 156.

assez marquée pour assurer à l'amiral français la liberté de ses opérations en Méditerranée, lui permettre de ravitailler Malte, d'atteindre Alexandrie et d'en ramener Bonaparte, avec tout ou partie de ses soldats, selon que le général en chef aurait jugé possible ou non de maintenir en Égypte un corps d'occupation.

La mission donnée à Bruix, à la fin de mai 1799, et l'ordre du Directoire à Bonaparte de rentrer en France avec le gros de ses forces, résultent des instructions alors adressées à l'amiral et, par son entremise, au général en chef de l'armée d'Orient. Dès que serait opérée la jonction avec l'escadre espagnole, « vous chercherez la flotte anglaise, disait le Directoire à Bruix⁽¹⁾, et si, comme il est vraisemblable, vous êtes alors supérieur en forces à l'ennemi, vous la combattrez. Aussitôt que vous aurez mis les Anglais hors d'état de s'opposer à vos opérations, vous ferez voile pour l'Égypte, à l'effet d'y embarquer l'armée. Vous vous concerterez sur les moyens avec le général Bonaparte, et vous pourrez laisser en Égypte une partie de ses forces, s'il le juge nécessaire. » « Le Directoire, — était-il écrit le même jour à Bonaparte, — vient d'ordonner à l'amiral Bruix d'employer tous les moyens qui seront en son pouvoir pour se rendre maître de la Méditerranée et de se porter en Égypte, à l'effet d'en ramener l'armée que vous commandez. Il est chargé de se concerter avec vous sur les mesures à prendre pour l'embarquement et le transport. Vous jugerez, citoyen Général, si vous pouvez avec sûreté laisser en Égypte une partie de vos forces; et le Directoire vous autorise, dans ce cas, à en confier le commandement à qui vous croirez convenable⁽²⁾. »

Du mandat assigné à Bruix, les ministres anglais peuvent aisément deviner la partie qui reste constante, après comme avant l'entrée de la flotte française à Toulon : chercher la jonction avec les Espagnols, la victoire sur l'une ou l'autre des escadres britanniques de la Méditerranée et acquérir ainsi la suprématie navale dans cette mer. Ils ne peuvent, par contre, soupçonner l'évolution survenue dans les dispositions du Directoire à l'égard de l'Égypte, ni la modification qui s'en est suivie dans les instructions données à Bruix. Ils ignorent donc tout du projet de ramener en France

⁽¹⁾ DE LA JONQUIÈRE, *L'Expédition d'Égypte*, t. V, p. 167.

⁽²⁾ *Idem*, *op. cit.*, t. V, p. 166.

Bonaparte et ses troupes, qui, connu d'eux, les eût peut-être fait triompher, peut-être autant alarmés que celui de porter secours à l'Égypte : car la réalisation de ce nouveau projet eût dérobé à l'Angleterre une armée qu'elle considérait comme une proie destinée à lui tomber, tôt ou tard, entre les mains. Au demeurant, la seule entrée de Bruix à Toulon, sans avoir pu opérer sa jonction avec l'escadre espagnole ni malmener au passage aucune force navale britannique, apparaît immédiatement à Londres comme une circonstance favorable, qui permet de gagner du temps, rend l'expédition maritime française moins menaçante, et laisse l'espoir de la paralyser par un blocus, grande ressource de la marine anglaise. « Aucune crainte, écrit Grenville⁽¹⁾, qu'un ennui sérieux résulte de ce que les Français ont pénétré dans la Méditerranée avec cinq jours d'avance sur les Anglais. Ils sont entrés à Toulon. » Et d'expliquer que Keith les suit, que Jervis a l'intention de le rallier à Minorque, et pourra, selon tout espoir, bloquer Toulon, sans interrompre les services en cours en Sicile, à Malte, devant Alexandrie⁽²⁾.

Bruix ne devait pas si vite tenir les Anglais quittes de toute émotion. Son expédition maritime, en effet, ne se termine pas à Toulon, où Jervis ne put le bloquer. Il en sort le 27 mai et croise, jusqu'au 8 juin, sur la côte ligure, venant en aide à l'armée de Moreau et échappant à la poursuite de Keith. Il réussit même à opérer, à Carthagène, sa jonction avec l'escadre espagnole, mais trop tard pour en retirer une supériorité bien marquée sur les escadres, concentrées elles aussi, de Jervis et de Keith. Surtout cette jonction ne lui apporte qu'un poids mort, un facteur d'inertie, les Espagnols étant dominés par la mauvaise volonté et par une opposition résolue à toute campagne dans la Méditerranée. L'amiral se résigne donc à sortir de cette mer le 29 juin pour rentrer dans l'Océan et reprendre, le 8 août, son mouillage à Brest. Le départ de Bruix de Carthagène pour Cadix « marque l'avortement du grand projet dont l'Égypte était le but »⁽³⁾. Il fait disparaître la dernière chance de ressaisir la suprématie maritime en Méditerranée, d'en profiter pour rouvrir les communications avec l'Égypte et,

⁽¹⁾ *Dropmore papers*, t. V, p. 79. Grenville à Thomas Grenville, 3 juin 1799.

⁽²⁾ *Ibid.*, t. V, p. 39. Buckingham à Grenville, 5 mai 1799.

⁽³⁾ DE LA JONQUIÈRE, t. V, p. 176.

conformément aux désirs du Directoire, d'en ramener le gros de l'armée et son chef.

Être débarrassés de Bruix en Méditerranée et avoir recouvré la maîtrise incontestée de cette mer ne satisfait pas pleinement tous les Anglais. Certains, beaucoup même regrettèrent que l'amiral français eût échappé aux escadres de Jervis et de Keith et opéré sa tardive jonction avec la flotte espagnole. L'un des frères de Grenville, Buckingham, se déclare désolé que les forces combinées de la France et de l'Espagne aient pu sortir saines et sauvées de la Méditerranée. « L'état d'imbécillité où a chaviré, écrit-il, le pauvre Saint-Vincent (Jervis) et l'incapacité de son successeur ont perdu là la plus belle occasion qui se soit jamais présentée⁽¹⁾. » Plus tard, en août suivant, il redoutera encore que la Méditerranée ne devienne le but des deux marines ennemies, en songeant au vaste champ d'entreprises qu'elle leur offrirait, pour « secourir la cause succombante des Français en Égypte, à Malte, en Sicile »; et il craindra que Grenville ne puisse « se garder contre toutes les contingences, qui pouvaient apporter des atouts au jeu de la France dans ces parages⁽²⁾ ». Aussi voudra-t-il voir renforcer les escadres anglaises de la Méditerranée. Le Premier Lord de l'Amirauté, le comte Spencer, sera, au même moment, beaucoup plus tranquille. Il sera d'avis de ne pas s'occuper des flottes combinées qui étaient rentrées à Brest, tant qu'elles n'auraient pas plus de chances de pouvoir entreprendre quelque chose de sérieux⁽³⁾.

C'est malheureusement lui qui aura raison, au moins pour ce qui regarde la Méditerranée. Tout risque de campagne d'une force navale française y est désormais écarté pour longtemps. Le résultat de la bataille du Nil y demeure acquis et intact, peu après que le résultat de Saint-Jean d'Acre a fortifié, en Angleterre, la confiance dans l'issue victorieuse de la guerre en Orient.

⁽¹⁾ *Dropmore papers*, t. V, p. 220. Buckingham à Grenville, 1^{er} août 1799.

⁽²⁾ *Ibid.*, t. V, p. 304. Buckingham à Grenville, août 1799. Sans date de jour.

⁽³⁾ *Ibid.*, t. V, p. 284. Lord Spencer à Grenville, 16 août 1799.

II

Aucun Anglais ne s'est fait plus d'illusions que Nelson sur les conséquences de Saint-Jean d'Acre. Croyant que le succès de Sidney Smith annonçait la prochaine débâcle de l'expédition d'Égypte, il le pousse à l'exploiter, sans toutefois pouvoir rien faire pour l'y aider. Tout au plus lui laisse-t-il espérer « une petite escadre, dès qu'il pourra » la lui donner. Il est vrai qu'il ajoute à cette vague promesse une déclaration de principe très catégorique et des observations fort justes : « Tant que les Français resteront en un point quelconque de l'Égypte, la Grande-Bretagne, je le vois, devra tout faire. Aurait-on jamais pu penser que les Turcs n'auraient pas envoyé de renforts pour sauver l'Égypte ? Quant aux Russes, ils ont, j'en suis sûr, un objet en vue ⁽¹⁾. » Entre ses constatations — (que la Grande-Bretagne doit « tout faire », que les Turcs sont inertes et les Russes suspects) — et ce que, pratiquement, lui-même fait pour Sidney Smith — (rien) — il y a une évidente contradiction. Peut-être n'est-elle, d'ailleurs, pas de son propre fait.

En réalité, tout ce que peut faire et fera, en l'occurrence, la Grande-Bretagne consistera, encore une fois, à faire combattre — et battre — ses alliés ottomans, en limitant son concours à celui de l'escadre de Sidney Smith et de la mission militaire du général Kœhler. Car, pour pouvoir faire davantage, intervenir en Égypte au moyen d'une force navale plus puissante et surtout d'une force de terre, il faudrait que des dispositions eussent été prises d'avance : et il n'en a pas été prises. Il faudrait que la politique militaire de l'Angleterre en Orient se fût modifiée : et elle est restée la même. Par nécessité ou par choix, elle consiste toujours à faire reconquérir l'Égypte sur Bonaparte par les Turcs.

En mars 1799, sur l'appel de Nelson, inquiet pour la sécurité de la Sicile, l'un des meilleurs généraux anglais de cette époque, le général Charles Stuart, est venu à Palerme, à Messine, et a inspecté toute l'île. « Avec plus de clairvoyance que Nelson, Stuart a marqué non seulement la

⁽¹⁾ *Dispatches and letters, etc.*, t. III, p. 417. Nelson à Sidney Smith, 24 juillet 1799.

valeur des ports de la Sicile pour la marine britannique, mais aussi ses ressources intérieures, ses abondantes réserves de vivres et son admirable situation comme quartier général d'une force militaire pour agir, soit en Égypte, soit en Italie ⁽¹⁾. » Au cours de son inspection et après son retour à Minorque, il a écrit à Dundas ⁽²⁾ pour proposer de réunir en Sicile cette force militaire, destinée à intervenir, selon les circonstances, soit sur l'un, soit sur l'autre des deux théâtres d'opérations en Méditerranée ⁽³⁾. Son conseil n'a pas été suivi. Aussi arrive-t-il qu'au moment où l'armée de Bonaparte opère sa retraite de Syrie en Égypte et quand elle rentre au Caire, aucun corps expéditionnaire anglais n'est disponible pour opérer un débarquement sur le littoral égyptien.

Ne pouvant donc compter que sur les Turcs, pour profiter de l'occasion, Nelson, Sidney Smith les pressent à l'envi d'agir et d'agir vite. « Je ne peux pas ne pas m'étonner, écrit Nelson à Spencer Smith, que les ministres de la Porte ne fassent pas envoyer en Égypte une force convenable ⁽⁴⁾. » Sur place, Sidney Smith a commencé, dès le lendemain de son succès d'Acre, à talonner les pachas ottomans. « Deux mille hommes de cavalerie, a-t-il écrit à Nelson ⁽⁵⁾, viennent d'être envoyés pour harceler l'arrière-garde française et j'espère atteindre leur avant-garde assez à temps pour profiter de leur désordre. Mais ceci dépendra du concours d'une force suffisante, de la levée de laquelle je ne suis pas absolument le maître, quoique je fasse tout mon possible pour lui donner l'impulsion convenable et une juste direction. »

Il s' imagine alors, sur de faux indices, que Bonaparte opère sa retraite sur Suez, et bien qu'il ne s'en effraye pas outre mesure, persuadé qu'il est de la détresse des Français, il se hâte cependant d'en donner avis à l'amiral Blankett, qui, de Djeddah, le 27 février 1799, lui avait annoncé

⁽¹⁾ FORTESCUE, *History of the British Army*, t. IV, Part 2, p. 623.

⁽²⁾ Les 1^{er}, 27 mars et 13 avril 1799.

⁽³⁾ « Il avait fait plus en six semaines, pour doter l'Angleterre d'une saine politique militaire, que tout le Cabinet de Pitt en six ans. » FORTESCUE, *op. cit.*, t. IV, Part 2, p. 623.

⁽⁴⁾ *Dispatches and letters*, etc., t. III, p. 417. Nelson à Spencer Smith, 25 juillet 1799.

⁽⁵⁾ Sidney Smith à Nelson, 30 mai 1799. Cf. DE LA JONQUIÈRE, t. IV, p. 591.

son arrivée en mer Rouge et sa mission reçue du gouverneur de Bombay. « Mes émissaires dans le camp français, lui écrit-il, me font savoir que Suez y est désigné comme l'objet des spéculations de Bonaparte, quoique ce soit sans aucun espoir qu'une armée dégoûtée, diminuée et épuisée atteigne jamais ce point, tout au moins en situation d'agir offensivement. C'est toutefois mon devoir de vous signaler cette intention possible, pour l'information de votre Gouvernement ⁽¹⁾. » Il persiste quelque temps dans cette étrange erreur, car, le 30 mai 1799, il mande encore à Blankett : « Bonaparte compte sur des renforts du Caire; mais j'espère avoir fait en sorte de fournir de l'occupation à la partie de son armée qui se trouve là-bas, de manière que, si une fraction quelconque de ses forces atteint Suez, elle ne pourra pas être redoutable à l'Inde ⁽¹⁾. » Ce sont ces lettres de Sidney Smith à Blankett qui, lorsque la copie en parvint à Londres au mois d'août suivant, firent espérer au *Times* que Bonaparte se fût dirigé sur Suez pour y faire sa reddition à quelque bâtiment anglais en croisière ⁽²⁾! Tant s'en faut que l'armée française en fût là. Fatiguée, mais non pas épuisée, elle rentra au Caire, sans vain détour par Suez, du reste occupé depuis six mois, et sans même être sérieusement inquiétée par les Turcs. Car Sidney Smith n'avait pas réussi à lever, en temps utile, cette « force suffisante » dont il parlait à Nelson le 30 mai, en ajoutant prudemment que la réunir ne dépendait pas absolument de lui.

Une fois manquée cette tentative de poursuite, Sidney Smith donne pour but à ses efforts d'obtenir qu'une armée turque débarque en Égypte et une autre envahisse ce pays par le désert, aussitôt que possible après le retour au Caire des troupes que Bonaparte ramène de Syrie, éprouvées par leur campagne et leur retraite. Il revient donc, en somme, à son plan initial, en tâchant de profiter, pour le réaliser, de l'occasion offerte par des épreuves et des difficultés, qu'il s'exagère chez l'ennemi. Les grandes lignes de son plan et ses extrêmes illusions sur l'état moral et matériel des Français apparaissent dans une lettre qu'il adresse à Kœhler « au retour, dit-il, d'une heureuse croisière entre Jaffa et Damiette, pour attraper les épaves

⁽¹⁾ BARROW, *Life and correspondence of Admiral Sir William Sidney Smith*, t. I, p. 314 et suiv.

⁽²⁾ Voir plus haut, chap. VII.

de l'armée en retraite de Bonaparte, et couper les convois de ravitaillement qui venaient à sa rencontre ».

Il est superflu de dire, écrit-il à Kœhler ⁽¹⁾, que « j'approuve entièrement votre évident plan de campagne, comme vous pouvez voir que j'en ai exécuté avec succès une partie essentielle; et l'exécution du reste est facile, car j'ai réussi à semer le mécontentement et l'insubordination dans l'armée française, en distribuant dans ses rangs, du haut en bas, la proclamation de la Porte ⁽²⁾, en sorte qu'armée plus désordonnée n'a jamais été vue sous les armes. Notre succès dépendra maintenant entièrement de la prompte concentration des forces destinées à agir contre les Français en Égypte. J'ai envoyé des ordres positifs à ceux qui sont commis à ma direction, d'avancer sans s'attendre les uns les autres, de manière que nous puissions profiter de la détresse de l'ennemi, avant qu'il ait pu se refaire après le passage du désert. J'ai adressé une copie de ces ordres à mon frère, qui vous les communiquera sans aucun doute, et je transmettrai cette lettre par une autre voie, afin de multiplier les chances que vous soyez promptement informé de mes mouvements actuels. Je n'ai pas besoin de vous dire combien il me tarde que vous soyez présent sur le théâtre de l'action, où votre talent particulier écourterait beaucoup les affaires. Je ne m'en suis pas moins efforcé de profiter des leçons, dans l'art des opérations de terre, que votre instructive conversation m'a souvent données, et cela avec un succès qui me rend reconnaissant envers vous. Le Nil doit, bien entendu, être la grand'route, par laquelle l'armée doit être ravitaillée, pendant qu'elle avancera en Égypte, et de laquelle elle ne pourra jamais être séparée par une grande distance. Je prends mes mesures pour avoir, sur la côte, une respectable flottille, prête à entrer dans le fleuve, quand ses rives seront suffisamment protégées par l'armée en marche. Ainsi chacun secourra mutuellement l'autre, comme à Acre : et Bonaparte a vu qu'une telle combinaison est un jeu supérieur à ses moyens. »

Rien ne montre mieux que cette lettre, confrontée avec la suite des événements, combien il y a loin de la théorie à la pratique, quand la théorie

⁽¹⁾ *Dropmore papers*, t. V, p. 81. Sidney Smith à Kœhler, 4 juin 1799.

⁽²⁾ Nous parlerons de cette proclamation dans notre chapitre sur la convention d'El-Arich. Elle invitait les soldats français à la désertion et leur promettait le rapatriement.

se fonde sur une appréciation inexacte de la situation et des dispositions de l'ennemi. L'erreur à cet égard ne pouvait être plus complète. Elle est, alors, partagée par tous, dans le camp anglo-turc. Le secrétaire de Sidney Smith, John Keith, laissé par lui à Saint-Jean d'Acre auprès de Djezzar, ne lui écrit-il pas pour demander à être nommé consul anglais au Caire après la campagne, en appuyant sa candidature d'un désir exprimé par le Pacha ⁽¹⁾?

Faute d'une armée proprement dite, pour descendre de Syrie en Égypte, des partis de Mameluks, appelés à la rescousse, du désert où ils ont cherché refuge, sont jugés suffisants pour opérer la diversion prévue, en faveur du corps de débarquement chargé de l'action principale : une vingtaine de mille hommes de bonnes troupes ottomanes, commandées par Moustafa pacha et amenées de Rhodes par la flotte de Patrona bey. Un défaut de coordination, entre les mouvements des Mameluks et ceux de l'armée de Rhodes, détruit en fait la diversion, déjà peu redoutable, confiée aux premiers. Avant la mi-juillet Mourad bey, descendu jusque près de Guizeh, est repoussé; Elfi et Osman beys sont dispersés à Sebah Biar; Ibrahim bey, déjà venu jusqu'à Gaza, a rebroussé chemin vers la Syrie. Bonaparte en a donc fini avec les Mameluks, qui ne se sont que trop conformés à l'imprudent conseil de Sidney Smith de ne pas s'attendre les uns les autres, quand le 11 juillet, les 100 voiles de la flotte de Rhodes, portant l'armée de Moustafa pacha, fait son apparition devant Alexandrie. La fortune sourit d'abord aux envahisseurs. Mis à terre à Aboukir, au nombre de 18.000, ils s'emparent le 17 juillet, après un siège de plusieurs jours, de la redoute et du fort, qui, défendus par 135 Français, gardent la rade.

Sans doute est-ce ce premier et facile succès des Turcs qui jette de nouveau Nelson, en août, dans un accès d'optimisme, qui se prolongera jusqu'en octobre suivant. « Nous avons, écrit-il ⁽²⁾, de grandes nouvelles d'Égypte! Le siège d'Acre a été levé, le 21 mai, Buonaparte ayant laissé derrière lui toute son artillerie et ses malades. Le vagabond est rentré au

⁽¹⁾ *Dropmore papers*, t. VI, p. 133. John Keith à Sidney Smith de Beyrouth, 20 juin 1799.

⁽²⁾ *Dispatches and letters*, etc., t. III, p. 451. Nelson à Troubridge, 10 août 1799.

Caire, où je suis sûr qu'il terminera sa carrière. La communication est coupée entre la côte et le Caire. Damiette, Rosette et Aboukir étant pris par les Turcs, Alexandrie est assiégée et va bientôt tomber. Adieu, M. Bonaparte! » Sur la foi de tant d'inexactitudes — presque autant d'erreurs que de mots — l'amiral espère que « la campagne égyptienne est finie par la mort de tous les Français » et suppose que Sidney Smith est allé se reposer sur ses lauriers à Constantinople, auprès de son frère Spencer ⁽¹⁾. Un mois après il donnera à Sidney Smith l'ordre de le rejoindre, en motivant cet appel sur l'étrange espoir que tout était terminé en Égypte. « L'Amirauté, dit-il, espère avec tout le monde civilisé, des conséquences de vos grandes actions et de votre bravoure à Saint-Jean d'Acre, que tous les Français sont détruits en Égypte, avec leurs transports ⁽²⁾. » Probablement Sidney Smith n'avait-il pas mis grand empressement à transmettre la nouvelle de ce qui s'était passé dans l'intervalle. Les 18.000 Turcs débarqués en Égypte avaient tous été tués, faits prisonniers ⁽³⁾ ou jetés à la mer, à la glorieuse journée d'Aboukir, le 25 juillet 1799.

De cette bataille, il est alors peu question en Angleterre. L'issue n'en a pas été telle qu'on en souhaite le retentissement. En outre, l'attention est ailleurs, en Hollande, où se prépare une expédition qui sera fatale aux armes britanniques, en Italie, en Allemagne, où les alliés des Anglais sont plus heureux qu'eux contre l'ennemi commun. L'Égypte est un théâtre d'opérations bien secondaire, dans cette conflagration générale, où son sort se décidera, comme celui de maint autre territoire, sur le continent européen. Dès lors, la sanglante défaite de l'allié ottoman est peu sensible au Gouvernement de Londres.

« Si, écrit un historien anglais ⁽⁴⁾, une force militaire britannique avait été amenée en Sicile, comme l'avait instamment demandé Sir Charles Stuart, et qu'elle eût agi de concert avec les Turcs, il y aurait eu toute raisonnable probabilité que Bonaparte eût été battu, son armée et lui-même faits

⁽¹⁾ *Dispatches and letters*, etc., t. III. Nelson à Spencer Smith, 31 août 1799.

⁽²⁾ *Ibid.*, t. IV, p. 44. Nelson à Sidney Smith, 4 octobre 1799.

⁽³⁾ Parmi les prisonniers se trouvaient Moustafa pacha, commandant l'armée turque, et son Kiaya (commandant en second).

⁽⁴⁾ FORTESCUE, *op. cit.*, t. IV, Part 2, p. 638.

prisonniers et sa réputation si gravement endommagée que la France ne l'eût jamais accepté pour maître. Il y avait une force militaire britannique disponible pour cette tâche, si le Ministère anglais avait choisi de l'employer; mais, comme il faut maintenant le dire, elle était occupée à des opérations sans profit dans une région différente. » Il est de fait qu'aucune troupe anglaise ne se trouvait à pied d'œuvre, ou seulement à proximité, pour coopérer à la déjà tardive tentative d'invasion turque en Égypte, en juillet 1799 : et cela, ainsi que nous l'avons dit, parce que le Gouvernement britannique s'en tenait encore, en Orient, à une politique militaire laissant à la Turquie tout le fardeau de la guerre sur terre. Une participation effective de l'Angleterre au débarquement et à la tentative d'invasion eût évidemment rendu plus difficile la défense des Français. Mais, ceci dit, il n'est pas prouvé qu'elle en aurait eu raison : et la défaite, la capture de Bonaparte et de son armée sont des hypothèses qu'avec lui on ne doit pas trop se hâter de tenir pour de « raisonnables probabilités ».

« La victoire que l'armée vient de remporter, déclara une proclamation de Bonaparte à ses troupes, accélère son retour en Europe... Nous venons de reconquérir aujourd'hui nos établissements aux Indes et ceux de nos alliés. Par une seule opération, nous avons remis entre les mains du Gouvernement le pouvoir d'obliger l'Angleterre, malgré ses triomphes maritimes, à une paix glorieuse pour la République ⁽¹⁾. » Tant s'en faut que les conséquences de la journée d'Aboukir soient telles qu'elles sont annoncées dans cette proclamation, volontairement trop optimiste.

Ce n'en est pas moins la défaite la plus grave qui ait encore été infligée aux Turcs depuis 1798, l'échec de leur premier effort offensif en Égypte, en même temps que celui de la politique militaire anglaise en Orient. Le Gouvernement britannique y a une responsabilité directe, pour avoir laissé à la Turquie la charge de la guerre contre Bonaparte et l'avoir poussée à l'offensive; directe aussi, par la participation que ses agents, Sidney Smith et Kœhler, ont prise à la conduite des opérations ⁽²⁾. En tant qu'il se sert

⁽¹⁾ DE LA JONQUIÈRE, t. V, p. 420.

⁽²⁾ Napoléon, qui a eu Moustafa pacha prisonnier dans son camp, résume ainsi le langage tenu par Sidney Smith au général turc pour l'encourager à tenter un débarquement : « Avec ces 25.000 hommes (18.000 de l'armée de Rhodes et 7000 janis-

de la Turquie comme auxiliaire, il est donc battu de compte à demi avec elle. La bataille d'Aboukir est un éclatant démenti à l'espoir de faire chasser les Français d'Égypte par l'armée ottomane.

Une aussi malheureuse expérience aurait dû détourner Sidney Smith et les Turcs de recommencer. Elle ne les en détournera cependant pas. La mésaventure d'Aboukir sème toutefois entre eux quelque mésintelligence et suscite de mutuelles récriminations. « La Porte, raconte Napoléon⁽¹⁾, fut, avec raison, très mécontente, et le témoigna au commodore Sir Sidney Smith, qu'elle accusa de cette folle entreprise. Djezzar lui reprochait également de l'avoir entraîné dans plusieurs opérations imprudentes, qui lui avaient occasionné de grandes pertes. Les janissaires de Chypre et les équipages accusèrent le vice-amiral, Patrona bey, de complaisance et de soumission aux conseils des infidèles et le mirent à mort. » De son côté, Sidney Smith rejette sur l'infortuné Moustafa pacha, blessé et fait prisonnier, toute la responsabilité du désastre. Il prétend lui avoir proposé de le conduire par la voie de Damiette et du Nil, « sous la protection, dit-il⁽²⁾, de mon artillerie flottante, dans la flottille que j'ai créée, depuis que je suis dans le pays; au lieu de cela il a choisi d'aller se cogner la tête contre le château d'Aboukir, où il n'y a qu'un seul puits d'eau saumâtre, et il a échoué, comme de juste. Encore, si les canonnières avaient pris, assez longtemps avant le jour fatal, les positions qui leur avaient été indiquées, Bonaparte aurait-il perdu encore plus de monde qu'il n'a fait : et ces sortes de victoires le discréditent, et augmentent le mécontentement de son armée, ce qui est mon jeu le plus sûr, étant donné la faiblesse de l'escadre anglaise et le manque de confiance des Turcs en eux-mêmes, quand des corps réguliers, en action, sont opposés à leurs multitudes sans cohésion. » Pauvres excuses, agrémentées d'inexactitudes qu'on préfère

saires tenus prêts aux Dardanelles), il pouvait se couvrir d'une gloire immortelle, car l'armée française était à moitié détruite, fort mécontente, découragée, prête à se soulever; elle avait éprouvé des pertes énormes par l'effet des batteries hautes et basses des vaisseaux anglais et des frégates, car ils avaient tiré plus de 10.000 boulets; ses pertes, en traversant le désert dans les chaleurs de juin, n'avaient pas été moins considérables » (BERTRAND, *Campagnes d'Égypte et de Syrie*, t. II, p. 123-124).

⁽¹⁾ BERTRAND, *op. cit.*, t. II, p. 142.

⁽²⁾ *Dropmore papers*, t. V, p. 478. Sidney Smith à Grenville, 18 octobre 1799.

croire volontaires, tant elles révéleraient de défaut de jugement, si elles ne l'étaient pas : ainsi en est-il du reproche fait à Moustafa pacha d'être allé se cogner la tête contre le château d'Aboukir, alors qu'il l'avait emporté et n'avait été battu qu'ensuite; ainsi, du paradoxe selon lequel la victoire d'Aboukir eût pu discréditer Bonaparte et accroître le mécontentement dans l'armée victorieuse!

La véritable excuse de Sidney Smith était dans l'infériorité militaire de l'armée ottomane, c'est-à-dire, en définitive, dans l'insuffisance de l'instrument, dont il avait pourtant mission de se servir. Cette infériorité, qui lui a d'abord sauté aux yeux, qu'il a ensuite trop perdue de vue, il la dénonce, après Aboukir, sans réticences. Il aurait pu en prendre pour exemple cette bataille même : mais il préfère se référer à un combat plus ancien, où il n'a aucune responsabilité, celui de Nazareth. « Toute la masse réunie dans la plaine de Nazareth n'a pas pu, écrit-il, faire la moindre impression sur la seule division de Kléber, et a pris la fuite dans toutes les directions, dès le moment où un renfort de 500 cavaliers sous Bonaparte a tiré, en guise de signal, une salve du haut d'une colline et a encouragé Kléber à former une colonne serrée et à traverser la cohue. » Aussi n'attend-il rien de bon de l'entrée en action de l'armée turque, qui, sous les ordres du Grand Vizir, se concentre en Syrie, pour venir de nouveau attaquer l'Égypte. « Faible, irrégulière, insubordonnée, l'armée du Vizir ne pourra qu'être mise au pillage, comme une riche caravane, par les trois premières demi-brigades qu'elle trouvera sous les armes après avoir passé le désert. Si les Français se risquent eux-mêmes à livrer bataille dans le désert, ils sont hors de leur élément, les Turcs et les Arabes dans le leur; aussi les avant-postes des Français seront-ils battus; mais cet encouragement ne fera que pousser les Turcs à s'aventurer dans quelque nouvelle attaque et dans ce cas, comme je l'ai vu dans toutes nos sorties, les braves courent en avant et périssent, la grande masse des lâches s'enfuit et ne reparait jamais, si ce n'est comme pillards de leur propre camp. Rien à faire pour former des hommes assemblés de partout par édit, et n'obéissant à la voix de personne, d'un chrétien moins que de quiconque. Les chefs ont juste assez de connaissances pour comprendre qu'il y a, dans l'art de la guerre, quelque chose d'autre à savoir que de galoper et de tirer sur un but; mais ils ne se risquent pas à entreprendre de seconder les vues d'un Européen, désireux

d'instruire leurs hommes dans le métier de soldat, et cela par prévention, indolence et crainte de montrer qu'eux-mêmes n'ont pas d'autorité⁽¹⁾. » Même son ancien ami Djezzar ne trouve plus alors grâce aux yeux de Sidney Smith et n'est plus qu'un barbare, l'ancien bourreau d'Ali bey. « Jugez, conclut-il, si je peux avoir quelque ambition de supplanter le général Kœhler dans la direction d'une pareille horde! »

Car Sidney Smith n'en a pas qu'aux Turcs; il s'en prend plus encore à Kœhler. Entre eux, la mésaventure d'Aboukir a déchaîné des récriminations bien pires qu'entre le commodore et ses pupilles ottomans; elle a fait éclater une hostilité qui couvait depuis des mois. Kœhler, type accompli de stratège en chambre, demeuré à Constantinople, d'où il critique à son aise ceux qui pratiquent son art, a émis la prétention d'interdire à Sidney Smith et aux marins en général de s'ingérer dans les opérations à terre. Sidney Smith, blessé dans son amour-propre personnel et dans son esprit de corps, très fier d'avoir à son actif le succès d'Acre, en droit de se prévaloir au moins du fait qu'il est sur la brèche et met la main à la pâte, Sidney Smith s'indigne de la « sentence d'exil dans l'océan », prononcée par Kœhler contre lui-même et la marine; il en appelle à Nelson, proteste auprès de Grenville. Le ministre, espère-t-il, lui donnera raison de « poursuivre l'exécution de ce qui a été concerté à Constantinople, sans qu'il soit nécessaire d'en référer de nouveau à la Porte pour une discussion oiseuse qui, après tout, ne peut prouver qu'une chose : c'est qu'il n'y a que trois voies d'accès en Égypte de ce côté-ci et deux de l'autre. De ce côté, le désert, le fleuve ou la voie d'Alexandrie, par laquelle Bonaparte est entré. De l'autre côté, Suez ou la route de La Mecque, et celle de la Haute-Égypte par Kosseir⁽²⁾. »

Les deux portes d'Égypte donnant sur la mer Rouge sont en dehors du rayon d'action de Sidney Smith et même des Turcs. Les forcer incombe à l'escadre anglaise de l'océan Indien et, éventuellement, à un corps de débarquement, envoyé des Indes. Il n'a pas encore été envoyé de corps de débarquement — sauf quelques compagnies — mais seulement une escadre, qui s'est bornée à garder l'issue de la mer Rouge, Bab-el-Mandeb

⁽¹⁾ *Dropmore papers*, t. V, p. 478. Sidney Smith à Grenville, 18 octobre 1799.

⁽²⁾ *Ibid.*, t. V, p. 477-478. Sidney Smith à Grenville, 18 octobre 1799.

et Périn, et à croiser au large de Kosseir et de Suez. A la fin d'avril 1799, pendant que l'armée de Bonaparte accomplissait sa pénible retraite de Syrie en Égypte, deux navires anglais se sont présentés devant Suez, ayant sans doute reçu mission de diriger contre ce port une attaque combinée avec les retours offensifs des Mameluks, les insurrections de l'Émir Hadji et de l'Ange El-Mahdi ⁽¹⁾. Mais l'attaque, à peine esquissée, s'est réduite à une démonstration. « Un vaisseau et une frégate anglaise, rapporte Bonaparte, sont arrivés à Suez vers le 15 floréal. Une canonnade s'est engagée; mais les Anglais ont cessé dès l'instant qu'ils ont reconnu Suez muni d'une artillerie nombreuse, en état de les recevoir. Les deux bâtiments ont disparu ⁽²⁾. » En août 1799, la même force navale s'est enhardie à tenter un coup de main sur Kosseir, avec l'aide de quelques centaines de cipayes. « Deux frégates anglaises venues des Indes, raconte Napoléon ⁽³⁾, parurent devant Kosseir, ayant 400 cipayes à bord, et tentèrent quatre fois de débarquer, les 14, 15, 16 et 17 août. Le général Donzelot les repoussa autant de fois et leur prit une pièce de 6 de campagne, qu'ils s'étaient hasardés à mettre à terre; les frégates disparurent le 18 et retournèrent dans l'Hindoustan. » Au mois d'octobre suivant, d'après les nouvelles parvenues à Sidney Smith, « le *Centurion* était descendu à Moka et l'amiral Blankett parti pour Bombay ». « En vérité, observait à ce propos le commodore, leur présence près de Suez, sans une armée, n'obtiendrait guère d'autre effet que d'encourager les Arabes à continuer leur guerre de pillage, pour paraître quelque chose à nos yeux ⁽⁴⁾. » De ce côté, donc, l'événement a aussi démontré l'impuissance de l'effort anglais, réduit à d'aussi minimes proportions, si ce n'est, bien entendu, pour fermer le débouché de la mer

⁽¹⁾ Cf. DE LA JONQUIÈRE, t. V, livre 9, chap. 1 et II. L'Émir Hadji est le chef de la caravane qui porte une fois l'an le tapis sacré aux lieux saints de l'Islam, à Médine et à La Mecque. L'Ange El-Mahdi était un de ces prétendus prophètes tels qu'il en surgit, de temps à autre, parmi les musulmans arabes, pour les soulever contre une domination non-musulmane.

⁽²⁾ Bonaparte au Directoire, 1^{er} messidor an VII. *Pièces officielles de l'Armée d'Égypte*, Paris, an IX, t. I, p. 173. Cf. aussi DE LA JONQUIÈRE, t. V, p. 72 et suiv.

⁽³⁾ BERTRAND, *Campagnes d'Égypte et de Syrie*, t. II, p. 311; cf. aussi DE LA JONQUIÈRE, t. V, p. 526 et suiv.

⁽⁴⁾ *Dropmore papers*, t. V, p. 479. Sidney Smith à Grenville, 18 octobre 1799.

Rouge à l'armée française, du reste dépourvue de marine sur cette mer.

Des trois portes qui s'ouvrent — ou se ferment — sur la façade nord et nord-est de l'Égypte, celle d'Alexandrie paraît, à juste titre, à Sidney Smith impossible à ouvrir par des moyens militaires. « Les Turcs, dit-il ⁽¹⁾, étant impropres à un siège régulier, sans l'assistance d'une armée européenne en forces, et Alexandrie étant maintenant très bien fortifiée, seuls la famine et le mécontentement peuvent nous permettre d'entrer par cette porte. » Restent donc les deux seules voies du désert ou du Nil. Par la première se prépare, avec une sage lenteur, à descendre l'armée du Grand Vizir, dont la cruelle expérience de Moustafa pacha n'a pas modifié les intentions. Par la seconde, qui a toutes les préférences de Sidney Smith, doit s'effectuer une diversion : un débarquement à Damiette, suivi, s'il réussit, d'une avance le long de ce bras du Nil.

Comme toujours, aucune coordination entre ces deux mouvements, le Grand Vizir étant encore loin du but, quand le débarquement à Damiette est à la veille d'être tenté. Mais ce défaut de coordination ne préoccupe nullement Sidney Smith, qui se propose, au surplus, de faire renoncer le Grand Vizir à la voie du désert pour prendre celle du Nil, si Damiette a été enlevée. « Le désert, expose-t-il ⁽²⁾, est la seule voie par où puissent se mouvoir les grands corps de cavalerie, qui forment la meilleure partie de l'armée turque. Plus de chameaux qu'il n'en reste maintenant de vivants seraient nécessaires pour porter l'eau dont on aurait besoin pour les dix jours de marche entre la Syrie et le Nil, par cette route, en supposant des étapes de 18 milles par jour, ce qui est une marche forcée, dans le sable. Et, quand elle serait arrivée au Nil, l'armée aurait à entreprendre une opération qu'elle aurait aussi bien pu commencer par l'embouchure du fleuve, ayant l'avantage de l'eau potable et de moyens de transport pour ses bagages, sans une pareille multitude d'animaux.... Si je réussis à prendre pied à Damiette, je persuaderai donc au Vizir d'y transporter son armée de Gaza, où j'ai rendez-vous avec lui, ou d'El-Arich, par la mer, qui est maintenant praticable; car les vents du sud-est commencent le mois prochain et le Nil est si haut que le lac Menzaleh fait un tout avec lui,

⁽¹⁾ *Dropmore papers*, t. V, p. 479. Sidney Smith à Grenville, 18 octobre 1799.

⁽²⁾ *Ibid.*, t. V, p. 478-479. Sidney Smith à Grenville, 18 octobre 1799.

transformant, à ce qu'on m'assure, Damiette et chaque ville en une île. Quel champ pour une force qui serait réellement effective! Mais hélas! je n'ai pas de canonnières, si ce n'est des prises, avec des demi-équipages, et des bateaux improvisés. » Malgré cette lacune dans ses moyens maritimes, Sidney Smith se prête à « la combinaison d'attaquer Damiette, à l'embouchure du Nil ». Son plan est fort simple : faire enlever Damiette par une force turque qu'il y débarquera; ensuite y transporter par mer l'armée du Vizir, de Gaza ou d'El-Arich; enfin pousser les deux troupes en avant, le long du Nil, dont les canonnières remonteront le cours. Mais la peine lui est épargnée de persuader au Grand Vizir qu'il vienne le rejoindre et de convoier sur mer l'armée turque de Syrie. Car, le 29 octobre 1799, la division d'environ 5000 janissaires débarqués par Sidney Smith près de Damiette est taillée en pièces par les 800 fantassins et les 150 cavaliers du général Verdier, entre les mains de qui elle laisse son chef, Ismail bey, 800 prisonniers, ses drapeaux et cinq pièces de canon⁽¹⁾.

Sidney Smith rend compte de cette affaire, lamentable pour les Turcs et pour lui-même, dans une lettre à Nelson du 8 novembre 1799, dont il transmet copie à l'Amirauté de Londres. Il termine le récit d'un échec, qu'il attribue à l'excès d'ardeur du commandant ottoman, par la phrase suivante : « Quant aux pertes de l'ennemi, nous n'avons pas les moyens de les estimer; mais elles ont dû être suffisantes pour le convaincre que de telles victoires contre des troupes, qui, bien qu'irrégulières, combattent corps à corps avec lui, lui coûteront cher en fin de compte⁽²⁾ ». Très probablement Sidney Smith n'a-t-il pas eu lui-même grande foi dans la valeur de cette consolation. De même, après la défaite de Moustafa pacha à Aboukir, il avait allégué que la victoire de Bonaparte déconsidérerait celui-ci aux yeux de ses troupes! Ce sont là des artifices peu dignes de son caractère, en tout cas vains à masquer la portée réelle de l'échec, à Aboukir et à Damiette.

⁽¹⁾ Napoléon place dans la bouche d'Ismail bey, après sa défaite de Damiette, les paroles suivantes : « Voilà l'élite des janissaires de Constantinople que le sultan vient de perdre si mal à propos. Avec ma division, j'aurais battu l'armée du Grand Vizir, qui ne sera composée que de troupes d'Asie! » (BERTRAND, *Campagnes d'Égypte et de Syrie*, t. II, p. 312-313).

⁽²⁾ Texte de la dépêche de Sidney Smith publié dans le *Gentleman's Magazine*, numéro d'avril 1800.

« Cette expédition, a dit Napoléon⁽¹⁾, est encore moins raisonnable que celle d'Aboukir. » Comme elle n'a pas moins mal tourné, mais qu'elle a eu de moins grandes proportions, il en est encore moins question en Angleterre, où elle a peu de retentissement. Elle n'en apporte pas moins la condamnation de la politique militaire anglaise en Orient, la démonstration — qui en suit de près une première — de l'impuissance ottomane contre l'armée française en Égypte. Et cette démonstration a d'autant plus d'importance, qu'à la tête de l'armée française ne se trouve plus Bonaparte, parti d'Alexandrie pour la France, le 22 août 1799.

Sidney Smith lui avait, après Aboukir, fait passer « un paquet de gazettes anglaises et de Francfort », contenant « les nouvelles des mois d'avril, mai et juin ». Bonaparte avait ainsi appris « tous les maux qui affligeaient la République », défaites de Jourdan sur le Danube, de Schérer sur l'Adige, de Moreau sur l'Adda, et il avait résolu de rentrer en France. Son départ d'Égypte, conséquence indirecte des victoires de la seconde coalition en Europe et directe des preuves que Sidney Smith lui en avait mises sous les yeux, est en vérité le principal résultat militaire des efforts et des peines du commodore. Encore ce résultat, pour être tel que sans doute Sidney Smith l'eût désiré, aurait-il dû être complété par la capture en mer de la frégate qui emmenait le partant : ce qui ne fut pas. Et voici que deux mois après son départ, l'exemple de Damiette prouvait que, sous Kléber, l'Égypte était encore bien gardée et que, sous un de ses lieutenants sans notoriété, un millier de Français suffisaient à jeter à la mer 5 000 janissaires. La méthode employée par l'Angleterre, pour déloger les Français de leur conquête orientale, s'est donc, à l'expérience, avérée des plus malheureuses.

Il est vrai qu'au moment où s'affirme la difficulté de reprendre l'Égypte à la France, les nouvelles des Indes sont telles qu'elles rendent l'occupation française de l'Égypte de moins en moins dangereuse pour l'Angleterre.

⁽¹⁾ BERTRAND, *Campagnes d'Égypte et de Syrie*, t. II, p. 313.

CHAPITRE X.

LA POLITIQUE DE MORNINGTON

ET LA CAMPAGNE DE 1799 AUX INDES.

SERINGAPATAM.

- I. — Politique de Mornington. Ses préparatifs de défense ou d'attaque contre les princes hindous. Rien n'a été coordonné entre ceux-ci et le Directoire. Rien n'a été organisé pour une expédition française contre l'Inde par la mer Rouge.
- II. — Les lettres de Dundas mettant les autorités britanniques en garde arrivent au Cap et aux Indes. L'Inde britannique à la nouvelle de l'invasion française en Égypte, à la nouvelle de la bataille du Nil. Le coup de force de Mornington contre le Nizam.
- III. — Le Directoire et Tippoo-Sahib. Bonaparte se sait impuissant à diriger une expédition navale contre l'Inde. Sa politique dans la mer Rouge. Son voyage à Suez. Sa reconnaissance des vestiges de l'ancien canal. Occupation de Kosseir. Création d'un embryon de marine. Encouragements au commerce. Étude du percement de l'isthme de Suez. Conception d'une menace opérant à la longue. Lettre à Tippoo-Sahib.
- IV. — Mornington prêt à agir contre Tippoo-Sahib. La tâche préliminaire à l'action militaire est terminée. Suggestions anglaises tendant à faire agir sur Tippoo par le sultan de Turquie.
- V. — Campagne de février à mai 1799. Prise de Seringapatam. Mort de Tippoo. Fierté de Mornington. Joie à Londres. Portée de cette victoire.
- VI. — Persistance d'inquiétudes anglaises éveillées par l'occupation française en Égypte. Idées et suggestions du général Stuart. La sécurité momentanément acquise à l'Inde doit permettre de faire concourir l'Inde à expulser les Français d'Égypte.

I

Avant qu'aient pu parvenir aux Indes les lettres de Dundas, faisant prévoir un coup des Français contre l'Égypte, combiné avec un soulèvement des princes hindous; avant même que ces lettres aient été écrites, les

autorités anglaises de l'Inde avaient été mises sur leurs gardes, dès le printemps de 1798, par l'attitude équivoque ou franchement menaçante des principaux souverains indigènes, le Nizam, le Peishwah et le sultan de Mysore; par la reprise d'influence française dans leurs États et la présence d'instructeurs français dans leurs armées; par leurs efforts pour nouer des relations et concerter des opérations avec la France. Ensuite, l'imprudente proclamation du gouverneur de l'Île de France, Malartic, révélant l'ambassade envoyée auprès de lui par Tippoo-Sahib et annonçant l'intention de ce prince, une fois reçus des renforts français, de chasser les Anglais de l'Inde; l'envoi à Mysore par Malartic d'un secours insignifiant, mais compromettant, d'environ cent volontaires, sous deux «généraux» de rencontre, Chapuis et Dubuc, avaient achevé d'édifier les autorités britanniques sur les dispositions belliqueuses de leur principal adversaire hindou, sur les appels qu'il adressait à la France et sur les encouragements qu'il en recevait⁽¹⁾.

Indépendamment de tout dessein de la France sur l'Égypte, dont on ne se doutait même pas à Madras, à Calcutta ni à Bombay, l'effet immédiat de toute cette agitation indienne, aussitôt qu'elle avait été connue du gouverneur général des établissements anglais, avait été de lui faire sentir la nécessité d'être prêt à se défendre ou même à attaquer.

Un nouveau gouverneur général, lord Mornington, nommé à ce poste en octobre 1797, y était arrivé en avril 1798. Homme de décision, d'action et d'énergie, la situation qu'il avait trouvée l'avait fait rompre avec la politique de ses deux derniers prédécesseurs, lord Cornwallis et Sir John Shoore. Lord Cornwallis, après avoir réduit en 1792 la puissance de Tippoo-Sahib, s'était attaché à établir, entre les princes hindous, un équilibre de forces qui permit à l'Angleterre une politique de non intervention⁽²⁾. Sir John Shoore s'en était tenu à la même règle de conduite. Mais le con-

⁽¹⁾ La proclamation de Malartic avait été connue au Cap le 28 mars 1798, aux Indes le 18 juin et à Londres le 14 juin. Les volontaires de l'Île de France, avec Chapuis et Dubuc, étaient arrivés le 26 avril à Mangalore, d'où ils étaient allés à Seringapatam. En juin, Dubuc et des envoyés musulmans de Tippoo étaient partis en mission de Tronquebar pour Paris (cf. FORTESCUE, *op. cit.*, t. IV, Part 2, p. 717-719).

⁽²⁾ Cf. *Political history of England*, t. X, p. 419 et suiv.

cert qui tendait à se former contre les Anglais entre le Nizam, le Peishwah et le sultan de Mysore n'autorisait plus Mornington à compter sur le concours des deux premiers, qui avaient aidé Cornwallis dans sa guerre contre Tippoo. Aussi ne tarda-t-il pas à se persuader qu'il lui faudrait, sans leur laisser le temps de l'attaquer avec leurs forces réunies et peut-être avec le concours de la France, les désarmer ou les vaincre séparément.

Les précautions prises, à peu de temps de là, par les ministres anglais viendront à propos pour l'aider à réaliser son dessein. L'avis qu'ils lui donnent, à la mi-juin 1798, d'avoir à se garder contre une attaque venant de l'extérieur, à faire bloquer par des forces navales les issues de la mer Rouge et du golfe Persique, à prendre enfin ses mesures en prévision d'un soulèvement local des princes indiens, ne pourra, quand il le recevra, que le confirmer dans sa résolution antérieure de s'armer pour se défendre ou, si l'attaque tardait, pour prendre l'offensive à l'heure de son choix.

Mais il ne recevra cet avis qu'à la fin de novembre 1798 et les renforts envoyés d'Europe et du Cap qu'au début de 1799. D'ici là, de longs mois se sont écoulés, pendant lesquels la sécurité des établissements britanniques n'a reposé que sur la sagacité de Mornington, sa politique et les ressources militaires dont il disposait. Dispersées à l'origine, ses troupes allaient être concentrées sous sa main au début de l'été de 1798; mais un certain temps lui était encore nécessaire, pour le développement de la politique dont il avait arrêté le plan, envers le Nizam, le Peishwah et le sultan de Mysore, avant d'en venir à la guerre avec ceux d'entre eux qui ne lui auraient pas donné des garanties suffisantes. Pour clairvoyant, entreprenant et actif qu'il fût, il aurait donc pu se trouver pris de court, si une agression des souverains indigènes l'eût prévenu, vers le moment où les Français abordaient à son insu en Égypte; à plus forte raison, si Bonaparte avait été en mesure de pousser, sans trop de délai, de Suez aux Indes.

Aucune agression ne se produit, ni simultanément au débarquement de Bonaparte à Alexandrie, ni ensuite. C'est que rien n'a été coordonné au préalable. La seule mission qu'à la demande de Bonaparte le Directoire eût décidée, pour établir un contact avec Tippoo-Sahib, celle de

Piveron⁽¹⁾, n'a pu être remplie. Empêché de partir avec Bonaparte, Piveron s'est, il est vrai, embarqué le 16 août 1798 à Toulon sur l'avis le *Celere*. Mais forcé de relâcher à Gênes, il a gagné Ancône, puis Corfou; là, il a été bloqué par le siège de la place⁽²⁾. Rien encore n'a donc pu être concerté entre la France et le sultan de Mysore, pour faire entrer Tippoo en campagne avant que Mornington eût terminé ses préparatifs de défense ou d'offensive et que les renforts envoyés par Dundas fussent arrivés à destination.

Beaucoup plus menaçante qu'une attaque brusquée de Tippoo-Sahib eût été, pour les établissements anglais de l'Inde, la descente par la mer Rouge d'un contingent de troupes françaises, dont l'arrivée sur la côte de Malabar eût donné le signal d'un soulèvement général. C'est bien là ce que craignent alors les Anglais; et c'est pourquoi toutes leurs autorités, navales, militaires ou civiles, s'empressent successivement d'annoncer aux Indes, à peine en sont-elles informées elles-mêmes, l'invasion de l'Égypte : Nelson des bouches du Nil, Spencer Smith de Constantinople, Dundas de Londres⁽³⁾. A la même préoccupation obéit le *Times*, quand il tourne et retourne dans tous les sens l'hypothèse d'une marche immédiate de l'armée française sur Suez, tenu pour l'objectif certain de Bonaparte après le Caire. La mer Rouge est alors libre et son débouché praticable. Ce ne sera pas avant le début de 1799 que les ordres envoyés par Dundas de Londres à Madras, Bombay et Calcutta auront pu être exécutés, que Bab-el-Mandeb sera bloqué, Périm occupé, l'escadre de Blankett arrivée dans la mer Rouge. Jusque-là, le seul écueil qu'un convoi français escorté aurait pu rencontrer sur son chemin, de Suez à Mangalore, eût consisté dans la petite escadre de l'amiral Rainier, qui, avant octobre 1798, ne pouvait pas être sur ses gardes, ne se doutant de rien.

Mais sur ce point essentiel, rien non plus n'a été coordonné. « Les foudres qui menaçaient d'éclater sur l'Hindoustan étaient dirigées par des mains inhabiles. » Ainsi s'exprime, dans un ouvrage publié en 1801, un contemporain⁽⁴⁾ qui s'en prend au « timide génie de quelques avocats », à

⁽¹⁾ Cf. notre ouvrage *L'Angleterre, l'isthme de Suez et l'Égypte au XVIII^e siècle*.

⁽²⁾ Cf. DE LA JONQUIÈRE, *L'Expédition d'Égypte*, t. III, p. 267, note.

⁽³⁾ Cf. chap. I, II, III, IV.

⁽⁴⁾ MICHAUD, *Histoire de l'empire de Mysore*, Paris, 1801.

« l'imprévoyance du Directoire ». Elle fit, dit-il, que « cette expédition, qui devait anéantir les possessions britanniques, contribua à augmenter leur étendue et à relever leur splendeur ».

Un arrêté du Directoire, pris au moment où avait été décidée l'expédition d'Égypte, avait cependant prévu que toutes les frégates et tous les bâtiments de transport disponibles à l'Île de France et à la Réunion devraient être immédiatement dirigés sur Suez, à la disposition de Bonaparte⁽¹⁾. Cet arrêté avait-il été signifié à qui de droit? L'ordre était-il arrivé à destination? En tout cas, ni frégates ni transports de l'Île de France et de la Réunion n'avaient paru et ne parurent jamais à Suez, et il n'en sera pas question pendant toute la durée de l'expédition. Comme, d'autre part, Suez devait s'avérer un port de ressources maritimes à peu près nulles, très pauvre en navires indigènes plus que rudimentaires; que la fameuse « flotte du café »⁽²⁾, en partie retenue dans les ports d'Arabie par le Chérif de La Mecque, était fort insuffisante à transporter un contingent tant soit peu important de troupes européennes; qu'aucun convoi n'eût d'ailleurs pu être aventuré dans une aussi longue traversée sans être escorté : il s'ensuit que Bonaparte ne disposait, en réalité, d'aucun moyen de transport sur la mer Rouge. Soit qu'il s'y attendît, soit pour une autre raison, il n'avait du reste nulle intention de se risquer ou de risquer une partie de ses soldats dans cette navigation, à peine aurait-il pris pied en Égypte : et le *Times* pénétrait parfaitement ses desseins, en supposant qu'il n'entreprendrait rien contre l'Inde, avant de s'être solidement établi dans sa nouvelle conquête.

Les circonstances excluent donc totalement une incursion des Français dans l'Inde pendant que les voies maritimes sont encore libres au sud de l'Égypte. Par là, l'expédition de Bonaparte perd beaucoup de son efficacité, en tant qu'elle est dirigée contre la puissance britannique dans l'Hindoustan : c'est une arme émoussée, aussitôt que sortie du fourreau, impropre au coup droit, avant d'avoir été longuement resfourbie. Juste assez mena-

⁽¹⁾ Cf. chapitre dernier de notre ouvrage *L'Angleterre, l'isthme de Suez et l'Égypte au XVIII^e siècle*.

⁽²⁾ On appelait ainsi les navires indigènes qui servaient à transporter de Suez à Djeddah et vice versa le café de Moka et les pèlerins de La Mecque.

çante pour faire peur, le délai qu'elle laisse à Mornington pour se prémunir va être activement mis à profit par lui, sur place pour écraser par anticipation les alliés éventuels des Français, au dehors pour boucher toutes les issues des golfes ottomans dans les mers des Indes. Il mettra d'autant plus fiévreusement les fers au feu qu'il n'est pas sûr du complet dénuement de Bonaparte en tonnage maritime sur la mer Rouge. De la sorte l'expédition d'Égypte, comme les Français ne tarderont pas à s'en rendre compte, aura pour premier effet aux Indes de « relever la splendeur » des possessions qu'elle visait à détruire.

II

La nouvelle de l'invasion de l'Égypte et celle de la bataille du Nil se suivent de peu aux Indes. La première y parvient à la fin de septembre 1798.

La lettre de Dundas à lord Macartney du 18 juin 1798, le mettant au courant des projets attribués à Bonaparte et lui prescrivant de venir en aide aux établissements de l'Inde, a été apportée au cap de Bonne-Espérance par le brick de guerre *Albatros* avant le 11 septembre. Les informations mandées par le Ministre de la Guerre ont paru fort extraordinaires au gouverneur général du Cap. « M. Dundas, écrit-il alors au gouverneur de Bombay, doit indubitablement avoir les meilleures raisons de croire au renseignement qui est la base des présentes mesures; et, en vérité, telle est la frénésie du Gouvernement français, qu'aucune extravagance de sa politique n'est suffisante pour autoriser à n'y pas ajouter foi. Sans cela, j'aurais quelques doutes qu'il tente sérieusement d'exécuter le projet dont il menace maintenant notre partie du monde. En tout cas, s'il prend la chose au sérieux, je compte qu'elle se terminera en désastre et en calamité pour lui. » Rien n'étant donc pour surprendre de la part de ces damnés Français et Dundas, au surplus, paraissant très sûr de son fait, Macartney a pris d'urgence des dispositions pour embarquer les troupes qui lui ont été désignées et qui pourront partir, sous les ordres du général Baird, dans la première semaine d'octobre. Il a laissé l'*Albatros* remettre à la voile pour le détroit de Bab-el-Mandeb, où l'auront précédé, espère-t-il, trois bâtiments de guerre en croisière dans l'océan Indien sous le commandement

du commodore Blankett. Enfin il a remis une lettre urgente pour Bombay au *Recovery*, du Bengale, qui la remettra à l'amiral Rainier à Ceylan, pour être transmise à sa destination⁽¹⁾.

Le gouverneur de Bombay, Jonathan Duncan, est déjà au courant de la situation quand lui parvient cette lettre de Macartney. Avant le 28 septembre, il a appris officiellement le départ de la flotte française de Toulon, la prise de Malte et la prise d'Alexandrie et officieusement la prise du Caire. Probablement Dundas avait-il envoyé aux Indes des duplicata de ses lettres du 18 juin par une voie plus courte que celle du Cap, et la nouvelle du débarquement et de la marche des Français y avait-elle ensuite été transmise directement de Constantinople ou de Bassora. Quoi qu'il en soit, les renseignements en possession de Duncan ne laissent pas de doute sur « l'objet du très considérable armement, dernièrement sorti de Toulon sous le commandement du général Bonaparte » et, après l'invasion de l'Égypte, cet armement lui paraît être « décidément dirigé contre les possessions britanniques dans l'Inde, probablement par la mer Rouge ».

Comme à Macartney, à qui il s'adresse aussitôt pour obtenir du renfort, « l'esprit de hardie entreprise, qui a caractérisé beaucoup des dernières opérations françaises », lui semble exiger que toute précaution soit prise pour contrecarrer ce projet. Il en prend la menace très au sérieux, presque au tragique. Sans doute l'escadre de l'amiral Rainier serait-elle promptement envoyée pour s'opposer aux progrès qu'on redoutait de la part des Français : « mais, dit-il, livrés que nous sommes entièrement aux conjectures, sur le plan d'opérations adopté ou projeté par un ennemi si notoirement et malignement jaloux de notre empire oriental, nous devons conserver la crainte que toute l'escadre de notre amiral puisse se trouver insuffisante à réaliser effectivement ce résultat désirable ».

Très désirable en effet, spécialement pour Bombay, est le résultat auquel Duncan pense que Rainier devra s'employer : car c'est tout bonnement d'arrêter les Français à la sortie de la mer Rouge. Les ports de cette mer, suppose-t-il très à tort, peuvent procurer un abondant tonnage à l'armée

⁽¹⁾ Lord Macartney à J. Duncan, gouverneur de Bombay, 11 septembre 1798. *Archives India Office, Bombay secret and political proceedings*, range 380, vol. 74, p. 5124-5126.

de Bonaparte, qui saisira les navires partout où elle en trouvera. Des correspondances françaises interceptées lui ont fait croire que l'intention de Bonaparte était de transporter une grande force du Caire au Bengale; dans ce cas, probablement l'ennemi prélèvera-t-il une partie de ses troupes «pour nous ennuyer, dit Duncan, de ce côté-ci de l'Inde», voire pour «s'emparer de Bombay ou de Goa, comme futurs centres d'attaque». Les Français «ne peuvent, selon lui, qu'être considérés comme de redoutables envahisseurs; car, dans la présente et très critique conjoncture, le débarquement à Mangalore, ne fût-ce que de la dixième partie de l'effectif qu'on leur suppose, pourrait être suivi des conséquences les plus préjudiciables aux intérêts britanniques dans ce pays». Même s'ils ne font pas leur apparition dans l'Inde, leurs intentions hostiles contre les possessions anglaises entraîneront certainement une guerre entre la Compagnie et Tippoo-Sahib. Des négociations délicates sont en cours entre elle et lui : raison de plus pour éviter à tout prix que les ennemis européens de l'Angleterre prennent pied sur le continent indien.

Sans perdre un instant, Duncan a donc fait partir pour la mer Rouge un officier, le capitaine Wilson, «avec pleins pouvoirs pour chercher, par négociation et amicale entremise, à dissuader les chefs indigènes, gens de Moka, Djeddah et La Mecque, de prêter à l'armement français la moindre assistance en tonnage ou autrement». Mais l'Inde a besoin de renforts de terre et de mer, qu'il demande instamment au gouverneur du Cap, au moment même où Macartney prenait ses dispositions pour lui en envoyer et le lui annonçait. Les renforts navals devront être dirigés directement sur le détroit de Bab-el-Mandeb, où Duncan compte qu'ils pourront entrer immédiatement en action, de conserve avec l'escadre que l'amiral Rainier y aura conduite. Quant aux troupes de terre, elles devront être débarquées dans le premier port favorable qu'elles pourront atteindre sur la côte de Malabar⁽¹⁾.

Le lendemain (29 septembre), Duncan écrit à l'amiral Rainier, pour l'avertir du danger et lui demander d'envoyer couvrir l'Inde, à la sortie de la mer Rouge. En recevant sa lettre, Rainier décide de faire partir pour

⁽¹⁾ Jonathan Duncan à lord Macartney, 28 septembre 1798. *Archives India Office, Bombay secret and political proceedings*, range 380, vol. 72, p. 3143-3147.

la mer Rouge la *Sibylle*, le *Centurion*, un sloop de guerre attendu d'Angleterre, des frégates revenant de l'est, et sollicite les autorisations nécessaires du gouverneur général Mornington, qui les lui donnera. En répondant à Duncan, il lui suggère de faire armer en guerre un navire de la Compagnie et de le joindre à cette force navale, qui, en arrivant en mer Rouge, se mettra en rapports avec le capitaine Wilson. Sur le premier moment, il a songé à se départir, pour le même service, de ses vaisseaux de haut bord, malgré les dangers de la navigation dans des parages encore peu connus : il en ajournera l'envoi, à la nouvelle de la victoire de Nelson ⁽¹⁾.

Ces échanges de lettres entre Macartney, Duncan et Rainier, ces mesures de défense, les sombres prévisions du gouverneur de Bombay, en apprenant le débarquement et l'avance des Français en Égypte et leurs intentions contre l'Inde, sont des signes probants d'une notable émotion. Et c'est aussi la preuve de ce que l'armée de Bonaparte aurait pu effectivement entreprendre contre les établissements anglais de l'Inde, à condition de trouver à Suez, peu de temps après son arrivée en Égypte, une force navale suffisante au transport d'une partie au moins de son effectif et à la protection de sa traversée. Mais nous avons dit que cette condition n'était nullement remplie.

Mornington, qui ne peut, non plus que ses subordonnés, savoir qu'elle n'est pas remplie, s'empresse d'approuver chaleureusement toutes les mesures qu'ils ont prises, à la nouvelle qui les a touchés avant lui. Il loue « la vigilance et la fermeté » du gouverneur de Bombay, le zèle du gouverneur de Madras, lord Clive, qui a aussitôt mis le Karnatic en état de défense. Lui-même, suivant sans s'en douter un conseil que lui avait donné Dundas et qu'il ne connaissait pas encore, fait procéder dans le Bengale à l'enrôlement et à l'organisation en milice des habitants européens et arméniens de Calcutta, qui s'y prêtent avec entrain.

Ce n'est pas toutefois sur cette milice, sorte de garde nationale, qu'il compte le plus, en cas d'attaque, et ce n'est pas elle qui lui permet d'envisager avec une tranquillité relative le danger dont il se sent menacé. La menace ne l'en a pas pris au dépourvu : tout un faisceau d'indices et de

⁽¹⁾ Rainier à Duncan, 3 novembre 1798. *Archives India Office, Bombay secret and political proceedings*, range 380, vol. 73, p. 4500-4503.

renseignements l'ont fait croire à des relations, beaucoup plus étroites même qu'elles ne l'étaient en réalité, entre la République française et le sultan de Mysore, et en dernier lieu le départ de Tronquebar, au mois de février 1798, d'une ambassade envoyée à Paris par Tippoo, sous la conduite du «général» Dubuc, l'a convaincu d'un véritable complot, sur le point d'être mis à exécution. S'étant donc attendu à quelque entreprise concertée entre les Français et Tippoo-Sahib, il a déjà fait des préparatifs militaires en vue d'une campagne, défensive ou offensive selon les circonstances, contre le sultan de Mysore.

«Ayant, écrit-il⁽¹⁾ le 3 octobre à la Compagnie des Indes, acquis la certitude que Tippoo-Sultan était entré dans des engagements avec les Français à des fins hostiles contre les intérêts anglais dans l'Inde, nous n'avons pas perdu de temps à prendre telles mesures de précaution et de défense qui nous ont paru le mieux calculées pour nous permettre de déjouer les desseins de l'ennemi, s'il tente de les mettre à exécution... Votre armée à Fort Saint-George a reçu l'ordre de se rassembler en toute hâte. Nous avons embarqué pour cette présidence (celle de Madras) le 33^e régiment de Sa Majesté, une compagnie d'artillerie européenne, avec six pièces de campagne, et notre bataillon de marins; et c'est notre intention que ces renforts soient promptement suivis par un corps d'au moins 3000 volontaires indigènes des différents corps armés de cet établissement (le Bengale), qui ont accepté l'engagement proposé par notre délibération du 31 août, et offert leurs services avec le zèle et l'entrain le plus grand, pour se rendre par mer à la côte (du Coromandel). D'autres renforts seront envoyés ultérieurement, si c'est nécessaire.» L'armée du Karnatic, massée, renforcée au moyen de prélèvements faits sur celle du Bengale, a été pourvue d'argent, de riz, d'approvisionnements de toute espèce, pour lui permettre d'entrer en campagne au premier signal. Les troupes du Malabar sont sur le qui-vive, prêtes à coopérer avec celles de Fort Saint-George (Madras). Des mesures, — nous verrons jusqu'où elles ont été et iront, — ont été prises pour que le Peishwah et le Nizam puissent remplir leurs engagements envers la Compagnie. Contre une attaque partant du

⁽¹⁾ Mornington à la Compagnie des Indes à Londres, 3 octobre 1798. *Archives India Office, Bengal letters received*, vol. 39.

Cachemire et de l'Afghanistan, Mornington se tient aussi sur ses gardes. Ses renseignements lui ont confirmé « que Zeman Chah n'avait pas abandonné son projet d'envahir l'Hindoustan à la fin de la présente saison pluvieuse et qu'il avait fait de considérables préparatifs en vue de cette expédition ». Bien qu'il doutât de la véracité de ces rapports et qu'il se rendit compte des obstacles qui retarderaient ou empêcheraient l'approche de Zeman Chah, le gouverneur général a cru de son devoir « de prendre toute précaution contre un événement qui, en cas d'attaque de Tippoo de concert avec les Français, pourrait devenir de la plus sérieuse importance ». Il a pourvu à la défense d'Oude, s'est mis en relations avec le rajah de Bérar, lui a envoyé un émissaire chargé de le pressentir sur une alliance défensive, a décidé de lever un régiment indigène de plus.

Peut-être ces énergiques et opportunes mesures se fussent-elles avérées insuffisantes si, dans le délai de quelques mois, une flotte française partant de Suez avait jeté sur la côte de Malabar tout ou partie des troupes de Bonaparte, provoquant l'entrée en campagne de Tippoo-Sahib, celle de Zeman Chah, et ébranlant la fidélité douteuse de princes alliés à la Compagnie anglaise. En tout cas, au moment où la crainte a pu en être conçue par Mornington, presque tout ce qu'il aurait pu faire en prévision de cette éventualité s'est trouvé ordonné et exécuté d'avance. Là est son plus grand mérite et la preuve peut-être la plus éclatante qu'il ait donnée de ses talents d'homme d'État, pendant son glorieux proconsulat.

Mais les préparatifs militaires et diplomatiques, auxquels Mornington pouvait se féliciter d'avoir procédé, avant d'avoir rien su du débarquement de Bonaparte en Égypte, n'empêchèrent cependant, ni qu'il s'en alarmât, ni qu'il ajoutât des précautions supplémentaires à celles qui se trouvaient prises d'avance. Bien que provenant d'abord de source privée et, par conséquent, douteuse, la nouvelle de la prise d'Alexandrie lui a d'emblée paru digne de foi. La rapprochant du fait que l'armement de Toulon avait quitté ce port vers le milieu de mai, et des liaisons qu'il avait surprises entre Tippoo et les Français, il la déclare « pas improbable, quoique extraordinaire »; et il n'attend pas davantage pour en tenir compte dans ses prévisions. Jusque-là, c'est seulement par l'Atlantique qu'il s'est attendu à voir arriver des Français, s'il en venait; dorénavant, c'est par la mer Rouge, ou encore par les deux voies à la fois. Alexandrie aux mains des

Français, il voit une partie d'entre eux s'embarquant à Suez pour les Indes, tandis que d'autres, peut-être déjà partis de Brest pour doubler le cap de Bonne-Espérance, rejoindraient les premiers au rendez-vous supposé de Tippoo. Le débarquement aux Indes d'une armée française, éventualité avec laquelle il comptait déjà, mais sans positive raison de s'y attendre, devient donc momentanément la plus menaçante des possibilités contre lesquelles il ait à se prémunir.

Elle est à la base de tous ses raisonnements, qui associent plus étroitement que jamais les deux termes Tippoo et France, et qui font de la République et du sultan de Mysore, pour ainsi dire, deux têtes sous le même bonnet ou, si l'on préfère, sous le même turban. « Je continue, écrit-il à Dundas ⁽¹⁾, à vous mettre au courant des progrès que j'ai pu faire dans les mesures que je me suis proposées pour déjouer les desseins de Tippoo et de la France. . . . Les circonstances du moment vont probablement m'amener à étendre notre système d'alliances défensives au cas d'une invasion française dans l'Inde, combinée ou non avec la cause de Tippoo. En l'état actuel de nos traités, si une armée française débarquait en un point quelconque de notre territoire, nous ne pourrions réclamer l'assistance, ni du Nizam, ni du Peishwah, à moins que Tippoo n'eût au préalable avoué une connexion avec les Français ou n'en eût manifesté l'existence par quelque acte. » Puis, après avoir rappelé les preuves les plus récentes qu'il croyait avoir saisies de cette connexion, il poursuit : « De leur côté, les Français n'ont pas seulement manifesté toute intention de coopérer avec Tippoo; mais de tous les renseignements que j'ai pu obtenir, je suis autorisé à conclure qu'ils ont déjà équipé de considérables armements en vue d'atteindre l'Inde, soit par le cap de Bonne-Espérance, soit par la mer Rouge, soit en combinant une tentative par les deux passages ».

Ces trois hypothèses, Mornington les discute avec sang-froid, mais sérieusement. Par le Cap, à condition d'éluder la vigilance des escadres britanniques, — ce qui était au moins possible, — les Français pourraient jeter sur la côte de Malabar une force qui deviendrait redoutable aux Anglais, si elle les surprenait dans un état d'impréparation. Mais était-il vraisemblable qu'à travers plusieurs escadres britanniques pût se glisser

⁽¹⁾ *Dispatches... of Wellesley*, t. I. Mornington à Dundas, 11 octobre 1798.

une force française assez considérable pour être un sujet d'alarme à l'armée anglaise des Indes, préalablement concentrée et tenue dans l'expectative sur la côte de Malabar? Non. Par Suez et la mer Rouge, de meilleures chances s'offraient à l'ennemi pour nuire aux établissements anglais de l'Inde. « Si les Français, dit Mornington, ont réellement pris Alexandrie, j'en conclus que, — si difficile que puisse être l'entreprise, — ils n'épargneront aucun effort pour aider Tippoo et, à tout le moins, recourront à tous les moyens pour le pousser à la guerre. La terreur de leur victoire en Égypte, où j'apprends qu'ils ont fait un immense carnage, servira grandement leur cause dans l'Inde, et peut-être montera-t-elle la tête à Tippoo au point de l'amener à commencer les hostilités. »

L'invasion française en Égypte accroît donc le danger d'une attaque brusquée de Tippoo-Sahib; naturellement aussi, celui d'une irruption française dans l'Inde. Le second, toutefois, ne paraît pas à Mornington absolument imminent. « Mes informations, dit-il, me portent à croire que, même s'ils ne rencontrent aucune opposition en Égypte, les Français ne pourraient pas, en partant de là, atteindre l'Inde en quelque nombre que ce fût avant un temps considérable, et que, si une vigilante croisière de trois ou quatre navires pouvait être établie devant le détroit de Bab-el-Mandeb, il serait à peu près impraticable à aucun bâtiment, que les Français aient pu réquisitionner en mer Rouge, de se frayer un passage à travers le détroit. » De ce côté, le problème se ramène donc principalement, pour Mornington, à l'occupation et au blocus de Bab-el-Mandeb; sa pensée se rencontre sur ce point, comme sur d'autres, avec celle de toutes les autorités britanniques qui se sont trouvées, avant lui, en présence du même problème : de Dundas, dont les instructions sont en route vers lui; de Macartney, dont les lettres pour l'Inde sont à la veille d'y arriver; de Duncan et de Clive, qui ont déjà donné l'alerte à l'amiral Rainier; enfin de l'amiral Rainier lui-même, à qui il envoie les ordres en conséquence et qui, sur l'appel des gouverneurs de Bombay et de Madras, s'est déjà mis en devoir de les exécuter, avant même de les avoir reçus. Cette remarquable concordance de vues entre toutes les autorités anglaises compétentes, à Londres, au Cap, aux Indes, dans le gouvernement, la marine et l'armée, sur toutes les mesures à prendre, navales, militaires, diplomatiques; cette sorte d'empressement de chacune à anticiper sur des ordres

prévus, sont un des traits caractéristiques de la situation, à ce moment critique, et — il faut le constater — une preuve de la bonne marche du service colonial anglais en général, indien en particulier.

Mais il se pouvait aussi — troisième et dernière hypothèse — que les Français eussent été les premiers à s'emparer de Bab-el-Mandeb; une partie de l'armement de Toulon ou un armement distinct, parti d'un port de l'Océan, pouvait avoir été destiné directement à l'Inde et avoir pris, au passage, possession du débouché de la mer Rouge, avant que l'escadre britannique de l'Inde s'en fût assurée. Cette hypothèse est celle qui paraît le plus dangereuse à Mornington. Seul l'événement pourrait dire si elle s'était réalisée ou se réaliserait — et l'on sait quelle fut la réponse de l'événement; en attendant, c'était une raison de plus pour se hâter. Mornington enjoint donc à Rainier de faire diligence pour expédier une force navale à Bab-el-Mandeb. Comme ce service supplémentaire ne pouvait dispenser l'amiral de protéger la navigation commerciale dans les parages de Bombay et de Malabar et que ses ressources navales pouvaient être insuffisantes à cette double tâche, le gouverneur général fait procéder à l'armement de quelques navires à Calcutta et prescrit au gouverneur de Bombay d'en faire autant dans ce port⁽¹⁾. Duncan devra demander à Rainier de quoi il avait besoin, ce pouvait être de canonnières, et le mettre à sa disposition. Mornington veut encore que Duncan examine la possibilité de faire occuper Périm.

Par quelque voie que les Français puissent arriver, il lui semble essentiel que Bombay et Malabar soient mis et maintenus « dans un respectable état de défense ». En prévision du cas où les succès de Bonaparte en Égypte enhardiraient Tippoo jusqu'à le faire entrer immédiatement en campagne, il juge que les préparatifs de l'armée doivent être encore activés dans le Karnatic. Un des premiers objectifs des Français, s'ils atteignaient Malabar, pouvant être la ville portugaise de Goa, place la plus forte et meilleur port dans cette partie de l'Inde, il estime important de la mettre autant que possible à l'abri de leurs coups; Mornington charge donc Duncan et le général Stuart d'y pourvoir efficacement. Il écrit à lord Macartney et à l'amiral Christian, commandant la marine

⁽¹⁾ *Dispatches... of Wellesley*, t. I. Mornington à Duncan, 24 octobre 1798.

du Cap, pour leur représenter la nécessité de contribuer à la défense du Malabar, s'ils croient comme lui que les Français en veulent aux Indes, et non au Cap : à cet égard, il est exaucé d'avance, Macartney ayant déjà pris, à l'instigation de Dundas, toutes les mesures qui dépendaient de lui. Enfin il redoublera de vigilance du côté de Zeman Chah, accentuera sa pression sur le Nizam et le Peishwah, fera surveiller Ceylan, précédemment conquise sur les Hollandais. La lourde besogne qui lui incombe exigeant une augmentation de l'armée dans toutes les présidences et un renfort de marine, il espère que sa correspondance, la proclamation incendiaire de Malartic et les mouvements des Français contre l'Inde auront amené le Gouvernement métropolitain à lui envoyer spontanément troupes et vaisseaux de guerre : et là aussi son espoir n'est pas téméraire, puisque Dundas a, depuis la mi-juin, pourvu à le réaliser. Telles sont les impressions et les décisions du gouverneur général de l'Inde, à la nouvelle du débarquement des Français à Alexandrie.

La nouvelle de la bataille du Nil a été apportée à Bombay le 21 octobre, par ce lieutenant Duval, que Nelson avait expédié des bouches du Nil, le 9 août précédent, via Alexandrette, Bagdad et Bassora⁽¹⁾. De Bombay, elle se répand, comme s'est répandue auparavant celle de l'invasion de l'Égypte, dans toutes les présidences britanniques. Elle contribue tout de suite à rassurer les Anglais. La victoire de Nelson, écrit l'amiral Rainer à Jonathan Duncan, diminue le danger du côté de l'Égypte. Elle a « rempli de joie cet établissement », écrit le gouverneur de Madras, lord Clive⁽²⁾, qui la connaît dès le 24 octobre.

Elle soulage d'un grand poids le lucide esprit de Mornington, qui l'a apprise de diverses sources privées, avant d'en recevoir de Bombay la confirmation, et lui fait voir la situation sous un jour très éclairci. Si les Français, pense-t-il alors⁽³⁾, surmontent jamais les difficultés avec lesquelles ils sont aux prises en Égypte, — des rumeurs les prétendaient battus par les Turcs et les Arabes, — la navigation de la mer Rouge et de l'océan Indien en automne et en hiver est si pénible que leurs convois auront

⁽¹⁾ W. JAMES, *The Naval history of Great Britain*, t. II, p. 465-466, appendice 14.

⁽²⁾ *Dispatches... of Wellesley*, t. I. Clive à Mornington, 24 octobre 1798.

⁽³⁾ *Ibid.*, t. I. Mornington au général Craig, 27 octobre 1798.

bien peu de chances d'échapper à l'escadre anglaise. Il se hâte d'annoncer à Tippoo⁽¹⁾ la bonne nouvelle, — bonne pour l'Angleterre, — en en tirant une conclusion dont l'optimisme est peut-être volontairement un peu forcé : « Toute communication étant ainsi coupée entre l'Égypte et l'Europe, les troupes qui ont été débarquées en Égypte doivent, selon toute probabilité, périr, ou par la famine, ou par l'épée ». A ses subordonnés, il avoue rétrospectivement une alarme bien plus profonde qu'il ne la leur avait d'abord laissé paraître : car, écrit-il à Clive⁽²⁾, « mes enquêtes ultérieures ne me permettent pas de douter que, si les Français avaient pu avoir atteint Suez au commencement d'août, ils auraient pu trouver dans la mer Rouge un tonnage suffisant au transport d'un gros corps de troupes, et le passage de Suez à Moka et de là à la côte de Malabar ne leur eût pas été difficile à ce moment ». Voilà la préoccupation dont le délivre la nouvelle de leur défaite navale. La bataille du Nil avait probablement « terminé leur carrière » et retiendrait Tippoo d'ouvrir les hostilités, le sauvant, disait fièrement Mornington, « des périlleuses conséquences de leur secours actif ».

Il a donc repris toute sa confiance, mais, préférant pêcher par excès de prudence, il ne veut pas encore exclure tout risque d'une irruption des Français sur le territoire de son gouvernement. « Je ne considère pas encore comme impossible, écrit-il⁽²⁾, que l'aventureuse frénésie et l'esprit d'entreprise de Bonaparte, exaspérés par les nouvelles et croissantes difficultés qui l'entourent, puissent lui faire tenter de pousser en avant une force jusqu'au Malabar; et le succès d'une telle entreprise n'est pas impossible, s'il n'est pas déjoué par la vigilance et la puissance de notre escadre. » Il continuera donc ses armements de navires et prescrit à Bombay d'en faire autant; il veut qu'une force navale aussi considérable que possible garde la côte de Malabar et que la présidence de Madras y subviene en partie. Heureux de constater que ses décisions ont anticipé sur les instructions du Cabinet britannique et que tous ses raisonnements ont exactement coïncidé avec ceux qu'on a faits à Londres, il ne rapporte rien de ce qu'il a ordonné ou approuvé antérieurement, ne se relâche en rien de son activité.

⁽¹⁾ *Dispatches... of Wellesley*, t. I. Mornington à Tippoo, 4 novembre 1798.

⁽²⁾ *Ibid.*, t. I. Mornington à Clive, 5 novembre 1798.

Au-dessous de lui non plus, l'annonce de la victoire navale ne fait contremander aucune des mesures décidées, ni surseoir à l'exécution d'aucune. Rainier la connaît déjà, quand il informe le gouverneur de Bombay des expéditions de bâtiments qu'il fait à destination de la mer Rouge. Duncan la connaît depuis plus d'un mois quand, ayant reçu des renseignements alarmants sur les armements de Tippoo-Sahib, les progrès de l'influence française à la cour de Mysore et les relations du sultan avec l'Île de France, lui-même et son conseil de gouvernement prennent la délibération suivante⁽¹⁾ : « Préparer immédiatement des copies des renseignements qui précèdent et les transmettre à l'amiral, en lui demandant s'il ne serait pas nécessaire de faire garder tous les ports des États de Tippoo sur la côte, aussi bien que celui de Mangalore, de manière à empêcher le débarquement attendu des Français. Cette partie des mêmes renseignements, d'après laquelle les vues des Français seraient en premier lieu dirigées contre Goa, est à communiquer à M. de Souza, pour l'information du gouverneur général de cet établissement. »

Bombay étant le plus directement menacé des comptoirs anglais, au cas où une flotte et une armée françaises arriveraient de Suez, c'est là que l'inquiétude demeure la plus vive et que la vigilance se maintient la plus active. Le gouverneur et son conseil se renseignent auprès d'un officier de marine, le lieutenant White, sur « le moment où les Français ont chance de pouvoir atteindre l'Inde avec n'importe quelle force considérable », et rendent compte de leurs conférences à Mornington, à la demande de qui ils ont fait cette enquête. Ils délibèrent sur l'opportunité de faire occuper Périm ou Moka : ces deux projets, disent-ils⁽²⁾, « nous paraissent devoir rencontrer de grandes difficultés et ne pas devoir nous procurer un bénéfice en proportion ». A Périm, ils craignent que le manque d'eau rende la situation intenable; à Moka, que les pouvoirs locaux se montrent très opposés à l'admission d'un corps de troupes britanniques; à l'un et l'autre endroit, qu'une garnison ne soit d'aucune utilité pour

⁽¹⁾ *Proceedings at Bombay Castle*, 11 décembre 1798. *Archives India Office, Bombay secret and political proceedings*, range 380, vol. 74, p. 4630-4631.

⁽²⁾ Duncan à Mornington, 16 novembre 1798. *Archives India Office, Egypt and the Red Sea*, vol. VI.

Documents, n° 3.

empêcher une flotte ennemie de passer dans l'océan Indien, ce que ne saurait interdire qu'une force navale adéquate. De cette délibération aussi ils font part à Mornington, en lui transmettant de sommaires renseignements fournis par le lieutenant White sur Périm, Bab-el-Mandeb, les deux rives du détroit, Assab en Éthiopie. Leur décision est subordonnée à celle que prendra l'amiral Rainier, à qui ils en ont référé, et avec qui Mornington lui-même les a invités à se concerter. Rainier, à la date où ils s'en remettent à lui, s'est déjà prononcé sur la question : « J'écirai, leur mande-t-il ⁽¹⁾, au commodore Blankett de prendre possession de l'île de Périm, s'il juge que cela en vaille la peine, et de me donner son opinion sur l'utilité d'y établir un poste à la première occasion ». Ainsi sera-t-il fait, au début de 1799, par les soins du colonel Murray, mis à la tête d'un petit détachement de troupes anglo-indiennes envoyées dans la mer Rouge, pour opérer de concert avec la division navale de Blankett.

Partout, à Madras, à Ceylan, à Calcutta comme à Bombay, les autorités anglaises, gouverneurs, conseils de gouvernement, généraux et amiraux, restent sur le qui-vive, la main sur la garde de l'épée : et le dernier à ralentir ou laisser ralentir les préparatifs guerriers est bien Mornington. A la mi-décembre, il insistera encore sur la nécessité d'isoler complètement Tippoo des Français, comme on investit une place avant de l'assaillir : « Le grand objet de tous nos efforts, dans la présente crise, est d'empêcher le succès des desseins concertés de Tippoo et des Français; d'une part, nous devons nous efforcer d'intercepter toute communication par mer entre eux; d'autre part, il est également urgent que, dans la même intention, nous renforçons notre armée dans le Karnatic au suprême degré possible, de manière à parer à toute éventualité ». Le danger d'une expédition française contre l'Inde, Mornington ne veut encore le considérer que comme ajourné jusqu'au printemps suivant : « La saison, la situation de l'armée française en Égypte et toutes les circonstances connexes laissent peu de crainte qu'aucune force française considérable approche de la côte de Malabar avant le mois de mars ou d'avril ⁽²⁾ ». La nouvelle de la bataille

⁽¹⁾ Rainier à Duncan, 3 décembre 1798. *Archives India Office, Egypt and the Red Sea*, vol. 6.

⁽²⁾ *Dispatches... of Wellesley*, t. I. Mornington à Rainier, 13 décembre 1798.

du Nil n'annule donc pas l'effet produit sur les Anglais par celle du débarquement de Bonaparte en Égypte.

Pas davantage sur les indigènes. La victoire de Nelson laisse Bonaparte et son armée dans la vallée du Nil, sur la route de l'Inde. « Tous les renseignements d'Égypte insistaient sur le fait que les Français étaient en possession d'une force considérable⁽¹⁾. » Ce seul fait encourage Tippoo-Sahib dans son espérance de voir bientôt arriver une armée française, sur laquelle il persiste à compter, malgré le coup porté à la puissance maritime de la France⁽²⁾. « La conquête de l'Égypte par les Français mettait en mouvement son imagination et le flattait d'un espoir de secours, tandis que, de leur côté, les agents français étaient infatigables dans leurs efforts pour obtenir son alliance. Quelques-uns d'entre eux, dans leur empressement à lui donner le titre qui leur paraissait le plus honorable, s'adressaient à lui sous le nom de "citoyen sultan"⁽³⁾. » Bien que, répondant à Mornington, Tippoo ait déclaré avoir éprouvé de la victoire de Nelson « plus de plaisir qu'il n'en pouvait exprimer par écrit », l'expédition de Bonaparte lui paraît un commencement d'exécution des promesses que lui ont faites et refaites, pour l'entraîner à l'action, Ripaud, Malartic, Chapuis, Dubuc, sans doute aussi les militaires français au service du Nizam. Aussi son attitude inspire-t-elle aux Anglais des soupçons croissants, bien qu'il n'entame pas les hostilités, désireux au contraire de les différer jusqu'à l'arrivée du secours français espéré.

La position de Mornington s'était, entre temps, beaucoup fortifiée. Il avait hardiment et habilement manœuvré, depuis les premiers indices qu'il avait recueillis d'un rapprochement des souverains indigènes entre eux et avec la France. Ayant, dès juin 1798, réuni les moyens de se faire respecter, il en a fini par intimidation avec le Nizam, dans l'été et l'automne de la même année, et lui a imposé un traité l'obligeant à recevoir une garnison anglaise à Haïderabad et à dissoudre ses troupes encadrées d'officiers français; puis, il a fait procéder lui-même, par les forces britanniques, à la dissolution des unités et à l'évacuation des officiers.

⁽¹⁾ FORTESCUE, *History of the British Army*, t. IV, Part 2, p. 720 et suiv.

⁽²⁾ Cf. HUNT and POOLE, *Political history of England*, t. X, p. 419 et suiv.

⁽³⁾ STANHOPE, *William Pitt et son temps*, t. III, p. 185.

Environ 11.000 hommes ont ainsi été désarmés. Le 22 octobre 1798, l'affaire est terminée, le compte du Nizam réglé.

Les rapports où Mornington rend compte de cette négociation et de ce coup de force montrent sa préoccupation dominante d'écraser le parti français aux Indes, avant que ce parti pût être secouru de France, et sa conviction de prochaines opérations concertées entre Tippoo-Sahib et les Français. « Tandis, écrit-il à la Compagnie⁽¹⁾, que j'étais occupé à examiner les moyens d'améliorer l'ordre intérieur et la gestion de vos finances, j'ai reçu des renseignements qui m'ont fait craindre l'approche d'une guerre avec Tippoo Sultan aidé par une force française... Dans l'attente d'une prochaine guerre avec Tippoo Sultan aidé par les Français, l'état de nos alliances avec les puissances du pays devint de ma part l'objet d'un anxieux examen... Tant qu'une armée commandée par des Français restait au service du Nizam, l'alliance de Son Altesse aurait été, pour la Compagnie, plutôt un danger qu'un avantage, en cas de guerre avec Tippoo Sultan; et ce danger aurait été grandement aggravé par une coopération quelconque de la France avec Tippoo. » Avec Grenville, son ami personnel, Mornington se fait gloire d'avoir « sauvé notre Empire des Indes du plus grand danger qui l'ait jamais menacé ». Les raisons dont il appuie cette apologie prouvent l'extrême importance qu'il attache à en avoir fini avec le Nizam, avant que Tippoo ait jeté le masque et que les Français lui soient venus en aide. « Vous vous réjouirez, lui dit-il⁽²⁾, de ma brillante conquête d'une armée de 14.000 hommes, sous le commandement d'officiers français au service du Nizam. Mes dépêches ne mentionnent pas un fait curieux : que l'étendard de cette armée était le drapeau tricolore; le seul de cette espèce qui fût arboré sur le continent indien. Cet étendard est tombé entre mes mains et je l'enverrai en Angleterre, comme le meilleur commentaire de toute la politique qui tend à enrayer l'influence française dans l'Inde. La glorieuse victoire de Nelson, les renseignements sur l'état de l'armée de Bonaparte, et la vigilance de notre escadre sur la côte de Malabar et à l'embouchure de la mer Rouge, où j'espère que Blankett est maintenant

⁽¹⁾ *Dropmore papers*, t. IV, p. 387 et suiv. Mornington à la Compagnie des Indes, 21 novembre 1798.

⁽²⁾ *Dropmore papers*, t. IV. Même date.

arrivé, empêcheront probablement les Français d'aider Tippoo pour cette saison. S'ils venaient, qu'on se souvienne que j'ai rassemblé l'armée dans le Karnatic et sur la côte de Malabar le 20 juin; que le 8 juillet, j'ai ordonné les mesures à prendre pour renverser le parti français à Haïderabad, et que le 22 octobre, j'avais complètement anéanti ce parti, dont l'existence eût été le plus puissant obstacle à une guerre heureuse contre Mysore, et la source de l'assistance et de la coopération la plus effective à la France... J'ai dit à Dundas que j'espérais bien ne pas être condamné pour avoir détaché une force du Karnatic dans le dessein d'écraser le parti français dans l'Inde avant qu'il puisse être renforcé de France. »

Ces lettres suivent d'un mois environ le moment où avait été connue de Mornington l'invasion des Français en Égypte. Elles se ressentent directement des réflexions que cet événement lui a fait faire : c'est qu'il avait été bien inspiré, en s'attendant à quelque effort de la France et de Tippoo-Sahib pour agir de concert contre l'Angleterre, et mieux inspiré encore en prenant les devants, rassemblant son armée, désarmant le Nizam et isolant le sultan de Mysore, avant que ses propres craintes eussent pu se réaliser. Tel est d'ailleurs l'argument auquel lui-même a recours pour justifier, aux yeux des administrateurs de la Compagnie des Indes, les fortes dépenses nécessitées par la mobilisation de leur armée : « Je compte, leur écrit-il, que la divulgation subséquente des projets formés par la France contre l'Empire britannique dans l'Inde et l'esprit d'aventure et de hardiesse, avec lequel ces projets ont été poursuivis, justifieront suffisamment auprès de votre honorable Conseil les mesures de précaution que j'ai cru de mon devoir d'adopter pour la défense de vos territoires, bien que l'effet immédiat de ces mesures ait nécessairement été d'occasionner une grande augmentation de vos dépenses ».

Ce premier succès l'encourage à persévérer dans ses intentions et dans sa méthode. Ce qu'il sait des dispositions de Tippoo l'y invite également. Dès l'automne de 1798, son parti est pris d'en venir, avant la fin de l'année suivante, à un règlement de comptes définitif avec son adversaire.

III

A la même époque le Directoire, voyant se former la seconde coalition et ne pouvant plus ni secourir, ni rapatrier l'armée d'Égypte, revenait pour un instant à l'hypothèse d'une tentative de Bonaparte contre l'Inde et au projet d'y faire coopérer Tippoo-Sahib. L'offre que le sultan de Mysore avait faite de son alliance était parvenue à Paris. Les circonstances l'avaient fait prendre en considération. « Du côté de l'Inde, écrivait Talleyrand à Bonaparte ⁽¹⁾, voici où nous en sommes. Un traité est proposé entre Tippoo-Sultan et l'Île de France. Le Directoire vous en envoie copie. Comme cette pièce n'est pas signée, le Directoire ne peut savoir encore quel degré de foi on peut ajouter aux propositions qu'elle renferme. Le citoyen Louis Monneron part avec la double mission, dont il est plus digne que personne, de rattacher entièrement les colonies d'Afrique à la métropole et de donner suite au traité proposé au nom de Tippoo. Si donc vos vues se tournaient vers l'Inde, le citoyen Monneron ne manquerait pas de vous seconder avantageusement. » Mais la mission Monneron ne reçoit même pas le commencement d'exécution qu'a eu la mission Piveron. Monneron, à la disposition de qui le Directoire a mis 60.000 francs et une frégate, ne s'embarque pas, se trouvant impliqué dans une faillite ⁽²⁾. Se fût-il embarqué qu'il ne fût vraisemblablement pas arrivé aux Indes à temps pour y traiter avec Tippoo. Y fût-il même arrivé à temps, que sa mission n'eût probablement rien changé aux événements. Car, ce qui pouvait désormais être utile au sultan de Mysore n'était pas un ambassadeur : c'était un secours effectif; et ce secours effectif, le Directoire était hors d'état de le lui donner. Bonaparte ne l'était pas moins : l'invite académique à « tourner ses vues vers l'Inde » ou à « pénétrer vers l'Inde » ne lui en fournissait pas les moyens.

Le dernier à pouvoir se faire des illusions sur son impuissance à atteindre matériellement l'Inde était alors Bonaparte lui-même. Il en avait fait, depuis son débarquement, l'expérience quotidienne, par les exigences de

⁽¹⁾ Lettre du 4 novembre 1798. DE LA JONQUIÈRE, t. III, p. 267.

⁽²⁾ DE LA JONQUIÈRE, t. III, p. 267, note.

sa lourde tâche, par l'appel que la conquête et l'occupation de l'Égypte, la guerre avec la Porte, bientôt la campagne de Syrie, l'obligeaient à faire à toutes ses forces, sans espoir de secours de la métropole, enfin par l'absence de toute escadre française dans la mer Rouge. Telle est pourtant la rigueur avec laquelle la loi des circonstances, l'acharnement de la lutte entre la France et l'Angleterre, la pensée qui avait présidé à la conception de l'expédition d'Égypte gouvernent et orientent les esprits, que Bonaparte songe, lui aussi, à jeter un pont entre l'Égypte et l'Inde et à lier partie avec Tippoo-Sahib, en cette fin d'année 1798, où Mornington pousse fiévreusement ses préparatifs contre l'empire de Mysore et où le Directoire éprouve la velléité d'y envoyer un émissaire. Un ensemble de mesures dénotent de sa part l'intention, non pas de détacher une expédition vers l'Inde, mais de remédier progressivement à l'impuissance où il est de le faire, de poser les premiers jalons d'une communication entre les deux continents et de faire entendre sa voix au plus redoutable des ennemis de l'Angleterre aux Indes, à Tippoo-Sahib. Faire servir l'Égypte à menacer et à ébranler la puissance anglaise dans l'Inde est un but que Bonaparte n'a jamais perdu de vue. Après avoir achevé l'occupation de la Basse-Égypte, mis en train la conquête de la Haute-Égypte, rétabli son autorité au Caire, pourvu à la défense de la côte méditerranéenne et commencé à organiser celle de la frontière syrienne, il a tourné ses regards vers la mer Rouge.

Dès octobre 1798, avant l'insurrection du Caire, Bonaparte avait projeté d'aller visiter Suez, « qui pouvait offrir un double intérêt, au point de vue des relations commerciales avec l'Arabie et des opérations combinées avec les forces navales de l'Île de France⁽¹⁾ ». Les circonstances l'ont fait surseoir à l'exécution de ce projet : mais il y revient aussitôt qu'elles le lui permettent. Le 1^{er} décembre, il donne l'ordre au général Bon d'aller occuper Suez. Préparée par des négociations avec les Arabes d'El-Tor, dont les tribus pillardes infestaient l'isthme de Suez, cette occupation s'effectue le 7 décembre. N'aurait-elle d'autre résultat que de couvrir l'Égypte de ce côté et de mettre le Delta à l'abri des incursions de Bédouins turbulents ou de Mameluks insoumis, s'infiltrant par les déserts de l'isthme, que

⁽¹⁾ DE LA JONQUIÈRE, t. III, p. 443.

l'importance en serait déjà grande. Mais celle que Bonaparte y attache est manifestement beaucoup plus considérable et le résultat qu'il en attend dans l'avenir dépasse cette première conséquence. « Peut-être y viendrai-je moi-même ⁽¹⁾ », écrit-il au général Bon, à peine a-t-il appris que Suez a été occupé. Et de fait, lui qui n'a visité aucune ville d'Égypte occupée à la suite d'opérations qu'il n'a pas dirigées en personne, il se met en route pour Suez, le 24 décembre, accompagné de son chef d'État-Major Berthier, de l'amiral Ganteaume, commandant la marine, du général Caffarelli du Falga, commandant le Génie, de l'ordonnateur en chef d'Aure, de membres de l'Institut d'Égypte comme Monge, Berthollet, Costaz, de l'ingénieur Le Père. Ce voyage qui se prolonge jusqu'au 6 janvier 1799, l'occupation qui l'a immédiatement précédé, divers actes ou mesures datant de la même époque, s'éclairent l'un l'autre et prennent l'un par l'autre leur pleine signification.

Le désir de commencer à se constituer une marine sur la mer Rouge est marqué dès les premières instructions de Bonaparte au général Bon : « Vous tâcherez de vous procurer, parmi les bâtiments qui vont à Suez, une ou deux felouques, des meilleures qui se trouvent dans ce port, que vous ferez armer en guerre ⁽²⁾ ». L'intention se précise dans une lettre qui suit de peu : « Comme mon intention est d'avoir le plus de bâtiments armés possible sur la mer Rouge, faites la recherche de toutes les pièces de canon; on dit qu'il y en a chez les particuliers. Les 60 matelots que vous allez avoir vous sont un fond d'équipage pour votre marine ⁽³⁾. » De Suez, où il a eu soin de se faire accompagner par l'amiral Ganteaume, Bonaparte donne l'ordre de faire venir du Caire « le citoyen Féraud, ingénieur de la marine à Boulak, avec 60 matelots, tous les charpentiers, calfats, menuisiers, scieurs de long, en in tous les ouvriers, soit français, soit turcs, qu'il pourra amener, tous les outils qu'il pourra » réunir ⁽⁴⁾. A Ganteaume, qui cumule désormais le commandement de la « marine de la mer Rouge » avec celui des autres forces navales de l'expédition, sur la Méditerranée et

⁽¹⁾ 11 décembre 1798. DE LA JONQUIÈRE, t. III, p. 453.

⁽²⁾ 1^{er} décembre 1798. *Idem*, t. III, p. 447.

⁽³⁾ 11 décembre 1798. *Idem*, t. III, p. 453.

⁽⁴⁾ 29 décembre 1798. *Idem*, t. III, p. 493.

le Nil, il prescrit de faire armer « aussi promptement que possible quatre chaloupes canonnières, qui porteront les noms suivants : la *Castiglione*, le *Millesimo*, le *Tagliamento*, l'*Isonzo*; quatre chaloupes de port, un gros bâtiment qui se trouvait en rade et qui prendra le nom de *Duguay-Trouin*. Il lui ordonne aussi de « mettre en construction une corvette aussi grosse qu'on pourra la faire avec le bois qui existe actuellement à Suez⁽¹⁾ ». Une chaloupe canonnière est commandée pour pousser jusqu'à Tor, faire la reconnaissance de la côte du Sinaï et du rivage opposé. Trois autres seront à la disposition de Ganteaume lui-même, qui se tiendra prêt à prendre, sous trois ou quatre jours, le commandement d'une expédition dont la destination n'est pas indiquée, mais est sans doute Kosseir⁽²⁾. L'amiral rappelé ou retenu au Caire par les préparatifs de la campagne de Syrie, la nouvelle tâche qui lui incombe ne doit pas faire surseoir à l'occupation de Kosseir, qui échoue le 7 février 1799, mais dont l'échec est vengé, en mai suivant, par les troupes de Belliard.

« Organiser sur la mer Rouge une force navale capable, tout au moins, d'exercer une action locale, de surveiller le commerce et d'empêcher l'arrivée des secours que les Mameluks chercheraient à tirer de l'Arabie⁽³⁾ »; arrêter le programme des premières opérations à entreprendre sur cette mer; compléter l'occupation de Suez par celle de Kosseir : tels sont donc à ce moment quelques-uns des soucis de Bonaparte. Un autre est de ranimer les relations commerciales avec la côte d'Arabie, de faire renaître le trafic du port de Suez. « Vous ferez tout ce qui sera possible pour encourager le commerce et rien pour l'alarmer », a-t-il enjoint au général Bon⁽⁴⁾. Et Bon, fidèle à ces instructions, écrit aux patrons des bâtiments sur rade pour leur promettre protection et sécurité, fait écrire aux habitants de Djeddah et d'Yambo « pour les engager à continuer leur commerce dans ce port⁽⁵⁾ ». Les Arabes d'El-Tor ont reçu de Bonaparte lui-même, avant le départ de la colonne Bon, des assurances amicales, « de façon que le

⁽¹⁾ 30 décembre 1798. DE LA JONQUIÈRE, t. III, p. 494.

⁽²⁾ 15 janvier 1799. IDEM, t. III, p. 571.

⁽³⁾ DE LA JONQUIÈRE, t. III, p. 492.

⁽⁴⁾ 1^{er} décembre 1798. DE LA JONQUIÈRE, t. III, p. 447.

⁽⁵⁾ Bon à Bonaparte, 7 et 8 décembre 1798. DE LA JONQUIÈRE, t. III, p. 449 et 451.

commerce de la mer Rouge considérât la présence des Français comme une garantie de ses intérêts⁽¹⁾». A Suez, Bonaparte admet à son audience, sous sa tente, les capitaines marchands, tous du Hedjaz et du Yémen, qui font habituellement la navigation entre les ports de la mer Rouge, les entretient du commerce, leur fait connaître que l'intention de la République était que les négociants et les navigateurs fussent protégés et favorisés, donne en leur présence l'ordre d'abaisser les droits sur le café⁽²⁾. Le commandant de la canonnière chargée de reconnaître Tor et ses abords a pour instructions d'engager tous les bâtiments chargés de café ou autres marchandises à se diriger sur Suez, en leur disant qu'il n'y a rien à craindre et qu'ils seront bien reçus⁽³⁾».

Il n'est pas question que de commerce avec ces *reis* (patrons) de la mer Rouge, dont certains ont poussé jusqu'à l'Inde, d'autres rencontré à Djeddah, à Moka, des navires qui en venaient. Par un vaisseau arrivé à Suez on sait, mande Bonaparte au Directoire, quel effet « très défavorable aux Anglais » a produit aux Indes l'invasion des Français en Égypte⁽⁴⁾. Un patron venant de Mascate, et se trouvant parmi ceux que Bonaparte a reçus à Suez, « confirme la nouvelle des prises faites sur les Anglais par nos compatriotes de l'Île de France; ajoute qu'à son départ de Mascate le bruit y courait que 70 bâtiments français devaient entrer dans la mer Rouge pour venir à Suez; rapporte que les dispositions du prince qui gouvernait Mascate étaient très favorables aux Français et qu'il avait constamment résisté aux sollicitations des Anglais, qui voulaient nous fermer les portes de ces pays⁽⁵⁾ ». Le *Courrier d'Égypte* enregistre avec satisfaction ces informations optimistes, sur lesquelles un compagnon d'armes de Bonaparte résume ainsi l'opinion de l'État-Major : « Vous verrez beaucoup de sottises dans ce rapport; mais au moins il annonce qu'on sait notre venue ici...⁽⁶⁾ ».

⁽¹⁾ DE LA JONQUIÈRE, t. III, p. 479.

⁽²⁾ D'après *Le Courrier d'Égypte* du 16 janvier 1799. DE LA JONQUIÈRE, t. III, p. 485.

⁽³⁾ Bonaparte à Ganteaume, 30 décembre 1798. IDEM, t. III, p. 495.

⁽⁴⁾ 18 décembre 1798. IDEM, t. III, p. 410.

⁽⁵⁾ IDEM, t. III, p. 585. D'après *Le Courrier d'Égypte* du 16 janvier 1799.

⁽⁶⁾ Adjudant général Grégier au général Dugua, 10 janvier 1799. DE LA JONQUIÈRE, t. III, p. 501.

Les navires indigènes qui iront à Djeddah, Moka, Mascate, seront, — en attendant que puissent s'y rendre les petits bâtiments français en armement ou en construction à Suez, — les véhicules de la correspondance politique de Bonaparte avec les potentats musulmans régnant sur ces ports arabiques, qui sont autant d'étapes sur la route de l'Inde et où le commerce aura préparé les voies à de plus étroites liaisons d'intérêt. Avec le plus proche et le plus influent de ces potentats, le Chérif de La Mecque, Bonaparte a déjà engagé la correspondance. Il lui a écrit le 27 août, le 11 septembre, lui annonçant ce qu'il a fait pour assurer la continuation du pèlerinage annuel aux Lieux Saints de l'Islam⁽¹⁾. Il lui a fait écrire par les cheikhs et notables du Caire, pour vanter la protection que le nouveau maître de l'Égypte accorde à la religion musulmane⁽²⁾. Il lui écrit de nouveau⁽³⁾, au retour de son voyage à Suez, en lui faisant passer, cette fois, deux lettres qu'il le charge de transmettre à destination : l'une pour l'Imam de Mascate et l'autre pour le sultan de Mysore⁽⁴⁾. La lettre à Tippoo-Sahib lui demande de le renseigner sur la situation dans l'Inde et d'envoyer en Égypte un émissaire de confiance⁽⁵⁾. A ces messages, le Chérif de La Mecque répond⁽⁶⁾, notamment à celui qui le chargeait de commissions pour Tippoo-Sahib et l'Imam de Mascate : et Bonaparte a soin de répliquer, transmettant d'autres lettres pour les Indes et l'Île de France, exprimant le désir de voir arriver à Suez le plus possible de navires chargés de café et de marchandises de l'Inde⁽⁷⁾. « Nous avons, mande-t-il au Directoire⁽⁸⁾, de fréquentes relations avec La Mecque et Moka. J'ai écrit plusieurs fois aux Indes, à l'Île de France ; j'en attends les réponses sous peu de jours.

⁽¹⁾ *Correspondance... publiée par ordre du Tribunat*, p. 195 et 197.

⁽²⁾ *Pièces officielles...*, t. I, p. 267 et suiv.

⁽³⁾ *Correspondance... publiée par ordre du Tribunat*, p. 204.

⁽⁴⁾ Bonaparte à Ganteaume, 15 janvier 1799 : « Je vous enverrai par l'officier qui part dans deux jours des plis pour Mascate et Djeddah, que vous ferez passer ». Ce sont les lettres pour l'Imam de Mascate et pour le Chérif de La Mecque, la seconde contenant celle pour Tippoo-Sahib.

⁽⁵⁾ *Histoire scientifique et militaire...*, t. II, p. 260.

⁽⁶⁾ *Correspondance... publiée par ordre du Tribunat*, p. 178 et 185.

⁽⁷⁾ *Ibid.*, p. 216.

⁽⁸⁾ 28 juin 1799. *Correspondance de Napoléon*, t. V, n° 4225.

C'est le Chérif de La Mecque qui est l'entremetteur de notre correspondance. » Ni des Indes ni de l'Île de France ne devaient jamais parvenir ces réponses attendues « sous peu de jours ». La correspondance avec elles par voie de Djeddah est restée unilatérale, et pour cause, les lettres de Bonaparte ayant abouti dans les mains des Anglais, qui les avaient obtenues du Chérif de La Mecque. Mais la tentative a par elle-même son intérêt et sa signification. « Le Directoire exécutif était averti des services que Bonaparte ne cessait de demander au Chérif de La Mecque, en retour de la protection garantie par la France aux musulmans. C'est à l'aide du Chérif de La Mecque que Bonaparte cherchait à s'assurer la route des Indes ⁽¹⁾. »

Encore aucune de ces tentatives n'est-elle ce que doit permettre de plus grand l'occupation de Suez. La plus vaste des conséquences que Bonaparte se propose d'en tirer est le rétablissement du canal des deux mers. Et lui-même, en quittant Suez, dirige la reconnaissance qui en cherche et en retrouve les vestiges, entre la mer Rouge et le bassin des Lacs Amers, puis dans l'Ouadi Toumilat, entre Belbeis et le Nil et qui, par un heureux hasard, procure au général en chef l'honneur de les découvrir le premier. Cette reconnaissance, en vue de laquelle a été emmené l'ingénieur en chef Le Père, n'est que l'acte préliminaire d'un nivellement de l'isthme et d'un projet de tracé du canal : travaux qui, sous la direction de Le Père, sont immédiatement mis en train, se poursuivront pendant toute la durée de l'expédition, occuperont à tour de rôle les ingénieurs les plus distingués de la *Commission des Sciences et des Arts* et de l'*Institut d'Égypte* et aboutiront à un rapport où Ferdinand de Lesseps a puisé la première idée de son grand œuvre. « Nous l'avons trouvé le fameux canal, écrit Berthier au général Menou, à sa rentrée au Caire; nous l'avons suivi cinq lieues, en partant du golfe de Suez, et nous l'avons également trouvé du côté de Belbeis ⁽²⁾. »

Déblayer ce canal comblé par les ans ou en creuser un autre, en tout cas rouvrir l'ancienne communication entre la Méditerranée et la mer Rouge est un objet dans lequel les contemporains s'accordent à reconnaître une idée favorite de Bonaparte, un des résultats qu'avec le temps

⁽¹⁾ Christian CHERFELS, *Bonaparte et l'Islam*, p. 28-29.

⁽²⁾ Berthier à Menou, 7 janvier 1799. DE LA JONQUIÈRE, t. III, p. 501.

il entend faire sortir de la domination française en Égypte. Fourier, dans sa préface historique à cette *Description de l'Égypte* où est inséré, entre autres mémoires, le rapport de Le Père, s'exprime ainsi : « Le Général en chef portait depuis longtemps ses vues sur la communication des deux mers. Il se rendit au port de Suez, vers le fond du golfe arabe, et s'avancant au nord, il découvrit et fit remarquer à ceux qui l'accompagnaient les vestiges du canal entrepris par les anciens rois, dans le dessein de joindre le Nil à la mer Rouge. Il en suivit longtemps les traces et, peu de jours après, s'étant rapproché des terres que les eaux rendent fertiles, il reconnut aussi l'extrémité opposée du canal, à l'est de l'ancienne Bubaste. Il ordonna aussitôt toutes les mesures nécessaires pour préparer l'exécution du grand ouvrage qu'il méditait... Les annales des peuples n'offrent point de scène plus héroïque que celle qui se passait alors aux portes de l'Asie. Le libérateur de l'Égypte... venait décider lui-même une question fameuse, qui appartient en même temps à l'histoire, à la politique, aux sciences exactes et aux arts civils. Il marquait au commerce de l'Orient une route nouvelle⁽¹⁾. » Villiers du Terrage⁽²⁾, qui a participé au nivellement de l'isthme, dit avec plus de simplicité : « La création d'un nouveau canal était un des rêves favoris de Bonaparte. Dès qu'il put quitter Le Caire, ce fut pour aller à Suez; il fit, toujours dans ce même but, occuper Kosseir et tenta de lancer une flottille dans la mer Rouge. » Et d'observer qu'il ne faisait que se conformer à l'arrêté du Directoire, pris le 23 germinal an vi, qui lui prescrivait de faire « couper l'isthme de Suez » et de « prendre les mesures nécessaires pour assurer la libre et exclusive possession de la mer Rouge à la République française ». L'ingénieur Martin, généralement sévère pour Bonaparte, après avoir raconté la reconnaissance des vestiges du canal, constate pourtant que le général en chef, « aussitôt après son retour au Caire, fit fournir aux ingénieurs tous les moyens nécessaires pour un long séjour dans le désert, afin de pouvoir y faire avec facilité les opérations de levé de plan et de nivellement; ceux-ci repartirent pour Suez le 26 nivôse (16 janvier) avec le général de brigade

⁽¹⁾ *Préface historique de la Description de l'Égypte*, édition de 1809.

⁽²⁾ *Journal et souvenirs sur l'Expédition d'Égypte*, p. 227-228.

Junot, commandant de la place⁽¹⁾ ». Les auteurs de l'*Histoire scientifique et militaire*⁽²⁾, qui écrivent d'après des documents, notes et témoignages émanant de témoins de l'expédition, rattachent avec raison le projet de Bonaparte à la lutte contre l'Angleterre, à la pensée dominante qu'était pour lui « l'abaissement de la suprématie anglaise, soit maritime, soit commerciale ». De cette préoccupation constante procédait, au même titre que le rêve de marche sur l'Inde par l'Asie, dont il était hanté « dans ses heures d'exaltation », cet autre plan d'attaque, moins direct, mais moins chimérique aussi : « la création d'un canal qui, coupant l'isthme de Suez, eût réuni les eaux de l'océan Indien à celles de la Méditerranée. D'antiques traditions disaient qu'aux jours florissants de l'Égypte, cette jonction avait été pratiquée, et que d'inaffables vestiges en faisaient foi... Divers intérêts venaient donc se combiner pour reporter sur ce point de l'Égypte l'attention du général en chef. L'histoire y cherchait un fait, la géographie un relèvement, le commerce français une conquête. Il fallait donc constater l'existence du canal, le suivre dans ses développements et profiter ensuite de ces données antiques pour en faire sortir rajeunie une grande création moderne. Voilà sous quels rapports complexes Bonaparte avait embrassé cette large question : les travaux ordonnés par lui, les longues recherches de nos hydrographes, n'étaient pas purement spéculatives; derrière elles se trouvait un but, une pensée de génie⁽³⁾... » Ce but, cette pensée de génie percent enfin dans les pages qu'à Sainte-Hélène, dictant le récit de ses campagnes d'Égypte et de Syrie, Napoléon a consacrées à la mer Rouge, au canal des deux mers, au tableau de « ce que serait l'Égypte sous la France⁽⁴⁾ »; tableau dont un trait indique en passant ce qu'aurait, dans la pensée de Napoléon, gagné la France à la possession de l'Égypte : « Le commerce des Indes aurait repris son ancienne route par la force irrésistible du niveau; la France, maîtresse de l'Égypte, le serait d'ailleurs de l'Indoustan ».

⁽¹⁾ P. MARTIN, *Histoire de l'Expédition française en Égypte*, t. I, p. 277. Martin était un ancien membre de la Commission des Sciences et des Arts.

⁽²⁾ Louis Reybaud et B. Saintine.

⁽³⁾ *Histoire scientifique et militaire...*, t. II, p. 216-218.

⁽⁴⁾ BERTRAND, *Campagnes d'Égypte et de Syrie*, t. I, chap. II, p. 72 à 78 et 120 à 123.

Par quels moyens elle en deviendrait maîtresse, comment Bonaparte concevait qu'elle le pût devenir, ses initiatives des ans vi et vii de la République permettent de le déterminer : par l'effet prolongé de la présence des Français en Égypte; par leur établissement sur la mer Rouge et leur mainmise progressive sur cette mer, grâce à la marine locale dont l'embryon vient d'être formé; par le développement du commerce ranimé de Suez et de Kosseir; par les relations de ces ports avec ceux de Djeddah, de Moka, de Mascate, et par les liaisons politiques, à travers les principautés musulmanes d'Arabie, avec les ennemis de l'Angleterre aux Indes, avec Tippoo-Sahib; par la jonction des deux mers, la réouverture de l'ancienne voie du commerce entre l'Europe et l'Inde, la révolution économique qui s'ensuivrait. Tous moyens à longue échéance, dont chacun exige du temps pour être créé, du temps pour agir, mais dont Bonaparte tarde d'autant moins à entreprendre de doter son organisation guerrière. La situation ne lui en offre pas d'autres, pour faire jouer à l'Égypte son rôle de route qui achemine à l'Inde, pourvu qu'on la puisse suivre, de terre qui, comme certaines carrières, mène à tout, à condition d'en sortir.

La simultanéité des mesures prises par Bonaparte en décembre 1798 et janvier 1799 indique donc de sa part un effort, non pour entreprendre contre l'Inde une expédition maritime, dont les moyens lui faisaient totalement défaut, mais pour fermer à ses ennemis les ports de l'Égypte sur la mer Rouge, s'en assurer à lui-même la disposition, et commencer à s'en servir, militairement, politiquement, commercialement. Ces soins ne sont pour lui que l'amorce d'une entreprise de longue haleine, qui suppose une durable possession de l'Égypte, dont une intervention armée de la France aux Indes ne saurait être que le lointain couronnement, et qui s'accorde avec une maxime, répétée dans deux lettres de lui au Directoire : « La puissance qui est maîtresse de l'Égypte doit l'être, à la longue, de l'Inde ». Aussi le seul but de sa lettre à Tippoo-Sahib est-il de tenir ce prince en haleine, d'établir un contact avec lui, d'apprendre de lui où il en est et ce dont il est capable :

« Vous aurez déjà été instruit, lui écrit Bonaparte⁽¹⁾, de mon arrivée

⁽¹⁾ *Histoire scientifique et militaire...*, t. II, p. 260, et DE LA JONQUIÈRE, t. IV, p. 66, note.

sur les bords de la mer Rouge, avec une armée innombrable et invincible, remplie du désir de vous délivrer du joug de fer de l'Angleterre. Je m'empresse de vous faire connaître le désir que j'ai que vous me donniez, par la voie de Mascate ou de Moka, des nouvelles de la situation politique dans laquelle vous vous trouvez. Je désirerais moi-même que vous pussiez envoyer à Suez ou au Caire quelque homme adroit qui eût votre confiance, avec lequel je pusse conférer. » Il n'est pas question, dans cette lettre, d'expédition française dans l'Inde, irréalisable pour le moment. Bonaparte ne promet rien; il demande, encore ne demande-t-il que des renseignements et, de préférence, l'envoi d'un ambassadeur. L'étude des moyens par lesquels son armée pourra contribuer à « délivrer Tippoo du joug de fer de l'Angleterre » est ajournée jusqu'au moment où l'ambassadeur du sultan de Mysore sera rendu à Suez et subordonnée aux informations qu'il aura apportées.

IV

Quand Bonaparte écrit cette lettre que Tippoo-Sahib n'a jamais reçue, mais que les Anglais ont saisie, les jours du sultan de Mysore et de son empire sont déjà comptés. Mornington, redoutant toujours une assistance militaire de Bonaparte à Tippoo, bien que Grenville lui eût déclaré la considérer comme impossible, a entamé avec son antagoniste une négociation destinée, soit à procurer à l'Angleterre des garanties complètes, soit à justifier la guerre. « J'ai eu, écrit-il⁽¹⁾, la satisfaction de réussir complètement à attirer dans les filets la bête de la jungle. (Bête de la jungle est une métaphore par laquelle est ordinairement désigné Tippoo Sultan.) Je ne sais encore rien d'assez certain de l'armée française en Égypte pour pouvoir convenir avec vous, comme d'une chose prouvée, qu'il lui est impraticable de jeter 4 ou 5000 hommes dans Mysore; et dans ce cas Tippoo Sultan se soulèverait très certainement. Je ne sais encore rien de Blankett, de Richéry et des autres; nous n'avons eu aucune nouvelle de la mer Rouge depuis le 26 août 1793. Dans cette situation j'ai continué mes préparatifs militaires et je suis résolu à faire passer Tippoo Sultan par des

⁽¹⁾ *Dropmore papers*, t. IV, p. 474. Mornington à Grenville, 21 février 1799.

conditions qui le frustreront du bénéfice de l'alliance qu'il espère, avant que la saison ne permette qu'aucun secours lui parvienne. » Les effets du traité imposé au Nizam par le gouverneur général sont alors acquis et lui assurent, de la part de ce prince, un contingent de troupes. L'influence reprise par Mornington sur le Peishwah et sur la confédération Mahratte permet de compter, de leur part aussi, sur un contingent égal à celui que lord Cornwallis avait obtenu d'eux dans la guerre de 1792. La tâche préliminaire à l'offensive projetée contre le sultan de Mysore est donc entièrement terminée. Pris dans l'étau, Tippoo-Sahib cherche à s'en dégager, à gagner du temps, trop fier pour capituler sans combat, mais réservant encore, avant de combattre, la chance d'un concours français.

Chance pour lui, risque pour Mornington, la chimère de ce concours est un des facteurs de leur jeu l'un avec l'autre. Elle fait ce jeu dilatoire et cauteleux à Mysore, serré et pressant à Madras, où Mornington vient de transférer provisoirement le siège de son gouvernement général, pour être plus près du théâtre de l'action.

Lui-même a énuméré peu après les raisons qui l'ont déterminé à brusquer les événements et pousser les choses à fond avec Tippoo; ce sont : l'ambassade envoyée par le sultan de Mysore à Paris; la complète ignorance de la situation des Français en Égypte et des moyens que peut avoir Bonaparte de venir en aide à Tippoo; l'ignorance non moins complète de ce qu'avait pu faire la force navale placée sous le commandement de Blankett, qui n'était pas encore arrivé en mer Rouge le 31 décembre 1798, date des dernières nouvelles reçues de ces parages; par suite, la crainte que la navigation pût encore être ouverte aux Français, à Bab-el-Mandeb, au printemps de 1799; enfin les inquiétudes inspirées par l'attitude de Zeman Chah⁽¹⁾.

On voit la place que tient, dans ces considérations, le souci d'en avoir fini avec Tippoo avant que le retour de la bonne saison puisse faire apparaître des voiles françaises sur la côte de Malabar. Depuis le début de novembre 1798, Mornington est, en effet, sans nouvelles précises d'Égypte ni de la mer Rouge; il s'en plaint à Macartney en février 1799,

⁽¹⁾ *Dispatches... of Wellesley*, t. I. Mornington au général Harris, 23 avril 1799. *Documents*, n° 3.

à la Compagnie des Indes en avril⁽¹⁾ : l'interruption de ses informations s'est donc prolongée longtemps. Particulièrement fâcheuse est pour lui l'incertitude sur les mouvements de Blankett : en avril 1799, les dernières nouvelles qu'il ait de lui remontent encore à la fin d'octobre 1798, époque à laquelle il le savait dans le canal de Mozambique⁽²⁾. Dundas, logé à la même enseigne, n'a rien transmis à Mornington pendant la même période, si ce n'est le bruit, « pas suffisamment authentique », de l'assassinat de Bonaparte au Caire et du désarroi de l'armée française. Un peu plus tard, le ministre reconnaîtra qu'il tient le gouverneur général mal au courant, mais s'en excusera sur les lacunes de ses propres renseignements et sur la longue durée des transmissions⁽³⁾. Sans doute ses lettres montrent-elles en tout cas que, depuis la victoire de Nelson, l'Égypte n'inspire plus grande inquiétude à Londres, qu'on y a foi dans la destruction de toute l'armée française, que l'on y compte sur des succès aux Indes, « si aucun secours français n'arrive⁽⁴⁾ ». Mais ce *si* est précisément l'hypothèse que Mornington se refuse encore à écarter et contre laquelle il ne se jugera prémuni qu'après avoir mis Tippoo hors de cause. Tandis qu'il dresse son plan d'opérations contre le sultan de Mysore, il soumet à ses généraux un cas, très improbable dit-il, mais sur lequel il désire cependant qu'ils se concertent : « Si par fortune les Français débarquaient une force sur la côte de Malabar pendant le siège de Seringapatam, quelles seraient les meilleures dispositions à prendre ? Ce sujet mérite sérieuse considération⁽⁵⁾. » Ainsi, motif déterminant de son entrée en campagne, la possibilité d'une expédition française contre l'Inde doit encore être une des données dont le plan de campagne tiendra compte.

Les Anglais de la métropole ne savent pas encore la partie entre Tippoo et Mornington parvenue à sa phase décisive. Ils ne soupçonnent pas combien est court, dorénavant, le délai qui reste au sultan de Mysore

⁽¹⁾ *Dispatches... of Wellesley*, t. I. Mornington à Macartney, 26 février 1799, au Comité secret de la Compagnie des Indes, 22 avril 1799.

⁽²⁾ Mornington à la Compagnie des Indes, 22 avril 1799.

⁽³⁾ *Dispatches... of Wellesley*, t. I. Dundas à Mornington, 29 décembre 1798 et 18 mars 1799.

⁽⁴⁾ Dundas à Mornington, 29 décembre 1798.

⁽⁵⁾ *Dispatches... of Wellesley*, t. I. Mornington au général Stuart, 24 février 1799.

pour être secouru. Mais que Bonaparte réussisse à lui tendre la main, à lui venir en aide, est une crainte désormais écartée, et à juste titre, par les plus avertis d'entre eux. Il y a, pense Dundas, « peu de raisons de craindre maintenant un danger pour l'Inde de la force française débarquée en Égypte », où elle « trouvera son tombeau », et sans doute l'espoir en un secours de Bonaparte « ne peut-il plus beaucoup monter la tête à Tippoo ⁽¹⁾ ».

Ce que l'on connaît à Londres de l'hostilité de Tippoo à l'Angleterre, de ses ressources, de son persistant espoir en la France, suffit pourtant à inquiéter pour la sécurité de la domination britannique dans l'Inde, menacée, d'un autre côté, par l'animosité de l'Émir d'Afghanistan, Zeman Chah. Alors que Mornington est à la veille de provoquer la rupture avec Tippoo, un officier, le colonel Wood, suggère à Dundas, qui en fait part à Grenville, de déterminer le sultan de Constantinople à envoyer un ambassadeur à celui de Mysore, pour faire appel à la solidarité islamique, lui rapporter les « iniques agressions » des Français en Égypte et l'inciter à « chasser de ses États tout infidèle français et à user de tous les moyens pour les détruire ⁽²⁾ ». Une ambassade ottomane serait, dans la même intention, envoyée à Zeman Chah. Ce désir d'un inconnu avait déjà été réalisé en partie par une initiative de Spencer Smith, qui avait fait adresser à Tippoo, par l'intermédiaire de Mornington, une lettre du Grand Turc, commandeur des croyants. « M. Spencer Smith est diligent, écrivait à ce propos le gouverneur général ⁽³⁾ ; il nous a envoyé une excellente lettre du Grand Seigneur à Tippoo, qui, je n'en doute pas, sera utile. » Cette lettre de Sélim III remontait au 20 septembre 1798 ⁽⁴⁾ ; sous la signature impériale du sultan et khalife, l'astuce de Spencer Smith et des ministres ottomans y avait rassemblé tout ce qui leur avait paru propre à éveiller contre la France la méfiance et l'animosité d'un rajah musulman : impie et déloyale, elle avait attenté aux droits du Pape, de Venise, de la Turquie ; elle se proposait d'envoyer des troupes d'Égypte aux Indes, mais

⁽¹⁾ *Dispatches... of Wellesley*, t. I. Dundas à Mornington, 18 mars 1799.

⁽²⁾ Col. Wood à Dundas, 15 février 1799. F. O. Turkey, 78/23.

⁽³⁾ *Dropmore papers*, t. IV, p. 476. Mornington à Grenville, 21 février 1799.

⁽⁴⁾ Sultan Sélim à sultan Tippoo, 20 septembre 1798. Publiée en note aux pages 414-417 du tome I des *Dispatches... of Wellesley*.

pour faire la conquête du pays et en chasser tous les musulmans. Au nom de son intérêt même, non moins que de son honneur et de sa foi, Tippoo était conjuré de faire cause commune avec ses coreligionnaires. « La province d'Égypte, lui disait Sélim, est considérée comme une région de générale vénération à cause de son immédiate proximité de la noble cité de La Mecque, la *Kebleh* des musulmans, et de la sainte ville de Médine, où est le tombeau de notre Prophète béni; les habitants de ces deux cités sacrées tirent d'Égypte leur subsistance. En outre, il a été découvert par des lettres interceptées que les projets ultérieurs des Français sont de diviser l'Arabie en diverses républiques, d'attaquer la totalité de l'Islam, dans sa religion et dans son sol, et progressivement d'extirper tous les musulmans de la face de la terre. » Sans craindre que ces fantaisies, en dépassant le but, le manquassent, Mornington, le 16 janvier 1799 ⁽¹⁾, transmet à Tippoo l'épître de Sélim III, avec un commentaire de sa façon : le sultan de Turquie avait voulu, lui expliquait-il, l'avertir amicalement du danger de comploter avec les Français et l'exhorter à manifester son zèle pour la foi musulmane, en renonçant à toutes relations avec les ennemis communs des religions et agresseurs du chef de l'Église islamique; informé de ses liaisons avec eux, son chef spirituel lui en faisait honte, car pareils suppôts de Satan, en admettant qu'ils pussent échapper à l'escadre anglaise, ne pourraient toucher la terre de Mysore avant d'avoir — assurait Mornington à Tippoo — « profané la tombe de votre Prophète et renversé les fondements de votre religion ».

On ne sait ce que Tippoo put penser de cet appel à sa solidarité islamique, lancé par l'empereur Sélim, commenté par Mornington, et parvenant à destination sous le couvert d'un gouverneur chrétien. Mornington, en tout cas, n'en a pas longtemps attendu l'effet.

V

Vidant sa querelle par les armes, il fait envahir les États de Tippoo par l'armée du général Harris, gouverneur de Fort Saint-George, qui bat

⁽¹⁾ Tome I des *Dispatches... of Wellesley*, p. 414-417.

l'ennemi en plusieurs rencontres, enlève Mysore, assiège Seringapatam, où le sultan est tué. Commencée en février 1799, la campagne où se distingue pour la première fois le futur adversaire de Napoléon à Waterloo, Arthur Wellesley⁽¹⁾, frère de Mornington, est terminée le 5 mai. L'empire de Mysore est partagé entre la Compagnie anglaise des Indes, le Nizam et le Peishwah.

« L'événement, écrit Mornington à Grenville⁽²⁾, est brillant, glorieux et substantiellement avantageux, au delà de mon attente la plus optimiste... Avec vous, je n'userai pas de détours, mais je vous dirai tout simplement que la manière dont j'ai conduit cette guerre a été accueillie dans l'Inde avec enthousiasme et même avec la plus indicible admiration... Je compte sur vous pour ne pas souffrir qu'on me néglige. Si mon succès à Haïderabad et à Seringapatam, obtenu en moins de douze mois, n'est pas un mérite, je ne sais pas ce qu'est le service public, et je ne saurais trop tôt retourner à mon heureuse indolence, dans mes foyers. » « Je compte sur votre amitié pour veiller à ce que justice soit faite à l'auteur de cet important événement... Que vous me louiez ou blâmiez, *me, me adsum qui feci*⁽³⁾. » Tant de candeur dans la fierté, cette absence de toute fausse modestie, indiquent mieux que tout commentaire l'importance attachée par Mornington à sa complète victoire, au triomphe de sa politique et de ses armes. Le Nizam et le Peishwah courbés sous sa loi, Tippoo-Sahib tué; Haïderabad, Poonah et Delhi réduits en vasselage, le royaume de Mysore « entièrement à la disposition » de l'Angleterre, Seringapatam « garnison anglaise »⁽⁴⁾, la domination britannique dans l'Inde est plus solidement assise que jamais. Une proclamation du gouverneur général affirme fièrement ce grand résultat : « L'éclat de cette victoire peut être égalé seulement par les substantiels avantages qu'elle promet de rapporter, en restaurant la paix et la sécurité des possessions britanniques dans l'Inde sur la base durable d'une réelle sécurité⁽⁵⁾ ». C'est sans crainte immédiate de

⁽¹⁾ Le futur duc de Wellington.

⁽²⁾ *Dropmore papers*, t. V, p. 49. Mornington à Grenville, 12 mai 1799.

⁽³⁾ *Ibid.*, t. V, p. 56. Mornington à Grenville, 18 mai 1799.

⁽⁴⁾ *Ibid.*, t. V, p. 267. Mornington à Grenville, 9 août 1799.

⁽⁵⁾ Ordre du 15 mai 1799. *Gentleman's Magazine*, numéro de février 1800.

contre-coup sur l'Inde que Mornington peut maintenant constater : « Nous avons tout lieu de penser que les Français sont établis en Égypte ⁽¹⁾ ».

Bien plus, dans l'ivresse du triomphe, il en vient à considérer que le débarquement de troupes françaises sur un point quelconque du territoire indien serait désormais plus à souhaiter qu'à redouter, comme lui offrant l'occasion d'une nouvelle victoire : « Dans notre présente situation, écrit-il ⁽²⁾, l'arrivée d'une force française dans l'Inde serait un événement plutôt désirable que déplorable, car je m'assure que le résultat en serait d'ajouter à l'honneur et à la réputation de notre armée et tournerait au désappointement et à la ruine de l'ennemi ». En effet, — à moins d'être très nombreux et de pouvoir se passer d'auxiliaires, — avec qui un corps français de débarquement eût-il pu désormais coopérer ?

Après la défaite et la mort de Tippoo-Sahib, le démembrement de son empire, l'exemple que cette exécution sommaire donne aux autres princes indiens, il n'y a plus pour la France d'auxiliaires à trouver dans l'Inde. « Je pense, écrit Mornington ⁽³⁾, que la France est maintenant à jamais exclue de l'Inde et j'ai la confiance que nous y sommes établis pour toujours. » Comme il a découvert, à Haïderabad, le pavillon tricolore des troupes du Nizam, il a mis la main, à Seringapatam, sur les preuves de la collusion de Tippoo avec les Français. « Nous avons trouvé, dit-il ⁽⁴⁾, dans le palais de Tippoo, sa correspondance avec les Français » : « trente-cinq lettres en français, prouvant qu'en dépit de ses professions d'amitié, Tippoo avait négocié avec les autorités françaises de l'Île de France et avec le Directoire, à Paris, en vue d'un secours qui lui permit de détruire la suprématie britannique dans l'Inde méridionale ⁽⁵⁾ ». Ces documents établissent que le sultan de Mysore avait, par trois fois, expédié des missions à l'Île de France et, de là, à Paris en avril 1797, octobre 1797, juin 1798, une seule étant directement partie de Tronquebar en

⁽¹⁾ *Dropmore papers*, t. V, p. 56. Mornington à Grenville, 18 mai 1799.

⁽²⁾ *Dispatches... of Wellesley*, t. I. Mornington à Dundas, 16 mai 1799.

⁽³⁾ *Dropmore papers*, t. V, p. 368. Mornington à Grenville, 8 août 1799.

⁽⁴⁾ *Ibid.*, t. V, p. 56. Mornington à Grenville, 18 mai 1799.

⁽⁵⁾ *Ibid.*, t. V, p. 269. Mémoire du 7 juin 1799, annexe à la lettre du 9 août de Mornington à Grenville.

février 1799. Ils contiennent le détail des négociations avec l'Île de France en janvier, février et mars 1798, du débarquement de Chapuis et Dubuc à Mangalore et de leur admission au service de Tippoo. « Je pense, écrit Mornington à Pitt ⁽¹⁾, que vous vous amusez du *citoyen Tippoo* et du *Citoyen Sultan* dans les papiers trouvés à Seringapatam. » Et à Grenville : « Vous vous réjouirez des papiers trouvés à Seringapatam ⁽²⁾. » L'intérêt de la « trouvaille » — le mot est de Mornington — légitime sa satisfaction et celle à laquelle il convie les ministres anglais. Les pièces saisies confirment ce dont il s'était douté; elles le justifient d'avoir prévenu les coups d'un ennemi en quête d'un appui, que la France n'eût pas mieux demandé que de lui accorder. Pas mieux demandé, certes, mais pas été en mesure de lui assurer. En fait de coopération entre Tippoo et les Français, — que ce fût en partant d'Égypte, de l'Île de France ou de la France, — la campagne de Mornington n'a déjoué que d'impuissantes intentions.

« Le télégraphe vient de nous apporter la nouvelle de la prise de Seringapatam, écrit Pitt à Grenville le 13 septembre 1799 ⁽³⁾. » « Ce grand et brillant succès, commente aussitôt Grenville en l'annonçant à Woronzoff ⁽⁴⁾, est d'une importance incalculable pour nos intérêts, et j'ai le bonheur de voir qu'il est principalement, presque entièrement dû à mon plus intime ami... Vous vous en réjouirez, et pour ma patrie et pour moi. » « Je me réjouis avec vous, fait écho Woronzoff ⁽⁵⁾, et je vous félicite bien sincèrement de l'importante victoire qui, d'un seul coup, raffermirait votre puissance dans l'Inde. Quel beau paragraphe de plus pour le discours du Roi, le mardi 24 du mois ! » Aux Communes et aux Lords, les ministres font voter au gouverneur général, « pour sa sagesse, son énergie et sa décision » et à ses principaux collaborateurs, Clive, Duncan, les généraux Harris, Stuart, Hartley et Baird, les éloges qu'une louable habitude du Parlement britannique fait décerner aux bons serviteurs du pays ⁽⁶⁾. Sur la

⁽¹⁾ 8 août 1799. STANHOPE, *William Pitt et son temps*, t. III, p. 185.

⁽²⁾ *Dropmore papers*, t. V, p. 268. Mornington à Grenville, 8 août 1799.

⁽³⁾ *Ibid.*, t. V, p. 397. Pitt à Grenville, 13 septembre 1799.

⁽⁴⁾ *Ibid.*, t. V, p. 400. Grenville à Woronzoff, 14 septembre 1799.

⁽⁵⁾ *Ibid.*, t. V, p. 400. Woronzoff à Grenville, 14 septembre 1799.

⁽⁶⁾ Voté aux Lords le 4 septembre 1799, sur la proposition de Grenville. *Gentleman's Magazine*, numéro de mars 1800.

proposition du Gouvernement, le roi nomme Mornington marquis de Wellesley, promotion d'ailleurs inférieure à ce qu'attendait l'intéressé. Ces congratulations disent assez la satisfaction éprouvée par les ministres et leurs entours. Elle est d'autant plus vive que les faits d'armes indiens viennent à point pour compenser l'effet du lamentable échec de l'expédition militaire anglaise en Hollande. Si la fortune n'a pas souri à ses armes en Europe, du moins le Gouvernement britannique peut-il être désormais rassuré sur l'Inde et prendre en patience, plus encore que par le passé, la présence d'une armée française en Égypte. La victoire de Mornington sur Tippoo-Sahib, abattant un ennemi qui comptait sur la France et sur qui la France avait compté, venge l'Angleterre de leurs espoirs mutuels et fait échec avec éclat à l'une des fins les plus vantées de l'expédition de Bonaparte : une fin que l'expérience avait déjà, à vrai dire, fortement démentie.

Les historiens d'outre-Manche ont consacré le jugement des contemporains. Ils ont vu dans la défaite de Tippoo-Sahib l'avortement de la politique dont avait procédé l'expédition d'Égypte, et ils ont rapporté l'écrasement du sultan de Mysore au désastre naval qui avait condamné l'entreprise orientale de la France : à celui d'Aboukir. « La conquête de l'Égypte par Bonaparte, dit l'un deux ⁽¹⁾, était destinée à être une étape vers le renversement de la puissance et du commerce britanniques en Extrême Orient ⁽²⁾... Le grand dessein de Bonaparte contre la puissance et le commerce de l'Angleterre dans cette région avait complètement échoué... La victoire de Nelson avait permis aux Anglais d'y maintenir la puissance de leur pays. »

En considérant les choses de plus près, on est amené à douter que, même sans la victoire de Mornington et sans celle de Nelson, Bonaparte eût pu, d'Égypte, faire passer des troupes dans l'Inde ou la révolutionner à distance. Le sultan de Mysore indemne, son armée, ses États intacts, les difficultés qui avaient empêché Bonaparte et lui de se tendre la main n'en eussent pas moins subsisté. L'escadre de Brueys saine et sauve n'eût pas

⁽¹⁾ W. HUNT and L. POOLE, *Political history of England*, t. X, p. 417.

⁽²⁾ *East*, en anglais, bien que correspondant au mot français est, orient, signifie ici l'Extrême Orient, l'Inde.

donné à la France une flotte sur la mer Rouge, pas prévenu la fermeture de Bab-el-Mandeb, pas modifié — au moins de longtemps — la situation respective des forces navales anglaises et françaises dans l'océan Indien.

Aucune entreprise n'eût exigé une coordination plus étroite ni plus rigoureuse, des préparatifs faits plus à l'avance ni avec plus de soin, qu'une coopération directe ou indirecte entre l'armée française d'Égypte et les ennemis de l'Angleterre aux Indes. Aucune n'a été moins coordonnée ni moins préparée. Il eût fallu que le contact fût pris, entre le Directoire et Tippoo, pour ne parler que de lui, avant le débarquement des Français en Égypte, soit pour le faire entrer en campagne simultanément à cette invasion, soit pour le retenir au contraire, jusqu'au moment où un secours pourrait le rejoindre, dans une passivité susceptible d'endormir Mornington. Il eût fallu qu'une force navale et des bâtiments de transport eussent gagné Suez, assuré la liberté du passage de Bab-el-Mandeb, avant que la marine britannique eût le temps d'établir son barrage à l'entrée de la mer Rouge. On sait que ni l'une ni l'autre de ces deux conditions n'a été remplie. Le peu qui a été tenté par le Directoire, pour les réaliser, l'a été beaucoup trop tard. La hâte avec laquelle l'expédition d'Égypte a été résolue et organisée n'a pas permis de faire mieux ni davantage. Au demeurant, le Directoire ne paraît avoir jamais prétendu à autre chose qu'à stimuler l'hostilité de Tippoo contre l'Angleterre et, en rallumant la guerre aux Indes, à accroître les difficultés du Gouvernement britannique. Le résultat en a été de faire abattre l'empire de Mysore.

Bonaparte, une fois dans l'action, eut une conception beaucoup plus juste des choses : celle d'une menace opérant avec le temps, grâce à la position intermédiaire de l'Égypte, à la réalisation progressive de la jonction tant de fois cherchée; la conception d'un but à atteindre « à la longue ». Ainsi conçu, ce but pouvait subsister, même après les succès de Mornington, la ruine du sultan de Mysore, l'asservissement du Nizam et du Peishwah.

VI

Quelques Anglais ne laissent pas de s'en rendre compte, à Londres et aux Indes. Dundas, ses collègues du *Board of Control for India*, les administrateurs de la Compagnie des Indes, se refuseront constamment à

tenir pour inoffensive la présence de l'armée française en Égypte et pour indifférent qu'elle y prolonge son occupation. Passé le premier moment d'enthousiasme pour le coup d'essai et le coup de maître du brillant gouverneur général, leurs préoccupations renaîtront, renouvelant leurs instances pour qu'on se décidât à déraciner la domination implantée par Bonaparte sur les rives du Nil. Il n'y avait pas si longtemps que, l'amiral Bruix sorti de son repaire de Brest, on avait pu craindre qu'il se dirigeât sur l'Inde et, renversant l'ordre des facteurs, remontât ensuite à Suez; pas si longtemps que, son escadre entrée dans la Méditerranée, le résultat de la bataille du Nil s'y était trouvé un instant remis en question; pas si longtemps non plus que, Bonaparte avançant en Syrie, on avait pu se demander où il s'arrêterait, s'il ne commanderait pas bientôt une seconde route d'Europe aux Indes, celle d'Alep à Bassora, et ne serait pas un jour en mesure d'exercer son influence sur la Perse. Tant que les Français demeureraient en Égypte, un retour de fortune sur mer, une débâcle militaire turque, la défection de la Porte, une crise de la coalition pourraient, survenant à l'improviste, stabiliser leur position, élargir leur champ d'action, mettre l'Inde à portée de leurs intrigues, sinon de leurs coups, leur faire trouver en Asie de nouveaux alliés — les Persans ou Zeman Chah par exemple. N'était-ce pas d'ailleurs pour cette raison même que, malgré d'indéniables déceptions, Bonaparte continuait à faire autant de cas de l'Égypte? Maint rapport de lui, intercepté par la croisière anglaise, ses instructions à son successeur, transmises en copie par Kléber au Directoire et saisies en mer⁽¹⁾, indiquaient précisément sa fidélité à ses idées et l'espoir qu'il plaçait encore dans la continuité de son entreprise, de sa politique, de l'œuvre de longue haleine qu'il avait mise en train. Un an à peine devait se passer avant que Mornington, en présence d'une situation militaire et politique transformée en Europe, fût repris par la crainte de voir un convoi français paraître sur la côte de Malabar.

Même dans l'entourage immédiat du gouverneur général, tous ne considérèrent pas, comme il l'avait fait d'abord, que l'issue de sa campagne eût mis l'Inde définitivement à l'abri des menées françaises, voire de pire. A la fin de juillet 1799, près de trois mois après la prise de Seringa-

⁽¹⁾ Des extraits en parurent dans les journaux anglais, notamment le *Times*.

patam, le général Stuart écrit de Madras que les Mahrattes ne respecteraient leurs engagements qu'aussi longtemps qu'ils y auraient intérêt. Qu'ils s'unissent avec la France, ce lui semblait peu à craindre, «à moins que les Français n'atteignissent effectivement l'Inde en forces». Au dessein de l'atteindre, Bonaparte avait, selon lui, dû renoncer pour le moment, «bien qu'il consolidât sa domination en Égypte dans l'intention de le mettre finalement à exécution». Mais nul doute qu'il y réussît un jour ou l'autre, si l'Égypte était annexée à la France. «La préservation de la puissance britannique aux Indes exige, disait Stuart, non seulement que les troupes françaises soient dépossédées de l'Égypte, mais encore qu'un nombreux corps de soldats français ne puisse pas pénétrer en Perse.» Une armée anglo-russo-turque aurait pu, à son avis, être chargée de leur interdire l'accès de l'Iran. Pour ce service, une importante coopération ne pouvait pas être immédiatement fournie par l'Inde; par contre, un corps de débarquement envoyé de l'Inde en mer Rouge pourrait chasser l'ennemi de Suez et de Kosseir et l'empêcher de former un établissement sur la côte d'Arabie⁽¹⁾.

C'était là une idée que Mornington avait eue au lendemain même de sa victoire sur Tippoo. Tout fier du grand coup qu'il venait de frapper, il n'avait pas perdu un instant pour offrir à la métropole le secours de l'Inde contre l'armée française d'Égypte, en le subordonnant toutefois à une action simultanée par la Méditerranée. «Si les Français, avait-il écrit à Dundas⁽²⁾, étaient établis en Égypte, il pourrait y avoir lieu de considérer si une expédition ne pourrait pas être montée dans l'Inde pour coopérer, par la voie de la mer Rouge, avec une action qui serait entreprise par la Méditerranée. Je ne peux me hasarder à préparer une telle expédition sans ordres d'Angleterre. Mais si j'en recevais l'ordre, vous pouvez être assuré qu'il serait exécuté avec entrain et intelligence, non seulement par moi, mais par toute l'armée des Indes.»

Ainsi la sécurité provisoirement au moins acquise à l'Inde britannique doit permettre de faire servir l'Inde à expulser les Français d'Égypte.

⁽¹⁾ C. O., 77/54. Lieutenant général Stuart, Fort Saint-George, 24 juillet 1799.

⁽²⁾ *Dispatches... of Wellesley*, t. I. Mornington à Dundas, 16 mai 1799.

TABLE DES MATIÈRES.

	Pages.
AVANT-PROPOS	I-XIII
SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE.....	XV-XXIV

LIVRE 1.

CHAPITRE PREMIER.

L'ANGLETERRE, LES ARMEMENTS DE TOULON, LE DÉPART ET LA TRAVERSÉE DE LA FLOTTE FRANÇAISE.

- I. — L'isthme de Suez, l'Égypte et la route d'Europe aux Indes. L'Angleterre et l'Égypte pendant le XVIII^e siècle..... 2
- II. — Le Gouvernement anglais ne devine rien de l'élaboration du projet d'expédition française en Égypte. Sa riposte aux armements de Toulon. Envoi en Méditerranée d'une escadre anglaise sous Nelson. Incertitude sur le but de l'expédition. Pas de soupçon que ce but puisse être l'Égypte. Instructions de lord Spencer à Jervis et de Jervis à Nelson. Supposition de lord Spencer quant au Levant. L'Irlande, hypothèse tenue pour la plus plausible. Lettre de Pitt à Grenville. Renseignements reçus par Grenville. Lettre d'Udney, de Livourne. Information de Francfort. Information de Brunswick : lettres de Dolomieu à Deluc. Incrédulité de Grenville. Nouvelles des Indes. Dundas discerne la vérité..... 6
- III. — Pitt et Grenville veulent rappeler en Angleterre une partie des troupes du Portugal. Lettre de Dundas à Grenville du 13 juin 1798. Dundas croit à un projet de Bonaparte sur l'Égypte et à un dessein contre l'Inde. Il étudie les itinéraires par où Bonaparte pourrait chercher à atteindre l'Inde. Il ne considère pas ce plan comme impraticable et s'en effraye. Mesures diplomatiques, militaires, navales qu'il propose. Il transmet à Grenville un mémoire sur la valeur de l'Égypte comme colonie pour la France. Tout le plan français est reconstitué dans ces documents. Rôle des nouvelles de l'Inde dans la découverte de la vérité à Londres..... 15

- IV. — Dundas écrit à lord Spencer sur les mesures navales à prendre. Optimisme de Spencer et alarmes de Dundas. Proclamation de Malartic, gouverneur de l'île de France. Dundas passe aux actes. Envoi de renforts aux Indes. Lettre de Dundas à Mornington du 16 juin 1798. Alerte donnée et mesures prescrites aux Indes. Lettre de Dundas à Macartney du 18 juin : le Cap dégarni au profit des Indes ; raisons de cette décision. Ordres envoyés à l'amiral Rainier ; à lord Clive, gouverneur de Madras 25
- V. — L'idée d'occuper Périm. Les « Indiens de Londres ». L'état d'esprit parmi eux. Le mémoire de A. Dalrymple. Étude du creusement d'un canal de jonction entre la mer Rouge et la Méditerranée et de ses conséquences pour l'Angleterre... 35
- VI. — Persistance du scepticisme à Londres chez les ministres autres que Dundas. Le Gouvernement anglais et la prise de Malte. L'opinion publique se rend compte du but des Français. Confiante dans Nelson pour les empêcher d'atteindre l'Égypte. Silence de Grenville envers Spencer Smith et de celui-ci envers Grenville. Émotion à Constantinople et à Alexandrie. Baldwin parti d'Égypte depuis trois mois... 42

CHAPITRE II.

NELSON À LA POURSUITE DE LA FLOTTE FRANÇAISE. APRÈS LA BATAILLE DU NIL.
LE CHARGÉ D'AFFAIRES ANGLAIS, LA PORTE OTTOMANE ET L'INVASION DE L'ÉGYPTÉ.

- I. — L'hypothèse de l'Égypte ne se présente pas d'abord à l'esprit de Nelson. Sa première intuition du projet français : « Si les Français passent la Sicile... », 15 juin 1798. Il apprend la prise de Malte. Il tient conseil avec ses capitaines. Décision d'aller à Alexandrie. Comment il en a expliqué les motifs à Jervis. Dans son esprit s'est faite la définition même de l'intérêt que présente l'Égypte pour l'Angleterre. Mission donnée au capitaine Hardy de le précéder à Alexandrie. Lettres à Baldwin. Le destinataire est parti. Son absence « un grand malheur ». Conséquences de l'absence de Baldwin. Nelson apprend que les habitants d'Alexandrie s'attendent à l'arrivée des Français. Il n'en part pas moins. Le lendemain arrive la flotte de Brueys. A son retour de Karamanie, Nelson reçoit des renseignements de Naples. Obligé de poursuivre vers la Sicile pour relâcher. Arrivée à Syracuse. Nelson repart et se dirige d'abord sur la Morée. Remet le cap sur l'Égypte. Bataille du Nil. L'Égypte a fait son apparition dans l'horizon militaire anglais et s'est inscrite dans les fastes maritimes de la Grande-Bretagne..... 50
- II. — Illusion de l'amiral Ganteaume après la bataille du Nil. La France ne peut pas de longtemps compter sur la paix avec l'Angleterre pour consolider son établissement colonial en Égypte. Les conséquences de la victoire navale de Nelson ne sont pas

localement ni immédiatement décisives. Mais les Anglais se les exagèrent. Nelson est le premier à se les exagérer. Il croit l'armée d'Égypte vouée à une complète et prompt destruction; veut détruire la flotte française de transports dans le port d'Alexandrie. Rappelé à Naples, laisse devant l'Égypte une croisière de blocus. Sa lettre du 9 août au gouverneur de Bombay et la mission aux Indes du lieutenant Duval..... 57

- III. — Spencer Smith, chargé d'affaires à Constantinople, communique aux Indes la nouvelle de l'invasion de l'Égypte et engage les autorités anglaises à veiller sur la mer Rouge. La Porte ottomane lui en a exprimé le désir. La lutte s'engage entre lui et son collègue français Ruffin. Le contact se noue entre lui et la Porte, qui demande aux Indes de contre-attaquer les Français en Égypte. Lettre de Spencer Smith à l'agent de la Compagnie des Indes à Bassora : il appelle les forces anglo-indiennes dans la mer Rouge. La corrélation se fortifie entre les deux termes Égypte et Inde. Action diplomatique de Spencer Smith à Constantinople pour procurer à l'Angleterre le concours militaire et naval des Turcs, les faire rompre avec la France, nouer une alliance anglo-ottomane. L'idée de cette alliance naît de l'invasion de l'Égypte. L'Égypte trait d'union entre l'Angleterre et la Turquie..... 64

CHAPITRE III.

L'ANGLETERRE, LA DÉCONVENUE DE NELSON

ET LE DÉBARQUEMENT DE BONAPARTE À ALEXANDRIE.

- I. — Le Directoire à la nouvelle de la prise de Malte, du débarquement à Alexandrie, de la prise du Caire, de la bataille du Nil..... 74
- II. — Optimisme et confiance des Anglais dans le résultat de la poursuite de Bonaparte par Nelson. Pitt et les lauriers de la diligence de Falmouth. Troisième lettre de Dolomieu à Deluc sur le projet des Français. Allusions de journaux français. Nouvelle du débarquement d'Alexandrie apportée à Londres de Constantinople. Impressions de Woronzoff. Craintes de Buckingham pour la Turquie. Inquiétude de Dundas. Il demande à lord Spencer d'empêcher qu'aucun renfort puisse passer de France en Égypte. Lord Spencer le rassure : une expédition très don-quistottesque, dont l'Inde n'a pas grand'chose à craindre. Les Anglais affectés de ce que Nelson ait laissé échapper Bonaparte. Ils ont confiance en lui pour réparer son échec. Bruits d'un succès naval. Pitt, Spencer, y croient. Prétendue victoire de Nelson dans l'Archipel. Déception quand on apprend son départ d'Alexandrie la veille de l'arrivée des Français et son entrée à Syracuse. La rumeur d'une victoire navale anglaise continue de circuler..... 75

- III. — L'expédition française étant arrivée à bon port, les Anglais se préoccupent de ses conséquences. L'imagination des Français du temps transforme les préoccupations anglaises en mortelles alarmes : Annibal aux portes de Rome, c'en est fait du Capitole ! Émotion de moindre intensité. Plus de doute sur les desseins français contre l'Inde. Informations et commentaires du *Times*. Suez tenu pour l'objectif immédiat de Bonaparte. Discussions sur ses chances de l'atteindre et de gagner l'Inde par la mer Rouge. Autres hypothèses examinées. Sombres prophéties sur les malheurs qui attendent les Français en Égypte. Perplexité qui se dégage de ces controverses. L'intérêt anglais pour l'Égypte sort des limbes. L'invasion de l'Égypte par la France, étape décisive dans l'histoire des rapports de l'Angleterre avec l'Égypte. Mémoire du colonel Fullarton : il suggère de faire intervenir une armée turque sous le commandement anglais, appuyée d'une escadre anglaise. Un établissement permanent en Égypte, condition essentielle pour préserver l'Empire britannique d'Orient. 84
- IV. — Cette idée est encore prématurée. Mesures adoptées par le Gouvernement anglais sous le coup de l'invasion française en Égypte. Instructions de Grenville à Spencer Smith : favoriser une alliance turco-russe, faire déclarer la guerre à la France par la Porte, conclure une alliance anglo-turque, pousser à des représailles turques contre les Français du Levant. Envoi à Constantinople d'une mission navale et d'une mission militaire. Sidney Smith : ses pouvoirs diplomatiques ; le « joint-minister ». Un maître-Jacques, à la fois commodore, conseiller naval des Turcs et ministre plénipotentiaire. Le général Kœhler. Lord Elgin désigné comme ambassadeur extraordinaire à Constantinople. Ces mesures ne répondent peut-être pas aux nécessités de la situation, mais répondent certainement aux possibilités de l'Angleterre : pas de forces de terre à envoyer en Égypte. 92

CHAPITRE IV.

L'ANGLETERRE À LA NOUVELLE DE LA BATAILLE DU NIL.

- I. — Les bruits d'une victoire de Nelson prennent consistance. Ce n'est pas assez pour rassurer Dundas et ses Anglo-Indiens. Idée de demander à la Russie de diriger une expédition par l'Asie centrale contre Zeman Chah et Tippoo-Sahib. Dundas la soumet à Grenville, qui la repousse avec ironie. Dundas revient à la charge. Il suggère qu'au moins la Compagnie des Indes puisse prendre à sa solde des troupes russes amenées en Méditerranée. D'après lui, la bataille du Nil « vient trop tard pour l'Inde ». 99
- II. — Ses inquiétudes concordent avec celles de Warren Hastings. Lettre et mémoire de Warren Hastings au roi. Ses idées sur les intentions des Français et sur les con-

séquences de leur établissement en Égypte. Il conseille d'occuper Périn. Aucun autre moyen, selon lui, de « préserver l'empire et le commerce britanniques dans l'Inde d'un danger très imminent et d'une ruine finale certaine ». L'occupation française de l'Égypte, menace permanente pour l'Inde anglaise..... 103

- III. — Arrivée à Londres du courrier de Nelson et confirmation officielle de sa victoire. Joie publique sans bornes. Honneurs décernés à l'amiral vainqueur. Odes à sa gloire. L'allégresse et l'orgueil chassent les appréhensions. Conséquences diplomatiques et militaires espérées de la bataille du Nil. Les inquiétudes pour l'Inde ne sont plus de saison. Le sort de saint Louis promis à Bonaparte. L'idée s'établit que la bataille du Nil a irrémédiablement fait avorter l'expédition d'Égypte. Les ministres, sauf Dundas, sont à l'optimisme. Grenville au travail pour susciter des ennemis à la France. Le discours du trône. « Une affaire terminée. » 107

CHAPITRE V.

NELSON À NAPLES.

LE GOUVERNEMENT ANGLAIS ET LES PROGRÈS DE BONAPARTE.

- I. — Embarras et regrets du Directoire à propos de l'expédition d'Égypte. Son impuissance à la secourir. Sa dépêche à Bonaparte du 4 novembre 1798. Les trois partis entre lesquels il le laisse libre de choisir..... 113
- II. — Nelson à Naples. Ses illusions sur la détresse des Français en Égypte; son impatience d'apprendre leur totale destruction; sa confiance dans la facilité d'en finir avec eux. Il fait fond sur les marines turque et russe pour les opérations sur la côte égyptienne. Il stimule Turcs et Russes. Insuccès de Hood devant Aboukir et Alexandrie. Optimisme et acharnement de Nelson par rapport aux affaires d'Égypte..... 115
- III. — Le Gouvernement anglais aussi optimiste que Nelson, mais moins impatient de porter le coup de grâce à l'expédition d'Égypte. Il est à court de troupes. Sa politique militaire en Orient fait fond sur les Turcs pour les opérations à terre. Son effort propre limité à la croisière de blocus et aux missions Sidney Smith et Koehler. La seconde coalition véritable riposte anglaise à l'expédition de Bonaparte. La situation de l'armée française d'Orient considérée à Londres comme beaucoup plus critique qu'elle n'est. Bruit d'assassinat de Bonaparte. Opinion de Dundas sur ce bruit et sur celui d'une expédition contre l'Inde par la mer Rouge. Illusions de Bonaparte au même moment. Contraste entre les illusions anglaises et françaises..... 122
- IV. — Les impatiences de Dundas. Ses objurgations à ses collègues. Sa suggestion au Cabinet en vue d'agir contre Bonaparte par la mer Rouge, en partant de l'Inde.

Ses pourparlers à ce sujet avec Huskisson, Sullivan, David Scott et Maitland. Sa lettre à Grenville du 13 décembre 1798. Projet de mission de Maitland dans la mer Rouge. De toute façon, le premier rôle militaire reste confié aux Turcs... 126

CHAPITRE VI.

LE TRAITÉ DU 5 JANVIER 1799. SIDNEY SMITH À CONSTANTINOPLE.

- I. — Fruits du labeur diplomatique anglais. Formation de la seconde coalition. Traité anglo-turc du 5 janvier 1799. Il est l'expression de la politique qui fait de la Turquie l'adversaire principale de la France en Orient. Sidney Smith arrive à Constantinople pour le signer. C'est lui qui va avoir à faire tenir aux Turcs leurs promesses... 131
- II. — Situation de Bonaparte en Égypte en janvier 1799. Conséquences pour lui de la bataille du Nil et de l'hostilité de la Turquie. Graves, elles n'ont pourtant pas compromis sa position militaire. Sidney Smith et les Turcs n'ont pas affaire à un adversaire aux abois... 133
- III. — Premières expériences de Sidney Smith. Il constate le dénuement naval de la Turquie. Il fait appel à l'Amirauté britannique. L'Égypte, «Nouvelle-Hollande». Conférences de Constantinople et plan d'opérations. Sidney Smith demande des frégates à Londres. Impression produite à Constantinople par le désastre des Napolitains. Sidney Smith à Rhodes. Difficultés avec Nelson. Mauvais état de l'armée turque. Peu de valeur du concours militaire ottoman. Illusions sur la situation des Français en Égypte. «Une nouvelle Vendée.» Résistance d'Alexandrie aux attaques navales anglaises de février 1799. Sort que Sidney Smith entrevoit pour sa croisière... 138

LIVRE 2.

CHAPITRE VII.

LA CAMPAGNE DE BONAPARTE EN SYRIE. SAINT-JEAN D'ACRE.

- I. — L'expédition de Bonaparte en Syrie : intermède inespéré pour les Anglais dans l'ingrate tâche de le faire vaincre en Égypte par les Turcs. Les causes de cette

expédition. Les préparatifs d'offensive faits par les Turcs en Syrie à l'instigation des Anglais ont pour effet d'y attirer Bonaparte. Ses tentatives pour entrer en négociations avec Djezzar, avec le Grand Vizir. Il se décide à marcher sur la Syrie. Son rapport au Directoire du 10 février 1799..... 148

II. — Résultat involontaire mais avantageux des préparatifs anglo-turcs d'offensive. Avertissements de Hood et de Sidney Smith à Djezzar et promesses de concours. Appel de Djezzar au secours anglais. Dispositions prises par Sidney Smith. Le plan d'opérations combinées contre l'Égypte est renversé. Sidney Smith conserve un instant l'espoir d'une opération sur les derrières de l'armée française. La lutte transportée sous les murs de Saint-Jean d'Acre. Avantages de cette position pour les Anglo-Turcs. Parti qu'en tire Sidney Smith. Sa contribution à la défense de la place. Carence de Kœhler. Importance de la partie aux yeux de Sidney Smith. Comment il en conçoit l'enjeu. Levée du siège..... 154

III. — État d'esprit en Angleterre, par rapport à l'expédition d'Égypte, au moment où débute la campagne de Syrie. Railleries, malédictions, confiance dans la totale destruction des Français. Impression produite par l'avance et les succès de Bonaparte en Syrie. Joie et fierté à la nouvelle de la levée du siège d'Acre et de la retraite de Bonaparte. Exagérations et conclusions hâtives. Honneurs décernés par le Parlement à Sidney Smith et aux «héros d'Acre». Récriminations en France et leur répercussion en Angleterre. En Orient, impression d'un échec français. La victoire des «héros d'Acre» a-t-elle coupé court à d'aussi vastes espérances qu'on l'a prétendu? 163

CHAPITRE VIII.

LES RÊVES DE MARCHÉ SUR L'INDE.

I. — Les rêves de Bonaparte en 1798-1799 : marche sur l'Inde à travers l'Asie; marche sur Constantinople et retour par Vienne. Ce n'ont été que des chimères à ses propres yeux. Raisons de leur attrait pour lui..... 172

II. — L'exposé rétrospectif du projet de marche sur l'Inde fait par Napoléon à Sainte-Hélène. Il aurait admis en 1799 d'en subordonner l'exécution au plein succès de sa campagne de Syrie. Son rapport au Directoire du 10 février 1799 n'en a pas soufflé mot. Il n'avait pas à faire mention d'un «projet» auquel il ne s'arrêtait pas sérieusement..... 174

- III. — Objections s'opposant à ce que ce « projet » ait pu être pour lui en 1798-1799 autre chose qu'une envolée de l'imagination, un amusement de l'esprit. A Paris n'a été envisagée qu'une expédition aux Indes par la mer Rouge. Lettres de Bonaparte faisant prévoir son prompt retour en France. Aucune allusion dans sa correspondance à une marche sur l'Inde par l'Asie. Aucune mesure prise par lui pour la préparer. Pendant sa campagne de Syrie, son désir est resté de retourner en France aussitôt que possible. Il n'a pas pu se faire illusion à ce point sur ses moyens matériels. 178
- IV. — Impossible de dire ce que Bonaparte eût fait, victorieux devant Acre; mais possible de dire ce qu'il n'eût pas fait. L'exacte portée de la victoire des « héros d'Acre » et les résultats pour Bonaparte de sa campagne en Syrie. 180
- V. — En France, Gouvernement et public ont fait les mêmes rêves que Bonaparte. Raisons pour lesquelles les imaginations sont débridées. 182
- VI. — Les Anglais se sont émus des rêves des Français. Hypothèses d'une marche de Bonaparte sur Constantinople, d'une invasion de l'Inde. Tranquillité relative des ministres. Mémoire de Dumouriez. La voie de la mer Rouge, les routes d'Asie. Étude et conclusions d'Eyles Irwin. Coïncidence avec l'opinion de Volney. Contre des dangers chimériques, certains Anglais ont conseillé des parades saugrenues : amener en Perse une armée anglo-russo-turque; appeler les Russes en Afghanistan; transporter à Bassora et de là en Syrie des troupes anglo-indiennes. Projets en avance sur l'histoire. 184

CHAPITRE IX.

L'EXPÉDITION NAVALE DE BRUIX EN MÉDITERRANÉE.

LA CAMPAGNE DE 1799 EN ÉGYPTÉ. ABOUKIR ET DAMIETTE.

- I. — La sortie de Brest de la flotte de Bruix plonge les amiraux anglais dans la consternation. But de l'expédition navale de Bruix : ressaisir la supériorité maritime dans la Méditerranée et rouvrir les communications avec l'Égypte. Le Gouvernement anglais et la destination de l'armement de Brest. L'Irlande. Doutes sur la destination de Bruix après sa sortie de Brest. L'Inde. Le Portugal. La Méditerranée et l'Égypte. Impressions de Grenville. Inquiétude et décisions de l'Amirauté anglaise. Bruix entre à Toulon. Reproche que lui a fait Napoléon. Situation critique des escadres anglaises au moment où Bruix a pénétré en Méditerranée. Occasion manquée. Nouvelles instructions du Directoire à Bruix. Ses opérations en

sortant de Toulon. Sa rentrée dans l'Océan et à Brest. Les Anglais mécontents qu'il leur ait échappé. Le résultat de la bataille du Nil en Méditerranée demeure intact..... 197

- II. — Illusions de Nelson sur le résultat décisif de Saint-Jean d'Acre. La politique militaire anglaise en Orient reste la même. Le Gouvernement a refusé de stationner en Sicile un corps de troupes pouvant intervenir, soit en Italie, soit en Égypte. Tentative de poursuite de Bonaparte pendant sa retraite de Syrie en Égypte. Sidney Smith revient à son plan initial d'opérations combinées. Sa lettre à Kœhler du 4 juin 1799. La campagne de 1799 en Égypte. L'armée de Moustafa pacha débarquée à Aboukir. Bonaparte la jette à la mer. Il est peu question de cette bataille en Angleterre. Grave échec pour la politique anglaise en Orient. Excuses et récriminations de Sidney Smith. Son jugement sur l'armée turque. Ses reproches à Kœhler. Échecs anglais devant Suez et Kosseir. Préparatifs de nouvelle offensive contre l'Égypte par la Syrie et la côte méditerranéenne. Débarquement turc à Damiette. Victoire des Français. Condamnation de la méthode anglaise consistant à faire déloger les Français d'Égypte par les Turcs..... 210

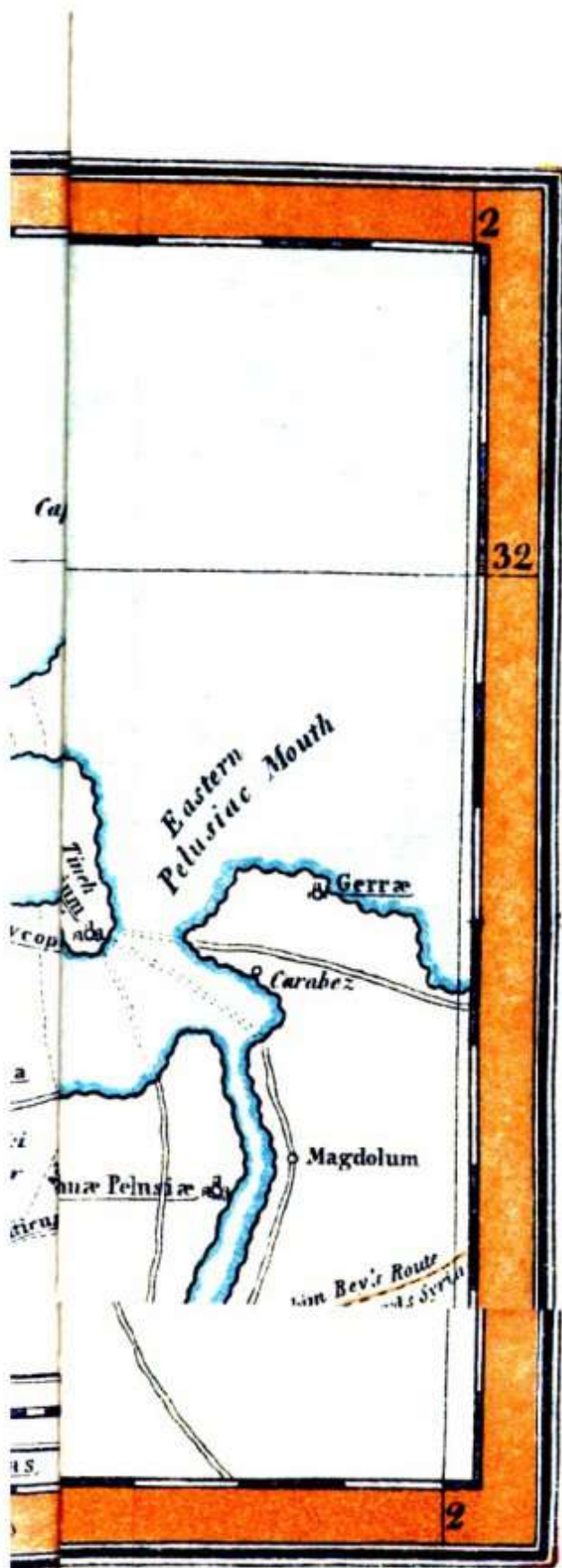
CHAPITRE X.

LA POLITIQUE DE MORNINGTON ET LA CAMPAGNE DE 1799 AUX INDES.

SERINGAPATAM.

- I. — Politique de Mornington. Ses préparatifs de défense ou d'attaque contre les princes hindous. Rien n'a été coordonné entre ceux-ci et le Directoire. Rien n'a été organisé pour une expédition française contre l'Inde par la mer Rouge..... 225
- II. — Les lettres de Dundas mettant les autorités britanniques en garde arrivent au Cap et aux Indes. L'Inde britannique à la nouvelle de l'invasion française en Égypte, à la nouvelle de la bataille du Nil. Le coup de force de Mornington contre le Nizam..... 230
- III. — Le Directoire et Tippoo-Sahib. Bonaparte se sait impuissant à diriger une expédition navale contre l'Inde. Sa politique dans la mer Rouge. Son voyage à Suez. Sa reconnaissance des vestiges de l'ancien canal. Occupation de Kosseir. Création d'un embryon de marine. Encouragements au commerce. Étude du percement de l'isthme de Suez. Conception d'une menace opérant à la longue. Lettre à Tippoo-Sahib..... 246

-
- IV. — Mornington prêt à agir contre Tippoo-Sahib. La tâche préliminaire à l'action militaire est terminée. Suggestions anglaises tendant à faire agir sur Tippoo par le sultan de Turquie..... 256
- V. — Campagne de février à mai 1799. Prise de Seringapatam. Mort de Tippoo. Fierté de Mornington. Joie à Londres. Portée de cette victoire..... 260
- VI. — Persistance d'inquiétudes anglaises éveillées par l'occupation française en Égypte. Idées et suggestions du général Stuart. La sécurité momentanément acquise à l'Inde doit permettre de faire concourir l'Inde à expulser les Français d'Égypte..... 265



Engraved by Robert Rowe

GYP

-
- IV. — Mornington prêt à agir contre Tippoo-Sahib. La tâche préliminaire à l'action militaire est terminée. Suggestions anglaises tendant à faire agir sur Tippoo par le sultan de Turquie..... 256
- V. — Campagne de février à mai 1799. Prise de Seringapatam. Mort de Tippoo. Fierté de Mornington. Joie à Londres. Portée de cette victoire..... 260
- VI. — Persistance d'inquiétudes anglaises éveillées par l'occupation française en Égypte. Idées et suggestions du général Stuart. La sécurité momentanément acquise à l'Inde doit permettre de faire concourir l'Inde à expulser les Français d'Égypte..... 265







